

# Economie Rurale de l'Anjou

---

*THÈSE POUR LE DOCTORAT*

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

dans la Salle des Actes de la Faculté de Droit

*le Mercredi 24 Juin 1942, à 15 heures*

PAR

**Jacqueline DUBREUIL**

---

*Président : M. SAINT-GERMÈS, Professeur*

*Suffragants* { *M. FOURGEAUD, Professeur*  
*M. LEBRUN, Professeur*

---

ANGERS

L'IMPRIMERIE DE L'ANJOU

21, BOULEVARD GASTON-DUMESNIL, 21

---

1942



# Economie Rurale de l'Anjou

---

## THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

dans la Salle des Actes de la Faculté de Droit

le 1942, à 15 heures.

PAR

**Jacqueline DUBREUIL**

---

*Président : M. SAINT-GERMÈS, Professeur*

*Suffragants* } *M. FOURGEAUD, Professeur*  
                  } *M. LEBRUN, Professeur*

---

ANGERS

L'IMPRIMERIE DE L'ANJOU

21, BOULEVARD GASTON-DUMESNIL, 21

---

1942

# UNIVERSITÉ DE CAEN

---

## FACULTÉ DE DROIT

---

**Année scolaire 1941-1942**

---

*Doyen :*

M. HENRY NEZARD (\*, I. ☉)

*Assesseur du Doyen :*

M. GOMBEAUX (\*, I. ☉)

*Professeurs honoraires :*

MM. CABOUAT (O. \*, I. ☉)

DEGOIS (I. ☉).

BRIDREY (\*, I. ☉).

*Professeurs :*

MM. NÉZARD (\*, I. ☉), professeur de Droit administratif ;

GOMBEAUX (\*, I. ☉), professeur de Droit civil, chargé du Cours de Droit international privé ;

BRUNET (\*, I. ☉), professeur sans chaire, Député ;

LEPARGNEUR (\*, I. ☉), professeur de Droit commercial, chargé du Cours de Droit maritime ;

LEMONNIER (I. ☉), professeur de Droit civil, chargé du Cours de Législation industrielle ;

PERREAU (\*, I. ☿, ✕), professeur de Droit criminel, chargé d'un Cours de Droit civil (capacité) ;

YVER (☿, ☿), professeur d'Histoire du Droit français et d'Histoire du Droit privé, chargé du Cours d'Histoire de la Coutume de la Normandie ;

PRUD'HOMME (\*, ☿, ☿), professeur de Procédure Civile et de Voies d'Exécution, en congé ;

FRÉJAVILLE (☿), professeur de Droit Civil, chargé du Cours de Droit civil approfondi et comparé et d'un Cours de Droit civil, (capacité) ;

BESNIER (☿, ☿), professeur de Droit Romain ;

LEDUC, professeur d'Economie politique, en mission ;

SAINT-GERMÈS, professeur d'Economie politique,

VILLEY-DESMESERETS, Agrégé, chargé d'un Cours d'Economie politique, du Cours de Législation financière et du Cours d'Histoire des Doctrines économiques ;

FOURGEAUD (\*), Agrégé, chargé du Cours de Législation minière et du Cours d'Economie rurale ;

DE LA CHARRIÈRE, chargé d'un enseignement de Droit public ;

LEBRUN, chargé des Cours de Procédure civile et de Voies d'exécution.

*Secrétaire :*

M. ROUX (\*, I. ☉, ☿, ☿), secrétaire des Facultés de l'Université de Caen.

---

*La Faculté n'entend donner ni approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.*

## JURY D'EXAMEN

---

*Président : M. SAINT-GERMÈS, Professeur*

*Suffragants* { *M. FOURGEAUD, Professeur*  
*M. LEBRUN, Professeur*

## INTRODUCTION

---

L'agriculture est « le roc sur lequel on rebâtera la France » proclamait M. Caziot au lendemain des tragiques événements de 1940. Espoir fallacieux ? Slogan de style électoral ? Nous ne le croyons pas, et décelons au contraire dans ces paroles une vérité profonde faisant ressortir la liaison intime qui existe entre l'idée de Terre et l'idée de Patrie. « Un champ qui tombe en friches, c'est « une portion de France qui meurt. Une jachère de nouveau emblavée, c'est une portion de France qui renaît » affirmait avec son habituelle et lucide clarté le Maréchal Pétain dans son Message du 25 juin 1940. Un pays aussi essentiellement agricole que le nôtre ne saurait en effet revivre sans le concours des classes rurales. C'est pourquoi l'œuvre de restauration paysanne décidée par le Gouvernement n'est pas seulement la réparation d'une longue injustice pendant laquelle les terriens, leurs aspirations, leurs besoins furent honteusement négligés, mais encore et surtout une œuvre de portée nationale destinée à « redonner à la France son vrai visage », à lui faire reconquérir une place digne de son passé dans le monde nouveau qui s'élabore.

Mais remettre en faveur l'agriculture, encourager le maintien et le retour à la terre impliquent au premier chef une connaissance réelle de la vie paysanne, de son développement, de ses efforts, de ses nécessités. Il paraît en outre non moins utile de vulgariser aussi largement que possible les notions d'économie rurale indispensables au progrès harmonieux, rationnel de la production agricole.

Cette thèse n'a pas d'autre but que de contribuer pour

sa très modeste part à l'œuvre de restauration paysanne entreprise par le Gouvernement du Maréchal Pétain, en apportant une vue d'ensemble sur les facteurs et résultats économiques de la vie rurale, envisagés dans une région particulièrement intéressante à cet égard, l'Anjou.

Les mots d' « économie rurale » que nous avons donnés en titre à notre étude ne comportent pas à la vérité de définition précise concordante. Cette science vieille comme le monde, mais jeune en sa découverte, paraît aux uns devoir se rattacher à l'Economie politique (1) alors que d'autres n'y voient qu'une simple branche de l'Agro-nomie (2). Sans vouloir retenir ces discussions théoriques, nous adoptons le concept de l'économiste belge Albert Delos qui étend le domaine de l'Economie rurale à « toutes questions qui touchent à la prospérité matérielle ou morale des classes paysannes » (3).

L'Anjou, pays essentiellement agricole, mais aux régions très diverses nous a semblé constituer un champ d'étude extrêmement instructif et varié, nous permettant d'intéressantes comparaisons.

Désirant donner non seulement un aperçu actuel et positif de l'économie rurale angevine, mais encore en déterminer les causes fondamentales, les conditions de développement, nous avons été amenés à l'adoption du plan suivant :

## PLAN

### A. PARTIE PRÉLIMINAIRE : *Aperçu historique de l'évolution rurale en Anjou.*

Chapitre I. — Des origines au XVIII<sup>e</sup> siècle.

Chapitre II. — L'Anjou au XVIII<sup>e</sup> siècle.

Chapitre III. — L'Anjou et la Révolution agricole du XIX<sup>e</sup> siècle.

---

(1) Albert DELOS, *Traité d'Economie rurale*, 1932, tome I, page 9.

(2) JOUZIER, *Traité d'Economie rurale*, 1928.

(3) DELOS, *op. cit.*, page 11.

B. PREMIÈRE PARTIE : *Les Facteurs de l'économie rurale angevine.*

TITRE I : Le Milieu naturel.

- Chapitre I. — Le Sol.
- Chapitre II. — Le Climat.
- Chapitre III. — L'Hydrographie.

TITRE II : Le Milieu social.

- Chapitre I. — La Population paysanne.
- Chapitre II. — L'Habitat rural.
- Chapitre III. — L'Association agricole.

C. DEUXIÈME PARTIE : *L'Economie rurale de l'Anjou.*

TITRE I : Les productions agricoles.

- Chapitre I. — La production végétale.
- Chapitre II. — La production animale.

TITRE II : Technique de production (mise en œuvre des 3 éléments : terre, travail, capital).

- Chapitre I. — La Concentration et l'agriculture angevine.
- Chapitre II. — Les Modes de faire-valoir usités en Anjou.
- Chapitre III. — Les Modalités de culture.
- Chapitre IV. — La Main-d'œuvre agricole.
- Chapitre V. — Engrais, outillage et machinisme.
- Chapitre VI. — Le Rôle du capital en agriculture, le Crédit rural.

TITRE III : Les débouchés de la production.

- Chapitre I. — Etude sur les débouchés respectifs des principaux produits agricoles de l'Anjou.
- Chapitre II. — Les transports.



## PARTIE PRÉLIMINAIRE

---

Aperçu historique de l'évolution rurale  
en Anjou



## **APERÇU HISTORIQUE DE L'ÉVOLUTION RURALE EN ANJOU**

---

L'économie agricole de l'Anjou telle qu'elle se présente à l'heure actuelle est évidemment en grande partie la résultante des longs siècles d'efforts pendant lesquels l'homme a cherché à améliorer le sol qui lui était confié, à rationaliser les systèmes et les instruments de culture, à développer les débouchés de sa production. Il n'est une seule découverte scientifique, quelle fût d'ordre physique, chimique ou mécanique qui n'ait exercé une répercussion profonde sur l'agriculture. Pas un événement économique, social, politique ou militaire de quelque importance qui n'ait modifié les conditions et parfois la structure même de la vie paysanne.

Il nous a donc paru fort intéressant, sinon nécessaire, de jeter un regard en arrière et de retracer brièvement les diverses étapes de l'évolution agricole en Anjou. La partie de notre étude consacrée aux temps modernes nous paraîtra de ce fait clarifiée et mise en valeur d'une manière plus saisissante puisqu'elle représentera l'aboutissement actuel de tout ce long processus que nous allons rétrospectivement revivre.

Elaborer cette petite histoire agricole de l'Anjou n'est pas une tâche aisée. Jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle surtout, l'absence presque totale de documents officiels, le manque de portée générale des archives se rapportant à la vie économique de cette région, comme d'ailleurs de tout l'ensemble de la France, ne nous ont permis qu'un aperçu extrêmement succinct. Nous nous sommes efforcés de ne point tomber dans des hypothèses fantaisistes et de nous

appuyer seulement sur des auteurs sûrs et des données certaines. S'il en résulte quelque imprécision, cela ne nous importe guère en fait, le but essentiel de cet historique étant de relater les caractères généraux de l'agriculture angevine au temps passé et non point de déterminer chiffres à l'appui les superficies cultivées et les productions obtenues.

Du XVIII<sup>e</sup> siècle à la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> les renseignements deviennent beaucoup plus abondants et plus précis. Toutefois leur exactitude est souvent sujette à caution et les chiffres produits n'ont guère à notre avis qu'une valeur indicative.

Ce n'est qu'en 1862 qu'apparaissent les premières statistiques modernes établies d'une manière plus rationnelle et auxquelles on peut ajouter plus de foi. Ces statistiques décennales ont été interrompues à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et la dernière remonte à 1892. C'est à cette date que nous arrêterons notre partie historique.

D'assez nombreux ouvrages locaux nous ont permis en outre de retracer d'une manière plus vivante les vieilles coutumes agricoles angevines.

---

## CHAPITRE PREMIER

---

### DES ORIGINES AU XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE

---

« Tout le territoire compris aujourd'hui dans le département de Maine-et-Loire ne formait dans les temps antiques qu'une suite de forêts immenses, au travers desquelles circulait la grande Loire » (1).

Cette affirmation peut être considérée comme certaine si nous remarquons d'une part qu'elle concorde avec les données que nous avons sur l'ancienne Gaule et d'autre part que nombre d'appellations de régions angevines aujourd'hui cultivées font encore allusion aux vastes forêts qui couvraient jadis le pays. Dans le Val de Loire, notamment, les noms de « Grands bois » de « Forêts » de « Longs bois », etc... qui se suivent presque sans interruption le long de l'Authion depuis Longué jusqu'aux Ponts-de-Cé se rapportent aux parties les plus récemment défrichées de la grande « Forêt de Vallée » qui couvrait encore au début du XII<sup>e</sup> siècle non seulement la dépression latérale de l'Authion mais aussi toute la moitié inférieure de la Vallée d'Anjou. Enfin les témoignages concordants des textes, des noms de lieux et même des traditions orales permettent d'affirmer que jusqu'au XIII<sup>e</sup> siècle au moins les forêts ont régné sur la plus grande partie des basses vallées angevines (2).

Dans ces bois, vivaient des populations qui nous sont

---

(1) Célestin PORT, *Dictionnaire*. Introduction, page I.

(2) Roger DION, *Val de Loire*, page 276.

inconnues ; elles campaient vraisemblablement le long des rivages (3) et se nourrissaient des produits de la chasse et de la pêche. Déterminer le jour où l'homme eut l'idée géniale de défricher les bois pour cultiver le sol est évidemment chose impossible, mais ce qui paraît certain c'est que la mise en culture de l'Anjou, comme d'ailleurs de beaucoup d'autres régions de notre pays, a été poussée, favorisée en grande partie

1°) par les conquérants romains

2°) par les moines

3°) par les rois.

## SECTION I

### De la Période gallo-romaine au XIII<sup>e</sup> Siècle

C'est César qui pour la première fois dans ses « Commentaires » désigne sous le nom d' « Andes » le pays et le peuple situés dans les régions de la Loire moyenne et de la Maine. Un peu plus tard Tacite donnera aux habitants des Andes l'appellation d' « Andecavi » et Pline l'Ancien d' « Andigavi ». C'est de ces termes que sont nés les mots d'Anjou et d'Angevins, mots qui se sont perpétués depuis des siècles.

Dès les premières heures de la résistance gauloise à l'envahisseur romain, les Andes avaient répondu à l'appel de Vercingétorix et même après la défaite suprême, leur chef Dumnacus résiste encore vaillamment quelque temps. Pourtant après un dernier soulèvement en l'an 21, le pays semble définitivement conquis et dès lors soumis à la célèbre « paix romaine » dont, comme le remarquait finement Célestin Port, « l'illusion complète nous est surtout donnée par l'absence de toute histoire pendant 3 siècles ». C'est pendant cette période toutefois que les Andes se défrichent, se transforment, sous « la domination irrésistible d'une civilisation supérieure » (4).

---

(3) (Comme semblent le prouver les silex taillés en instruments de travail découverts principalement à proximité des rivières).

(4) Célestin Port, *op. cité*, p. III.

Tout le pays commence à s'animer. De tous les centres existant encore de nos jours, la moitié au moins conserve le radical du nom primitif qui en atteste l'existence antique. Quatre grandes routes longent la Loire de Tours à Angers et 2 autres se poursuivent d'Angers à Nantes. Toutes les villes romaines, Poitiers, le Mans, Rennes, sont reliées entre elles par de grands chemins. Partout le long de ces routes s'échelonnent des villas isolées, des agglomérations éparses, des exploitations rurales plus nombreuses. La vie paraît s'être surtout concentrée aux bords de la Loire, dans le Saumurois et dans les Mauges comme en témoignent les débris de ces âges. Nul doute que le développement des voies de communication, l'accroissement de la population, la création de villages sédentaires, l'introduction de méthodes de culture plus perfectionnées (tel l'emploi de la charrue en bois), bref tous les bienfaits de la civilisation romaine n'aient eu les résultats les plus heureux sur l'essor agricole du pays andigave.

Mais dès la fin du III<sup>e</sup> siècle, cette période de prospérité s'achève pour faire place à une ère de troubles, de guerres, de famines, de pillages, qui débute avec les invasions barbares et se prolongera presque sans interruption jusqu'à la fin du XVI<sup>e</sup>. L'Anjou est tombé aux mains des Francs après la mort de Syagrius, le général romain qui gouvernait les régions situées entre la Somme et la Loire. Dès lors « des guerres sans fin contre les voisins à partir du VI<sup>e</sup> siècle devaient livrer tout le pays durant des siècles au passage et aux luttes des armées et à toutes les misères. De plus en 853 les Normands qui avaient depuis 10 ans fait leur apparition à Nantes remontent la Loire, saccaagent les 2 rives, pillent l'Anjou et la Touraine » (5). Vers le X<sup>e</sup> siècle l'Anjou est constitué en fief au profit des comtes d'Anjou. On ne peut évoquer ce siècle sans rappeler le souvenir de Foulques le Roux auquel l'Anjou sera éternellement redevable d'avoir chassé les Normands. Le pays se repeuple. Bourgs et villages se reconstruisent. On défriche et on laboure de nouveau les terres qui avaient été abandonnées. Le fils de Foulques le Roux, dit Foulques

---

(5) Célestin PORT, *op. cit.*, p. VII.

le Bon s'attache lui aussi à ranimer le commerce et l'agriculture et ses efforts sont si bien couronnés de succès que « l'Anjou fut incontinent repeuplé et en un très bon état à cause de la fertilité et abondance que Dieu y donna, ce qui convia non seulement les Angevins qui s'étaient retirés ailleurs durant les guerres de Normands à y revenir, mais encore les peuples des environs à venir y habiter » (6).

Mais avec Foulques Nerra, au caractère belliqueux, les guerres devaient bientôt reprendre et continuer avec la lignée des Comtes Plantagenet. Enfin en 1204 après toute une série de luttes, Philippe Auguste réunit l'Anjou au domaine de France.

Pendant toutes ces guerres, la physionomie agricole de l'Anjou n'a guère pu évoluer. Le pays est encore couvert de landes et de forêts. Le servage est toujours la loi des populations rurales. « Avec la terre, tous les travailleurs sont vendus et les enfants partagés entre les maîtres comme les objets mobiliers ; les pauvres se donnent d'eux-mêmes et les familles trop nombreuses se marchandent à proportion de leur misère » (7). Quelques indigènes s'établissent comme hôtes ou colons, mais « tel libre ici comme propriétaire subit le servage comme tenancier sous le nom de « colibert » particulier aux contrées de l'Ouest ».

C'est seulement au XIII<sup>e</sup> siècle, en grande partie sous la pression des moines, que la mise en culture de l'Anjou est plus activement reprise malgré les désordres quasi périodiques que le pays subira jusqu'au XVII<sup>e</sup> siècle.

## SECTION II

### Du XIII<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> Siècle

Lors de la réunion de l'Anjou au domaine de France, les terres angevines forment une hiérarchie de tenures à titre libre ou servile, temporaire, viager ou perpétuel. Exceptionnellement quelques rares « aleus ». Enfin de vastes domaines appartenant aux monastères. Il semble qu'on

---

(6) *Revue d'Anjou*, 1852, tome I, page 110.

(7) Célestin Port, *op. cit.*, p. XII.

ait trop souvent négligé le rôle obscur mais point négligeable joué par les moines dans l'économie paysanne d'alors. Pendant que les puissants seigneurs luttèrent entre eux sans souci de saccager leur terres réciproques auxquelles ils attachaient bien plus de valeur nobiliaire que de valeur productive, les moines, eux, cultivaient ou faisaient cultiver leurs domaines avec soin, substituant aux landes incultes de riches plantations et méritant par là le qualificatif de « défricheurs d'âmes et de terres » qu'on leur a parfois donné (8).

Le XIII<sup>e</sup> siècle est certainement pour l'Anjou une nouvelle période de prospérité. Provisoirement il se trouve à l'écart des guerres. Les campagnes se repeuplent. La construction d'une levée protégeant le Val de Loire contre les méfaits des inondations permet la mise en culture de cette riche région.

Mais ce n'est là qu'un bienfaisant répit. Dès le XIV<sup>e</sup> siècle les guerres avec l'Angleterre ruinent à nouveau l'Anjou ainsi qu'une peste noire. A peine les dernières années de ce siècle et les premières du XV<sup>e</sup> sont-elles plus clémentes, que de 1444 à 1449 s'abat sur l'Anjou une effroyable misère, contre-coup de nouvelles luttes, de pillages et de terribles épidémies. Le XVI<sup>e</sup> siècle n'est guère plus propice. Des bandes armées ne cessent de piller les campagnes qu'épuisent les exactions des traitants et des collecteurs. De 1552 à la fin de la Fronde (1653) ce sont les guerres civiles entre catholiques et protestants qui viennent ensanglanter le pays. Et à cette horrible lutte des hivers rigoureux (9), la peste, la famine, les inondations (10) ajoutent leurs désastres.

Ce n'est que du milieu du XVII<sup>e</sup> aux années qui précèdent immédiatement la Révolution, que l'Anjou goûtera enfin les joies d'une paix interne recouvrée et que sa vie paysanne pourra enfin s'épanouir plus librement.

---

(8) G. BRICARD, *L'Angevin, son pays et son caractère*. Rev. *La « Province d'Anjou »*, janvier-février 1929.

(9) Comme celui de 1607 pendant lequel les rivières demeurèrent glacées deux mois entiers.

(10) 1615 fut baptisé l'an des grandes eaux : une partie des ponts de Saumur fut emportée. Notes de la *Revue d'Anjou*, 1852, tome I.

### SECTION III

#### **Principales productions de l'Anjou pendant cette période**

Malgré les troubles perpétuels qui ont sévi sur l'Anjou pendant tant de siècles, l'agriculture n'a pas été sans accomplir de notables progrès.

Dans la vallée de la Loire le peu qui restait des anciennes forêts a été converti du XIII<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle en pâtures communaux ou annexé aux propriétés privées.

« Livrés à la dépaissance commune sous le nom de « communs » les terrains de pacage créés aux dépens des anciennes forêts permettaient d'entretenir dans le Val un bétail nombreux » (11).

Comment cette substitution s'est-elle effectuée ? A peu près partout de la même manière. Les exemples les plus typiques sont ceux de la forêt de Beaufort et de la forêt de St-Florent-le-Vieil. Le propriétaire de la forêt a commencé d'abord par accorder à ses voisins un certain nombre « d'usages » parmi lesquels le pacage du bétail. Peu à peu l'exercice du droit de pacage provoque la dégradation puis la disparition de la forêt sur des espaces de plus en plus étendus. On peut s'étonner de la facilité avec laquelle le seigneur accorde un droit de pacage sur ses forêts alors qu'il sait pertinemment que ces dernières vont en souffrir. La raison en est la suivante : le paysan pendant tout le Moyen-Age accorde une importance capitale à la possibilité de nourrir le bétail, à tel point qu'on a pu dire que la densité de la population avait un rapport direct avec l'abondance des herbages. Or le seigneur a d'autant plus de puissance que ses sujets sont plus nombreux : il cherche donc à en attirer le plus possible par des concessions de droit d'usage, même aux dépens de ses forêts (12).

En 1471 la vaine pâture est considérée comme traditionnelle dans la basse vallée d'Anjou (13).

---

(11) Roger DION, *Val de Loire*, p. 511 et 512.

(12) Roger DION, *Val de Loire*, p. 572.

(13) Lettres de Jeanne, reine de Sicile et duchesse d'Anjou, citées par R. DION, *Val de Loire*, p. 568, 573, 574.

Mais à partir du XVI<sup>e</sup> siècle, l'extension croissante des prairies communales commence à ne plus être regardée d'une manière aussi favorable. Au Conseil royal, on considère que l'accensement de ces terres à des particuliers qui les mettraient en labour, contribuerait non seulement à la prospérité générale du pays mais encore à l'amélioration des finances publiques. En conséquence par un arrêt du 28 novembre 1572 le Conseil ordonna que 1200 arpents de « frous et terres vagues » situés dans la commune de Beaufort fussent mis en culture. 1000 arpents furent réunis au domaine utile et formèrent plusieurs métairies. Les 200 autres furent mis en vente moyennant cens et deniers d'entrée (14).

Quant aux forêts ou parties de forêts encore intactes, elles furent également protégées par le pouvoir royal contre des dévastations ultérieures. En 1667, notamment, Louis XIV fit procéder à la « réformation » de la forêt de Beaufort. Ce qui en restait fut limité par des bornes et déclaré « défendable » à toutes les espèces d'usages qui s'y étaient introduits (15).

Dès les plus anciens âges l'Anjou « est fondé en vinoble, qui est la plus grande part de la revenue du païs » (16). « Tous les coteaux se couvraient de pampes » jusqu'aux rives de l'Oudon. Sûrement dès le XVII<sup>e</sup>, peut-être même antérieurement, la vigne disparaît cependant des alentours de Candé, Craon, Pouancé et aux confins de la Bretagne où le rendement est inférieur. Par contre, tout le long de la Loire et de ses affluents de la rive gauche, dans le Saumurois et sur les premiers contreforts des Mauges, les produits renommés des vignes blanches se récoltent à pleine cuve (17).

Le commerce du vin est d'ailleurs dans cette région l'un des premiers à s'organiser. A une époque reculée on trouve déjà des courtiers en vins, des marchands en gros et au détail. Pendant tout l'Ancien régime, il existera d'importantes corporations locales de marchands de vins (Cor-

---

(14) R. DION, *op. cit.*, p. 572 et suiv.

(15) R. DION, *op. cit.*, p. 572 et suiv.

(16) Mss 894 f. 63, cité par Célestin Port.

(17) Célestin PORT, p. XXIII.

poration des marchands de vins en gros — Corporation des marchands de vins en auberge — Corporation des crieurs de vins ou des Jurés crieurs de vins, etc... (18). Au XVII<sup>e</sup> siècle les principaux acheteurs de vins d'Anjou étaient les Belges et les Hollandais représentés surtout par la Compagnie des Indes Orientales. Les barriques étaient alors transportées par voie d'eau et le principal comptoir des Hollandais était établi sur les bords de la Loire aux Ponts-de-Cé (19). Le commerce avec les Hollandais se ralentit toutefois vers la fin du XVII<sup>e</sup> siècle par suite de la concurrence de la bière, des vins du Rhin et de Bordeaux, de l'établissement de droits de douanes sur les marchandises hollandaises qui attirèrent des mesures de représailles, enfin et surtout par suite de la guerre avec la Hollande en 1672 (20).

Outre la vigne, la production agricole de l'Anjou durant tout le Moyen Age, à en juger d'après la nature des dîmes, consiste essentiellement en grains, seigle ou blé, plus souvent seigle que blé. Mais à partir du XV<sup>e</sup> le Val de Loire commence à prendre une physionomie distincte de celle des plateaux voisins et s'adapte à certaines cultures spécialisées (21).

La culture du lin et du chanvre est répandue en Anjou depuis le XIII<sup>e</sup> siècle.

La production de fruits est également très abondante. Elle permet la fabrication du fin « guignolet », des liqueurs, des confiseries sans parler de ces pruneaux renommés dont le commerce au XVII<sup>e</sup> créait des fortunes proverbiales. Un marchand d'Angers du nom de Basson avait vendu en une seule année pour 1.700.000 livres de pruneaux (22) d'où le proverbe angevin : « Il est aussi riche que Basson, mais il n'a pas tant de pruneaux » (23).

Mais les remarquables productions agricoles du pays angevin sont dues plus à la fertilité naturelle du sol et à

---

(18) MAISONNEUVE, *l'Anjou, ses vignes et ses vins*, p. 49 et suiv.

(19) A l'emplacement actuel de l'école des garçons.

(20) MAISONNEUVE, *op. cit.*, p. 60 et suiv.

(21) *Val de Loire*, p. 456.

(22) Chiffre incroyable à l'époque.

(23) *R. d'Anjou*, 1852, tome I. Célestin PORT, *Dict.*, p. XXIII.

la douceur du climat qu'au système de culture employé. En Anjou, pendant toute cette période comme d'ailleurs dans la plus grande partie de la France, on pratique ce qu'on appelle la « petite culture ». Ces mots correspondent à la notion moderne de culture extensive. Un grand nombre de terres angevines sont encore inexploitées, couvertes de bois ou de landes. Et les terres cultivées sont soumises au régime de la jachère : après 1 ou 2 récoltes consécutives on laisse le sol se reposer parfois plusieurs années. Cependant dans la Vallée de la Loire, la « grande culture » ou culture intensive a été pratiquée d'assez bonne heure, ce qui s'explique par la richesse extrême du sol limoneux, que les crues de la Loire fertilisent périodiquement en y déposant des alluvions.

Le chroniqueur Jehan Bourdigné remarquait déjà en 1529 que les terres de la Vallée d'Anjou étaient « tous les ans labourées et semées sans leur donner aucun repos ou intermission » (24).

Quant à l'organisation des terroirs, il semble que l'Anjou ait été avant tout autrefois un pays bocager. La plupart des champs étaient irréguliers et clos de haies (25).

#### CONCLUSION

Jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle l'Anjou a été presque constamment bouleversé par des guerres, des invasions, des pillages, des troubles de toute sorte qui n'ont guère favorisé son développement agricole. On ne peut remarquer pendant cette longue série de bouleversements que 3 influences heureuses et pacifiantes :

1°) celle de la conquête romaine qui a largement contribué au défrichement et à l'organisation du pays ;

2°) celle des moines colonisateurs qui pendant tout le Moyen Age se sont efforcés d'aménager leurs domaines et d'en retirer un revenu maximum ;

---

(24) *Chroniques d'Anjou et du Maine* (1529). Edition de Quatrebarbes, 1842, p. 22.

(25) *Val de Loire*, p. 515.

3°) plus tard enfin celle des rois qui ont cherché à pousser aussi activement que possible le défrichement des terres incultes communales et leur accensement à des particuliers (26).

Prés, vignes et grains constituaient alors les productions essentielles d'un pays riche mais encore maladroitement exploité.

---

(26) Beaucoup plus d'ailleurs dans un but fiscal que pour un motif d'intérêt général.

## CHAPITRE II

---

### L'ANJOU AU XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE

---

Si nous nous reportons au « Mémoire sur l'Anjou » (1) fourni par Thomas Hue de Miroménil, intendant de Tours, comme suite à la grande enquête ordonnée par Louis XIV en 1697, dans toutes les généralités du royaume, nous pourrons d'après ce document officiel, l'un des premiers sur la vie économique de la province, nous faire une idée approximative sinon rigoureusement exacte de l'Etat Agricole de l'Anjou dans les dernières années du XVII<sup>e</sup> et au début du XVIII<sup>e</sup> siècle.

D'ores et déjà l'Anjou nous est représenté comme un pays fertile avec de belles forêts de chêne très giboyeuses, une grande abondance de vignes blanches et de « bleds froment », du seigle, de l'orge, de l'avoine, des pois, des fèves, du lin et du chanvre. Miroménil note également la variété, la quantité et la qualité des arbres fruitiers. Il fait ressortir enfin que l'élevage des bœufs, vaches et moutons, grâce aux nombreuses et grasses prairies, constitue l'une des grandes richesses de la province.

Quelques 60 ou 70 ans plus tard nous retrouvons dans le « Tableau de la province d'Anjou de 1762 à 1766 » (2) une nomenclature à peu près identique des productions

---

(1) Extrait des *Archives d'Anjou* par MARCHEGAY, tome I, page 3 et suiv.

(2) Extrait par le Chanoine UZUREAU du Tableau de la généralité de Tours depuis 1762 jusques et y compris 1766, tableau fourni par l'intendant LESCALOPIER, dans les *Mémoires de la Société d'Agriculture S. et A. d'Anjou*, 5<sup>e</sup> série, année 1900, tome III, page 185 et suiv.

angevines et la même impression générale d'abondance et de richesse. N'y est-il pas dit d'ailleurs que la Vallée d'Anjou est « le pays le plus fertile de la généralité de Tours » à l'exception de l'île de Brébémont en Touraine ?

Bien que plus succinct le nouveau « Mémoire » fourni en 1783 par l'intendant Harvoin mentionne encore pour l'Anjou « l'assez grande abondance » de grains et de vins permettant non seulement de « suffire à la consommation intérieure » mais encore de « fournir à l'exportation » (3).

De ces quelques indications générales, on pourrait être tenté de déduire que l'Anjou dès le XVIII<sup>e</sup> jouissait d'une belle prospérité et que son état agricole était dans l'ensemble fort satisfaisant. Cette conclusion trop hâtive serait inexacte. La réputation dont bénéficie l'Anjou déjà à cette époque n'est en fait méritée que par quelques régions : celles qui sont situées en bordure de la Loire et des autres rivières ; mais il s'en faut de beaucoup que les autres aient la même valeur et les mêmes avantages. On distinguait alors dans le pays 2 grandes parties séparées par la Loire : le Haut Anjou au sud et le Bas Anjou au nord. Dans le Tableau de 1762, le Haut Anjou est représenté comme beaucoup plus fertile que le Bas Anjou. A la vérité, cette distinction nous paraît un peu arbitraire et nous verrons qu'ultérieurement géographes et économistes l'ont répudiée pour y substituer une répartition est-ouest beaucoup plus conforme à la topographie du pays et à la nature du sol que l'ancienne division nord-sud.

S'il est exact en effet que les cantons les plus riches se trouvent situés dans le Haut-Anjou (4), il n'en est pas moins vrai qu'une grande partie de l'arrière pays reste encore en friches. Une étendue considérable de bruyères et de landes recouvre notamment le sud des Mauges et dans l'intéressante thèse qu'il a consacrée à cette région Andrews estime qu'en 1789, 20 % des Mauges sont encore incultes (5).

A l'inverse le Bas Anjou n'est pas entièrement déshérité,

---

(3) *Archives d'Anjou*, par MARCHEGAY, tome II, page 359.

(4) Le long de la rive gauche de la Loire.

(5) ANDREWS, *Les Paysans des Mauges au XVIII<sup>e</sup> s.* thèse 1935, page 86.

bien loin de là. Si le terrain des hauteurs est souvent « montueux, inégal et rempli de pierres » celui des coteaux « humide et froid » celui des dépressions « rougeâtre et compact » (6), il n'en reste pas moins que dans la partie sud-est et centrale de la région, les vallées de la Loire (7), du Loir et de la rive gauche de la Sarthe jouissent d'une extrême fertilité.

S'il nous faut donc conclure sur l'ensemble de l'Anjou, nous croyons respecter la vérité en affirmant qu'au XVIII<sup>e</sup> siècle les seules parties réellement très riches du pays sont les Vallées. Le reste du pays est encore soit couvert de landes, soit cultivé extensivement avec un système de longues jachères nécessité par le fait qu'on ignore encore le moyen d'engraisser le sol artificiellement et de lui fournir les éléments chimiques qui lui font défaut. Notons encore que les coteaux du Saumurois et du Layon jouissent dans l'Anjou d'une place à part grâce à leurs vignobles réputés.

## SECTION I

### Systèmes de culture pratiqués en Anjou

#### § I. — DANS LES VALLÉES

La réputation de l'Anjou au XVIII<sup>e</sup> siècle repose en majeure partie sur l'extrême fertilité de ses vallées. Pourtant un grave fléau les menace : ce sont les inondations fréquentes dues aux crues de la Loire et de ses affluents. Il ne se passe guère 5 années sans que la récolte entière ne soit détruite. C'est que malheureusement en effet les débordements de la Loire ont presque toujours lieu au moment de la récolte des foins. Souvent même comme les crues se succèdent les unes aux autres depuis le mois de mars il faut semer plusieurs fois. Pourtant les habitants ne se découragent point, étant donné l'excellent rendement du sol alluvionnaire. Les crues elles-mêmes ont leur

---

(6) Tableau de l'Anjou de 1762 à 1766, *op. cit.*, p. 185 et suiv.

(7) Celle de Beaufort, la plus riche peut-être de l'Anjou.

avantage puisqu'elles recouvrent les terres d'un riche limon qui permet d'en retirer 3 récoltes en 2 ans (8).

Nous sommes loin ici du système de jachères pratiqué dans l'arrière pays. Depuis le Moyen Age, les vallées angevines ont adopté et sont restées fidèles au type de culture intensive à rotation biennale comportant du froment sur la première sole, des pois et surtout des fèves sur la deuxième. Ce type de culture est d'ailleurs en 1700 une sorte d'anomalie dans l'ensemble de la Vallée de la Loire où depuis assez longtemps déjà on a remplacé le blé et les fèves par des cultures spécialisées. Cette survivance des antiques traditions agricoles dans les vallées angevines s'explique, semble-t-il, et par la fertilité des terres où l'on est moins curieux de nouveauté, et par les inondations trop fréquentes en aval du confluent de la Vienne qui s'opposent à l'adoption de cultures trop délicates. Mais au cours du XVIII<sup>e</sup> une évolution sensible se produit. Sur la deuxième sole succédant à celle du froment on substitue des plantes industrielles (lin et chanvre), aux anciennes cultures alimentaires (pois et fèves). En 1741 l'île de Chalennes est représentée comme cultivée « en blé et en lin » (9) et dans la Vallée on récolte en 1775 « une quantité prodigieuse de chanvre » (10). Ce ne fut pas d'ailleurs une révolution brutale. Le lin et le chanvre ne sont pas dans l'Ouest de la France des cultures « insolites ». On les cultive dans le Val d'Anjou depuis le XIII<sup>e</sup> siècle pour alimenter les fabriques du Maine et de la Normandie. Mais ces cultures prennent au XVIII<sup>e</sup> une extension considérable : les hautes et basses vallées angevines en sont couvertes presque totalement. Elles changent de caractère. « D'accessoires qu'elles étaient autrefois dans l'économie rurale de la Vallée, elles deviennent prédominantes alors que l'industrie de la toile jusqu'alors rurale et domestique a tendance à se concentrer en de grands centres manufacturiers » (11). Cholet se spécialise

---

(8) UZUREAU, Tableau de la province d'Anjou, *op. cit.*, p. 185 et suiv.

(9) Arch. Nat., F4 1189, Mém. pour l'Evêché d'Angers (1741), cité par Roger DION dans le *Val de Loire*, p. 596.

(10) Arch. Nat., R5 129, cité par Roger DION dans *Val de Loire*, p. 596.

(11) Roger DION, *Val de Loire*, p. 596.

dans le tissage du lin. En 1649 à Angers, en 1750 à Beaufort s'installent d'importantes manufactures de toiles à voiles qui réunissent bientôt « 800 ouvriers et 200 métiers bat-tants » (12). Désormais et pendant plus d'un siècle la principale fonction agricole des vallées angevines con-sistera à fournir en matières premières les nouvelles industries textiles ainsi créées ou régénérées sous l'in-fluence de Colbert.

Cette intéressante question des débouchés mise à part, comment se fait-il que la culture du lin et du chanvre se soit répandue avec une telle facilité dans le Val de l'Anjou ? Roger Dion (13) en donne les causes suivantes :

1°) le climat et les terrains de la vallée étaient extrê-mement favorables à ce genre de cultures qui s'y déve-loppent avec un rare bonheur ;

2°) l'abondance des herbages permettait une riche fumure ;

3°) le voisinage de la Loire facilitait le rouissage ;

4°) enfin et surtout les inondations si dangereuses pour les autres cultures étaient peu à craindre pour celles-là grâce à la rapidité avec laquelle le lin et le chanvre accomplissent leur cycle végétatif : le lin semé en avril est récolté en août et le chanvre semé fin mai ou début juin se récolte en septembre.

Outre les céréales, le lin et le chanvre, les vallées pos-sèdent également d'excellents pâturages où l'on élève une grande quantité de bestiaux (14). Le vignoble enfin jouit d'une réputation méritée. Légumes et fruits sont, eux aussi, renommés mais se cultivent encore dans les jardins en petite quantité. Ce n'est qu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle que nous verrons apparaître les cultures légumières et fruitières de plein champ.

Notons enfin que c'est au XVIII<sup>e</sup> que vont naître les pépinières, une des futures gloires de la terre angevine. En 1703, lors de la plantation du Mail d'Angers, il avait

---

(12) Célestin PORT, *Dict.*, p. XXIII.

(13) *Val de Loire*, p. 600.

(14) Tableau de l'Anjou, 1762-1766, *op. cit.*, p. 185 et suiv.

fallu faire venir d'Orléans les ormeaux et les jardiniers. Mais en 1740 la ville trouve dans les pépinières angevines naissantes les tilleuls de l'avant mail (15).

## § II. — SUR LES PLATEAUX

Pendant que s'opère cette évolution fondamentale du système agricole de la Vallée, que devient l'économie rurale des plateaux ?

Le XVIII<sup>e</sup> siècle ne semble pas y avoir apporté de changements bien sensibles. Ce qui frappe le voyageur qui parcourt l'Anjou c'est l'étendue considérable de terres encore incultes. Lorsque Young traverse cette province il note : « la quantité de bruyères et de landes qu'elle comprend est immense », ce qui est dû d'ailleurs non point à l'infertilité du sol mais au mauvais état de l'agriculture (16). L'exemple des Mauges est à cet égard significatif. Nous avons vu déjà que les landes y tenaient une place importante. Si, en 1789, Andrews les évalue à 20 % seulement du territoire total (ce qui pourtant est appréciable déjà), en 1768 le subdélégué de Cholet, Renolière Bourasseau, dans un rapport à l'intendant général de Tour, estime que « les landes et les friches couvrent presque la 1/2 du pays » le reste des terres cultivées n'étant labouré qu'irrégulièrement et produisant 2 récoltes de grain et rarement une récolte de choux en 6 ans (17). Les landes ont pris la place des forêts détruites soit par incendie, soit volontairement pour permettre la vaine pâture. Les genêts et ajoncs qui les recouvrent jouent un grand rôle dans l'économie rurale d'alors :

1<sup>o</sup>) ils servent d'engrais dans les champs (et ce sont même les seuls engrais dont l'emploi est général) ;

2<sup>o</sup>) ils fournissent des litières dans les étables ;

---

(15) Célestin PORT, *op. cit.*, p. XXIII.

(16) YOUNG, *Voyages en France*, tome I, page 248 et suiv.

(17) Ch. UZUREAU, *Culture du bocage angevin en 1768*, cité par F. NICOLLE dans *les Progrès cultureux dans le canton de Cholet de 1768 à 1897*; dans *Mém. de la Société d'A. S. et A. d'Anjou*, 4<sup>e</sup> série, année 1897, tome II, p. 319 et suiv.

3°) enfin les paysans des Mauges les utilisent également pour faire le feu, et même pour couvrir et pour clore (18).

Comme le sol manque de chaux, les céréales n'y réussissent guère. Le blé y venant difficilement on s'en tient au seigle et à l'avoine et ces deux grains réunis suffisent à peine à nourrir la population. Les jachères sont de 4, 5 et 6 ans.

La vigne occupe encore au XVIII<sup>e</sup> siècle une certaine place dans les Mauges, place qui ira toujours s'ame nuisant (19).

Le Segréen, pays granitique, privé de calcaire comme le Choletais, présente des caractères sensiblement analogues. L'étendue de landes y est moins forte mais le système agricole reste aussi arriéré avec de longues jachères et la prédominance du seigle sur le blé. Entre la Sarthe et la Mayenne le sol est cependant d'un assez bon rapport, mais au delà de la Mayenne, le terrain ingrat le plus souvent couvert de frous, de bois et d'étangs ne permet que la culture du méteil ou blé seigle et du sarrazin ou blé noir.

Le Baugeois, couvert de forêts n'est guère lui non plus favorable à la culture. Le marquis de Turbilly tenta un moment de rendre prospère ce pauvre pays. Il fit défricher ses terres, planter des mûriers et des arbres fruitiers. De larges chemins d'exploitation furent aménagés et le nombre des bestiaux fut augmenté. Ces travaux furent d'abord couronnés de succès ; mais bientôt ruiné par des entreprises malheureuses (20) Turbilly « négligea sa propriété, où la lande reprit vite possession du sol dont on avait voulu la chasser » (21). C'est cette exploitation abandonnée que visita Young lors de son voyage en Anjou (22).

D'ailleurs, il faut bien l'avouer, toutes les tentatives tant gouvernementales que privées pour mettre en labour les régions incultes furent en général vouées à l'échec.

---

(18) ANDREWS, *op. cit.*, p. 86.

(19) ANDREWS, p. 86 et suiv.

(20) Le Marquis de Turbilly n'a pas été ruiné par ses travaux agricoles, mais en voulant créer une manufacture de porcelaine, puis de savon.

(21) LE MOY, *L'Anjou*.

(22) YOUNG, *Voyages en France*, tome I, page 248-256.

Cet insuccès s'explique d'ailleurs assez bien. Les bestiaux sont, nous l'avons vu, la principale richesse des plateaux angevins. Les paysans ne veulent pas s'intéresser à la culture de la terre et refusent donc de défricher les vastes étendues de landes où vont paître leurs animaux. Le gouvernement a beau tenter de leur montrer les avantages des prairies artificielles, ils s'effraient d'adopter des méthodes si révolutionnaires (23).

En 1783, Harvain remarque que la seule production intéressante de cette élection est celle des noix et qu'« une très grande partie du territoire est en friches ».

Le Saumurois, comme nous l'avons déjà dit, tient depuis longtemps déjà une place à part dans l'économie rurale de l'Anjou grâce à ses vignobles.

Si les vallées angevines nous ont paru favorisées par la fertilité incontestable du sol, la variété et l'abondance des cultures, la situation des plateaux environnants nous paraît donc toute autre au XVIII<sup>e</sup> siècle. Mais si les terres sont pauvres et impropres aux riches productions du Val, quelles sont donc les ressources des habitants des plateaux ?

Dès cette époque, il apparaît déjà que l'élevage ait joué un rôle essentiel dans l'économie des plateaux angevins.

Dans les Mauges, en 1768, le subdélégué de Cholet, Renollière Bourrasseau, affirme que c'est le bétail seul qui permet au fermier de payer son fermage et ses impôts (24). Le rapport qu'il adresse à l'intendant général de Tours est d'ailleurs fort instructif sur cette question du bétail. Il nous apprend en effet comment le Choletais n'est alors à proprement parler non pas un pays d'élevage mais bien plutôt un pays d'engraissement, « les animaux que l'on y fait naître ne grossissent pas et ont plus de mal à valoir 400 livres la paire à l'âge de 5 ans que les bœufs poitevins 7 à 800 livres au même âge. En revanche l'engraissement s'y fait facilement ». Pourquoi cela ? C'est que le sol est mal cultivé, non amendé et surtout dénué de calcaire donc

---

(23) ANDREWS, *op. cit.*, p. 264.

(24) NICOLLE, *Les Progrès cultureux dans le canton de Cholet de 1768 à 1897*. — *Mém. Soc. A. S. A. d'Anjou*, 4<sup>e</sup> série, année 1897, tome II, p. 319 et suiv. — ANDREWS, *op. cit.*, p. 124.

incapable de produire des plantes calcicoles. Or la chaux est nécessaire à l'animal. Faire l'élevage, dans des terres non calcaires, c'est n'obtenir que des animaux de petite taille et de faible squelette (25). D'autre part se contenter de l'engraissement, c'est se résigner à une production bien moins lucrative. Ce difficile problème ne sera résolu qu'au XIX<sup>e</sup> siècle avec l'introduction de la chaux. Toujours est-il qu'au XVIII<sup>e</sup> dans les Mauges l'engraissement est au moins aussi répandu que l'élevage. Les bœufs sont beaucoup plus nombreux que les moutons ce qui est naturel dans un pays de petite culture au sol granitique ou schisteux. En 1786, Roger Dion estime qu'il y a environ 2/3 de bêtes à corne contre 1/3 de bêtes à laine.

Dans le Nord du pays (26), on élève des veaux et aussi des bœufs. Dans le Sud (27), le sol est trop mauvais pour l'élevage et l'industrie principale consiste à engraisser les bestiaux. A la fin du XVIII<sup>e</sup> Andrews (28) estime que plus de 60.000 bêtes pacagent dans la région. La 1/2 environ a été élevée dans le pays. L'autre 1/2 a été importée du Bas-Poitou et de la Bretagne. Les bêtes importées sont achetées maigres à l'âge de 6 ou 7 ans. On les engraisse pendant 8 à 12 mois puis on les revend. Quant aux bêtes élevées dans le pays on les fait travailler à la ferme jusqu'à 5, 6 ou 7 ans, la dernière année on les met au repos et à l'engraissement, enfin on les vend.

Le nombre des bêtes à laine est plus élevé dans le Sud que dans le Nord, ce qui s'explique facilement par la nature du sol si ingrat dans le Sud que l'herbe qui y pousse ne peut suffire à la nourriture des bœufs. La majorité sinon la totalité de ces bêtes à laine sont élevées dans le pays même. Elles jouissent d'une excellente réputation et celles de Montfaucon, notamment, sont considérées comme les meilleures de l'Anjou.

Dans le Segréen, l'élevage et l'engraissement des bestiaux se présente dans des conditions sensiblement analogues, la nature du sol se rapprochant beaucoup de celle

---

(25) Comme en Bretagne et à Jersey.

(26) Champtoceaux, Saint-Florent-le-Vieil.

(27) Cholet, Chemillé, Beaupréau.

(28) *Op. cit.*, p. 124 et suiv.

des Mauges. Quant au Baugeois, il commence à se spécialiser dans l'élevage des vaches laitières qui plus tard constitueront une des richesses du pays.

Le Saumurois possède de riches herbages et pourrait tenter l'élevage des bestiaux dans d'heureuses conditions. Mais en fait celui-ci est assez peu répandu dans la région.

S'il nous faut résumer la situation agricole de l'Anjou au XVIII<sup>e</sup> siècle nous pouvons conclure que :

1°) la réputation de richesse et de fertilité exceptionnelle dont jouit l'Anjou, est alors méritée surtout par les Vallées, l'arrière-pays, à l'exception du Saumurois, étant encore en friches pour la majeure partie. Et même dans les vallées certains terrains sont inutilisables. Sujets aux inondations ils se sont progressivement transformés en marais par le séjour continuel des eaux dans les parties basses. Les deux plus importants de ces marais sont :

a) celui de l'Authion (29) qui couvre 12.000 arpents et

b) celui de la Dive (30) qui couvre 6.000 arpents (31).

Dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> de sérieuses tentatives du gouvernement furent faites pour améliorer cet état de choses. Par déclaration royale, en 1764, des dispenses d'imposition furent accordées à tous ceux qui défricheraient des terres incultes ou dessécheraient des marais (32). De même les intendants, le Bureau d'agriculture d'Angers (33), certains nobles comme le Comte de Serrant s'efforcèrent de stimuler le zèle des agriculteurs angevins. En fait on n'obtint aucun résultat de grande envergure.

2°) le système agricole des vallées est depuis le Moyen Âge un système de culture intensive à rotation biennale.

---

(29) De Saumur au Pont de Sorges.

(30) De Brézé à Montcontour.

(31) UZUREAU, Tableau d'Anjou, *op. cit.*, p. 185 et suiv.

(32) De même certaines forêts royales trop dégradées pour rapporter à l'Etat en tant que forêts furent livrées à la culture. En 1771, notamment, la forêt de Beaufort fut inféodée au comte d'Essuile qui en retour prit l'engagement de l'abattre et d'accenser à des particuliers les terres défrichées. En 1791, cultures et prairies remplaçaient partout la forêt primitive (R. DION, *Val de Loire*, p. 577-578).

(33) Le 24 février 1761, une Société d'Agriculture fut créée dans la généralité de Tours. Elle se composait alors de trois bureaux situés respectivement à Tours, au Mans et à Angers.

Les productions des vallées sont très variées et très abondantes : céréales, légumes, fruits, vins, cultures industrielles, élevage. Mais le fait crucial du XVIII<sup>e</sup> siècle dans cette région, c'est le développement extraordinaire des cultures spécialisées : lin et chanvre, au détriment des vieilles cultures alimentaires.

3°) l'arrière-pays au contraire (sauf le Saumurois) pratique un système de culture extensive avec de longues jachères. Cultures peu abondantes et de qualité souvent médiocres. Prédominance du seigle sur le blé. Le tout nécessité par l'absence de connaissance rationnelle du sol. On ignore ce qui lui manque (à savoir la chaux) et comment le lui donner ou le lui restituer rapidement. Conséquence : l'économie rurale des plateaux repose alors essentiellement sur l'élevage ou plus exactement l'engraissement des bestiaux.

4°) le Saumurois en grande partie se confond avec le Val de Loire et pratique donc un système agricole analogue. En outre ses coteaux sont couverts de vignobles.

## SECTION II

### **Le commerce des produits agricoles**

Les principales productions de l'Anjou : vins, céréales, lin et chanvre, fruits, bestiaux, donnent-elles lieu au XVIII<sup>e</sup> siècle à un commerce important ?

Beaucoup moindre qu'on ne pourrait le supposer. Cela tient à plusieurs causes dont les principales sont :

1°) le peu d'activité des habitants dont la réputation d'indolence est générale. Miroménil les qualifie de « peu entreprenans et peu laborieux » (34). Renolière également constate que la province d'Anjou « produirait sans doute plus si la douceur et la fertilité du pays, en diminuant les besoins de ses habitants, ne les rendaient en conséquence moins actifs et moins entreprenants ». Mêmes réflexions,

---

(34) MIROMÉNIL, *Mémoire sur l'Anjou en 1697*, extrait des *Archives d'Anjou* par MARCHEGAY, tome I, p. 3 et suiv.

plus sévères encore dans le Mémoire d'Harvoin en 1783 (35) « La ville d'Angers devrait être le centre d'un brillant commerce et d'une grande activité : site favorable pour le trafic de la mer, facilité pour l'importation et l'exportation. Les habitants négligent ces précieux avantages et préfèrent l'indolence. Privée d'énergie, la génération actuelle végète comme a végété celle qui l'a précédée et comme végètera celle qui lui succèdera ».

2°) l'insuffisance des voies de communication. Vers le milieu du XVIII<sup>e</sup> on a bien entrepris la construction de nouvelles routes, mais cette construction est très lente (36). En 1802, il n'y a encore que 20 routes, pour desservir tout le Maine-et-Loire (37). A cet égard les Mauges sont dans un état particulièrement déplorable puisque 4 seulement de ces 20 routes les intéressent. Aussi le Préfet en parle-t-il comme d'un « pays perdu et sans communication ». Les cahiers de doléance sont très instructifs sur cette question des communications. Ils font justement remarquer que l'agriculture et le commerce utilisent non seulement les grandes routes mais encore et surtout les petits chemins de traverse. Or ces derniers sont dans un état affreux à tel point qu'en 1788, dans un rapport sur les chemins vicinaux, M. Desmé de Puy Girault relate que « dans cette province la plupart des chemins sont impraticables ; il n'y a peut-être pas de semaine, de jour, qui ne soient les témoins d'accidents fâcheux, harnais rompus, charrettes brisées, fruits perdus, animaux et surtout hommes estropiés » (38).

Quant aux rivières en 1766, 5 seulement sont considérées comme navigables : la Loire, la Mayenne, la Sarthe, le Loir et l'Oudon. Bien entendu c'est la navigation sur la Loire qui présente le plus d'intérêt puisque ce fleuve communique avec la mer par Nantes. Mais elle se heurte à un grave obstacle, l'ensablement pendant presque tout l'été (39). D'autre part, la navigation est assez difficile pour

---

(35) Extrait des *Archives d'Anjou* par MARCHEGAY, tome II, p. 359.

(36) Célestin PORT, *Dictionnaire*, p. XXIII.

(37) ANDREWS, *op. cit.*, p. 154 et suiv.

(38) *Archives départementales de Maine-et-Loire*, C. 171.

(39) UZUREAU, Tableau de l'Anjou de 1762 à 1766. — *Mémoire Société A. S. A. d'Anjou*, 5<sup>e</sup> série, année 1900, tome III, p. 185 et suiv.

les habitants de la rive gauche, car cette dernière s'exhausse insensiblement et imprime au cours d'eau un mouvement latéral vers la rive droite. Les 2 ports importants de la rive gauche Chalonnes et St-Florent-le-Vieil sont à peine abordables lors des grandes eaux par les plus légères embarcations (40). En 1774, la compagnie de mines de charbon de St-Georges-Châtelaion commence des travaux pour rendre navigable une nouvelle rivière de l'Anjou : le Layon. Le canal achevé prit le nom de « Canal de Monsieur ». Il fut mis en service dès 1776 mais ne fut pleinement navigable qu'en 1779. La guerre de Vendée devait le détruire (41).

3°) Un autre obstacle, au moins aussi grave que le manque de moyens de communication, vient au XVIII<sup>e</sup> siècle entraver le développement de l'agriculture et du commerce en Anjou : la circulation des marchandises n'est pas libre. Aux frontières de chaque province il faut payer les « traites » et même à l'intérieur de la province il faut acquitter de multiples droits locaux (aides — simple, double et triple cloison — prévôté — abord et consommation, sol et six deniers — Parisis — trépas de Loire, etc.). Engagés à l'avance par le roi à court d'argent, ces droits n'ont pu en Anjou bénéficier de l'Edit de septembre 1664 qui ailleurs les a fondu en une taxe unique d'entrée et de sortie (42). Inutile de dire combien ces taxes multiples étouffent le commerce et font languir l'agriculture. Elles ne furent pourtant supprimées qu'à la Révolution.

Toutes ces considérations expliquent comment le commerce agricole de l'Anjou au XVIII<sup>e</sup> siècle est relativement peu actif et garde un caractère essentiellement local. Il porte surtout sur les denrées recueillies dans le pays lui-même et sur les bestiaux dont la province fournit un grand nombre aux provinces voisines (43). En 1766 ce sont les élections d'Angers et de Montreuil-Bellay (c'est-à-dire

---

(40) ANDREWS, *op. cit.*, p. 154 et suiv.

(41) ANDREWS, *op. cit.*, p. 154 et suiv.

(42) Célestin PORT, *Dict.*, p. XXIII.

(43) MIROMÉNIL, *Mémoire sur l'Anjou en 1697*. — *Archives d'Anjou* par MARCHEGAY, tome I, p. 3 et suiv.

le Val d'Anjou et les Mauges) ainsi que celle de Saumur qui monopolisent presque toute l'activité commerciale du pays.

Le lin et le chanvre des vallées ont un marché restreint en étendue puisque limité à la province elle-même mais important en volume depuis la création des manufactures de toiles à Angers et Cholet.

Les céréales et la majeure partie des légumes sont consommés sur place.

Mais il est d'autres produits dont le marché est plus étendu.

Les vins blancs de l'Anjou proprement dit et du Saumurois sont exportés non seulement vers les provinces voisines et vers Paris, mais encore à l'étranger. A l'époque d'ailleurs on a coutume de les classer en deux grandes catégories : les vins pour Paris et les vins pour la mer (44). Les vins pour la mer sont transportés par la Loire et embarqués à Nantes. Le principal centre d'embarquement, établi d'abord au port de Juigné, descendit jusqu'à Chalonnes quand une voie de libre circulation permit aux bateaux plats de remonter prendre charge au cœur même des coteaux vigneux (45).

Les Flamands et les Hollandais sont d'excellents clients. Notons que les vins blancs seuls sont exportés, les vins rouges dont la qualité est généralement bien inférieure à celle des blancs se consomment sur place dans le pays. Le commerce des vins s'élève à 1.440.000 livres, chiffre déjà fort appréciable à l'époque.

Dès le XVIII<sup>e</sup> siècle il existe à Saumur un marché au vin (46). Et à la veille de la Révolution le vin constitue l'un des plus importants revenus du pays. Les guerres de Vendée dévasteront hélas les riches vignobles mais avec le XIX<sup>e</sup> siècle, l'Anjou recouvrira toute sa prospérité viticole.

Les eaux-de-vie de Saumur sont dirigées chaque année vers Orléans et Paris pour une somme d'environ 500.000 livres.

---

(44) MAISONNEUVE, *op. cit.*, p. 85.

(45) Célestin PORT, *op. cit.*, p. XXIII.

(46) MAISONNEUVE, *op. cit.*, p. 49 et suiv.

Les fruits dans toute la province et particulièrement les noix et les huiles du Baugeois (seul commerce de cette région pauvre entre toutes) sont transportés soit à Paris, soit à Nantes par la Loire. Le trafic roule sur environ 200.000 livres.

80.000 livres environ de fèves, de pois, de lentilles, de graines d'oignons, etc. s'exportent annuellement vers Nantes et de là vers l'Amérique.

Mais le commerce d'exportation essentiel dans l'Anjou est alors surtout celui des bestiaux puisqu'il porte sur une somme de 6.448.500 livres. Les principaux marchés sont Cholet (47), Vihiers et Doué, mais ceux de Montrevault, Chemillé et Chalonnes ont aussi une certaine importance (48). Les bœufs gras sont destinés à la capitale, les vaches maigres vont en Normandie pour être engraisées.

Le Tableau de 1766 mentionne aussi qu'on exporte annuellement de l'Anjou vers Paris et les provinces voisines (spécialement le Poitou et la Touraine) 150.000 livres de beurres et de volailles. Mais il faut tenir compte dans ce chiffre du fait que l'Anjou comprenait alors une partie du département actuel de la Sarthe renommé pour ses produits de basse-cour. Les poulardes de Mézeray engraisées au blé noir étaient alors déjà célèbres dans la France entière.

Ayant ainsi brièvement étudié les principales productions angevines au XVIII<sup>e</sup> et le commerce auquel elles donnaient lieu, il nous reste encore à examiner quel était à cette époque le régime des terres au triple point de vue de l'aspect général, de la propriété et du mode d'exploitation.

---

(47) Le marché de Cholet passe même au XVIII<sup>e</sup> pour être le plus important de France après celui de la Villette pour la vente des bestiaux (ANDREWS, p. 264).

(48) UZUREAU, *op. cit.*, p. 185 et suiv. — ANDREWS, *op. cit.*, p. 124.

### SECTION III

#### **Régime des terres. — Conditions de Travail et de Vie des populations rurales**

Comme au siècle précédent, les champs angevins présentent toujours dans leur ensemble une physionomie irrégulière et demeurent enclos de haies et de fossés. Cet usage d'enclore chaque propriété de haies est particulièrement vivace dans les Mauges et dans le Segréen (où il subsiste d'ailleurs partiellement même de nos jours). Par contre il faut noter qu'au cours du XVIII<sup>e</sup> il se perd progressivement dans le Val de Loire et plus particulièrement dans les parties submersibles de la Vallée d'Anjou, parties mises en cultures plus récemment et non imprégnées des coutumes anciennes. Là aux champs irréguliers et clos se substituent peu à peu de longues parcelles étroites, rectilignes et ouvertes (49).

Les propriétés sont d'étendue très variable. Dans le Segréen il n'est pas rare de rencontrer des domaines de 400 ou 500 ha. Au contraire la petite propriété domine dans les Mauges. Quant aux vallées leur morcellement est déjà très avancé au XVIII<sup>e</sup> siècle et ne fera que s'accroître après la Révolution.

Mais même dans les régions de grande propriété les exploitations restent de dimensions limitées. Elles sont en général proportionnées à la capacité de travail d'une famille. La superficie moyenne des fermes et métairies est de 30 ha. La prédominance des petites exploitations en Anjou, comme d'ailleurs dans l'ensemble de la France, explique d'ailleurs en partie pourquoi les progrès agricoles ont été beaucoup plus lents que dans les pays comme l'Angleterre par exemple, où domine la grande exploitation. Petits propriétaires faisant valoir directement, fermiers et métayers n'ont en effet pas assez de ressources pour réaliser de véritables améliorations agricoles. Ils demeurent fidèles aux vieilles pratiques et notamment au

---

(49) Roger DION, *Val de Loire*, p. 510, 515 et 564. — ANDREWS, *Les Paysans des Mauges au XVIII<sup>e</sup>*, p. 86 et suiv.

maintien des landes et des prés communaux dont la jouissance collective est regardée comme absolument indispensable. Ainsi s'explique l'opposition acharnée à laquelle se heurteront les projets de grands défrichements et l'impossibilité pour la nouvelle économie rurale de triompher avant la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle (50).

Le mode de faire-valoir le plus répandu en Anjou au XVIII<sup>e</sup> est le métayage, à tel point qu'Henri Sée en signale la prédominance comme un des traits caractéristiques de la région (51). Toutefois il y a exception très nette pour les Mauges où le fermage l'emporte sans contredit. En 1768 Rénolière remarque que dans sa subdélégation il y a « environ 560 fermes ou métairies toutes affermées à prix d'argent à l'exception de 10 ou 12 que les propriétaires donnent à moitié fruits ou font valoir par leurs propres mains ». Cette particularité si étonnante en Anjou où le métayage est adopté presque à l'unanimité s'explique, semble-t-il, par le caractère très indépendant des paysans des Mauges (52).

La technique agricole n'a guère fait de progrès au cours de ce siècle. La jachère et la prairie sont toujours à la base des divers systèmes de culture. On laboure toujours avec des bœufs et non avec des chevaux. Enfin les seuls engrais connus et employés sont les fumiers et les gènes (53).

Quant à la population, elle est relativement faible d'après le Mémoire d'Harvoin en 1783 (54). Les paysans ne semblent pas être particulièrement heureux. Les impôts royaux les frappent durement et en particulier la gabelle que les cahiers de doléances considèrent comme un véritable fléau (55). Mais l'oppression fiscale est alors le régime normal de l'agriculture française. Le paysan tra-

---

(50) Henri SÉE, *La France économique au XVIII<sup>e</sup>*, introduction p. 1 et suiv.

(51) Henri SÉE, *Economie rurale de l'Anjou dans la première moitié du XIX<sup>e</sup>*, page 1 et suiv.

(52) ANDREWS, *op. cit.*, p. 257.

(53) Roger DION, *Val de Loire*, p. 564 et suiv.

(54) *Archives d'Anjou* par MARCHEGAY, tome II, p. 359.

(55) Henri SÉE, *Economie rurale de l'Anjou dans la première moitié du XIX<sup>e</sup>*, p. 1 et suiv.

vaille d'abord pour payer le fisc, puis le propriétaire, et enfin pour soi... s'il lui reste du temps. La situation ne fera d'ailleurs que s'aggraver à partir de 1750 par suite de la nouvelle augmentation des impôts à laquelle ne correspond pas une progression similaire des revenus agricoles. Pour de nombreux paysans ce sera la misère, surtout pour la classe des journaliers. Vagabonds et mendiants vont donc se multiplier, parcourant les routes en tous sens, pillant les villages, détroussant les voyageurs et terrorisant les fermes et hameaux isolés. La charité privée est impuissante à secourir les indigents. Quant aux « ateliers de charité » créés par Turgot, ils n'ont obtenu que de très médiocres succès. Les épidémies sont en outre fréquentes et l'assistance médicale nulle ou très défectueuse dans les campagnes (56).

Ce tableau sombre ne se rencontre pas dans tout l'Anjou avec la même intensité, mais il est particulièrement exact dans la région des Mauges. D'après le rapport du subdélégué Renolière Bourasseau en 1768, la culture des terres suffit à peine à nourrir la famille et le paysan ne peut retirer quelques bénéfices qu'en élevant des bestiaux. Or l'élevage ne réussit pas merveilleusement dans le Choletais par suite du manque de chaux du sol. Aussi très souvent pour alléger les finances du ménage, la femme s'occupe de filage. Elle tisse à la veillée pendant l'hiver, en gardant ses bestiaux pendant l'été, puis elle porte son travail aux marchés de Chalonnes, Montrevault, etc. en même temps que ses fruits et ses légumes.

Par contre il ne semble pas que le paysan se soit lui-même occupé de tissage comme on l'a prétendu. Sans doute est-il exact qu'au XVIII<sup>e</sup> siècle le filage est une industrie domestique pratiquée à domicile, mais paysans et tisserands, s'ils vivent les uns et les autres à la campagne, ne doivent pas être confondus. Il y eut même animosité marquée entre ces deux classes de ruraux, cultivateurs d'une part, artisans de l'autre et dédain marqué des premiers envers les seconds. Leur rivalité ne cessera qu'à la

---

(56) Henri SÉE, *La France économique au XVIII<sup>e</sup>*, p. 169. — ANDREWS, *op. cit.*, p. 264 et suiv.

fin du XIX<sup>e</sup>, époque où l'industrie domestique disparaîtra à peu près totalement (57). Ajoutons pour compléter cet aperçu de la population rurale choletaise au XVIII<sup>e</sup> que l'alimentation était insuffisante. « La nourriture était des plus frugales, la soupe, le pain et le lard en formaient la base principale ainsi que les fèves, les haricots et les pommes de terre » (58). Enfin l'habitat éparpillé au hasard des nombreuses sources était le plus souvent défectueux, couvert de chaume ou de tuiles et construit en « murs de terre ». Il comportait en général une seule pièce sombre et peu aérée. Faut-il ajouter que la malpropreté y régnait souverainement ? (59).

#### CONCLUSION

Le XVIII<sup>e</sup> siècle n'a donc pas apporté de changements bien notables dans l'économie rurale de l'Anjou si ce n'est la substitution de cultures industrielles aux vieilles cultures alimentaires dans le Val de Loire. Le reste du pays au contraire reste fidèle à ses anciennes productions, à sa technique élémentaire et imparfaite. Le commerce des produits agricoles reste dans une large mesure purement local et bien inférieur à ce qu'il pourrait être. Les terres divisées en petites exploitations sont mises en valeur par des métayers intéressés sans doute au bon rendement de la ferme mais beaucoup moins que s'ils étaient petits propriétaires exploitant directement leurs propres domaines (60). Enfin le sort des populations paysannes laisse beaucoup à désirer.

C'est dans ces conditions qu'éclate la grande Révolution de 1789 dont les conséquences furent particulièrement san-

---

(57) ANDREWS, *op. cit.*, p. 264, p. 144 et suiv.

(58) D<sup>r</sup> COUFFON, *Monographie de Saint-Quentin-en-Mauges*, p. 49.

(59) ANDREWS, p. 90 et suiv.

(60) C'est la Révolution qui, provoquant l'accession à la propriété de nombreux métayers et fermiers, formera cette classe de petits paysans propriétaires dont la stabilité et la force sera l'un des plus sûrs remparts de la France menacée ; c'est peut-être l'un des seuls mérites de la Révolution de 89. Il convenait de le signaler !

glantes pour la région. Par décret du 15 janvier 1790 la province d'Anjou est abolie pour faire place au département de Maine-et-Loire. Mais de 1793 à 1800 la cruelle guerre de Vendée embrase le pays et « pendant 10 années d'épreuves et d'angoisse le Maine-et-Loire, le cœur en proie à l'horrible guerre civile, reste dans ses parties vives le passage et le refuge de toutes les misères qu'y refoule toute crise apportant la faim, la terreur et l'exaspération » (61).

---

---

(61) Célestin PORT, *op. cit.*, p. XXXVIII.

## CHAPITRE III

---

### L'ANJOU ET LA RÉVOLUTION AGRICOLE DU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE

---

La Révolution agricole dont les heureuses conséquences se sont manifestées dans certaines parties de la France dès la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle ne pénètre en Anjou que beaucoup plus tardivement (1). Il est facile de le constater si l'on se reporte au remarquable ouvrage que Leclerc Thouin publia sur l'Ouest de la France en 1834. C'est seulement dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> que l'économie rurale de l'Anjou sera totalement bouleversée. Il est donc nécessaire de distinguer deux périodes dans l'histoire agricole angevine de ce siècle.

#### SECTION I

##### **Première moitié du XIX<sup>e</sup> Siècle**

En 1800, l'Anjou sort à peine de la terrible guerre civile qui pendant presque 10 ans dévasta son territoire, ruina son agriculture, son commerce et décima sa population (2).

Un essai de statistique dressé en 1802 par Nardon, alors

---

(1) Notamment dans les Mauges où le sol dénué de calcaire se prête mal à un système de culture plus intensif et où toute innovation est regardée comme suspecte par le paysan choletais conservateur et traditionaliste (ANDREWS, *op. cit.*, p. 130 et suiv.).

(2) *Revue d'Anjou*, 1852, tome 2, pages 134 et 135.

préfet de Maine-et-Loire (3), donne un aperçu général du département à cette époque.

La surface du Maine-et-Loire estimée à 718.812 hectares se répartit comme suit :

| SUPERFICIE | CATÉGORIES DE TERRES             |
|------------|----------------------------------|
| 395.340 ha | terres labourables.              |
| 71.880 ha  | vignes.                          |
| 27.508 ha  | bois.                            |
| 107.820 ha | prairies et marais.              |
| 116.252 ha | landes, rivières, chemins, etc., |

A vrai dire ces chiffres ne paraissent guère dignes de foi. L'opération du cadastre n'étant pas encore entreprise, les rédacteurs de la Statistique de 1803 n'ont que des notions vagues sur l'étendue des diverses cultures et ne peuvent raisonner que par conjectures. Ceci explique comment les chiffres fournis par la Statistique de 1842 diffèrent notablement des précédents, alors qu'en fait l'état agricole de l'Anjou ne s'est pas sensiblement modifié dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. L'exemple de la vigne est particulièrement frappant. En 1803 la surface du vignoble est estimée supérieure à 70.000 hectares. Or depuis, cette culture a pris une grande extension et pourtant il est constaté en 1842 par les évaluations cadastrales que les vignes ne dépassent pas 31.000 hectares dans toute l'étendue du département.

Ayant cité la Statistique de 1803 à titre purement documentaire, nous nous reporterons donc plutôt désormais pour avoir un aperçu des cultures en Anjou dans les premières décades du XIX<sup>e</sup> siècle, à la Statistique de 1842 qui cite les chiffres suivants, lesquels sont d'ailleurs à peu près confirmés par une statistique de 1846 (4).

(3) Cité par C. PORT, *op. cit.*, p. XXIV et suiv., et par DE CHARNACÉ dans *Angers et l'Anjou*, p. 565 et suiv.

(4) La diminution des chiffres constatée de 1842 à 1846 résulte, semble-t-il, non point d'un affaiblissement de l'essor agricole, mais bien plutôt d'un souci plus marqué de serrer la vérité (autant qu'il est possible dans une statistique) !

|                                   | 1842     | 1846     |
|-----------------------------------|----------|----------|
|                                   | hectares | hectares |
| Terres arables .....              | 456.477  | 448.892  |
| Prés .....                        | 82.540   | 81.700   |
| Vignes .....                      | 30.793   | 30.350   |
| Bois .....                        | 56.233   | 55.914   |
| Jardins, vergers, pépinières..... | 8.316    | 8.703    |
| Pâturages .....                   | 18.602   | 47.802   |
| Landes et marais.....             | 28.511   | 47.802   |

Par ailleurs à la même époque (1842) on compte dans le département :

240.000 bovins  
 187.000 moutons  
 88.000 porcs  
 35.000 chevaux  
 2.224 mulets (5)

D'une manière générale le système agricole de l'Anjou ne s'est pas modifié profondément pendant toute la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle (6).

Nous avons vu que l'une des caractéristiques de la province sous l'Ancien régime était l'énorme quantité de terres encore incultes. Cette situation subsiste encore jusque vers 1850.

« Qu'on parcourt l'Anjou, le Maine, la Bretagne, etc... » écrit de Butré à cette époque « on verra qu'il y a la moitié de ces provinces en bruyères qui forment des plaines immenses qui toutes cependant pourraient être cultivées » (7).

Nul doute que Butré n'exagère quand il estime que la moitié de l'Anjou est encore couverte de landes en 1850. Des statistiques de l'époque en effet, bien que non concordantes, on peut conclure qu'il y a environ 30.000 ha de

(5) St de 1842.

(6) « De 1800 à 1860, le Maine-et-Loire a peu changé au point de vue agricole ». Ch. GIRAUD, *Economie rurale du département de Maine-et-Loire*, 1862.

(7) DE BUTRÉ, *Ephémérides du Citoyen*, tome IX, p. 12.

terres vagues subsistant encore (8). Un grand obstacle s'oppose d'ailleurs à leur mise en culture. La plupart de ces terres sont possédées par des communes qui par un intérêt mal entendu s'obstinent à les livrer à la vaine pâture (9).

La configuration des champs reste la même sur les plateaux angevins où chaque parcelle cultivée demeure en général de forme irrégulière et enclose de haies ou de fossés (10).

Par contre, dans le Val d'Anjou, les champs irréguliers disparaissent presque totalement dès le début du XIX<sup>e</sup> siècle pour faire place à des parcelles non closes, longues et régulières dont la création se trouve facilitée par la pratique des cultures spécialisées : lin et chanvre. Ces parcelles présentent de gros avantages techniques. En effet, d'une part les différentes variétés de sol se présentent en général en bandes longitudinales, d'autre part à égalité de surface il est plus facile au laboureur de tracer un petit nombre de sillons longs qu'un grand nombre de sillons courts (11).

Les assolements n'ont guère varié. Dans le Val de Loire on pratique toujours l'assolement biennal sans jachère du type :

Céréales plus légumes (en général froment plus fèves)

Céréales plus cultures industrielles (froment plus chanvre) (12).

Dans le reste de l'Anjou subsiste l'assolement triennal

---

(8) St de Maine-et-Loire publiée par la Société d'Agriculture d'Angers, 1842, p. 203 : 28.511 hectares. — St de 1846 citée par Ch. GIRAUD dans « *Economie rurale du département de Maine-et-Loire* », p. 1 et suiv. : 47.082 hectares. — St de 1850 par BAUREGARD, p. 229 : 20.000 hectares. Ces différences de chiffres proviennent : a) du manque d'exactitude des renseignements utilisés pour établir les statistiques ; b) du fait que les dites statistiques ne sont pas établies sur la même base ; certaines tiennent compte par exemple pour dresser le total des terres incultes, de la superficie des marais, des jachères, etc...

(9) Ch. GIRAUD, *op. cit.*, p. 1 et suiv. — LECLERC-THOUIN, *L'agriculture dans l'Ouest de la France étudiée plus spécialement dans le département de Maine-et-Loire*, p. 70 et suiv.

(10) St de 1842, p. 212 et suiv.

(11) Roger DION, *Val de Loire*, p. 515.

(12) Roger DION, *op. cit.*, p. 582. — St de 1842, p. 203.

ou sexennal avec jachères (13). Pourtant on note déjà quelques améliorations dans les procédés de culture de l'arrière pays. Les prairies naturelles sont en progrès. Un peu partout on commence à les fumer et à les amender ce qui augmente la production de près de moitié. Les prairies naturelles l'emportent encore sur les prairies artificielles mais celles-ci augmentent notablement. Elles progressent avec bonheur dans le Baugeois dès 1814 et font leur apparition à la même date dans le Segréen. On signale aussi le développement des plantes fourragères : navets et choux (14). Conséquence : une progression sensible de l'élevage s'amorce qui trouvera son plein épanouissement dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle.

Les principales cultures de l'Anjou sont restées à peu près identiques. Toutefois le froment a pris la première place dans la culture des céréales au détriment du seigle (15). Il couvre plus du 1/4 de la superficie des terres labourables dès 1840 : 123.0000 ha sur 448.000.

Le seigle ne se cultive plus guère que sur les sols légers, notamment dans ceux des arrondissements de Baugé, Saumur et Beaupréau. Encore est-il en régression.

Quant au méteil, autrefois très répandu, on ne le rencontre désormais qu'accidentellement.

L'orge a diminué aussi parce qu'elle n'entre plus dans la fabrication du pain des paysans angevins.

L'avoine conserve quelque importance dans les pays d'élevage. Le sarrasin se cultive surtout aux approches de la Bretagne sa terre d'élection.

Quant au colza, d'origine récente, sa culture occupe encore peu de place.

La pomme de terre est en progrès significatif.

Par contre, la betterave ne fait encore qu'une timide apparition et couvre à peine en 1840 1/500 de la superficie labourable.

---

(13) Henri SÉE, *Economie rurale de l'Anjou dans la première moitié du XIX<sup>e</sup>*, page 2.

(14) LECLERC-THOUIN, *op. cit.*, p. 355.

(15) LECLERC-THOUIN, *op. cit.*, p. 247.

Henri SÉE, *op. cit.*, p. 2.

Depuis 1815 les pépinières se sont beaucoup développées passant de 30 ha à 200 ha.

Quant à la culture maraichère elle devient florissante dans les vallées fertiles et en particulier dans la plaine Saint-Laud (16).

Bien que la vigne reste une des grandes ressources de l'Anjou, il faut noter sa régression certaine, notamment dans les Mauges (17).

Dans la Vallée, les cultures industrielles sont toujours à l'honneur mais à partir de 1810 le lin tombe en décadence à l'inverse et au profit du chanvre. Nous avons vu comment ces cultures avaient envahi peu à peu toutes les vallées angevines au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle. Le lin arrive à son apogée vers 1805-1810 mais à partir de cette date il commence à décliner : c'est que 1810 en effet marque le début de la filature mécanique du coton à Cholet. Enfin, en 1825, la décadence de la culture du lin s'accroît encore par suite de la concurrence des filatures anglaises qui répandent en abondance sur le marché français des fils à prix réduit.

Le chanvre bénéficia de cette régression et vint remplacer le lin en aval du confluent de la Maine. L'extension de la culture chanvrière est due d'ailleurs non seulement au manque de débouchés du lin concurrencé par les fils d'Irlande mais aussi, bien que pour une plus faible part, au développement du commerce de cette plante avec les villes maritimes et au fait que le chanvre craint d'autant moins les inondations que sa culture commence plus tard (18). L'industrie du chanvre fit des progrès considérables à tel point que sur une grande partie de la vallée l'antique assolement biennal fut purement et simplement abandonné pour être remplacé par la seule culture chanvrière ininterrompue (19). On peut donc sans exagération

---

(16) LECLERC-THOUIN, *op. cit.*, p. 247 et suiv.

Henri SÉE, *op. cit.*, p. 12.

St de 1842, p. 215 et suiv.

(17) ANDREWS, *op. cit.*, p. 100 et suiv.

(18) Roger DION, *Val de Loire*, p. 600 et suiv.

(19) LECLERC-THOUIN, *op. cit.*, p. 235 et 236.

parler de monoculture du chanvre dans le Val d'Anjou pendant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle.

Les grandes prairies naturelles qui furent l'une des richesses des vallées angevines au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle subissent-elles aussi quelques transformations.

Sous l'Ancien Régime on pouvait les classer en deux catégories :

1<sup>o</sup>) celles qui étaient morcelées et faisaient l'objet d'appropriation privée. Sur la plupart de ces prairies particulières existait et existe encore au XIX<sup>e</sup> siècle le droit de vaine pâture sur la seconde herbe (20) ;

2<sup>o</sup>) celles qui sont des biens communaux sur lesquelles le pacage est permis à toute époque. Elles sont ouvertes en outre à toute espèce de bétail même aux moutons, aux porcs et aux oies exclus des prairies particulières à cause des dommages qu'ils font subir aux racines herbeuses et au sol lui-même.

Ces facilités de vaine pâture sur les prairies communales expliquent pourquoi jusqu'au début du XIX<sup>e</sup> siècle toute tentative de les supprimer se heurtait à une hostilité passionnée (21). Notons cependant que dans les dernières années du XVIII<sup>e</sup> siècle si les populations restaient opposées à tout partage des communaux, elles ne se faisaient pas faute de s'approprier indûment des parcelles du territoire communal (22).

En 1825-1830 le partage des communaux entre les communes est décidé. Comment les populations si hostiles pendant des siècles à un tel partage ont-elles fini par y souscrire et même à admettre qu'une bonne part de ces biens soit aliénée ?

---

(20) Ce droit traditionnel a survécu au XIX<sup>e</sup> lui-même. L'enquête ordonnée par Louis-Philippe en 1836 révèle que la plupart des riverains de la Loire sont en Anjou hostiles à sa suppression, et lorsqu'en 1890 une loi du 22 juin abolira la vaine pâture tout en laissant aux communes la faculté d'opter pour son maintien sur leurs territoires respectifs, nous verrons la presque unanimité des conseils municipaux voter pour l'option. L'antique usage de la vaine pâture s'exerce d'ailleurs même de nos jours dans certaines dépressions latérales (Roger DION, *op. cit.*, p. 568).

(21) Roger DION, *op. cit.*, p. 579.

(22) Roger DION, *op. cit.*, p. 607.

Ce revirement d'opinion est dû à la Révolution. Les circonstances ont facilité l'accession des paysans à la propriété : la vente de biens nationaux, certaines lois qui ont donné aux usurpateurs des « communaux » les moyens de se transformer en possesseurs légitimes. Comme le dit très justement Roger Dion (23) « Le prolétariat rural se mue en une classe de petits propriétaires à qui l'appât du gain et le goût d'acquérir de la terre inspirent une toute autre conception du rôle des biens communaux ».

Le partage des terrains communaux de la Vallée d'Anjou s'exécuta de 1831 à 1834. Lorsqu'il fut achevé chaque commune procéda à la vente ou à la location en détail de son lot.

Afin d'obtenir le maximum de bénéfices, les acquéreurs ou locataires de biens communaux substituèrent presque partout des cultures de céréales et surtout de chanvre aux prairies primitives. Vers 1840 la surface de l'herbage était réduite au minimum compatible avec le maintien de l'assolement biennal traditionnel (24). Dans l'arrière-pays le partage et la vente des biens communaux peuvent faire l'objet de remarques similaires. Même hostilité à l'origine suivie après la Révolution d'un revirement assez rapide. L'agriculture y a beaucoup gagnée. De petites propriétés ont été créées sur les anciennes landes défrichées en majeure partie au profit d'ex-journaliers en sorte que « les terres communales ont profité bien moins à la classe aisée qu'à celle qui s'opposait naguère avec tant d'acharnement à leur mise en valeur » (25).

*Le Commerce.* — Dès la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, grâce à l'amélioration des routes, le commerce des denrées agricoles s'étend à des marchés plus lointains. La Statistique de 1842 (26) nous donne le tableau suivant des voies de communication utilisables :

---

(23) *Val de Loire*, p. 611.

(24) *Val de Loire*, p. 614.

(25) LECLERC-THOUIN, *op. cit.*, p. 70 et suiv.

(26) St de 1842, p. 261.

## STATISTIQUE DE MAINE-ET-LOIRE - 1842

### VOIES DE COMMUNICATION

#### I. — Voies par terre

|                                                                     |                |
|---------------------------------------------------------------------|----------------|
| 9 routes royales totalisant en Maine-et-Loire une longueur de ..... | 394.499 mètres |
| 24 routes départementales .....                                     | 579.580 —      |
| 17 routes stratégiques .....                                        | 280.770 —      |
| 33 chemins vicinaux de grande communication.....                    | 755.590 —      |

#### II. — Voies navigables

|                                                      |                |
|------------------------------------------------------|----------------|
| La Loire depuis l'embouchure de la Vienne.....       | 111.000 mètres |
| La Mayenne depuis la limite du département.....      | 50.000 —       |
| La Sarthe depuis la limite du département.....       | 48.000 —       |
| Le Loir depuis la limite du département.....         | 44.000 —       |
| L'Oudon depuis Segré .....                           | 19.000 —       |
| Le Thouet depuis Montreuil-Bellay .....              | 22.000 —       |
| Canal de la Dive depuis la limite du département.... | 14.000 —       |
| Canal de l'Authion depuis Sorges.....                | 6.000 —        |
|                                                      | 314.000 mètres |

Ainsi l'Anjou exporte des quantités considérables de céréales à Orléans, Nantes, Bordeaux, Marseille et même en Angleterre. Le froment est envoyé vers Paris, le midi ou l'Espagne ; le seigle en Bretagne ; les fèves vers les ports de mer (où elles constituent l'essentiel de la nourriture des marins). Ce commerce représente vers 1840 : 400.000 hl.

Le chanvre s'expédie dans toute la France notamment dans les ports de l'Océan.

Saumur envoie à lui seul à Paris 40.000 barriques de vin.

On exporte des chevaux en Normandie et à Saint-Maixent.

Le commerce de bestiaux n'est pas moins actif : en 1839 Cholet a envoyé sur Paris 45.000 à 50.000 bêtes bovines.

Les arbres des pépinières sont exportés dans toutes les parties de la France, en Angleterre et jusqu'en Amérique.

Les fruits partent également vers l'Angleterre, la Flandre, la Hollande, la Suède et le Danemark.

L'introduction des chemins de fer rendra tout ce commerce encore plus prospère (27).

(27) Henri SÉE, *op. cit.*, p. 15.

Pendant toute cette période la petite propriété a tendance à se généraliser. La Révolution en a favorisé l'éclosion. Toutefois le Segréen reste toujours le bastion de la grande propriété.

Les exploitations ont en moyenne de 30 à 40 ha sur les plateaux, mais dans la Vallée elles dépassent rarement 10 ha (28). Le morcellement est surtout poussé dans les environs d'Angers et de Saumur (29).

Le fermage commence à se répandre et à se substituer au métayage, notamment dans le Baugeois, le Saumurois et la Vallée (30).

Le paysan pratique toujours le labour en billons et les instruments aratoires modernes sont lents à s'introduire (31).

Pendant toute la première partie du XIX<sup>e</sup> siècle la population angevine a suivi une marche ascendante (32) :

|      |   |         |           |
|------|---|---------|-----------|
| 1801 | : | 375.113 | habitants |
| 1810 | : | 404.489 | —         |
| 1820 | : | 442.859 | —         |
| 1830 | : | 467.871 | —         |
| 1840 | : | 488.472 | —         |
| 1850 | : | 505.009 | —         |

Ce sont les arrondissements de Cholet, d'Angers et de Saumur qui sont les plus peuplés. Le Beaugeois, pays pauvre, a la plus faible population. Celle du Segréen n'est guère plus élevée : elle ne comporte environ qu'une demi-tête par hectare (33).

---

(28) Ch. GIRAUD, *Economie rurale du département de Maine-et-Loire*, p. 10 et suiv.

(29) Ch. GIRAUD, p. 67 et 94.

(30) Henri SÉE, *op. cit.*, p. 7.

(31) Exception faite peut-être du Saumurois où l'outillage perfectionné est plus répandu qu'ailleurs (GIRAUD, *op. cit.*, p. 67).

(32) St de Maine-et-Loire, 1842, p. 146 et *Indicateur de Maine-et-Loire*, 1864, tome I, p. 80.

(33) GIRAUD, *op. cit.*, p. 53 et suiv.

## SECTION II

### II<sup>e</sup> Période : la Révolution agricole

Le développement et la transformation radicale de l'agriculture en Anjou remonte environ à 1840 (34). Cette révolution est due à plusieurs causes :

#### 1<sup>o</sup>) *Emploi de la chaux.*

La chaux mérite ici la place d'honneur car c'est elle qui en grande partie a bouleversé le système agricole sinon de tout l'Anjou du moins de tout l'Ouest de cette région.

Le Choletais et le Segréen, pays granitiques et de terrains primitifs, donc sans calcaire, étaient, nous l'avons vu, peu fertiles. Livrés à un système de longues jachères (5 ans dans l'arrondissement de Beaupréau) ils ne produisaient guère que du seigle.

La chaux d'un seul coup modifia cet état de choses. En effet elle assainit le sol, l'ameublit, en sature les acides et crée ainsi un milieu neutre favorable à la vie des microbes nitrifières (35).

Elle permit donc :

a) de produire du blé à la place du seigle, ce qui était impossible auparavant, le blé exigeant pour sa nourriture une grande quantité de nitrate (36).

b) de cultiver le trèfle, lequel nécessite également la présence de chaux libre ou carbonatée (37).

c) d'introduire peu à peu le colza, la pomme de terre, la betterave et le maïs.

---

(34) Guy DE CHARNACÉ, dans *Angers et l'Anjou*, p. 565 et suiv.

(35) L'amendement le plus employé dans l'Ouest de l'Anjou porte le nom de « compost ». C'est un mélange de terre, de chaux et de fumier.

(36) « C'est la chaux qui a amélioré la qualité des blés et le volume des épis ; grâce à elle le froment a remplacé le seigle sur beaucoup de terrains ». (LECLERC-THOUIN, *op. cit.*, p. 193 et suiv.).

(37) Le fait d'avoir remplacé la jachère par une culture de prairies artificielles ou de plantes sarclées peut à juste titre être considéré comme une véritable révolution agricole qui a permis d'augmenter considérablement, dans une exploitation donnée, le nombre de bétail et partant le volume des engrais.

L'assolement tout en gardant sa forme biennale ou sexennale se modifie donc considérablement par l'adjonction de ces nouvelles cultures. Les jachères furent abandonnées. D'une pratique agricole extensive on fit une culture extraordinairement active qui tire de son sol 4 récoltes en 3 ans.

Nous avons vu qu'au XVIII<sup>e</sup> siècle les Mauges étaient un pays d'engraissement plutôt qu'un pays d'élevage. Là encore, la chaux joue son rôle bienfaisant. Les fourrages désormais calcicoles permettent aux bestiaux choletais de se développer dans des conditions aussi favorables que leurs concurrents poitevins. A vrai dire cette transformation fut plus lente. Ce ne fut que vers 1870-1880 qu'on s'occupa sérieusement de l'élevage dans le Choletais. A cette époque en effet le prix du bétail maigre s'élevant, alors que le prix de la viande restait stationnaire, le bénéfice entre le prix de vente des bœufs engraisés et le prix d'achat des bœufs maigres devint trop faible pour que l'engraissement continuât d'être lucratif. Grâce à l'abondance des nouveaux fourrages verts, on put désormais pratiquer l'élevage bien plus rémunérateur que le seul engraissement avec un succès toujours croissant (38).

Le Choletais, pays pauvre entre tous au XVIII<sup>e</sup> siècle, est donc devenu dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> le pays agricole par excellence de l'Anjou, exception faite de la Vallée de la Loire et de quelques communes du Saumurois.

La Vendée est à peu près le seul pays où une transformation aussi radicale se soit produite si rapidement.

## 2°) *Amélioration et généralisation des engrais.*

Jusqu'alors les seuls engrais utilisés sont les joncs et les genêts d'une part, le fumier d'autre part. Le fumier était l'engrais le plus en usage dans tout le département : il était formé par la litière des bestiaux mélangée à leurs excréments. Il était nettement insuffisant dans les terres maigres d'où la nécessité des jachères de plusieurs

---

(38) F. NICOLLE, *Mém. Société A. S. A. d'Anjou*, 4<sup>e</sup> série, année 1897, tome II, p. 319 et suiv.

années (39). Les premiers ne sont guère riches. Le deuxième n'est pas utilisé d'une manière rationnelle : d'une part on installe la meule de fumier n'importe où, en général en plein milieu de la cour de ferme de sorte que « le purin se perd dans les chemins ou les cours, s'écoule souvent dans la mare qui sert d'abreuvoir » ; d'autre part on ne cherche ni à retarder ni à activer la fermentation. En 1855 encore, la situation n'est guère améliorée, puisque la Chambre d'Agriculture d'Angers réclame encore du Préfet un arrêté ordonnant de construire des fosses étanches et interdisant « le déversement du purin dans les ruisseaux ».

A partir de 1870 environ, nous avons vu que l'élevage prend une grande extension. Conséquence : augmentation du volume du fumier.

Par ailleurs, vers la même époque, se développe l'emploi des engrais chimiques. Dans notre département ce sont les engrais fournissant de l'acide phosphorique (phosphates naturels — scories de déphosphoration — superphosphates) qui sont les plus employés, nos terres manquant de cet acide.

Bref la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle est caractérisée par l'application de la théorie de la « restitution » permettant de supprimer le long « repos » qu'on se croyait autrefois obligé de donner à la terre (40). On commence, outre les engrais et amendements, à établir une différence entre les cultures épuisantes et les cultures améliorantes (41).

### 3<sup>e</sup>) *Perfectionnement des pratiques agricoles.*

a) un peu partout le cheval se substitue au bœuf dans les labours.

---

(39) St de Maine-et-Loire, 1842, p. 209.

(40) Toutefois l'emploi rationnel des engrais ne se généralisera guère avant le xx<sup>e</sup>. C'est ainsi qu'en 1880, dans un article publié dans les *Mémoires de la Société d'A. S. A. d'Anjou* (1880, tome 22, p. 166 et suiv.), M. de CAPOL signale encore la pénurie d'engrais et l'épuisement du sol qui ne permet pas de faire de cultures industrielles en série comme dans le Nord.

(41) Guy DE CHARNACÉ, *Angers et l'Anjou*, p. 565 et suiv.

b) l'outillage se perfectionne petit à petit. Quelques machines agricoles font leur apparition : la machine à battre mue par des chevaux remplace le battage au fléau, quelques râteliers à cheval pour la fenaison.

Toutefois l'outillage agricole ne fera guère de progrès sensible avant le XX<sup>e</sup> siècle. La culture en billons que le paysan croit plus favorable à l'écoulement des eaux s'oppose à l'emploi des meilleures charrues, des herses, des rouleaux plus perfectionnés et surtout de la moissonneuse, du semoir traînés par des chevaux (42).

#### 4<sup>e</sup>) Amélioration du cheptel.

##### a) amélioration de la race chevaline.

On enregistre un grand progrès de l'élevage du cheval notamment dans la région de Saumur (43). Ces quelques chiffres sont significatifs :

|        |                |   |
|--------|----------------|---|
| 1812 : | 30.483 chevaux |   |
| 1842 : | 35.000         | — |
| 1892 : | 60.756         | — |

Et non seulement le nombre des chevaux s'est accru mais aussi leur qualité par suite du croisement avec le cheval arabe obtenu par M. de Danne (44). L'emploi des phosphates qui ont une grosse influence sur l'ossature des animaux n'a pas été d'ailleurs sans permettre également une grande amélioration dans l'élevage du cheval d'armes (45).

##### b) amélioration de la race bovine.

Les bœufs angevins (46) manquaient de deux qualités essentielles : 1) la précocité ; 2) l'aptitude à l'engraissement. Ils n'arrivaient à leur complet développement qu'à 5 et 6 ans et cette longue croissance s'opposait à leur

---

(42) La culture en planches est plus rationnelle, mais plus chère et surtout constitue une innovation que le paysan traditionaliste se refuse à pratiquer (Guy DE CHARNACÉ, *Angers et l'Anjou*, p. 565 et suiv.).

(43) Henri SÉE, *Economie rurale de l'Anjou au XIX<sup>e</sup>*, p. 13.

(44) Guy DE CHARNACÉ, *op. cit.*, p. 565 et suiv.

(45) Guy DE CHARNACÉ, *op. cit.*, p. 565 et suiv.

(46) Produit d'un mélange de la race vendéenne et de la race mancelle.

engraissement. La vache angevine avait en outre un autre défaut, elle était mauvaise laitière.

L'amélioration de cette race est due :

1) aux nouvelles cultures permises grâce à la chaux : trèfle l'été, choux l'hiver.

2) au croisement avec une race étrangère. Cette idée est venue de l'exemple de la race chevaline. On a opéré un croisement avec la race anglaise, la race « Durham » et on a créé ainsi la race « Durham Mancelle ». Le croisement fut opéré pour la première fois dans l'exploitation célèbre du Bourg d'Iré fondée par le ministre M. de Falloux. La nouvelle race s'avéra excellente et obtint bientôt une réputation mondiale. Désormais les bovins atteignent leur plein développement dès l'âge de 3 ans. Conséquence : le bœuf jusqu'alors animal de trait devient producteur de viande (47).

c) *amélioration de la race porcine.*

La race porcine craonnaise s'est transformée aussi à l'aide de croisements et plus généralement au moyen d'une sélection bien comprise (48).

d) *la race ovine* par contre reste stationnaire (49).

##### 5°) *Développement des voies de communication.*

Les transports jouent un rôle considérable en agriculture. L'extension du marché permet en effet de modifier sensiblement l'économie rurale d'une région, en lui permettant de se spécialiser. Or la seconde partie du XIX<sup>e</sup> siècle a vu et le développement du réseau routier angevin et surtout, fait d'une importance capitale, la création des chemins de fer.

Déjà sous Louis-Philippe, les anciennes routes royales avaient été améliorées et de nouvelles voies construites dans tout l'Ouest de la France. Mais vers 1850 on commença à établir des routes départementales et des chemins de « grande vicinalité ». Le progrès est surtout sen-

---

(47) DE CHARNACÉ, *op. cit.*, p. 565 et suiv.

(48) DE CHARNACÉ, *op. cit.*, p. 565 et suiv.

(49) Henri SÉE, *Economie rurale de l'Anjou au XIX<sup>e</sup>*, p. 13.

sible dans le Choletais absolument délaissé sous l'Ancien régime puis ravagé par la guerre civile (50).

Mais le fait crucial de l'époque est l'apparition du chemin de fer. La première ligne de l'Anjou (Tours — Angers — Nantes) se construit de 1844 à 1848. Toutefois ce n'est qu'à partir de 1857 que s'établissent les voies ferrées reliant Angers au Mans, à Niort puis à Poitiers. Le réseau départemental, composé de petites lignes locales qui desservent les bourgs ruraux, est créé vers la même époque (51).

Le développement des voies de communication va permettre la diffusion des engrais et des instruments agricoles. Il va permettre surtout d'envoyer rapidement sur les marchés les plus lointains toutes les denrées alimentaires même périssables produites en excédent. C'est donc de nouveaux débouchés qui s'offrent à l'agriculture et qui vont dans certaines régions déterminer une modification quasi totale de la production. Dans le Val de Loire, par exemple, la culture du chanvre va peu à peu se raréfier dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle pour faire place à des cultures fruitières et légumières dont les produits facilement exportés désormais vers la région parisienne rapporteront à leurs propriétaires des bénéfices très rémunérateurs (52).

#### APPENDICE : CONDITION SOCIALE DU PAYSAN AU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE

Le XIX<sup>e</sup> siècle qui a amené une transformation si radicale de l'agriculture angevine a-t-il également modifié la condition des classes rurales ?

La Révolution de 1789 a certainement eu d'importantes répercussions à ce point de vue :

D'une part, elle a facilité l'accès du paysan à la propriété,

---

(50) Guy DE CHARNACÉ, *Angers et l'Anjou*, p. 565 et suiv.

Henri SÉE, *Economie rurale de l'Anjou dans la première moitié du XIX<sup>e</sup>*, p. 15.

Célestin PORT, *Dictionnaire*, p. XLV.

(51) Célestin PORT, *Dictionnaire*, p. XLV.

(52) Roger DION, *Val de Loire*, p. 605 et suiv.

D'autre part, en abolissant le régime seigneurial, elle a supprimé une partie des lourdes charges qui pesaient sur l'agriculture (53).

Le Nonagénaire Bernard dans ses « Souvenirs » (54) rapporte que désormais presque tous les « ci-devants prolétaires » possèdent une ou deux parcelles de terrain, récoltent leur provision de graines et de vin, et que ceux qui avaient « 20 vaches » en nourrissent « plus de 100 ».

Il y a donc eu enrichissement général des classes paysannes, mais est-ce à dire que leur mode de vie se soit réellement amélioré ?

Il ne le semble pas. Le paysan est devenu propriétaire, il est devenu riche, mais il vit avec aussi peu de confort qu'auparavant.

Les bâtiments d'habitation et d'exploitation laissent toujours beaucoup à désirer. La ferme comprend en général 2 chambres, l'une avec une cheminée : c'est la chambre des maîtres, l'autre « froide » c'est celle des servantes. Les domestiques mâles couchent à l'étable ou au grenier. Les animaux sont logés dans des bâtiments étroits et mal aérés.

Les vêtements ne se sont guère modifiés. Ils sont formés en général d'étoffes grossières de laine et de fil travaillées avec des matières premières fournies par le client. Cependant en été des cotonnades plus légères commencent à apparaître. Les sabots sont les seules chaussures connues (55).

La nourriture seule est en sérieux progrès. Le pain de froment se généralise et l'usage du vin et du cidre devient plus fréquent.

La population qui s'est accrue jusque vers 1855 atteignant 530.000 habitants reste stationnaire jusque vers 1865 puis commence à décroître.

---

(53) « Bien que le servage ait en fait disparu depuis longtemps en Anjou, les charges du régime seigneurial pesaient lourdement sur le paysan » (Henri SÉE, *La France économique au XVIII<sup>e</sup>*, p. 169).

(54) BESNARD, *Souvenirs d'un nonagénaire*, tome II, page 239.

(55) Jusque vers 1860 les femmes portent encore la coiffe angevine dont on peut voir de beaux spécimens au Musée St-Jean d'Angers.

#### CONCLUSION

Dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'Anjou a pris les traits les plus caractéristiques de sa physionomie agricole actuelle.

Déjà l'amendement et l'engraissement rationnels du sol ont permis au Choletais et au Segréen, jusqu'alors régions pauvres, de développer leurs productions avec bonheur et de donner à l'élevage, leur ressource essentielle, un essor accru.

Déjà la création de moyens de communication nombreux et rapides, élargissant le marché au delà même des frontières nationales, a bouleversé les systèmes de cultures. Les Vallées et le Saumurois se consacrent désormais en majeure partie aux fruits, aux légumes et aux porte-graines.

Déjà enfin, vers 1865, le mouvement de dépopulation rurale s'amorce laissant présager ses tristes conséquences.

Le XX<sup>e</sup> siècle n'apportera pas, nous le verrons, de modifications bien considérables à ce nouvel aspect de l'Anjou rural.

---

## PREMIÈRE PARTIE

---

Les Facteurs de l'Économie Rurale  
Angevaine

De nombreux facteurs déterminent à une époque donnée l'économie rurale d'une région. Nous avons vu déjà l'importance de l'apport séculaire. Nous examinerons désormais les conditions actuelles du développement agricole en Anjou. Nous aurions pu les classer en 3 grandes catégories :

1°) *le milieu naturel* ou l'influence du sol, du climat, de l'hydrographie sur la production et la vie paysanne ;

2°) *le milieu social* ou l'étude de la classe rurale, de son habitat, de ses modes de groupement ;

3°) *le milieu juridique* enfin ou la contribution du législateur à l'organisation de l'économie agricole.

Nous nous bornerons en fait à l'examen des 2 premiers points. Le troisième, si intéressant soit-il, est trop complexe et trop vaste pour rentrer dans le cadre limité d'une simple thèse. Il n'intéresse pas d'ailleurs le seul Anjou, mais l'ensemble de la France. Enfin toutes les lois susceptibles de donner lieu dans la région à une application d'une particulière ampleur seront signalées au fur et à mesure des questions traitées.

---

## TITRE PREMIER

---

### LE MILIEU NATUREL

Nous y étudierons successivement :

1°) le sol angevin, sa configuration, son aspect physique, sa constitution géologique, etc.

2°) le climat ou l'influence de la température et de l'humidité sur la flore régionale ;

3°) l'hydrographie et ses multiples conséquences sur la vie rurale de l'Anjou.



## CHAPITRE PREMIER

---

### LE SOL <sup>(1)</sup>

---

Compris entre la Normandie, le Poitou, le Maine, la Bretagne et la Touraine, le pays qui porte le nom d'Anjou a souvent varié d'étendue au cours des siècles. A l'heure actuelle et depuis le décret du 15 janvier 1790, l'Anjou se trouve limité au département de Maine-et-Loire.

Ce département comprend la majeure partie de l'ancienne province d'Anjou à laquelle on a adjoint vers le sud et l'ouest quelques paroisses des Marches poitevines et de l'Evêché de Nantes. Au nord et à l'est par contre, le vieil Anjou fut dépecé et l'on incorpora une certaine portion de son territoire aux nouveaux départements limitrophes de la Sarthe, de la Mayenne et de l'Indre-et-Loire.

La délimitation du Maine-et-Loire est d'ailleurs purement conventionnelle, sauf dans le sud-ouest où la ligne de démarcation bizarrement contournée suit les obstacles naturels. La configuration du département se rapproche d'un parallélogramme raccourci. Les plus grandes dimensions sont du sud au nord-est de 104 km. et de l'est à l'ouest de 84 km. Sa superficie dépasse 7.120 km<sup>2</sup> ce qui le place au seizième rang parmi les départements de France et représente environ la soixante-troisième partie du territoire français.

---

(1) Sources: a) Statistique de 1842, Géologie du département de Maine-et-Loire, p. 156 et suiv.

b) *Angers et l'Anjou*, Géologie angevine par René BIZARD, p. 189.

c) LE MOY, *L'Anjou* (1924), p. 1 à 40.

d) *Précis de Géologie angevine*, Dr Olivier COUFFON, 1934.

Au point de vue orographique, l'Anjou est incontestablement un pays plat. La vaste dépression médiane où la Loire s'étale paresseusement et qui coupe le pays d'est en ouest en deux parties sensiblement égales, se relève à peine vers le nord et le sud du département. Au nord de la Loire, les accidents de terrains ne sont guère marqués et le point le plus élevé de la région au sud-est de Pouancé atteint péniblement 110 m. Au sud, le relief prend un aspect plus pittoresque, notamment dans le Choletais où la colline de la Garde, point culminant de l'Anjou, s'élève à 210 m. environ au-dessus du niveau de la mer.

Malgré l'uniformité monotone de son relief, l'Anjou ne constitue point une région naturelle homogène. Comme on l'a dit très justement, c'est un carrefour, un pays de confins et de transition (2). Aussi comporte-t-il à lui seul cinq régions bien distinctes dont chacune s'apparente aux grands systèmes naturels voisins. Le Segréen se rattache au Massif armoricain et le Choletais au Massif vendéen. Le Baugeois borde le bassin de Paris et le Saumurois le nord de la Touraine. Enfin le Val d'Anjou n'est qu'une partie du Val de la Loire. Cette diversité régionale de l'Anjou a été décrite avec tant de justesse et de poésie par M. Le Moy (3) que nous nous en voudrions de ne pas citer textuellement ce passage :

« A l'ouest on se croirait en Bretagne tant les lourds  
« granits et les schistes noirs impressionnent encore le  
« paysage avec leurs bombements médiocres ou leurs flancs  
« déchiquetés, tant le ciel reste souvent bas avec ses nua-  
« ges chargés des vapeurs toutes proches de l'Océan. A  
« l'est par contre les tuffeaux de craie blanche donnent  
« aux maisons un aspect tout jeune et tout souriant. Le  
« pays s'éclaire soudain...

« L'Ouest est une région de bocage, de prairies, un pays  
« d'élevage, frais, vallonné, verdoyant. A l'est, le soleil  
« et les terrains sont plus chauds ; vignobles et vergers  
« s'emparent du sol...

« Et pour mieux accentuer l'hétérogénéité de l'Anjou,  
« un long val s'étale de part et d'autre de la Loire ».

---

(2) *L'Anjou*, par LE MOY, p. 1 et suiv.

(3) *L'Anjou*, p. 2 et suiv.

Le contraste marqué entre les parties occidentales et orientales de l'Anjou repose sur une distinction géologique profonde. A l'est d'une ligne nord-sud suivant approximativement le cours de la Sarthe, puis la vallée du Layon, dominant les granits et les schistes. Tous les terrains de cette région constitués par les derniers contreforts des massifs vendéens et bretons présentent les traces d'un profond bouleversement qui a mis à jour les roches ignées du terrain primitif et redressé violemment les couches jadis horizontales des terrains de transition. Vallons étroits et coteaux arrondis s'y succèdent « comme autant de rides sur le vieux plateau primaire usé et raboté » (4). A l'est, au contraire, les calcaires et les sables de formation secondaire et tertiaire recouvrent les assises plus anciennes. Ces couches de terrains plus modernes n'ont pas subi de révolution marquante et gardent encore la position horizontale qui résulte de la nature sédimentaire de leur formation. Aussi la partie est de l'Anjou est-elle caractérisée par de grands plateaux « formant à l'horizon des lignes continues » (5). Au pays de bocage du primaire se substitue une région découverte de grande culture. La Loire qui semble une ligne de démarcation n'est donc en réalité qu'un accident de valeur secondaire et à la division historique en Haut et Bas Anjou, les modernes ont substitué la division Est-Ouest beaucoup plus rationnelle puis-que basée sur la constitution même du sol (6).

### **Les cinq régions naturelles de l'Anjou**

La grande division Est-Ouest est elle-même insuffisante si l'on veut faire une étude un peu plus approfondie du sous-sol et du sol angevin.

En fait on a coutume de distinguer en Anjou cinq régions naturelles correspondant d'ailleurs à peu près aux divisions administratives :

---

(4) LE MOY, *op. cit.*, p. 9. — St du département de M.-et-L., 1842, p. 156

(5) St. de 1842.

(6) R. BIZARD, *Angers et l'Anjou*, p. 189.

à l'ouest du département :

le Segréen (arrondissement de Segré)  
les Mauges (arrondissement de Cholet)

à l'est du département :

le Baugeois (arrondissement de Baugé)  
le Saumurois (arrondissement de Saumur)

enfin au centre :

le Val d'Anjou,  
qui suit le cours de la Loire et emprunte son territoire à  
tous les arrondissements angevins puisque ceux-ci sont  
tous arrosés par elle.

#### A) L'ANJOU OCCIDENTAL

##### a) *Les Mauges.*

Les Mauges, ou Choletais, constituent une sorte d'avant-poste de la Vendée à tel point d'ailleurs qu'on a baptisé cette région du nom de « Vendée angevine ».

Au sud les terrains granitiques de la chaîne de Vendée donnent au paysage un aspect plutôt sombre. Recouvertes de bois, les collines arrondies s'entrecoupent de ravins et de vallons où jaillissent des sources multiples et à travers lesquels coulent des petites rivières tortueuses : c'est le Bocage.

En remontant vers le nord, on a la surprise de découvrir au delà des granits vendéens des roches d'origine ignée à la surface même du sol (entre Bégrolles et Cholet — Cholet et Trémentines — Chanteloup et Yzernay — Yzernay et St-Hilaire-des-Bois). Ces roches forment notamment le coteau de Notre-Dame-de-Gardes point culminant du département.

Enfin, dans la partie septentrinale des Mauges, dominent les schistes de transition qui donnent à la campagne une physionomie moins rude. Les cultures ont pris la place des bois. « L'argile due à la décomposition des schistes sous-jacents retient l'eau, entretenant une fraîcheur constante, rendant la terre éminemment propre à la fertilité des prairies » (7).

---

(7) D<sup>r</sup> Olivier COUFFON, *Précis de Géologie angevine*, p. 1 et suiv.

Vers l'est le paysage devient également de plus en plus riant et de larges prés s'étagent jusqu'aux coteaux ensoleillés du Layon dont les roches en partie d'origine ignée — depuis le Pont Barré jusqu'à Thouarcé — se prêtent si bien à la culture de la vigne.

b) *Le Segréen.*

Le Segréen appartient au Massif armoricain. Comme les Mauges il est donc formé de terrains primaires ce qui explique la similitude d'aspect de ces deux régions. Toutefois les granits sont ici inexistants et l'ensemble du pays constitué par des schistes de transition plus ou moins fissiles (c'est-à-dire ardoisiers), présente une physionomie moins âpre. Le relief est d'ailleurs assez peu accentué et comme l'écrivait René Bazin « c'est un pays faiblement vallonné » (8). En conséquence, le rapport cultures-élevage est ici beaucoup plus fort que dans le Choletais.

Un trait commun caractérise toutefois l'Anjou occidental, c'est le manque absolu de terrains calcaires, lacune extrêmement grave au point de vue agricole, la chaux étant un des éléments essentiels de la fertilité du sol.

B) L'ANJOU ORIENTAL

a) *Le Saumurois.*

Le Saumurois diffère profondément des deux régions précédentes. Nous abandonnons les terrains primaires pour rejoindre ici les premières assises de la Touraine. Aux collines granitiques du Choletais, aux faibles vallons schisteux du Segréen, succèdent de larges plateaux formés en majeure partie de calcaires lacustres et de sables sénoniens ou tertiaires. Quelques coteaux en craie tuffeau surplombent les routes et les rivières. Bénéficiant à la fois de l'élément calcaire qui réchauffe la terre et de l'élément sablonneux qui la rend plus légère, le sol est éminemment propre à la culture de la vigne.

« A un Anjou noir et plutôt sévère, succède un Anjou « blanc, clair, ensoleillé, épanoui, plantureux... » (9).

---

(8) *Récits du temps de la guerre.*

(9) LE MOY, *op. cit.*, p. 15.

b) *Le Baugeois.*

Comme le Saumurois, la région de Baugé est constituée par des terrains crétacés recouverts çà et là de dépôts tertiaires. Mais alors que les formations secondaires dominent dans le Saumurois en prenant l'aspect de vastes plateaux découverts très favorables à la culture, les dépôts tertiaires caractérisés par leur infertilité forment la majeure partie du Baugeois. Le sol sablonneux trop léger n'a guère d'aptitude que pour les bois et les forêts. Aussi le Baugeois est-il surtout une région de pineraies et de landes, pauvre et médiocrement peuplée. Il faut cependant faire une place à part aux vallées du Loir et de l'Authion qui, recouvertes de terrains diluviens et alluvionnaires, contrastent avec le reste du pays par leur richesse verdoyante.

C) LE VAL D'ANJOU

Le Val d'Anjou commence à Candé au confluent de la Loire et de la Vienne. Il mérite une place spéciale dans cette modeste étude de géologie angevine, car sa fertilité légendaire repose en majeure partie sur la qualité exceptionnelle de son sol recouvert de riches alluvions et de limons, dus aux débordements de la Loire.

Son aspect varie de la partie orientale à la partie occidentale de l'Anjou et nous empruntons encore à l'ouvrage de M. Le Moy, cette si exacte description :

« Jusqu'à Angers largement épanoui entre les formations secondaires et tertiaires, il s'étale comme une plaine... Mais après les Ponts-de-Cé, les terrains anciens apparaissent, les plateaux opposés se rapprochent, la vallée se resserre. En aval de Chalonnnes, elle s'étrangle tout à fait et le grand fleuve concentre ses eaux pour se frayer passage entre les deux massifs de roches dures qui le surplombent (10) ».

C'est pourquoi la région Est du Val d'Anjou plus épanouie, plus riche en calcaire, jouit d'une fertilité plus accentuée encore que la partie Ouest.

---

(10) LE MOY, *op. cit.*, p. 30.

La rive droite de la Loire est basse, au niveau du courant, et les submersions répétées ne peuvent être évitées que grâce à de puissantes digues. La rive gauche au contraire surplombée par les collines du Saumurois et du Choletais présente un aspect plus pittoresque.

Au centre du fleuve enfin, de nombreuses îles formées de terrains frais et légers jouissent d'une végétation luxuriante.

Ainsi constituée par des terrains de formation toute récente, très limoneux, la Vallée de la Loire est sans contredit la région la plus riche de tout l'Anjou. Toutes les cultures y réussissent avec un rare bonheur et la population y est plus dense que partout ailleurs.

#### CONCLUSION

La variété du sous-sol angevin explique en partie l'extrême diversité des productions angevines. C'est en effet la nature chimique du sol qui détermine généralement la flore de chaque région, l'état physique du terrain n'intervenant que d'une manière secondaire. Aussi malgré l'uniformité de la culture moderne, la région occidentale est restée celle des prairies et des plantes sarclées, un pays d'élevage, alors que la région orientale plus riche en calcaire est couverte de bois, de vignobles et de vergers.

---

## CHAPITRE II

---

### LE CLIMAT <sup>(1)</sup>

---

Le Maine-et-Loire est compris entre 46°59'5" et 47°49'30" de latitude nord et entre 2°5'36" et 3°39'36" de longitude occidentale du méridien de Paris (2).

Il se trouve ainsi au point de jonction de la zone boréale et de la zone méditerranéenne : (la vigne y réussit encore fort bien mais c'est la limite septentrionale de son ère végétative). De plus son éloignement de la mer est relativement faible puisque d'Angers à l'Atlantique on compte seulement 120 km.

Position géographique, proximité de la mer adoucissante, relief faible (3), tout concourt à donner à l'Anjou un climat essentiellement tempéré.

Les froids très rudes comme les chaleurs extrêmes sont tout à fait exceptionnels. La température dépasse rarement 30° l'été et — 10° l'hiver. En moyenne le thermomètre marque de 14 à 28° l'été et de 2° à 3° l'hiver. La température annuelle moyenne est de 12°3 à Angers soit 1° de plus qu'à Paris (4).

---

(1) Sources : Indicateur de Maine-et-Loire, 1864, tome I, p. 16 et p. 106. — *Angers et l'Anjou*, 1903, p. 100. — *Angers*, par LE MOY, 1924, p. 20. — *Le Val de Loire*, par Roger DION, 1934, p. 94 et suiv.

(2) *Angers et l'Anjou*, p. 100. — Indicateur de Maine-et-Loire, 1864, tome I, p. 16.

(3) Hauteur moyenne : 15 à 40 m.

(4) Indicateur de Maine-et-Loire, tome I, 1864, p. 16 et suiv. — *Angers et l'Anjou*, 1903, p. 100.

Les vents d'ouest sont dominants et déterminent les pluies.

L'Anjou a la réputation d'être un pays extrêmement pluvieux. Cette réputation est à la fois justifiée et imméritée. Justifiée parce qu'il est exact que pendant 170 ou 180 jours de l'année averses monotones et fines bruines se succèdent. Imméritée parce que si on totalise le volume des pluies reçues on s'aperçoit avec surprise que la pluviosité moyenne de l'Anjou est inférieure à celle de la France.

Sans doute les pluies sont plus fréquentes que partout ailleurs, la Bretagne exceptée, et se répartissent sur presque toutes les saisons. Les mois de novembre à février sont pluvieux. Vers mars, avril, les giboulées font leur apparition. Enfin l'été, les chaleurs un peu fortes se convertissent presque toujours en orages.

Toutefois les mois de mai-juin-juillet et le mois de septembre sont assez secs, ce qui est un avantage évident puisque le printemps et la fin de l'été sont les époques de l'année où la végétation craint le plus les effets de l'humidité qui pourrait entraver l'éclosion des bourgeons et la maturation des graines.

Mais si la fréquence des pluies est grande en Anjou, leur violence, leur débit est relativement faible à tel point que la moyenne des pluies annuelles est sensiblement égale à celle de Paris. Bien plus si l'on tient compte de la situation géographique du Maine-et-Loire on constate qu'il n'existe pas de région qui soit à la fois aussi proche de la mer et aussi faiblement arrosée.

Cette sécheresse relative s'explique par le fait que les vents d'Ouest avant d'arriver jusqu'à l'Anjou se heurtent aux derniers reliefs du Massif armoricain méridional et abandonnent une partie de leur humidité sur la Bretagne.

Les deux facteurs climatiques de l'Anjou : douceur de la température et pluviosité moyenne ne se rencontrent pas d'ailleurs avec la même intensité sur toute l'étendue du territoire. La température varie avec la latitude. Le climat du Segréen par exemple est plus froid que celui des Mauges parce que plus septentrional : c'est ainsi

qu'on trouve encore quelques vignes dans les Mauges alors que le Segréen n'en a point.

De même la chaleur augmente d'ouest en est alors qu'à l'inverse la pluviosité diminue, ce qui s'explique facilement par la configuration orographique du département et par la plus ou moins grande proximité de l'Océan.

Non seulement la chaleur mais la luminosité elle-même se trouve renforcée dans la région orientale de l'Anjou, particulièrement dans le Saumurois où « la craie des coteaux, le tuf des maisons ont bu tant de soleil qu'ils ont blondi » (5).

Les conséquences agricoles à tirer de ces données climatiques sont de deux ordres :

1°) Il est possible de cultiver en Anjou un certain nombre de plantes dont les espèces sont en principe regardées comme devant appartenir à des régions plus méridionales. La fin de septembre généralement tiède et ensoleillée permet la maturation d'une vigne de haute qualité. Palmiers, magnolias et camélias qu'on laisse croître en pleine terre attestent de la douceur hivernale. Et les environs d'Angers sont couverts de délicates cultures florales et de feuillages purement méditerranéens, tels l'eucalyptus et le cyprès.

2°) la végétation angevine est de 15 à 20 jours plus précoce que celle des environs de Paris. L'avance de la feuilleaison printanière dans la région saumuroise est un des traits notés par Vidal de la Blache dans son célèbre ouvrage le « Tableau de la France ». De même les légumes de printemps cultivés en abondance dans le Val sont récoltés bien avant ceux de la région parisienne. Et les fruits angevins sont expédiés sur Paris à titre de primeurs : les fraises de Saumur arrivent là-bas vers le 20 mai presque en même temps que celles du Lot.

---

(5) R. BAZIN, *Paysages et pays d'Anjou*, p. 30.

## CHAPITRE III

---

### L'HYDROGRAPHIE

---

L'Anjou possède un réseau hydrographique assez important. La Loire, artère vitale, traverse le pays d'est en ouest dans toute sa largeur et le divise en deux parties à peu près égales. Depuis son entrée en Maine-et-Loire à Candé jusqu'à sa sortie près de la Varenne, au-dessous de Champtoceaux, elle parcourt en décrivant plusieurs sinuosités une distance d'environ 111 km. (1).

Ses affluents les plus importants sont sur la rive droite l'Auxence, la Maine formée par la Mayenne, la Sarthe et le Loir, enfin l'Authion. Sur la rive gauche, mentionnons l'Evre, le Layon, le Louet et le Thouet.

Les petits cours d'eau sont relativement peu nombreux sauf dans l'arrondissement de Cholet où le « plateau est tout strié de ruisseaux tortueux courant à des rivières sinueuses » (2). Outre les affluents de la Loire, le Louet et le Thouet déjà cités, les rivières sinueuses des Mauges sont la Sèvre Nantaise, la Sanguère et la Moine.

L'hydrographie n'est pas sans jouer un rôle intéressant dans l'économie rurale d'une région.

1) Des terres arrosées par de nombreuses rivières, comme c'est le cas en Anjou, jouissent d'une fraîcheur

---

(1) Indicateur de Maine-et-Loire, tome I, p. 20. — A vrai dire ce chiffre paraît exagéré. Dans Angers et l'Anjou (1903), le trajet parcouru par la Loire entre Montsoreau et Ingrandes est estimé à 88 kilomètres.

(2) LE MOY, *L'Anjou*, p. 9.

favorable à la végétation. L'irrigation se trouve facilitée dans les terrains qui bien qu'à proximité de l'eau demeurent encore trop secs.

2) A l'inverse certaines régions peuvent souffrir d'un excès d'humidité et se transformer pendant la saison des pluies et des crues en véritables lacs ou marécages bourbeux, impropres à la culture. Le Service du Génie Rural estimait en 1941 que 27.000 ha environ gagneraient en Maine-et-Loire à être assainis par le drainage ou par la construction de fossés d'écoulement (3). Il serait même nécessaire d'aménager certaines rivières, l'Authion notamment (4).

3) La présence de l'eau attire en général la population, les vallées étant le plus souvent les régions particulièrement fertiles d'un pays. C'est ainsi que le Val de Loire est incontestablement la région la plus peuplée de tout l'Anjou.

4) Les crues des rivières peuvent parfois bouleverser les récoltes de toute une année et même de plusieurs. Elles assurent aussi, en contre-partie, la fertilité des terrains inondés qui s'enrichissent souvent après le départ des eaux d'un riche limon.

5) Enfin, les cours d'eau peuvent être des voies de communication naturelles d'une grande importance permettant le transport à peu de frais des productions agricoles d'une région.

---

(3) 15.000 ha entre la Loire et l'Authion.

2.000 ha dans les régions de l'Aubance et du Thouet.

2.000 ha le long de la Loire entre les Ponts-de-Cé et Montjean.

1.500 ha dans la région du confluent du Loir, de la Sarthe, de la Mayenne et de la Maine.

4.000 ha dans la région du Segréen.

2.000 ha dans la région du Choletais.

(4) Cette rivière occupe dans le Val d'Anjou un lit secondaire parallèle à la Loire. Lorsque le niveau du fleuve s'élève au-dessus de la moyenne, ses eaux ont tendance à refluer dans le lit de l'Authion. Pour éviter ce reflux, on a institué un système de vannes, mais la fermeture de ces dernières supprime toute issue aux eaux de l'Authion et provoque de fréquentes et longues inondations dans toute la vallée où les cultures maraîchères et grainières sont ainsi très souvent perdues.

Nous ne retiendrons dans notre étude que ces deux derniers points qui ont en Anjou soulevé des discussions passionnées. Nous n'exposerons d'ailleurs ici que le problème des crues, nous réservant de traiter ultérieurement la question de la navigabilité des rivières (5).

## LES CRUES DE LA LOIRE

### 1) Le régime de la Loire et de ses affluents

La Loire a un débit tout à fait irrégulier. Alors que l'été, elle roule des eaux ultra réduites qui laissent affleurer de larges bancs de sables (à tel point qu'il est possible certaines années de traverser le fleuve à pied sans se mouiller au-delà du genou), l'hiver par contre, son volume gonfle rapidement jusqu'à provoquer des crues annuelles dont quelques-unes ont laissé le souvenir de véritables catastrophes.

Les inondations se produisent soit à la suite de pluies abondantes, soit surtout lors de la fonte des neiges.

L'histoire en a conservé le souvenir d'un grand nombre. Le débordement le plus ancien parmi ceux qu'elle signale remonte à Childebert vers l'an 584 ! (6). D'après Célestin Port (7), du VI<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup>, l'Anjou a subi près de 80 inondations suffisamment violentes et désastreuses pour que leur date fût retenue et transmise de génération en génération.

Le siècle dernier fut lui aussi marqué par de terribles crues dont les principales furent celles de 1825 — 1846 — 1856 et 1866. Celle de mai-juin 1856 est restée tristement célèbre en Anjou et, comme le dit Roger Dion dans le *Val de Loire*, « c'est à cette année qu'il faudra longtemps remonter pour rencontrer le visage le plus complet de ce que peut être une inondation de la grande vallée de la Loire ». Les levées furent rompues en maints endroits,

---

(5) Cf. plus loin, Chapitre des Transports, Section I.

(6) Indicateur de Maine-et-Loire, 1864, tome I, page 20.

(7) *Revue de l'Anjou*, 1856, tome 8, p. 360.

les routes coupées, les villages inondés, les maisons enlevées. Le flot arrivait à la vitesse « du galop d'un cheval » dirent plus tard les témoins. Les carrières de Trélazé furent inondées et il fallut plus tard des mois et des années pour vider peu à peu les fonds envahis.

Ces débordements terribles qui se renouvellent, hélas, plusieurs fois par siècle, n'empêchent d'ailleurs pas les crues périodiques annuelles. D'après les observations recueillies par Roger Dion (8) sur la fréquence des inondations en Anjou pendant la période 1850-1929, on peut dresser les tableaux suivants :

A — En amont de la Maine, à l'échelle hydrométrique des Ponts-de-Cé :

— La cote 3 m. 30 qui marque le point à partir duquel le débordement s'étale sur les terres cultivées du Val a été atteinte ou dépassée 68 fois.

— La cote 4 m. 50 qui marque le point à partir duquel le débordement atteint les régions culminantes de la plaine submersible a été atteinte ou dépassée 29 fois.

— La cote 5 m. 50 qui marque les grandes crues exceptionnelles a été atteinte ou dépassée 4 fois.

B — En aval de la Maine, à l'échelle hydrométrique de Montjean :

— La cote 3 m. 50 a été atteinte ou dépassée 69 fois.

—     —     5 m. 00     —     —     —     36     —

—     —     6 m. 20     —     —     —     7     —

La fréquence des crues en aval de la Maine est donc encore augmentée, ce qui s'explique par le fait que cette rivière elle-même a ses propres crues consécutives à des pluies océaniques. C'est pourquoi les submersions totales, accidentelles en amont de la Vienne, deviennent en Anjou et surtout vers Montjean une sorte de phénomène saisonnier dont le retour ne se fait guère attendre plus de 3 ans.

En aval de la Maine, l'augmentation du nombre des crues s'accompagne en outre d'un accroissement très no-

---

(8) *Val de Loire*, p. 265 et suiv.

table de leur durée et « on ne saurait donner une juste idée des paysages de la Loire angevine sans évoquer les nappes d'inondation qui noient chaque hiver sur des étendues variables les larges prairies de l'Authion, du Louet et des basses Vallées » (9).

## II) Conséquences des inondations sur l'économie rurale angevine

### A) LA LOIRE DÉVASTATRICE.

Les crues de la Loire et de ses affluents se produisent le plus souvent durant la saison froide par suite de l'abondance des pluies atlantiques et au printemps, à l'époque de la fonte des neiges.

Les crues d'hiver sont relativement peu à craindre ; les champs emblavés ne sont pas gravement menacés par les submersions calmes.

Par contre les débordements de mars-avril, parfois mai-juin comme en 1856, sont en général catastrophiques, puisqu'ils noient les semailles de printemps et les premières récoltes fruitières et maraîchères déjà à maturité dans le Val où la végétation est précoce.

Toute crue d'ailleurs, qu'elle soit hivernale ou printanière, présente un danger commun : le bouleversement du sol par les courants de débordement. Les grandes nappes d'eau calme qui s'étalent progressivement sur les champs emblavés sont relativement peu à craindre. Par contre les courants qui ne manquent point de se former au sein de ces nappes, et qui d'ailleurs les alimentent, ont un pouvoir dévastateur immense comparable à celui d'un torrent.

Depuis le Moyen-Age les riverains de la Loire se trouvent protégés de ces méfaits par de puissantes digues. Cette protection comme nous le verrons est toute relative. Mais à supposer qu'elle n'existe pas, le Val d'Anjou serait-il condamné à n'être qu'une région de marécages ou de prairies ?

Cette supposition est entièrement démentie par les faits.

---

(9) Roger DION, *Val de Loire*, p. 271.

Avant l'édification des levées, le Val de Loire était déjà cultivé, et constituait l'une des plus riches régions de l'Anjou. D'ailleurs avant leur construction, les cultivateurs ne souffraient guère de la perte de leurs récoltes qu'une année sur 4 ou 5 (10). Ce n'était pas assez pour les décourager. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, en aval de la Maine où la Vallée est encore dépourvue de levées, « les habitants ne se rebutent point, et ont eu souvent le malheur de travailler et d'ensemencer jusqu'à 3 fois leurs terres sans jouir du fruit de leurs travaux. Ces accidents sont fréquents et l'expérience apprend que de 2 années il y en a toujours une pendant laquelle ils éprouvent quelque dommage de la part des inondations et qu'il ne se passe pas 5 années sans qu'ils n'essuient par ce même fléau la perte totale de leurs récoltes » (11).

#### B) LA LOIRE FERTILISANTE.

Comment s'explique cette extraordinaire persévérance ? Tout naturellement par la fertilité exceptionnelle du terrain, fertilité due justement en partie à l'inondation elle-même. En effet, entre les courants de débordement, les vastes étendues d'eaux calmes engraisent le sol par les limons qu'elles déposent. Et comme ces dernières occupent une plus grande surface que les premières, la submersion au total est donc plus profitable que nuisible. Le limon déposé contient de l'azote, de l'acide phosphorique, du calcaire et de l'argile : il constitue donc un véritable engrais, un amendement merveilleusement adapté aux sols sableux du Val. Les pertes occasionnées par les crues se trouvent donc largement compensées par les gros rendements des terrains alluviaux.

Ceci explique l'opposition que bon nombre de propriétaires riverains firent aux projets de construction de levées :

---

(10) Les digues, en resserrant le lit du fleuve et en supprimant les réservoirs naturels en amont du fleuve, ont en effet augmenté considérablement la fréquence et la violence des crues.

(11) DE VOGLIE, ingénieur en chef de la Généralité de Tours — attribution probable — cité dans *Tableau de la province d'Anjou* (1762-1765), publié par l'abbé UZUREAU, 1901, p. 83.

« L'engrais que la rivière dépose lors des crues et dont une levée les priverait, communique à leurs terres une telle fertilité que plusieurs prétendent qu'une récolte seulement sur 3 les satisfait » (12).

Leur point de vue n'a d'ailleurs pas été abandonné et à la fin du siècle dernier, un spécialiste des questions agricoles angevines, l'abbé F. Hy, imputait à notre actuel système de levées la diminution de rendement des cultures de la Vallée (13). « Les agriculteurs de la Vallée, dit-il, confiants à l'excès dans les réserves accumulées de temps immémorial par les débordements du fleuve, n'ont cessé d'y pratiquer des cultures intensives, sans souci d'un lendemain qui leur semblait infiniment reculé. Or à force de puiser dans le sol, sans jamais rien restituer, ils commencent à s'apercevoir que leurs terres réputées inépuisables donnent des produits plus faibles qu'autrefois ». Et l'abbé Hy de s'étonner que les régions arrosées par un fleuve dont les qualités fertilisantes sont bien connues n'en profitent point, par la faute d'un système de digues continu et irrationnel. La suppression totale des levées ne lui paraît pas souhaitable, car bien que la submersion totale et directe constitue la meilleure méthode d'engraisement des terres, les crues de la Loire arrivent trop fréquemment en pleine période d'activité végétative pour que cette solution puisse être envisagée. Mais ne serait-il point possible d'aménager de place en place dans le système de nos levées « des surfaces d'épanchement suffisantes pour recevoir immédiatement l'excédent liquide tout particulièrement chargé de principes fertilisants dans les périodes de crues sans être obligé pour cela d'en recouvrir de suite la surface entière des champs cultivés ? » Il suffirait « de pratiquer sur toute la surface de la vallée des canalicules assez nombreux et profonds pour contenir la masse principale des eaux au moment des crues et éviter un désastre ».

La méthode proposée par M. l'abbé Hy nous paraît

---

(12) Arch. Nat. F14 1200, Lettre de l'ingénieur SOYER, Orléans, 11 juillet 1778, cité par R. DION dans *Val de Loire*, p. 271.

(13) *Mém. Sté A.S.A.*, 5<sup>e</sup> série, tome II, année 1899, p. 84 et suiv.

intéressante et à vrai dire elle demeure encore à l'heure actuelle préconisée par de nombreux agronomes. Elle soulève toutefois deux remarques : La première, c'est que le fondement même de la thèse de l'abbé Hy présente au XX<sup>e</sup> siècle un intérêt moins considérable : en effet l'épuisement du sol des vallées considéré comme catastrophique à la fin du dernier siècle nous paraît un danger beaucoup moins sérieux à notre époque où l'emploi des engrais et des amendements artificiels s'est généralisé. Toutefois il ne faut pas négliger l'économie de frais considérable qui s'attacherait à l'utilisation de l'engrais naturel fourni par la Loire. Le paysan n'aurait plus besoin d'acheter la chaux, les nitrates et les phosphates qui grèvent si lourdement son budget. D'autre part, il n'y aurait plus à craindre les périodes de crise comme celle que nous vivons depuis 1940, où la pénurie d'engrais fabriqués se fait si cruellement sentir dans nos campagnes.

La 2<sup>e</sup> remarque consiste à soulever le problème de l'insubmersibilité des digues. M. l'abbé Hy paraissait fort confiant en leur efficacité. L'expérience a pourtant maintes fois prouvé qu'elles ne résistaient pas aux crues violentes et que par conséquent les submersions totales sont encore suffisamment fréquentes pour que le sol du Val de Loire se recouvre périodiquement du riche limon fertilisant. Là encore cependant il est facile de répondre, que remplacer la submersion directe, violente et inorganisée par une irrigation indirecte, progressive et rationnelle paraît une œuvre digne d'intérêt.

Pour conclure, il semblerait donc souhaitable que le projet de Loire fertilisante, élaboré par M. l'abbé Hy, fût retenu ou repris, pour le plus grand bien de l'agriculture des Vallées angevines.

### **III) Le système de protection contre les crues de la Loire — Les levées angevines**

Pendant longtemps, les riverains de la Loire semblent n'avoir pas cherché à se protéger d'une manière bien efficace contre le danger des inondations. Ils se contentèrent :

1°) de bâtir leurs maisons sur des « tertres » aussi élevés que possible dans cette région de plaines,

et 2°) de construire de « petites digues discontinues placées au point d'irruption des courants de débordement et se comportant à l'égard de ceux-ci lors des grandes crues comme autant de barrages noyés » (14).

Mais vint un jour où ces ouvrages rudimentaires furent jugés insuffisants et remplacés par de hautes digues qui ont pris à l'époque moderne le nom de « levées ». La « levée » n'est pas autre chose qu'une digue chargée de contenir les plus hautes crues de la Loire.

Les petites digues primitives avaient été en majeure partie une œuvre populaire et spontanée. Au contraire l'édification des levées fut entreprise par de puissants personnages qui l'imposèrent aux paysans riverains souvent réfractaires, avec l'aide des pouvoirs publics. La plupart des levées ayant été construites sur l'ordre du roi, appartiennent aujourd'hui au Domaine de l'Etat, tandis que les petites digues submersibles sont presque toutes l'œuvre et la propriété d'associations formées par les cultivateurs riverains. Car il existe encore dans certaines régions de petits ouvrages construits sur le mode primitif et ce sont eux par exemple qui protègent toujours à l'heure actuelle l'île de Chalennes en Bas-Anjou.

Ces barrages discontinus sont d'ailleurs à nouveau préconisés par de nombreux ingénieurs depuis que les études consacrées à l'inondation de 1856 ont fait ressortir l'inefficacité des digues insubmersibles.

La construction des levées fut une œuvre de longue haleine puisqu'elle fut commencée dès le XII<sup>e</sup> siècle et ne prit fin qu'au XIX<sup>e</sup>. L'idée de mettre les campagnes riveraines de la Loire sous la protection d'une digue assez haute pour contenir les plus fortes crues de ce fleuve semble remonter d'ailleurs à une époque bien antérieure au XII<sup>e</sup> : un capitulaire de Louis le Pieux daté de l'an 821 envisage déjà des travaux de cette sorte « De aggeribus juxta ligerim faciendis, ut bonus minus eidem opere praeponatur et hoc Pippino per nostrum missum mandetur ut

---

(14) Roger DION, *Val de Loire*, p. 317.

et ille ad hoc missum ordinet, quatenus praedictum opus perficiatur » (15). Mais pour voir les premières réalisations de ces projets il faut attendre le règne d'Henri II Plantagenet (XII<sup>e</sup> siècle).

Le système des levées existe à l'heure actuelle sur presque tout l'ensemble du Val de Loire, mais la Vallée d'Anjou fut longtemps seule à en être pourvue. Le nom de « tursia » par lequel on désignait la levée au Moyen Age est d'ailleurs spécifiquement propre au dialecte angevin (16).

La première levée fut construite dans la partie orientale de la Vallée d'Anjou, grâce à l'intervention d'Henri III Plantagenet. Elle reliait seulement entre eux des terres et des monticules naturels ou artificiellement surélevés, où s'étaient groupées les populations riveraines pour échapper aux submersions totales. Au contraire, à l'ouest, la basse Vallée d'Anjou fut longtemps dépourvue de digues.

La manière dont fut édifiée cette première grande turcie est d'ailleurs fort curieuse. A la demande des seigneurs de la Haute Vallée d'Anjou qui souhaitaient l'accroissement de leurs revenus terriens souvent compromis par les crues, Henri II Plantagenet, agissant en tant que comte d'Anjou, établit dans la Vallée des « hôtes » obligés d'habiter sur les turcies elles-mêmes et d'y travailler « partout où cela serait nécessaire » sous la surveillance d'officiers assurant la garde des ouvrages. En compensation les hôtes seraient libérés du service dans l'armée du comte. De même les seigneurs exemptaient de la plupart des droits féodaux ceux de leurs hommes qui acceptaient de venir se fixer sur les turcies.

Ces hommes se trouvaient donc dans l'obligation, une fois établis sur la turcie, et pour ne pas voir périr tous leurs biens et peut-être eux-mêmes, de consolider et d'élever la digue suffisamment pour que les plus fortes crues de la Loire ne puissent la rompre ou la surmonter. De leurs efforts surgit en peu d'années un ouvrage puissant

---

(15) Mon. Germaniæ hist. Capitule sia regum francorum, tome I, p. 301, cité par Roger DION dans *Val de Loire*, p. 318.

(16) *Val de Loire*, p. 324.

et de hautes proportions auquel on donne dès le XVIII<sup>e</sup> siècle le nom de « levata » (17).

Quelles furent les conséquences de ces travaux sur l'agriculture et le mode de vie des paysans riverains ?

Il est certain que la population de la Haute Vallée d'Anjou s'accrut d'une manière très notable. Non seulement l'établissement forcé des « hôtes » sur les turcies angevines vint augmenter le nombre des populations riveraines, mais encore de nombreux paysans vinrent aussi se fixer sur le nouvel ouvrage. Les maisons neuves se dispersèrent tout le long de la Loire entre les tertres naturels portant les agglomérations plus anciennes.

Parallèlement, les champs se multiplièrent dans la plaine désormais protégée de tout désastre. Les paysans défrichèrent hâtivement les terrains encore incultes, transformèrent les prairies en cultures riches et lucratives.

Toute la région s'enrichit tant et si bien que vers le XIV<sup>e</sup> siècle la levée fut prolongée en basse Vallée d'Anjou. Cette région jusqu'alors soumise à de longues et fréquentes inondations ne comportait guère que des pacages ou « frous ». La construction de la digue permit à Philippe VI de Valois d'entreprendre de grands défrichements et de mettre en culture toute cette riche région.

Accroissement de la population, mise en culture de terrains jusqu'alors en friche ou convertis en pâturages, tel fut donc le double résultat d'ailleurs corrélatif de l'édification des grandes turcies médiévales. Ces deux effets reposent d'ailleurs l'un et l'autre sur un motif d'ordre psychologique : la confiance des riverains en la solidité des nouvelles digues. Comment s'expliquer cette confiance si manifeste sinon par l'absence réelle de toute inondation pendant quelques centaines d'années ? Il semble bien en effet que dans les 2 ou 3 siècles qui en suivirent l'achèvement, l'ouvrage commencé par Henri II ait réellement résisté à tout débordement, ce que Roger Dion explique d'ailleurs par l'absence de digues insubmersibles sur le reste du cours de la Loire : les plaines alluviales des pays d'amont ayant pu de la sorte jouer leur rôle de réservoirs naturels et diminuer la pression exercée sur la turcie angevine.

---

(17) Archives Maine-et-Loire, H. 170, cité *Val de Loire*, p. 337 et suiv.

Ce n'est qu'à la fin du XV<sup>e</sup> siècle que plusieurs fortes crues vinrent hélas prouver que les digues n'étaient pas invulnérables. Toutefois leur ruption fut imputée à leur mauvais état et Louis XI en 1482 enjoignit aux habitants de la Vallée de « relever et mectre sus, continuer et entretenir en nature lesdites turcies et levées... en manière que lesdites rivières et inondations d'eaux ne puissent plus submerger ni faire de dommage » (18). Le principe même des digues insubmersibles ne fut donc pas mis en jeu. On maintint à leur égard une confiance inébranlable que plusieurs siècles de déceptions ne parviendront pas à ruiner.

A partir du XVI<sup>e</sup> siècle les levées de la Loire changent totalement de caractère. Entreprises jusqu'alors « à l'instigation des grands propriétaires terriens pour protéger et surtout étendre les territoires arables » elles eurent désormais pour mission essentielle « de fixer le lit mineur auprès des ports fluviaux et d'améliorer la navigabilité de la Loire en resserrant ses eaux moyennes dans un espace plus étroit » (19). Leur aspect également se modifie : construites autrefois d'une manière plus ou moins composite, au fur et à mesure des besoins, elles deviennent « des ouvrages nus et uniformes auxquels des règlements royaux prescrivent de donner partout des proportions identiques » (20). Ce sont les villes riveraines qui pendant tout ce siècle vont se charger de l'édification des levées. Elles ne tiennent aucun compte des intérêts paysans et cherchent seulement sur l'initiative des bourgeois et des marchands à concentrer les eaux de la Loire dans un chenal unique afin d'augmenter la navigabilité du fleuve et de donner par là même un nouvel essor au commerce. On s'applique donc à construire une digue insubmersible aussi haute que possible.

En fait il ne semble pas que les ouvrages ainsi exécutés au XVI<sup>e</sup> siècle aient sensiblement amélioré la navigation fluviale. Par contre, il est certain qu'ils ont aggravé d'une manière considérable le danger d'inondation des campagnes et donc menacé gravement toute l'agriculture de la région.

---

(18) Roger DION, *Val de Loire*, p. 350.

(19) *Val de Loire*, p. 352.

(20) *Val de Loire*, p. 352.

En effet, au fur et à mesure qu'on endigue le fleuve dans un lit plus étroit et sur des étendues de plus en plus vastes, la hauteur des crues et la pression qui s'exerce sur les parois des levées vont en s'accroissant. En sorte que les levées sont ou submergées ou rompues et qu'elles n'ont d'autre effet, comme le dit très justement Roger Dion, que « de transformer en irruption violente ce qui eut été dans les conditions naturelles une invasion progressive ».

Les populations rurales ne furent pas dupes de ce danger et commencèrent à se montrer hostiles à l'édification des digues insubmersibles. Pourtant le pouvoir royal, loin de chercher à les aménager différemment au cours du XVII<sup>e</sup> siècle, s'efforça au contraire de les consolider. Colbert demeure fidèle à la « vieille croyance que les levées peuvent et doivent être insubmersibles et que si elles cèdent aux grandes crues c'est faute d'être entretenues avec assez de compétence et de soin ». Un règlement de 1668 :

1<sup>o</sup>) interdit désormais de bâtir des maisons sur les levées, vieil usage remontant à l'origine même des digues (21). Ainsi s'explique le grand nombre de maisons construites en contre-bas qui subsiste encore de nos jours.

2<sup>o</sup>) ordonna pour rendre les levées plus « solides » d'augmenter leurs proportions en les portant « à la hauteur de 3 toises et à la largeur de 4 toises en couronne » (22). Les travaux engagés en 1680 dans la Vallée d'Anjou furent terminés en 1685. En fait, la hauteur de 3 toises ne fut pas atteinte et fut fixée à environ 5 m. 20. Or en octobre 1707, une crue violente s'élevant jusqu'à 5 m. 37 aux Ponts-de-Cé vint submerger la nouvelle digue et la fit céder en de nombreux endroits. Toutes les plaines endiguées furent effroyablement ravagées.

Au lieu de tirer la leçon qui s'imposait, le gouvernement royal continua à s'entêter dans les vieilles erreurs et prescrivit l'exhaussement des levées. Mais les travaux étaient à peine achevés que 3 nouveaux débordements en 1709, 1710 et 1711 vinrent rouvrir les brèches de 1707. Louis XIV tenta bien d'instituer quelques « déchargeoirs » dans le

---

(21) Cf. *supra*, page 83.

(22) R. DION, *Val de Loire*, p. 382.

cours supérieur et moyen du fleuve, mais un seul fut construit entre Gien et Tours et la grande crue de 1733 ayant consacré l'échec du nouveau système, on revint avec persévérance à la vieille méthode des digues ininterrompues.

Non seulement d'ailleurs on renforça celles qui existaient déjà mais encore à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et au XIX<sup>e</sup> on s'efforça d'en construire de nouvelles.

A partir de 1768 on entreprit activement dans toute la France des travaux de défrichement et de dessèchement pour augmenter et améliorer le domaine du roi. En Vallée d'Anjou, le comte d'Essuile conçut un projet de grande envergure « ayant pour objet de retirer de dessous les eaux 6.000 arpents de « terrains continuellement submergés » d'en protéger 7.000 « sujets à des inondations fréquentes » et d'en améliorer 30.000 qui souffraient d'un excès d'humidité. Il suffisait pour cela de prolonger la grande Levée d'Anjou à son extrémité inférieure, ce qui permettrait notamment de reculer l'embouchure de l'Authon de 3 km. vers l'aval.

Ce plan se heurta à la mauvaise volonté générale des paysans qui craignaient que les pacages communaux une fois améliorés par le dessèchement ne fussent convertis en terres de labour. Les fonds d'autre part faisant défaut, l'entreprise fut abandonnée. Elle ne devait s'accomplir qu'au XIX<sup>e</sup> siècle.

Les Basses Vallées angevines étaient donc toujours alors dépourvues de levées. Dès 1780 toutefois, le gouvernement royal soucieux de soustraire à la vaine pâture et d'ouvrir aux labours les terrains improductifs, ordonna la construction d'une levée dans la Vallée de Montjean. Ainsi malgré les dures leçons du passé et la résistance très nette des paysans (qui craignaient surtout d'ailleurs la suppression des pacages communaux), en une sorte « d'évolution fatale s'accroissait de jour en jour la contrainte opposée à l'extension naturelle des hautes eaux de la Loire ».

Au XIX<sup>e</sup> siècle on reprit les plans du Comte d'Essuile. Les paysans auxquels la Révolution a permis d'accéder à la petite propriété sont moins hostiles à la suppression de la vaine pâture. Les municipalités angevines qui voient là une occasion de valoriser considérablement leurs biens

communaux se constituent en syndicats à partir de 1823 et réunissent les sommes nécessaires à l'exécution des travaux.

Dès lors furent successivement construites ou consolidées dans les Basses Vallées angevines la levée de Bellepoule continuant la grande levée d'Anjou et permettant de reporter vers l'aval l'embouchure de l'Authion, la levée de Montjean (23) et la levée de la Divate (24).

Mais à partir de 1825 les anciens « ingénieurs des Turcies et Levées » ont été remplacés par les « inspecteurs de la navigation de la Loire ». Comme au XVI<sup>e</sup> siècle, on donne à la construction des nouvelles levées une orientation essentiellement commerciale. La navigabilité du fleuve est mise au premier plan. C'est la préoccupation dominante et elle fait oublier les limites au-delà desquelles il est dangereux de contrarier l'écoulement naturel des grandes eaux d'un fleuve. On préparait ainsi des catastrophes.

Celles-ci ne manquèrent point de se produire, mais la plus violente d'entre-elles fut incontestablement celle de 1856. Pour donner un aperçu de son ampleur, mentionnons par exemple que la brèche de la Chapelle-sur-Loire large de 180 m. donna passage à un torrent débitant 1.800 m<sup>3</sup> par seconde. Le gouffre creusé par la chute de ce volume d'eau atteignit une profondeur de plus de 10 m. (25).

Au lendemain du désastre Napoléon III chargea l'ingénieur Comoy d'en étudier les causes. Ce dernier eut le mérite d'apercevoir enfin le danger des digues insubmersibles. Il démontra que « l'exagération de la hauteur des crues à l'intérieur du lit endigué était autre chose que la simple déformation d'un volume regagnant en hauteur ce qu'on lui fait perdre en largeur et que l'effet le plus important de la pression des levées était d'aggraver le caractère torrentiel des crues en augmentant leur débit maximum ». Ainsi s'expliquait le fait que la hauteur des crues s'élevait au fur et à mesure de l'exhaussement des digues, le mystère du « fléau toujours supérieur à lui-même ».

---

(23) De 1825 à 1856.

(24) De 1847 à 1856.

(25) *Val de Loire*, p. 430.

A titre de remède, Comoy proposa la création de déversoirs qui recevraient le trop plein des crues. Quelques-uns furent effectivement aménagés dans le cours supérieur et moyen de la Loire. Mais le principe même en fut vivement combattu dans la Vallée d'Anjou dont la 1/2 des terres environ n'avait pu être mise en valeur que grâce à la levée. On arguait en outre que le remède serait pire que le mal : « ces déversoirs inonderaient forcément les vallées chaque année et peut-être plusieurs fois par an, au lieu d'y produire des irrigations salutaires, alors que le mal que l'on veut combattre ne se produit que tous les 9 à 10 ans » (26). De plus « les ravages occasionnés par des déversoirs construits en amont ne serviraient pas à protéger les levées situées en aval contre la violence du fleuve trop gêné dans son cours par les travaux des hommes ». Et M. Lachêne de citer en exemple la crue de 1866 où les levées rompues près d'Orléans et jouant donc le rôle de déversoirs n'ont pas empêché la rupture des levées en aval près de Beaugency (à 24 km. d'Orléans !) Peut-on espérer d'ailleurs réglementer une puissance aussi formidable que celle d'un grand fleuve entravé dans son cours ? et le seul moyen d'éviter ces désastres ne serait-il pas de lui rendre autant que possible la largeur du lit que la Providence lui avait assurée ? Raisonnablement oui, toutefois :

1°) on ne peut imputer aux seules digues l'existence et la fréquence des crues de la Loire. En effet de 579 à 591, à une époque où le lit du fleuve n'était resserré par aucune levée, Célestin Port mentionne au moins 6 inondations notables (27).

2°) supprimer la levée en Vallée d'Anjou serait rendre à la vaine pâture des milliers d'hectares aujourd'hui pleins de riches et fragiles cultures.

On a donc recours dans cette région au traditionnel système de protection par digues insubmersibles. On lutte constamment à renforcer et à exhausser les digues. Ces efforts sont-ils louables ou méritent-ils d'être condamnés ?

---

(26) LACHÊNE, *Mém. de la Société d'Agric., Sciences et Arts d'Angers*, 1866, tome 10, p. 58.

(27) C. PORT, *Revue de l'Anjou*, 1856, tome 8, p. 360.

L'agriculture du Val d'Anjou n'est-elle réellement possible que grâce à la protection des digues ?

Dans sa conclusion sur les levées de la Loire, Roger Dion (28) estime que « l'agriculture, une fois les dépressions des berges obstruées par de solides barrages, pourrait prospérer sans le secours des levées ».

Il cite à l'appui l'exemple de plusieurs plaines du Bas-Anjou situées dans des régions très menacées qui ne sont protégées que par des ouvrages fragmentaires, submersibles, et qui cependant ne désirent point de digues.

D'ailleurs il est bien certain que ce ne sont pas les paysans qui ont provoqué la construction des puissantes levées, et que bien souvent même ils s'y sont opposés.

Elles ont été :

du XII<sup>e</sup> au XV<sup>e</sup> siècle, l'œuvre des seigneurs désireux d'agrandir le plus possible la superficie de leurs exploitations agricoles, en gagnant de l'espace sur la plaine submersible ;

au XVI<sup>e</sup> siècle, l'œuvre des marchands riverains qui espéraient rendre la Loire plus navigable en resserrant son lit ;

au XVII<sup>e</sup> siècle, l'œuvre des grands propriétaires qui cherchèrent à assainir les marécages et à assécher les prairies humides pour les mettre en culture. Ce projet qui donna de bons résultats en Anjou fut d'ailleurs repris au XIX<sup>e</sup> siècle par les paysans eux-mêmes groupés en syndicats.

Favorable ou non à l'agriculture, un fait est certain : c'est que toute l'économie agricole du Val s'est trouvée modifiée par l'apparition des digues insubmersibles. Désormais soustraites aux dépôts fertilisants annuels, les vallées angevines durent abandonner les cultures trop épuisantes à la longue des céréales et des plantes industrielles pour les remplacer par des cultures maraîchères et florales qui s'adaptent fort bien aux terrains légers. Presque partout à l'heure actuelle, des cultures fragiles et précieuses « qui exigent des sols sableux et fins mais que les submersions mettraient en péril se sont associées ou même substituées aux emblavures primitives ».

---

(28) *Val de Loire*, p. 449.

## TITRE II

---

### *LE MILIEU SOCIAL*

---

L'élément humain joue évidemment un rôle primordial dans le développement économique d'une région.

Le nombre de la population rurale, ses qualités physiques et morales, sa façon de se grouper en villages ou de vivre isolée dans les écarts influent sur l'importance de la production agricole, sa qualité et sa nature.

La manière dont vit cette population en un logis confortable et propre ou au contraire dans un infect taudis n'est pas non plus sans répercussion. En outre l'état des bâtiments d'exploitation est un facteur direct de la situation satisfaisante ou non du cheptel, de l'outillage, etc.

Enfin la faculté et même depuis 1940 l'obligation virtuelle de groupement permet aux paysans d'améliorer sensiblement leurs moyens techniques de culture, leurs possibilités de crédit, etc... tout en donnant à leurs revendications une force accrue.

---

## CHAPITRE PREMIER

---

### LA POPULATION <sup>(1)</sup>

---

La population totale du Maine-et-Loire n'a pas subi de mouvements bien marqués depuis un siècle. Elle s'est accrue d'une manière assez notable jusqu'à la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> puis a commencé à décroître sensiblement jusqu'en 1914. Le recensement de 1921 accuse naturellement une régression nette due à l'affaiblissement des naissances et à l'augmentation de la mortalité pendant les années de la grande guerre. Depuis, la population se maintient à peu près stationnaire à un millier près. En septembre 1941 le Docteur Garnier l'évaluait à 476.941 habitants faisant ressortir une diminution d'environ 8.000 habitants sur le chiffre de 1841.

---

#### VARIATIONS DE LA POPULATION EN MAINE-ET-LOIRE AU COURS D'UN SIÈCLE

---

| Année | Habitants |
|-------|-----------|
| 1841  | 484.822   |
| 1856  | 532.000   |
| 1921  | 474.100   |
| 1931  | 475.991   |
| 1936  | 477.690   |
| 1941  | 476.941   |

---

(1) Enq. sur l'habitat rural, tome II, p. 25 et 26.

Enq. Dr Paul GARNIER (*Petit Courrier*, 16 septembre 1941).

## SECTION I

### Evaluation de la population rurale

Qu'est devenue pendant le même laps de temps la population rurale ?

En regroupant les évaluations communales publiées par le Docteur Garnier, nous sommes arrivés à établir les résultats caractéristiques suivants : considérant comme population urbaine celle qui habite les chefs-lieux d'arrondissement et comme population rurale celle qui vit dans les autres communes du département (ces dernières ayant toutes d'ailleurs en 1841 un chiffre d'habitants inférieur à 5.000 à l'exception de Beaufort-en-Vallée), nous avons enregistré un accroissement marqué de la première (2) correspondant d'ailleurs à une diminution sensible de la deuxième (3).

Sauf dans les environs d'Angers, la population rurale est donc en régression depuis un siècle. Toutefois, les années de base que nous donnons ici n'ont qu'un intérêt

#### (2) Population urbaine

| Villes       | 1841   | 1941    |
|--------------|--------|---------|
| Angers ..... | 39.844 | 87.988  |
| Baugé .....  | 3.278  | 2.916   |
| Cholet ..... | 8.413  | 23.385  |
| Saumur ..... | 12.258 | 17.158  |
| Segré .....  | 2.211  | 4.874   |
| Total.....   | 66.004 | 136.321 |

#### (3) Population rurale

| Arrondissements | 1841    | 1941    |
|-----------------|---------|---------|
| Angers .....    | 78.849  | 85.218  |
| Baugé .....     | 77.080  | 55.145  |
| Cholet .....    | 101.360 | 86.875  |
| Saumur .....    | 79.726  | 66.412  |
| Segré .....     | 56.820  | 47.539  |
| Total.....      | 393.835 | 341.189 |

relatif : 1841 ne marque pas le maximum de l'accroissement de la population rurale pas plus que 1941 ne marque le point de chute extrême de cette population. En effet, la poussée principale commencée en Anjou à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle avec l'extension de la culture du chanvre ne s'est achevée qu'au milieu du XIX<sup>e</sup> (4). Ce n'est qu'à partir de 1850 que les recensements ruraux ont accusé des décroissances successives dues :

1°) à la dénatalité ;

2°) au perfectionnement de l'outillage agricole qui permet ainsi la suppression d'une partie de la main-d'œuvre ;

3°) à la régression de la culture du chanvre dans le Val de Loire ;

4°) à l'invasion du phylloxéra et à la mévente des produits agricoles vers 1880 (5) ;

5°) à la guerre de 1914-1918 qui éprouva si fortement les classes paysannes ;

6°) à l'attrait de la ville ;

7°) à la crise agricole de 1929-1936.

Depuis cette crise, non seulement la population rurale n'est plus en régression dans le Maine-et-Loire, mais encore elle augmente sensiblement, comme le prouve le tableau comparatif suivant :

| Années | Population totale | Population rurale | Pourcentage |
|--------|-------------------|-------------------|-------------|
|        | habitants         | habitants         |             |
| 1841   | 484.822           | 393.835           | 81,3 %      |
| 1931   | 475.991           | 323.213           | 67,8 %      |
| 1941   | 476.941           | 341.189           | 71,5 %      |

Sans doute le pourcentage de la population rurale à la population totale du département a diminué de 10 % en un siècle, mais si nous observons qu'en ces 10 dernières années il accuse un accroissement de 3,7 % nous avons là un symptôme réconfortant pour l'avenir agricole de l'Anjou.

(4) R. DION, *Val de Loire*, p. 605.

(5) R. DION, *Val de Loire*, p. 662.

A l'heure actuelle et en ne tenant compte que des habitants ruraux, les régions les plus peuplées de l'Anjou sont les environs d'Angers, le Val de Loire et les Mauges. Les régions les moins peuplées sont celles du Segréen et les plateaux pauvres et boisés du Baugeois.

## SECTION II

### **Caractéristiques physiques et morales du paysan angevin**

Les populations angevines n'ont pas de caractéristiques raciales bien précises. Toutefois, on peut, semble-t-il, déterminer 3 types principaux :

1°) le type celtique qu'on rencontre encore dans le Baugeois et surtout dans les Mauges. « Avec sa tête ronde, ses yeux clairs, sa taille plutôt courtaude et ramassée, le Choletais est resté au physique un Celte qui se rapproche beaucoup comme type de l'habitant du Bocage bas poitevin » (6).

2°) le type gallo-romain prédominant sur les bords de la Loire et dans le Saumurois, qui s'oppose au type celtique. « Grands et bien découplés, de visage ovale, plus bruns de teint et de cheveux » (7) les « Loiriers » et les Saumurois sont plus nerveux et plus souples que les Baugeois et Choletais mais peut-être moins résistants.

3°) le type segréen, qui se rattache aux deux précédents. Moins grands que les habitants du Val mais cependant de belle taille, les Segréens bien charpentés, bien musclés, au visage coloré, constituent une race forte et saine.

D'une manière générale d'ailleurs, la constitution physique des habitants est bonne. On relève seulement une certaine fréquence des difformités des pieds et des déviations de la taille (8). La tuberculose et l'alcoolisme sont

---

(6) D<sup>r</sup> COUBARD, *L'Angevin, son pays et son caractère*. — Revue *La Province d'Anjou*, janvier-février 1929.

(7) *Idem*.

(8) Indicateur de Maine-et-Loire, 1864, p. 169.

beaucoup moins répandus qu'on n'aurait pu le craindre dans un pays au climat mou, souvent humide et où le vin se récolte en abondance.

On vit assez vieux en Anjou, bien que certain chroniqueur ait pu jadis laisser supposer le contraire : « certainement les hommes y vivoient un long âge s'ils ne se précipitoient pas dans les débauches dès leur tendre jeunesse, comme ils font pour la plupart » (9). Nous voulons croire que cette réputation fâcheuse, peut-être méritée à l'époque, ne se justifie plus à l'heure actuelle !

La tradition d'ailleurs ne présente point les Angevins comme gens débauchés. Elle leur reproche surtout leur indolence. Depuis que, suivant un mot faussement attribué à César, on a qualifié les Angevins de « molles Andegavi » il n'est pas un rapport sur la province qui ne mentionne le naturel doux et ingénieux mais « peu actif, peu entreprenant et peu laborieux » des habitants de l'Anjou (10).

A la vérité, cette réputation d'indolence semble un peu forcée, au moins dans la mesure où elle s'applique aux populations rurales. Certains paysans de l'Anjou sont peut-être lents, routiniers, mais leur lenteur ne peut être confondue avec de la paresse. Tenaces et persévérants, ilsensemencent deux ou trois fois leurs champs dévastés dans le Val par les inondations, sans se décourager jamais ; ils cultivent avec acharnement sur les plateaux un sol souvent stérile. Est-ce là de l'indolence ?

Ayant ainsi fait justice du défaut fondamental qu'on reproche aux populations angevines (défaut qui s'applique beaucoup plus aux gens des villes qu'aux paysans), examinons plus attentivement leur caractère. Là encore, aucune homogénéité, et si nous voulons rester exacts, il nous faut procéder par distinctions régionales : (11).

---

(9) La production en Anjou en 1852, *Revue d'Anjou*, 1852, tome I.

(10) Mémoire de Miromesnil, *op. cit.*, *Archives d'Anjou*, tome I, p. 3 et suiv. — Tableau de l'Anjou, par UZUREAU, *Mém. Sté A.S.A.*, 1897, tome II, p. 413. — Indicateur de Maine-et-Loire, 1864, p. 169.

(11) Pour tout ce qui va suivre, voir *L'Angevin, son pays et son caractère*, *Revue Province d'Anjou*, janvier-février 1929.

## I) LA VALLÉE DE LA LOIRE.

Dans la Vallée de la Loire, on distingue deux types très nets parmi la population rurale :

a) *les Loiriers*, descendants des anciens mariniers de la Loire. De la vie aventureuse et libre de leurs ancêtres « il est resté sur les rivières un esprit vif, caustique et plaisant sans méchanceté, des habitudes de liberté, un peu de mépris pour le laboureur, et le culte de l'eau, du bateau, de la pêche et faut-il le dire de la maraude ». « Amateurs et pourvoyeurs de nouvelles, à la parole haute et grasse, avantageux, vantards, mais pleins de ressources, d'esprit et de bon sens, à la manière de Panurge que Rabelais a fait à leur image (12), les Loiriers constituent un type tout à fait à part parmi les populations rurales dont ils ne partagent pas l'amour passionné de la terre.

b) *les vignerons*, leur qualité dominante est peut-être la patience : « la préparation des vignobles et sa destruction, l'attente de la bonne année à travers les désillusions et les désastres ; la persistance à poursuivre ce rêve, une bonne vigne qui donne chaque année du bon vin, font du vigneron, à bien voir, un idéaliste entêté, un rêveur, un pêcheur de lune, un poète qui suit une chimère » (13).

A dire vrai le vigneron s'il est idéaliste pour la confection du bon vin ne l'est plus quand il s'agit de le boire ! Joyeux, malin, aimant les gaillardises, le vigneron angevin est accueillant à l'étranger connaisseur. Il est rare de quitter sa demeure sans qu'il ne vous ait offert « un verre ». Point d'égoïsme chez lui et partager une bonne bouteille lui semble plus agréable que la boire seul tristement. « Individualiste dans sa façon de faire le vin, il est syndicaliste quand il faut boire » comme le dit finement M. Dufour.

Les femmes de la Vallée n'ont pas l'habitude de travailler aux champs. Elles sont nettes, propres et gardent la maison qu'elles entretiennent soigneusement. « Le long

---

(12) DUFOUR, *Revue Province d'Anjou*, janvier-février 1929.

(13) *Idem*.

du fleuve elles ont toujours été glorieuses, coquettes de forme et vives de langue ; sur les hautes terres, elles sont restées plus distantes et d'une dignité plus fière ».

## II) LE SAUMUROIS.

Les paysans du Saumurois ressemblent fortement aux habitants de la Vallée. Vignerons pour la plupart, ils conservent eux aussi cet air joyeux et déluré, cette physiologie ouverte, ce geste cordial, ce sens de l'hospitalité rencontré déjà sur les bords de la Loire.

Tout différents, vont se présenter maintenant les habitants des plateaux, beaucoup plus conformes au caractère traditionnel du paysan.

## III) LE BAUGEOIS.

Le Baugeois, nous l'avons vu, est un pays peu favorisé par la nature, quant à la fertilité de son sol. On rapporte que jadis, César, ayant fait hiverner les légions de Crassus dans cette région, fut obligé d'envoyer chercher du blé dans les villes voisines, si insuffisantes étaient les ressources locales. C'est par un effort laborieux et persévérant que le paysan baugeois a peu à peu transformé en terres à blé, en vignobles et en pâturages, les landes incultes et sablonneuses. Travailleur, le Baugeois l'est donc. Mais parce que la vie lui est moins facile, moins souriante que dans la Vallée ou dans le Saumurois, son caractère est rude. Peu expansif, il se laisse difficilement entraîner par l'enthousiasme et la passion. Il est excessivement susceptible et n'oublie jamais une injure. Dur pour lui-même il est sans indulgence pour les autres. Près de ses intérêts, économe de ses deniers, il se passe aisément de confort et ne conçoit pas une dépense qui ne doit rien produire. Ses réflexions, brèves, ne manquent ni de justesse ni de finesse, mais essentiellement réaliste et préoccupé de ses intérêts matériels, il ne laisse pas dans sa vie grande place à l'idéal. Dans un pays catholique et conservateur comme l'Anjou, le Baugeois se distingue, fait tache par son impiété (au moins extérieure) et ses idées politiques avancées.

#### IV) LE SEGRÉEN.

Les Segréens ont un caractère moins rude. Ils sont affectueux, serviables, peu querelleurs, mais ils partagent avec les Baugeois une grande réserve vis-à-vis des étrangers. Ils sont essentiellement prudents, voire défiants. Ils se méfient des gens qu'ils ne connaissent pas et qu'ils n'ont point vu naître. Ils sont lents à se décider et palabrent pendant des heures pour une affaire de quelques francs. Cachotiers, très particularistes, ils ont été très longtemps réfractaires à l'idée d'association. Il faut attendre 1919 pour les voir se réunir en syndicats.

Le Segréen est très respectueux des vieilles habitudes. Il est profondément religieux, parfois même superstitieux. Il aime la vie de famille. Enfin il reste déférent vis-à-vis du maître et l'entente entre la ferme et le château est en général parfaite.

Les femmes ne travaillent guère aux champs, mais s'occupent de la maison, de la basse-cour et des vaches laitières.

#### V) LE CHOLETAIS.

Le paysan des Mauges est l'antagoniste parfait de l'habitant du Val d'Anjou. A la philosophie souriante, nuancée de scepticisme de celui-ci, il oppose une âme dure, toute d'une pièce, capable de passions violentes. « L'écorce est rude, difficile à entamer, mais soudain au choc de quelque idéal la sensibilité jaillit brûlante ». Lent à décider, le Choletais une fois ébranlé, ne s'arrête plus.

D'un tempérament mystique, porté vers le surnaturel et le sublime, le paysan des Mauges demeure fidèlement attaché à sa religion, à sa terre et à son foyer. Mais du rural sédentaire il a les qualités et les défauts : « l'esprit de famille et de clocher qui va facilement jusqu'à la froideur et à la morgue vis-à-vis de l'étranger, l'ordre et l'esprit de suite dégénérant souvent en routine, la prudence voire même la méfiance, l'économie et même la parcimonie ».

Si traditionnalistes que soient restés les Choletais, on ne peut nier l'influence profonde que la vie moderne a

apporté sur leur caractère. Beaucoup d'entre eux parmi les jeunes se sont laissés séduire par l'attrait de la ville et ont déserté la campagne pour se faire ouvriers dans les grandes usines de tissage de Cholet.

### SECTION III

#### **Répartition locale de la population rurale angevine**

Comment la population rurale est-elle répartie en Anjou ? Vit-elle groupée dans de petits bourgs, de petits villages ou bien au contraire vit-elle disséminée dans des fermes isolées ? Là encore chaque région conserve son particularisme.

« De Tours à Angers la vallée n'est qu'une large rue civilisée bordée de confortables maisons : existence groupée, multiples rapports sociaux, conditions en somme plus urbaines que rurales. Mais immédiatement à droite et à gauche dans les Bocages, les habitants se disséminent dans les champs coupés de haies et cela fait une autre société, un autre mode de vie, une autre civilisation » (14).

D'une façon générale, la dissémination de l'habitat s'accroît à mesure qu'on avance vers l'occident ou qu'on s'éloigne de la vallée de la Loire.

#### I) LE VAL DE LOIRE ET LE SAUMUROIS.

Le long du fleuve, en bordure des levées, les maisons s'alignent presque sans interruption et les agglomérations finissent par se toucher (15).

Sur la rive gauche bordée de coteaux ce fait s'explique parce qu'en grande partie les habitants sont des vignerons et que ceux-ci aiment à vivre groupés en villages (ce en quoi ils s'opposent aux paysans purs) (16). Parce qu'en

---

(14) André SIEGFRIED, *Tableau politique de la France de l'Ouest sous la III<sup>e</sup> République*, page 39.

(15) Enq. sur l'habitat rural, 1931, tome II, p. 26.

(16) *Val de Loire*, p. 623.

outre ils attachaient autrefois une grande valeur à la proximité de la Loire par où ils expédiaient leurs vins et se trouvaient donc toujours attirés à construire leurs demeures le long du fleuve.

Sur la rive droite, basse et sujette aux débordements, la levée a offert pendant des siècles l'apparence d'un refuge sûr aux populations rurales. Nous avons vu d'ailleurs que le fait de construire des maisons sur la levée en bordure de la route avait été longtemps considéré comme un avantage et donc encouragé. En dehors de la levée, l'habitat est plutôt dispersé et son emplacement est généralement fixé par la crainte des inondations (17).

Le Saumurois, pays de vignobles, est aussi un pays de villages. Les maisons sont rarement isolées, l'humeur sociable du vigneron s'accommodant mal de la solitude.

## II) LES MAUGES, LE BAUGEOIS ET LE SEGRÉEN.

Dans ce second groupe de régions, au contraire, l'habitat est nettement disséminé.

Les fermes et métairies s'éparpillent dans les Mauges au hasard des sources, se dérobent aux regards sous le feuillage épais des arbres nombreux et s'isolent les unes des autres par de multiples haies. Très rares sont les maisons situées sur le bord des routes. Presque toutes sont construites en pleins champs (18).

Ceci s'explique non seulement par la dissémination des eaux, mais encore par le caractère très secret des habitants qui aiment vivre repliés sur eux-mêmes.

Moins isolées, moins réfractaires à la vie extérieure que les habitations des Mauges, les demeures baugeoises et segréennes sont cependant elles aussi très éparpillées en raison de la multiplicité des sources (19).

---

(17) Enq. sur l'habitat rural, tome II, p. 26.

(18) LE MOY, *L'Anjou*, p. 9 et suiv.

(19) Enq. sur l'habitat rural, tome II, p. 26.

### III) VUE D'ENSEMBLE.

S'il nous faut donner une conclusion générale sur le mode de répartition des habitants ruraux en Anjou, nous pouvons affirmer sans crainte la prédominance des fermes isolées sur le village. En 1941, on estimait que 65 % de la population agricole vivait disséminée dans les écarts (20). Il semble d'ailleurs qu'on ne puisse s'en affliger, le village ayant été trop souvent une cause du morcellement et du parcellement des terres (21).

---

---

(20) Service du Génie Rural.

(21) Cf. plus loin, page 172.

## CHAPITRE II

---

### L'HABITAT RURAL

---

Nous avons vu dans le chapitre consacré à la population, comment se trouvaient réparties en Anjou les habitations paysannes, les unes groupées en villages, les autres isolées au milieu des champs.

Nous allons étudier maintenant quelles sont les caractéristiques des demeures rurales angevines en 3 sections successives consacrées :

- 1°) aux maisons d'habitation ;
- 2°) aux bâtiments d'exploitation ;
- 3°) aux problèmes de la distribution de l'eau, du gaz, de l'électricité et à la question générale de l'hygiène.

#### SECTION I

##### **Les maisons d'habitation**

##### I) LEUR DIVERSITÉ.

Les demeures rurales sont naturellement très différentes, selon qu'elles abritent de vieux aristocrates terriens ou de petits ouvriers agricoles, de riches propriétaires ou de modestes fermiers. Nous ne nous appesantirons point sur les vieux châteaux de l'Anjou, encore qu'ils soient très nombreux, ni sur les solides demeures bourgeoises construites par les gros propriétaires angevins. Contentons-nous de

dire que les premiers sont bien souvent en décrépitude par suite de l'énorme disproportion qui existe en général entre le train de vie, les frais d'entretien nécessités par les vastes demeures nobiliaires et la fortune réelle dont disposent les actuels descendants des riches seigneurs d'autrefois (1). Quant aux maisons bourgeoises construites à la campagne, elles sont en général d'origine assez récente, ne remontant guère au-delà d'un siècle et bâties presque toutes sur le même modèle, à savoir : une charpente à peu près carrée, en pierre de taille, recouverte d'ardoise, comportant 4 pièces au rez-de-chaussée et 4 pièces au 1<sup>er</sup> étage. Devant la maison un petit jardinet à fleurs jette une note gaie.

Comment se présente maintenant l'habitat des petits paysans propriétaires, fermiers ou ouvriers ruraux ? En général il laisse beaucoup à désirer, et n'a guère changé depuis plus de 100 ans. C'est à lui désormais que nous allons consacrer cette étude.

## II) LES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION — L'ASPECT GÉNÉRAL.

Les matériaux de construction proviennent uniquement du pays.

Dans le Segréen et dans les Mauges, les murs sont en granits ou en schistes. Par contre, dans le Saumurois et le Baugeois les murs sont en tuffeau calcaire. Le tuffeau qui affecte un ton gris jaunâtre lors de son extraction blanchit rapidement à l'air, se dore parfois et contribue grandement à donner à la partie orientale de l'Anjou ce cachet clair, gai, lumineux très caractéristique.

Les toitures sont en tuiles dans les Mauges, mais partout ailleurs en ardoises provenant des carrières voisines d'Angers et de Segré.

Le long des coteaux saumurois, un fait très particulier : la majorité des logis est troglodytique. Creusées à même le roc, ces demeures présentent des façades bizarrement contournées, s'ouvrant à des hauteurs variables. Parfois

---

(1) DE GEOFFRE, *L'Agriculture en Maine-et-Loire en l'an de crise 1935*, p. 87.

encore, les maisons sont seulement adossées au coteau, plaquées à lui par un seul pan de mur (2). Le principal habitant de ces demeures creusées dans les parois des falaises est le vigneron (3).

Dans le reste du pays angevin, les constructions sont en général basses et s'étendent plus en surface qu'en hauteur. Cela tient au fait qu'en général, on agrandit les bâtiments ruraux au fur et à mesure des besoins non en surélevant la maison primitive mais en adjoignant des locaux supplémentaires à côté d'elle. Le climat n'est pas d'ailleurs sans intervenir sur la silhouette des habitations angevines. C'est ainsi qu'à l'Ouest les maisons sont plus basses en raison de la violence plus marquée des vents océaniques et qu'au Nord les toits sont plus inclinés pour éviter l'accumulation des neiges (4).

### III) DISTRIBUTION INTÉRIEURE — MOBILIER.

Les fermes angevines sont presque toutes de type rectangulaire comportant 2 ou 3 pièces au rez-de-chaussée surmontées d'un vaste grenier à grains.

Dans la Vallée, les maisons comportent parfois un ou deux étages, le danger d'inondation obligeant souvent les habitants à abandonner provisoirement le rez-de-chaussée.

Mais c'est la rareté. Comme le constate Roger Dion « en « amont du confluent de la Maine les bâtiments des exploitations agricoles n'ont pour la très grande majorité « qu'un rez-de-chaussée de sorte que toute crue assez forte « pour atteindre leur emplacement menace autant le foyer « du paysan que les étables ou la grange. C'est seulement « en aval de la Maine dans la partie de la vallée qui « subit les plus fréquentes et les plus longues inondations « que les maisons rurales pourvues d'un étage deviennent plus nombreuses » (5).

La plupart des maisons construites le long de la Loire,

---

(2) *La Vie à la campagne*, n° du 15 décembre 1933, « Maisons, jardins, meubles des bords de la Loire », page 13.

(3) Roger DION, *Val de Loire*, p. 623.

(4) Enquête sur l'habitation rurale en France publiée en 1939, tome II, page 27.

(5) *Val de Loire*, p. 520.

du moins celles bâties en contre-bas, n'ont pas de caves, ces dernières étant inondées la majeure partie de l'année.

A l'inverse, les maisons des petits bourgs choletais comportent toutes un sous-sol qui constitue l'atelier des tisseurs. Ces sous-sols appelés « caves » s'éclairent sur la rue par des soupiraux vitrés. C'est là qu'autrefois les tisserands travaillaient quotidiennement à leurs métiers à main. Aujourd'hui ces petits ateliers sont à peu près totalement abandonnés au profit des grandes fabriques mécaniques de Cholet (6).

La pièce la plus vaste sert de salle commune. On y mange, on y reçoit, souvent même on y couche et il n'est pas rare de voir un ou deux lits installés entre la table aux repas et la cuisinière. Les autres pièces servent également de chambres à coucher. En général l'une d'elles est meublée avec plus de soin et sert de salle de réception dans les grandes occasions.

Les murs sont habituellement blanchis à la chaux tous les ans et donnent donc aux pièces un cachet de propreté. Les planchers sont presque tous maintenant en carrelage ou en ciment et le sol en terre battue ne se rencontre plus guère. Les plafonds sont en bois avec les poutres apparentes.

Le mobilier est en général abondant. Cette description de la salle commune d'une ferme des Mauges (7) nous semble convenir à quelques détails près à l'ensemble des demeures paysannes angevines : « La table est au milieu de la salle en été, près de la cheminée en hiver ; à droite et à gauche 2 ou 3 armoires d'esprit Louis XV ; dans les coins de grands lits à deux, une huche en noyer, un buffet à 2 corps et l'inévitable « Basset » de toute ferme du Choletais... La cheminée est au milieu d'un panneau de la pièce et comme c'est là que l'on passe toutes les veillées d'hiver, le foyer est immense... »

Les meubles de chêne sont très rares en Anjou à l'exception de quelques buffets à pointes de diamant de style Louis XIII. Dans le Segréen et le Choletais il existe de très beaux meubles en noyer, cerisier, frêne, etc...

---

(6) *La Vie à la campagne*, op. cité, p. 13 et suiv.

(7) *La Vie à la campagne*, op. cité, p. 18.

## SECTION II

### Les bâtiments d'exploitation

Les bâtiments d'exploitation peuvent se présenter de 2 manières :

1°) ou bien être totalement distincts de la maison d'habitation. Ils sont alors disposés perpendiculairement de part et d'autre de cette maison autour d'une cour ouverte. Ce type de disposition est assez rare en Anjou où il ne se rencontre guère que dans les grandes exploitations modernes.

2°) ou bien au contraire s'incorporer à la maison d'habitation dont ils constituent un fragment. La ferme comprend un seul rez-de-chaussée rectangulaire où « pièces d'habitation, grange, remise et étable se juxtaposent, sous un même toit et s'ouvrent sur une même façade » (8). C'est le type le plus courant, très fréquent, notamment dans le Choletais où les pièces d'habitation communiquent avec le poulailler, la porcherie, etc... ! (9).

Notons en outre que le rez-de-chaussée est très souvent surmonté d'un grenier : grenier à grains sur la maison d'habitation et grenier à fourrages sur les locaux d'exploitation, écuries, étables, etc.. (10) (11).

#### I) LOGEMENT DES ANIMAUX.

L'enquête sur l'habitat rural publiée en 1939 estime que le logement des animaux est en général assuré d'une manière assez satisfaisante en Anjou et répond au triple but qui lui est assigné, à savoir :

1°) abriter les animaux contre les intempéries ;

---

(8) Roger DION, *Val de Loire*, p. 520.

(9) *La Vie à la campagne*, op. cité, p. 13.

(10) Naturellement les locaux d'exploitation varient avec la nature même de la culture adoptée. C'est ainsi que dans les vignobles, les dépendances sont peu importantes et consistent surtout en celliers.

(11) Enq. sur l'habitat rural, tome II, p. 27.

2°) permettre la distribution, la consommation et l'utilisation des aliments dans les meilleures conditions ;

3°) recueillir les fumiers.

Le sol des étables est en général cimenté ou dallé pour éviter l'humidité. Particularité locale : dans les îles de la Loire, sujettes aux inondations, les étables sont surélevées ou bien « les constructions se complètent par une sorte « de levée de terre formant plan incliné jusqu'au grenier « et permettant de faire réfugier le bétail dans ce dernier » (12). Les animaux sont en général dos à dos, séparés par une allée centrale facilitant le service.

Les écuries se composent de stalles délimitées par des bats flancs suspendus. Chaque bête a sa mangeoire individuelle.

Les bergeries sont de plus en plus rares, les troupeaux ayant été décimés par la douve du foie dans les années qui ont suivi la guerre de 1914-1918.

Quant aux porcheries, elles sont fort bien aménagées dans l'ensemble, de construction moderne et hygiénique.

Par contre, les animaux de basse-cour sont encore très mal logés.

## II) LOGEMENT DES RÉCOLTES ET DU MATÉRIEL.

Les grains sont en général serrés dans les greniers qui surmontent les pièces d'habitation et les fourrages dans ceux qui surmontent les étables et écuries. Les silos coopératifs sont presque inexistants en Anjou. La paille est conservée à l'extérieur sous forme de meules dont l'aspect et l'emplacement demeurent variables avec les régions.

Le matériel agricole est logé dans des hangars plus ou moins provisoires et solides, construits en matériaux légers, recouverts de tôle ondulée ou de chaume. Il reste ici beaucoup à faire pour améliorer cet état de choses : les instruments agricoles représentent un capital de plus en plus considérable et il est donc tout à fait anormal de les laisser exposés aux dangers des intempéries.

---

(12) *La Vie à la campagne*, op. cité, p. 13 et suiv.

### SECTION III

## Eau — Gaz — Electricité — Hygiène et confort

#### I) L'EAU POTABLE.

Sauf dans la région crétacée du département de Maine-et-Loire, l'eau se rencontre à faible profondeur et le débit des puits locaux suffit à alimenter les besoins d'une ferme. Mais malheureusement l'eau ainsi utilisée est loin d'être pure, trop proche du sol et soumise aux infiltrations superficielles.

Dans la région crétacée, les puits sont plus profonds, mais l'eau recueillie est très calcaire et de mauvaise qualité bactériologique (13).

Il serait donc extrêmement utile qu'un service d'adduction d'eau potable fut instauré dans les campagnes angevines. On a trop négligé l'importance pour l'hygiène publique de la distribution d'une eau pure et saine. En 1941, 85 à 90 % des communes rurales de l'Anjou ignorent encore les commodités et les avantages du service d'eau. C'est là une grave lacune. Le tableau suivant nous donne un aperçu de ce qui a été fait et de ce qui reste à faire en Maine-et-Loire dans cet important domaine.

*Distribution d'eau potable en Maine-et-Loire (14)*

| CATÉGORIES<br>d'agglomérations                    | TOTAL  |            | ALIMENTÉES<br>EN EAU |            | EN COURS<br>D'EXÉCUTION |            | EN PROJET |            | NON DÉCIDÉ |            |
|---------------------------------------------------|--------|------------|----------------------|------------|-------------------------|------------|-----------|------------|------------|------------|
|                                                   | Nombre | Population | Nombre               | Population | Nombre                  | Population | Nombre    | Population | Nombre     | Population |
| Chefs-lieux<br>d'arrondissement.                  | 4      | 118.699 h. | 4                    | 118.699 h. |                         |            |           |            |            |            |
| Chefs-lieux<br>de canton....                      | 26     | 36.450 h.  | 13                   | 22.042 h.  | 2                       | 4.316 h.   | 7         | 7.619 h.   | 4          | 2.473 h.   |
| Autres agglomérations<br>500 hab.                 | 54     | 45.475 h.  | 10                   | 13.532 h.  | 5                       | 4.439 h.   | 4         | 2.397 h.   | 35         | 25.107 h.  |
| Autres agglomérations<br>entre 250 et 500 hab.... | 102    | 35.172 h.  | 7                    | 2.740 h.   | 3                       | 1.148 h.   | 9         | 3.266 h.   | 83         | 28.018 h.  |
| Autres agglomérations<br>250 hab.                 | 195    | 26.518 h.  | 7                    | 967 h.     |                         |            | 1         | 247 h.     | 187        | 25.304 h.  |
|                                                   | 381    | 262.314 h. | 41                   | 157.980 h. | 10                      | 9.903 h.   | 21        | 13.529 h.  | 309        | 80.902 h.  |

(13) Enq. sur l'habitat rural, tome II, p. 27.

(14) Service du Génie Rural.

De cette statistique il ressort qu'à peine 15 % de la population paysanne agglomérée connaît les bienfaits d'une eau saine distribuée sous pression.

La loi de finances du 28 décembre 1940 ayant autorisé 200 millions de crédits pour l'équipement rural, il faut espérer que les anciens projets d'adduction d'eau potable seront rapidement mis en exécution et que de nouveaux travaux viendront généraliser cette utile amélioration des villages de l'Anjou.

Le service d'eau permettra non seulement une alimentation plus saine en substituant une eau pure à l'eau calcaire ou microbienne des puits, mais encore favorisera la propreté et l'hygiène du paysan et de sa ferme. L'emploi de l'eau qu'on n'a plus besoin d'aller chercher au dehors et d'utiliser parcimonieusement se généralisera. La propreté individuelle en subira les heureuses conséquences. L'hygiène de la maison et des locaux d'exploitation s'en trouveront également améliorés.

## II) ÉVACUATION DES EAUX ET MATIÈRES USÉES.

L'évacuation des eaux et matières usées n'est pratiquement pas assurée. Les quelques bourgs dotés d'un système d'égouts souterrains sont très rares. En général les eaux usées stagnent dans des caniveaux à ciel ouvert jusqu'à ce que la pluie les entraîne vers les champs, les fossés des routes ou les ruisseaux voisins (15). Ces eaux pestilentielles qui séjournent parfois très longtemps devant la ferme sont un véritable nid de microbes et il y a là encore un grave problème d'hygiène rurale bien loin d'être résolu.

## III) LATRINES ET ORDURES MÉNAGÈRES — FUMIERS.

Les latrines sont en général très defectueuses. Installées au fond des cours ou des jardins, elles ne possèdent point de fosses étanches et sont très imparfaitement abritées.

Quant aux ordures ménagères, bien rares sont les pay-

---

(15) C'est le principe du « tout à la rue » qu'il est impérieux de supprimer.

sans qui les brûlent. Le plus souvent elles vont tout simplement agrandir le tas de fumier ou bien encore elles sont enfouies dans le sol.

Les fumiers sont très mal situés, au centre de la cour et généralement peu entretenus. L'usage des plates-formes et des fosses à purin bien que considérablement augmenté depuis la grande guerre reste encore très faible.

#### IV) BAINS — DOUCHES — LAVOIRS.

Le paysan et sa famille se lavent sommairement sur l'évier de la salle commune quand il en existe un. Mais leurs ablutions sont en général superficielles et peu fréquentes. Bien entendu la baignoire et l'appareil à douches sont pratiquement inconnus, non seulement d'ailleurs à l'intérieur de la ferme, mais encore pour l'ensemble du village. Les installations publiques de bains-douches sont quasi inexistantes, ce qui se conçoit fort bien du reste tant qu'un service d'eau régulier ne fonctionnera pas dans les campagnes.

Par contre, les lavoirs publics sont assez nombreux (16). Il est vrai que leur installation est plutôt rudimentaire. On utilise le plus souvent le bassin d'une source proche de l'agglomération ou le cours d'un ruisseau, et comme l'été le débit des eaux faiblit, l'élimination des eaux souillées est insuffisante et des odeurs fétides se dégagent fréquemment des lavoirs. A noter cependant des efforts très nets en ces dernières années pour remédier à cet état de choses (17).

#### V) GAZ.

Il existe quelques gros bourgs ruraux pourvus en Maine-et-Loire d'un service de gaz autonome, mais c'est encore l'exception. Jusqu'en 1940, le fait marquant dans les campagnes était l'extension de plus en plus nette du gaz « Butane » livré à domicile par camions et qui, sans être

---

(16) Toutefois plus de 100 communes rurales en sont encore dépourvues dans le département (Service du Génie Rural).

(17) Enq. sur l'habitat rural.

aussi pratique que le gaz de ville distribué automatiquement, remplaçait avantageusement la cuisinière à charbon ou le feu de bois.

## VI) ÉLECTRICITÉ.

L'électrification des campagnes a fait en France des progrès considérables en une vingtaine d'années. Alors qu'en 1919, 20 % seulement des communes rurales étaient desservies électriquement, en 1936, 96 % de ces mêmes communes étaient électrifiées (18). En Maine-et-Loire il existe un syndicat intercommunal chargé de poursuivre l'électrification des campagnes. Il groupe la presque totalité des communes rurales du département. Aussi, sauf de rares exceptions, toutes les agglomérations principales et la majeure partie des agglomérations secondaires sont déjà électrifiées (19). Cependant il résulte d'une enquête récente que sont encore dépourvus des bienfaits du régime électrique :

a) plus de 350 hameaux groupant une population d'environ 14.000 habitants ;

b) plus de 12.000 écarts intéressant une population de 80.000 habitants.

La situation de ces populations est d'autant plus pénible que depuis la guerre le manque de carburants les oblige à vivre sans éclairage.

Le problème de l'électrification est donc loin d'être achevé dans le département. D'autant plus, que même dans les agglomérations, l'usage que l'on peut faire de l'électricité est encore bien souvent méconnu.

Comme on l'a fait justement remarquer, « l'amélioration « la plus importante qu'aient reçue les maisons rurales « reste l'éclairage électrique... Il est regrettable que les « bienfaits de la lumière électrique aient fait perdre de « vue les multiples usages de l'électricité-force au service « de l'exploitation agricole. Beaucoup de premiers réseaux « construits l'ont été avec trop de parcimonie pour per-

---

(18) Jeanne BOUZEREAU, *Le Logement rural*, thèse Paris, 1941.

(19) Enquête sur l'habitat rural, p. 27.

« mettre l'adjonction, aux ampoules lumineuses, de moteurs électriques... » (20). Les machines à coudre, les machines à laver, les cuisinières, les trayeuses, les réfrigérants du lait n'existent guère encore que dans les fermes modèles ou de construction très récentes. Notons cependant que la force motrice électrique est utilisée d'une manière assez large dans le Choletais (21).

#### SECTION IV

### Conclusion sur l'habitat rural en Anjou

On ne peut nier que depuis la fin du siècle dernier des améliorations sensibles n'aient été faites aux bâtiments ruraux.

Les principaux aménagements ont consisté à rendre plus confortable la maison d'habitation. Le sol de terre battue a été peu à peu cimenté ou pavé, les murs blanchis à la chaux. Les cuisinières à charbon ont fait leur apparition, puis le gaz butane. Enfin, innovation la plus importante, l'électricité a été installée dans la plupart des fermes.

De même les locaux d'exploitation se sont progressivement agrandis et améliorés. Dans bien des cas, on a construit à côté de la ferme de vastes hangars, de belles étables, de nombreux « toits » à porcs bénéficiant des meilleures dispositions de la culture moderne.

Mais il reste, malgré tout, un gros effort à fournir pour améliorer réellement et durablement l'habitat rural.

Trop de fermes sont encore humides, sombres et sales, tant au point de vue de la maison d'habitation que du logement des animaux. L'hygiène la plus élémentaire est trop souvent négligée. Si l'on veut pratiquer une politique de « retour à la terre » vraiment fructueuse, il faudra, sans contredit, commencer par résoudre le problème du logement rural. L'établissement d'un service d'eau

---

(20) J. BOUZEREAU, *op. cité*, p. 67.

(21) Enquête sur l'habitat rural, p. 27.

nous paraît dans cet ordre d'idées un des points cruciaux. Jusqu'à présent il faut bien avouer que l'un des principaux obstacles à l'amélioration du logement rural a été le manque de ressources disponibles de l'exploitant. Nous espérons que la nouvelle politique agricole suivie par le gouvernement du Maréchal Pétain, permettra de mettre à la disposition des agriculteurs et des communes rurales les sommes nécessaires aux améliorations indispensables qui doivent être apportées au foyer paysan. Malheureusement le manque de matériaux freine actuellement l'application rapide et systématique de la Loi du 21 novembre 1940 sur la restauration de l'habitat rural.

---

## CHAPITRE III

---

### LES GROUPEMENTS PROFESSIONNELS DANS L'AGRICULTURE ANGEVINE

---

Pendant longtemps en Anjou, comme dans le reste de la France, la seule association qui parût concevable et utile aux paysans fut le métayage. Tout autre mode de groupement leur était à peu près inconnu. Ceci s'explique par des raisons d'ordre très divers :

1°) des raisons d'ordre historique : le régime corporatif antérieur à la Révolution de 1789 resta l'apanage des villes et seules les communautés familiales furent en général autorisées par le seigneur pour ses sujets paysans.

2°) quand la liberté de s'associer fut donnée aux ruraux, un obstacle d'ordre matériel s'y opposa en de nombreuses régions de l'Anjou : le morcellement des terres.

3°) enfin des motifs d'ordre psychologique jouèrent longtemps et jouent encore à l'encontre des associations professionnelles agricoles : c'est l'individualisme outrancier du paysan à base d'instinctive méfiance, individualisme particulièrement poussé dans la région occidentale du département (Segréen et Choletais) (1).

Ce n'est guère qu'à partir de la Loi de 1884 que les groupements ruraux commencent à naître de façon plus active sous forme de syndicats et de coopératives. Toutefois, il faut attendre le XX<sup>e</sup> siècle et plus encore l'après-guerre de 1914-1918 pour voir se multiplier les associations paysannes. Mais dès lors c'est une éclosion inouïe de petits syndicats, de mutuelles, de coopératives, de

---

(1) Roger PICARD, *Questions actuelles d'économie rurale*, 1939, — « les groupements professionnels dans l'agriculture française ».

caisses de crédit, etc... dont le désordre est malheureusement le trait général dominant.

Tous ces groupements ont un caractère commun : leur but essentiellement utilitaire et concret (2). On ne retrouve en agriculture ni les tendances politiques de certains syndicats industriels et commerciaux, ni même le motif d'intérêt général de défense de la profession qui inspirait parfois la création de ces derniers. L'association agricole a, au contraire, une raison d'être matérielle et précise : c'est un syndicat pour l'achat en commun d'outils, de semences et d'engrais, une coopérative pour la transformation, la conservation ou la vente de tel produit, une mutuelle d'assurances contre la grêle, les maladies cryptogamiques ou la mortalité du bétail, une caisse de crédit, etc...

Dans ce cadre purement utilitaire les associations professionnelles rurales ont une grande diversité de forme et d'objet.

En 1929, le département de Maine-et-Loire comptait 175 syndicats, 22 coopératives, une centaine de caisses locales de crédit agricole officielles et privées, près de 400 mutuelles locales d'assurance (3). La crise de 1930-1936 ne fit qu'accroître leur nombre, les cultivateurs cherchant à s'organiser pour éviter la mévente de leurs produits. En outre, des caisses d'assurances sociales et d'allocations familiales se créèrent conformément aux lois nouvelles.

A la veille de l'actuelle organisation corporative, les groupements professionnels ruraux de l'Anjou se caractérisaient par les points suivants :

1°) *leur nombre et leur diversité.*

On rencontrait au stade départemental (4) :

a) de multiples groupements autonomes d'achat en commun et d'approvisionnement ;

---

(2) A tel point qu'on a souvent baptisé les syndicats agricoles : syndicats boutiques ou syndicats épiceries !

(3) Statistique de 1929.

(4) La plupart des organismes signalés ici comprenait donc au stade local de nombreuses filiales.

b) un grand nombre de coopératives de vente, notamment de céréales ;

c) deux organisations de crédit agricole, l'une officielle, l'autre privée ;

d) une mutuelle régionale d'assurance groupant de nombreuses filiales ;

e) quatre caisses d'assurances sociales indépendantes ;

f) deux caisses d'allocations familiales également sans liaison (5), etc...

### *2°) leur faible importance relative.*

S'il existait de multiples associations agricoles en Maine-et-Loire, leur force demeurerait cependant très relative, le nombre de leurs adhérents restant faible.

D'une part, les paysans très individualistes n'avaient pas encore compris l'impérieuse nécessité de se grouper et ce n'est proportionnellement qu'une très petite partie d'entre eux qui avait accepté de se syndiquer (6). D'autre part, la multiplicité des groupements amenait une dispersion fatale des adhérents, en sorte qu'au lieu d'avoir une association puissante de 50.000 sociétaires, par exemple, on avait une vingtaine de petits syndicats réunissant chacun péniblement 2 ou 3.000 membres.

### *3°) leur manque de liaison et leur désordre.*

Les associations rurales de l'Anjou avaient également un autre défaut déplorable, conséquence évidente de leur multiplicité : le désordre. Loin d'une organisation unique comportant à l'échelon local des groupements hiérarchisés, disciplinés, ayant une zone d'action nettement délimitée, des organismes rivaux, luttant d'influence, se concurrençaient avec acharnement. Pour les assurances sociales, par exemple, il existait quatre caisses indépendantes travaillant sans aucune liaison. Même remarque pour les allocations familiales, le crédit rural, etc... Les

---

(5) Renseignements fournis par la Direction des Services Agricoles de Maine-et-Loire.

(6) En 1929, par exemple, la Société régionale d'assurance comportait pour tout le département 4.100 membres contre les risques incendie et maladie ou mort du bétail !

subdivisions locales de ces organismes n'étaient pas mieux régies. Leur champ d'activité demeurait le plus souvent imprécis ; le syndicat ou la caisse de la commune A traitait avec les habitants de la commune B et réciproquement, en sorte qu'on aboutissait à un enchevêtrement inextricable des opérations.

Bref c'était l'anarchie complète due :

a) à la multiplicité des groupements, là où il fallait unité ;

b) à la mauvaise organisation des filiales dont les zones d'action chevauchaient les unes sur les autres.

Comment s'étonner ensuite du manque de puissance des associations agricoles ?

La corporation agricole instituée par la Loi du 2 décembre 1940 a précisément pour but de remédier aux défauts que nous venons de signaler.

Elle a la possibilité d'opérer la fusion ou la dissolution des groupements préexistants et de délimiter pour ceux qui resteront un champ d'action très net, chacun ayant le monopole d'exploitation de sa région.

Au stade local, un syndicat corporatif unique auquel sont agrégées toutes les autres institutions agricoles collectives telles que les coopératives, associations spécialisées, etc... est la base même de la nouvelle organisation. A sa tête le « syndic » local est appelé à jouer un rôle de premier plan.

Au stade régional, l'union corporative groupe tous les syndicats locaux et assure donc une unité, une liaison parfaite. Elle est présidée par un « délégué » qui siègera au Conseil national corporatif.

La puissance de ces organismes se trouve encore renforcée par le fait que leurs décisions sont applicables à tous les agriculteurs de leurs circonscriptions, qu'ils soient ou non syndiqués.

Unité, coordination, puissance, tels sont donc les principes fondamentaux de la nouvelle organisation corporative paysanne.

Dans le département de Maine-et-Loire tous les syndicats locaux sont déjà constitués et l'Union Régionale s'est réunie pour la première fois le 28 février 1942.

## DEUXIÈME PARTIE

---

L'Économie rurale de l'Anjou

Ayant examiné dans notre première partie les milieux physique et social où se développe la vie rurale angevine, nous voulons étudier maintenant les systèmes agricoles pratiqués en Anjou.

En 3 titres distincts nous verrons successivement la nature et l'importance de la production régionale, sa technique et ses débouchés.

---

## TITRE PREMIER

---

### LES PRODUCTIONS AGRICOLES DE L'ANJOU

---

L'Anjou est un pays de polyculture. Céréales, vigne, produits maraîchers, élevage y réussissent avec le même bonheur, ce qui s'explique par la variété du sol et la douceur du climat, éminemment favorables à toutes les formes de l'agriculture.

« Traversé par la Loire nonchalante, le Maine-et-Loire  
« a des vallées aux terrains généreux et des plateaux ro-  
« cailleux où poussent les genêts. Ses produits sont aussi  
« variés que ses paysages. Autour d'Angers, l'horticulture  
« étale des champs d'artichauts, de choux-fleurs et des  
« files admirables de jeunes arbustes en pépinières. Dans  
« le Saumurois, les coteaux sont garnis de vignes et l'on  
« y trouve des plaines de fraisiers et de graines. Vers  
« Doué, ce sont des champs de roses et sur les bords du  
« Layon, les cépages célèbres qui suivent la petite rivière  
« jusqu'à Chalonnnes en empourprant un vallonnement  
« capricieux. Puis vient le Choletais avec son bocage lé-  
« gendaire, les champs de choux, les blés dorés et le bé-  
« tail nombreux autour des fermes aux toits de tuile, iso-  
« lées dans la campagne ; le Segréen fier de ses ver-  
« doyantes prairies dans lesquelles s'ébattent de jeunes  
« chevaux et un cheptel sélectionné. Enfin le Baugeois  
« nous montre ses bois d'essences diverses et ses cultures  
« variées » (1).

---

(1) DE GEOFFRE, *L'Agriculture en Maine-et-Loire en l'an de crise 1935*, page 106.

Nous allons examiner en 2 parties distinctes : la production végétale de l'Anjou d'une part et sa production animale d'autre part. Nous nous baserons pour étudier ces productions sur les statistiques agricoles de 1892, 1929 et 1938-1892 : parce que c'est la dernière des grandes statistiques décennales publiées à la fin du siècle dernier; 1929 : parce que c'est l'année où une grande enquête agricole, la plus complète que nous possédions en France, fut entreprise ; 1938 enfin : parce que c'est l'année qui a précédé la guerre. Les chiffres publiés postérieurement (2) n'ont en effet qu'une valeur provisoire, une valeur indicative pour la réorganisation de la vie agricole, les besoins du ravitaillement, etc... (3). Ils ne correspondent pas à la production réelle normale de l'Anjou, c'est pourquoi nous ne les citerons qu'à titre de curiosité mais non pour en faire la base même de notre étude.

---

(2) Statistiques de 1939 et 1940, enquête de novembre 1941.

(3) Ils accusent une régression marquée due à la désorganisation consécutive à la guerre, au manque de semences, d'engrais et de main-d'œuvre.

## CHAPITRE PREMIER

### PRODUCTION VÉGÉTALE DU MAINE-ET-LOIRE

Les cultures angevines, nous l'avons déjà dit, sont extrêmement variées. Nous les classerons en 4 groupes :

- 1°) les céréales,
- 2°) la vigne,
- 3°) les fourrages,
- 4°) les cultures spécialisées.

Enfin, dans une dernière section, nous réunirons quelques productions diverses.

#### SECTION I

##### Les Céréales

Tout agriculteur angevin non spécialisé cultive du blé, de l'avoine, du seigle, etc... Cependant la superficie cultivée en céréales a constamment diminué en Maine-et-Loire depuis un siècle et notamment depuis 1892.

##### *Superficies cultivées en céréales*

(classées d'après leur ordre de grandeur décroissante en 1938 et 1940)

|                         | 1842     | 1892     | 1929     | 1938     | 1940     |
|-------------------------|----------|----------|----------|----------|----------|
|                         | hectares | hectares | hectares | hectares | hectares |
| a) froment .....        | 123.246  | 168.838  | 117.000  | 90.000   | 78.170   |
| b) avoine .....         | 20.878   | 38.115   | 34.130   | 37.500   | 37.213   |
| c) orge .....           | 17.508   | 12.457   | 12.600   | 15.400   | 15.012   |
| d) méteil .....         | 19.135   | 2.081    | 2.200    | 4.000    | 6.426    |
| e) seigle .....         | 63.617   | 7.456    | 6.500    | 3.550    | 2.802    |
| f) sarrasin .....       | 4.999    | 2.280    | 3.520    | 2.150    | 1.523    |
| g) maïs .....           | —        | 97       | —        | 210      | 185      |
| h) millet .....         | 314      | 59       | —        | 20       | 32       |
| Superficie totale ..... | 249.697  | 231.383  | 175.950  | 153.330  | 141.363  |

Si nous examinons le tableau précédent nous remarquons que de 1842 à 1892 le blé et l'avoine ont fait en Anjou des progrès considérables au détriment de l'orge, du méteil, du sarrasin et surtout du seigle. Ce fait que nous avons déjà relaté dans notre historique (1) s'explique en majeure partie par l'amendement des terres non calcaires du Segréen et du Choletais où l'emploi de la chaux permet de substituer au seigle, céréale pauvre, le blé et l'avoine, céréales riches.

Depuis 1892 au contraire on n'enregistre plus aucun accroissement notable des cultures de céréales. Froment et seigle accusent une diminution très marquée. De 168.838 ha., il y a une cinquantaine d'années, la superficie des terres emblavées est tombée à 78.170 ha. en 1940 faisant ressortir une régression de 52 %. A l'exception de l'avoine, de l'orge et du méteil, toutes les autres céréales ont également suivi une courbe descendante, moins prononcée toutefois que celle du froment.

*Evaluation totale de la production des céréales (2)*

|             |             | 1929      | 1938      |
|-------------|-------------|-----------|-----------|
|             |             | quintaux  | quintaux  |
| a) froment  | grains..... | 2.221.264 | 1.813.225 |
| —           | paille..... | 4.206.358 | 2.896.000 |
| b) avoine   | grains..... | 614.340   | 525.000   |
| —           | paille..... | 887.380   | 600.000   |
| c) orge     | grains..... | 226.800   | 231.000   |
| —           | paille..... | 283.500   | 254.000   |
| d) méteil   | grains..... | 33.440    | 72.000    |
| —           | paille..... | 63.800    | 140.000   |
| e) seigle   | grains..... | 92.300    | 60.350    |
| —           | paille..... | 175.500   | 127.800   |
| f) sarrasin | grains..... | 35.200    | 17.200    |
| g) maïs     | grains..... | —         | 1.890     |
| h) millet   | grains..... | —         | 140       |

(1) Cf. *supra*, pages 47 et 53.

(2) Nous ne citerons ici que les chiffres de 1929 et de 1938 ; la production de 1892 ayant été évaluée en hectolitres et non en quintaux ne permet pas la comparaison, et la statistique de 1940 n'en fait pas état.

Naturellement le volume des productions obtenues s'est affaibli dans des proportions analogues, avec quelques écarts toutefois provoqués par les variations de rendement.

Cette question du rendement est d'ailleurs extrêmement complexe. Elle dépend de nombreux facteurs : améliorations techniques (amendement du sol, engrais, semences de bonne qualité, outillage perfectionné, etc...), conditions climatiques (variables chaque année), circonstances extérieures (abondance ou raréfaction de la main-d'œuvre — inondations — guerres, etc...). Il est donc difficile, voire impossible, de tirer des conclusions exactes de l'examen comparatif des divers rendements annuels. Leurs variations sont souvent énormes. De 1938 à 1940 par exemple on constate une chute verticale, conséquence évidente de la guerre pendant laquelle la pénurie de semences, d'engrais, de soins éclairés, les hivers rudes et prolongés, l'exode ont eu des effets désastreux. Les statistiques de 1929 et de 1938 nous fournissent des chiffres, correspondant à peu près au rendement moyen des terres à céréales de l'Anjou, c'est pourquoi nous les citerons. Quant aux chiffres de 1940, nous ne les donnons qu'à titre indicatif, pour montrer l'ampleur des répercussions d'une guerre, sur l'agriculture d'une région pourtant peu dévastée.

### *Rendement à l'hectare*

|             |              | 1929     | 1938     | 1940     |
|-------------|--------------|----------|----------|----------|
|             |              | quintaux | quintaux | quintaux |
| a) froment  | grains.....  | 19       | 20,03    | 10       |
| —           | paille ..... | 36,4     | 32       | 18       |
| b) méteil   | grains.....  | 15,2     | 18       | 12       |
| —           | paille ..... | 29       | 35       | 22       |
| c) seigle   | grains.....  | 14,2     | 17       | 12       |
| —           | paille ..... | 27       | 36       | 24       |
| d) orge     | grains.....  | 18       | 15       | 13       |
| —           | paille ..... | 23       | 16,5     | 13       |
| e) avoine   | grains.....  | 18       | 14       | 12       |
| —           | paille ..... | 26       | 16       | 15       |
| f) sarrasin | grains.....  | 10       | 8        | 14       |
| g) maïs     | grains.....  | —        | 9        | 8        |
| h) millet   | grains.....  | —        | 7        | 12       |

## CONCLUSION.

La culture des céréales en Anjou régresse certainement depuis un demi-siècle. Si nous laissons en dehors de notre étude les années postérieures à 1939, années de guerre, donc de crise aiguë, revêtant un caractère exceptionnel et provisoire qui pourraient fausser nos conclusions, comment s'explique cette régression ? A notre avis deux causes principales doivent être retenues :

la première, générale, provient de la diminution de toutes les cultures dans l'ensemble de la France, due à l'affaiblissement de la vie agricole qu'on délaissait de plus en plus à la veille de cette guerre. Les jeunes allaient vers la ville. Les vieux, fatigués, n'enseménçaient plus qu'une partie de leurs champs ou pratiquaient des cultures moins fatigantes que celles des céréales ;

la deuxième, spéciale à notre région, est motivée par la substitution progressive aux surfaces emblavées du Val de Loire de cultures spécialisées telles que fruits et légumes de plein champ, porte-graines, etc...

L'Anjou n'en reste pas moins un pays où les céréales et particulièrement le blé occupent encore une place primordiale (3). En 1938, sur 381.000 ha. de terres labourables, 153.330 ha. en étaient couverts dont 90.500 par le seul blé. Par conséquent ces cultures occupaient en Maine-et-Loire plus de 40 % des terres labourables et le blé 59 % des surfaces sous céréales. Le calcul n'a pas été fait pour 1938, mais en 1934, avec 102.000 ha., le Maine-et-Loire se classait le 11<sup>e</sup> département de France pour la superficie de froment et le 15<sup>e</sup> pour sa production avec 1.632.000 qt. (4).

## SECTION II

### La Vigne

La vigne est l'une des productions essentielles de l'Anjou, qu'elle a d'ailleurs rendu célèbre. Parlez à un Parisien, à un Normand, à un Méridional du pays d'Anjou :

---

(3) Les régions qui produisent le plus de froment sont disséminées à la périphérie du département (notamment régions de Beaupréau, Segré, Pouancé, Le Louroux-Béconnais, Noyant-sous-le-Lude).

(4) Jean SIROL, *Les Problèmes du blé*, 1934.

il vous répondra par ces mots qui pour lui caractérisent entièrement la région : douceur angevine — bons vins.

Le vignoble angevin est d'ailleurs renommé moins par son étendue que par sa qualité.

## I) HISTORIQUE.

Depuis quand la vigne existe-t-elle en Anjou et comment s'y est-elle développée ?

Il est bien difficile de déterminer si la vigne croissait déjà dans le pays à l'état sauvage ou si elle n'a été introduite que par extension des cépages méditerranéens.

Pour les uns, la culture de la vigne ne remonte en Gaule qu'à l'arrivée des Phocéens à Marseille. Les ceps transportés par eux dans cette région y prospérèrent et d'une simple tache, la vigne gagna toute la Provence puis l'intérieur même de la Gaule en suivant le cours des fleuves : Rhône, Garonne, Loire (5).

Pour d'autres, au contraire, la vigne est « fille de France » et notamment les cépages cultivés dans la partie centrale de la Gaule seraient autochtones, ceux du Midi cultivés en Anjou y réussissant fort mal et inversement. « On peut « judicieusement penser que les cépages qu'on cultive en « Anjou de temps immémorial comme le Pineau de la « Loire ne sont que le résultat de la culture sur place de « variétés autochtones » (6).

Quoi qu'il en soit, l'existence de la vigne en Anjou est authentiquement certifiée dès l'an 515 dans les « Formules angevines », sorte de protocole de notaire où l'on trouve un modèle relatif à la vente des vignes (7). Et au IX<sup>e</sup> siècle on trouve un document encore plus précis, une charte de Charles le Chauve du 24 octobre 845 instituant une donation de vigne en faveur de l'abbaye de St-Maur (8).

---

(5) Dr MAISONNEUVE, 1925, *L'Anjou - Ses vignes et ses vins*, p. 13.

Armand PERRIN, *La Civilisation de la vigne*, 1938, p. 12 et suiv.

(6) PORTES et RUYSSSEN, *Traité de la Vigne*, 1886, cité par MAISONNEUVE, *op. cit.*, p. 13.

(7) MAISONNEUVE, *op. cit.*

(8) MOREAU et VINET, *Vignes et Vins d'Anjou*, extrait du programme de la 5<sup>e</sup> fête nationale des Vins de France, 1937.

L'avènement des Plantagenet, comtes d'Anjou, au trône d'Angleterre, contribua à développer considérablement les vignes de l'Anjou en ouvrant sur le territoire anglais des débouchés immenses. Pendant le Moyen-Age la culture de la vigne fut la richesse essentielle du pays. Elle se rencontrait encore au XV<sup>e</sup> siècle en pleine ville d'Angers. Les cantons de Cholet et de Segré, pourtant bien peu favorables à cette culture, en étaient largement pourvus. Aucun vin vers le XVI<sup>e</sup> siècle ne fut aussi vanté et célébré. Rabelais l'aimait à « boyre en son bréviaire », du Bellay et Ronsard l'ont chanté. Et la Cour de France qui, sous les derniers Valois fréquentait beaucoup la vallée de la Loire, lui avait fait une place de choix sur sa table (9).

A la Révolution, la province d'Anjou réduite aux limites actuelles du Maine-et-Loire a perdu dans sa région orientale une partie assez intéressante de son vignoble (de Château la Vallière à Bourgueil) au profit de la Touraine.

Depuis le développement des voies de communication, la vigne a diminué de superficie en Anjou. Les Mauges et le Segréen ont abandonné cette culture presque totalement, à juste titre d'ailleurs, leur sol ne lui convenant guère et la possibilité leur étant maintenant donnée de s'approvisionner facilement dans les régions voisines d'Angers et de Saumur.

Vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la crise phylloxérique vint durement toucher le vignoble angevin. C'est en 1883, plus de 20 ans après son apparition en France, que la présence du Phylloxéra fut constatée en Maine-et-Loire à Martigné-Briand dans le « Clos des Pépinières ». Malgré des essais de traitement le fléau se répandit rapidement : en 1892 le rendement à l'ha. tombe à 7 hl. 59 et en 1893 la surface du vignoble se réduit à 10.000 ha. La catastrophe ne fut enrayée que par le croisement avec les vignes américaines. Grâce à ce procédé la superficie viticole s'accrut de nouveau atteignant 28.000 ha. en 1900, 38.500 ha. en 1912. En 20 ans le vignoble angevin s'était donc entièrement reconstitué. A l'heure actuelle il couvre environ 32.000 ha.

---

(9) MOREAU et VINET, *op. cit.*

*Superficies cultivées en vignes*

| Années | En hectares | Production en hl | Rendement par ha |
|--------|-------------|------------------|------------------|
| 1842   | 30.109      | 623.257          |                  |
| 1881   | 45.000      |                  |                  |
| 1892   | 40.603      | 308.418          | 7 hl 59          |
| 1893   | 10.000      |                  |                  |
| 1900   | 28.000      |                  |                  |
| 1912   | 38.500      |                  |                  |
| 1925   | 32.000      |                  |                  |
| 1929   | 31.845      | 737.575          | 23 hl            |
| 1931   | 35.000      |                  |                  |
| 1935   | 26.325      | 1.600.000        |                  |
| 1938   | 31.650      | 1.299.890        | 42 hl 83         |
| 1940   | 31.936      | 1.277.440        | 40 hl            |

II) SITUATION ACTUELLE DU VIGNOBLE ANGEVIN.

A l'ouest du département, le Segréen et les Mauges sont à peu près dépourvus de vignes sauf au voisinage de la Loire.

La région orientale au contraire offre de riches vignobles, ce qui s'explique par la nature du sol.

Les roches dures, schisteuses et siliceuses de l'Ouest exigent des défonçages difficiles et bien plus onéreux. Ces roches affleurant ou n'étant recouvertes que par une faible épaisseur de terre, il faut pratiquer le travail au pic et à la dynamite. De telles difficultés ne se rencontrent presque jamais dans l'est du Maine-et-Loire où le sol calcaire, tendre, est souvent recouvert d'une épaisse couche arable que la charrue défonceuse suffit à remuer.

En outre, les vignes qui poussent en terre calcaire sont plus exubérantes et plus fertiles que celles qui viennent en terrain schisteux. Par contre, au point de vue qualité, il arrive que les vins mûris sur le sol schisteux, noirâtre, emmagasinant bien la chaleur, atteignent une haute qualité tels que ceux des coteaux du Layon formés en partie de terrains anciens. Mais le Layon se trouvant lui-même situé dans la partie orientale du Maine-et-Loire, on peut dire que la vigne s'est en définitive cantonnée dans cette région.

### *Répartition du vignoble sur le sol angevin*

En 1921 :

|                               |                 |
|-------------------------------|-----------------|
| Arrondissement de Saumur..... | 14.054 hectares |
| — Angers .....                | 11.466 —        |
| — Cholet .....                | 3.665 —         |
| — Baugé .....                 | 2.440 —         |
| — Segré .....                 | 318 —           |
| Total.....                    | 31.943 hectares |

Le Docteur Maisonneuve classe les vignobles angevins en 6 groupes principaux :

Loire — Thouet — Entre Layon et Loire — Layon — Baugeois — Loir et Sarthe.

Donc d'une manière générale dans le voisinage des cours d'eau.

Les coteaux du Layon (avec les quarts de Chaume, Beau-lieu, Thouarcé, Rablay, St-Lambert-du-Lattay, etc.), les coteaux de la Loire (avec la Coulée de Serrant, la Roche-aux-Moines, Savennières), les coteaux de Saumur (Montsoreau, Parnay, Souzay, Brézé, St-Cyr et tant d'autres...) constituent les crus les plus célèbres de l'Anjou.

### III) CARACTÈRE PROPRE DU VIN D'ANJOU.

L'Anjou produit des vins rouges et des vins rosés estimés (région de Brissac). Mais quand on parle du vin d'Anjou on désigne essentiellement le vin blanc et plus précisément encore le vin blanc fait avec le Chenin ou Pineau de la Loire. Ce nom de Chenin qui désigne le plus célèbre des cépages angevins viendrait du vignoble du Mont Chenin non loin des rives de l'Indre où ce cep aurait été importé d'Anjou vers la fin du XV<sup>e</sup> siècle. C'est dans Rabelais (10) qu'apparut pour la première fois, dit-on, cette appellation : « ...et avec gros raisins de Chenin estuvèrent les jambes de Frogier, mignonnement, si bien qu'il fust tantôt guerry » (11).

(10) *Gargantua*, livre V, chap. 25.

(11) MOREAU et VINET, *Vignes et Vins d'Anjou*, extrait du programme de la 5<sup>e</sup> fête nationale des Vins de France, 1937.

Dans ses Chroniques, Bourdigné attribue au vin d'Anjou les 5 qualités : fortia, formosa, fragantia, frigida et frigida, propres à en faire un cru remarquable (12).

Bouchard le qualifie « un bouquet de fruits qui fait la queue de paon » et le Dr Maisonneuve en vante les agréables caractéristiques en ces termes évocateurs : « en même « temps que l'œil se réjouit des reflets de la liqueur d'or, « que l'odorat s'empare de ses effluves parfumés, elle « remplit la bouche, s'y étale en flattant de son contact « exquis les mille papilles gustatives qui la tapissent et « produit des sensations non pas fugaces, mais qui vont « en se prolongeant et s'affinant. C'est comme l'épanouissement d'une fleur ou la queue d'un paon qui fait la « roue » (13).

Notons en outre que les vins du Saumurois se distinguent des autres vins d'Anjou par un goût de terroir dû à la plantation des ceps sur du tuffeau, sorte de calcaire tendre. Ils ont une tendance très nette à mousser, ce qui permet de les champagneriser facilement.

#### IV) VARIÉTÉS DES CÉPAGES DE L'ANJOU (14).

On peut classer les cépages de l'Anjou en 2 grandes catégories :

1°) les anciennes variétés greffées de par l'invasion phylloxérique sur des racines américaines ;

2°) les hybrides producteurs directs qui tendent à prendre dans le vignoble une place de plus en plus forte.

##### A. — Cépages greffés.

a) cépages blancs : le plus répandu est le « Chenin blanc » ou « Pineau de la Loire », qui est le cépage des grands crus.

b) cépages rouges : « le Chenin noir » ou « Pineau d'Aunis » présente toutes les particularités du Chenin blanc,

---

(12) MOREAU et VINET, *op. cit.*

(13) MAISONNEUVE, *L'Anjou — Ses Vignes et ses Vins*, tome I, p. 85.

(14) MAISONNEUVE, tome II, p. 105.

sauf la couleur, ce qui le fait considérer comme l'ancêtre probable de ce dernier. Il vivait à l'état sauvage dans la forêt qui s'étendait sur le rivage saumurois avant le défrichage. Sa culture est presque totalement abandonnée aujourd'hui en faveur du « Cabernet breton » et du « Groslot ».

B. — *Hybrides producteurs directs.*

Ils présentent de gros avantages : culture facile, résistance aux maladies cryptogamiques, rendement abondant. Aussi tendent-ils à remplacer de plus en plus les anciens cépages greffés. Cette substitution si elle est favorable quant à la quantité de la production est malheureusement beaucoup moins souhaitable en ce qui concerne la qualité même du vin. L'« Othello », le « Noah »... donnent des productions de qualité bien inférieure aux « Chenins ». Toutefois de nouveaux hybrides plus perfectionnés, ont été introduits en Anjou il y a une vingtaine d'année, et beaucoup de viticulteurs y mettent leur espoir.

### SECTION III

#### **Les Productions fourragères**

Par fourrages nous entendrons ici :

- 1°) les prairies naturelles ;
- 2°) les prairies artificielles ;
- 3°) les prairies temporaires ;
- 4°) les fourrages annuels ;
- 5°) les plantes sarclées destinées à l'alimentation du bétail (betteraves fourragères, choux fourragers, etc.).

*Superficies cultivées en fourrages*

|                                                                          | 1892     | 1929     | 1938     | 1940     |
|--------------------------------------------------------------------------|----------|----------|----------|----------|
|                                                                          | hectares | hectares | hectares | hectares |
| A. <i>Prairies naturelles</i> .....                                      | 83.956   | 134.830  | 155.000  | 166.300  |
| prés naturels .....                                                      | 80.284   | 103.770  | 106.000  | 110.800  |
| herbages .....                                                           | 3.908    | 12.950   | 24.000   | 25.500   |
| pâturages .....                                                          | 3.908    | 18.110   | 25.000   | 30.000   |
| B. <i>Prairies artificielles</i> ....                                    | 40.659   | 53.300   | 50.200   | 53.400   |
| trèfle .....                                                             | 27.638   | 25.780   | 23.000   | 23.855   |
| luzerne .....                                                            | 7.434    | 20.220   | 22.100   | 22.000   |
| sainfoin .....                                                           | 5.587    | 7.300    | 5.100    | 7.545    |
| C. <i>Fourrages annuels</i> .....                                        | 22.986   | 37.150   | 28.000   | 30.000   |
| (vescés, pois, trèfle incarnat, etc., non compris les choux fourragers). |          |          |          |          |
| D. <i>Prairies temporaires</i> ....                                      | 7.449    | 7.400    | 13.000   | 16.300   |
| E. <i>Plantes sarclées</i> .....                                         | 55.663   | 38.000   | 85.380   | 95.547   |
| betteraves fourragères ..                                                | 12.033   | 15.000   | 32.700   | 31.260   |
| choux fourragers .....                                                   | 33.054   | 10.500   | 28.700   | 35.650   |
| navets fourragers .....                                                  | 8.663    | 3.010    | 14.200   | 15.813   |
| rutabagas .....                                                          | —        | 2.780    | 5.650    | 8.760    |
| topinambours .....                                                       | —        | 5.980    | 3.500    | 3.200    |
| carottes fourragères ....                                                | 1.913    | 730      | 630      | 864      |
| <i>Superficie totale des cultures fourragères</i> .....                  | 210.713  | 270.680  | 331.580  | 361.547  |

L'examen de ce tableau nous montre que les prairies naturelles occupent toujours la première place en Maine-et-Loire et ont même une tendance nette à s'accroître.

Les plantes sarclées viennent au second rang accusant en 1938 et 1940 un progrès sensible des betteraves fourragères et des navets fourragers.

Cependant la culture du chou fourrager demeure également très en faveur dans le département ; elle est d'ailleurs spéciale à l'Ouest de la France et tient une place très

importante dans l'alimentation hivernale du bétail (15). C'est en effet le seul fourrage vert dont on dispose pratiquement en grande quantité pendant la saison froide, et les années où de fortes gelées viennent à le faire disparaître, son absence est cruellement ressentie. Ce cas s'est malheureusement produit fréquemment depuis quelques hivers, aussi certains agronomes s'élèvent-ils contre cette culture pleine de risque et voudraient voir se généraliser la méthode plus rationnelle de l'ensilage qui assure d'une manière certaine le ravitaillement hivernal du cheptel. L'ensilage consiste à conserver les fourrages d'été dans des silos d'un type spécial. Il présente de multiples avantages :

- a) il permet en premier lieu d'éviter le risque de gelée ;
- b) lorsque la cuve est placée près de l'étable, il assure une alimentation rapide et facile. Il devient inutile d'aller chercher aux champs la nourriture quotidienne du bétail ;
- c) enfin il permet la stabilisation de toutes les matières azotées du fourrage qui, mis en silo, n'a pas besoin d'être fané (16).

L'extension de ce procédé entraînerait évidemment une diminution certaine de la culture des plantes sarclées au profit des fourrages proprement dits.

Les prairies artificielles restent à peu près stationnaires depuis une vingtaine d'années couvrant environ 50.000 ha. Les fourrages annuels ont subi des variations contraires en ce dernier demi-siècle et composent en 1938-1940 une sorte de moyenne entre les chiffres de 1892 et de 1929. Enfin les prairies temporaires ont plus que doublé pendant la même période.

Si nous examinons l'ensemble des cultures fourragères, nous constatons un mouvement ascensionnel con-

---

(15) Notons d'ailleurs que si le chou fourrager est inférieur au navet pour l'engraissement, il présente par contre de grands avantages pour l'alimentation des vaches laitières, car il permet à celles-ci d'avaler sans refroidissement une grande quantité d'eau, ce qui est indispensable pour une forte production lactée (J. VALENTIN, *Bulletin mensuel de la Société industrielle et agricole d'Angers et de l'Union des Viticulteurs de Maine-et-Loire*, numéro de juin-juillet 1939, page 63).

(16) Le fanage entraîne une perte des matières azotées d'environ un tiers.

tinu de sa superficie, mouvement que la guerre elle-même n'a pas arrêté. De 1938 à 1940, 30.000 ha. de terres ont été convertis en fourrages, ce qui s'explique facilement si l'on considère :

a) que l'herbage nécessite moins d'engrais, moins de soins, moins de main-d'œuvre que les cultures de céréales ou de légumes et que la guerre a obligé de nombreux cultivateurs à abandonner provisoirement ces dernières ;

b) que le ravitaillement du cheptel est à l'heure actuelle un problème grave pour notre département qui importait jusqu'à présent de nombreux produits (tourteaux, manioc, maïs, etc.) et qui doit maintenant se suffire à lui-même. Rien d'étonnant dès lors que le paysan ait accru la surface de ses herbages pour assurer dans la mesure du possible l'alimentation de son étable.

La production des cultures fourragères a-t-elle suivi la même progression ?

*Production fourragère totale*  
(par ordre d'importance en 1938)

|                                 | 1892       | 1929       | 1938       |
|---------------------------------|------------|------------|------------|
|                                 | quintaux   | quintaux   | quintaux   |
| A) Plantes sarclées .....       | 9.470.729  | 13.850.600 | 15.264.500 |
| B) Prairies naturelles .....    | 1.902.581  | 5.113.410  | 2.682.000  |
| C) Prairies artificielles ..... | 1.227.689  | 1.802.120  | 1.606.400  |
| D) Fourrages annuels .....      | 1.141.140  | 10.211.615 | 1.120.000  |
| E) Prairies temporaires .....   | 265.184    | 229.400    | 325.000    |
| Total de la production...       | 14.007.323 | 31.207.145 | 20.997.900 |

Les statistiques font ressortir une augmentation de 6.000.000 de quintaux entre 1892 et 1938. Mais nous ne pouvons pas en tirer de conclusions bien certaines, le volume total d'une production dépendant pour une large part du rendement à l'ha., rendement qui varie annuellement dans des proportions parfois considérables.

De plus, c'est volontairement que nous n'avons pas chiffré la production totale de 1929, toute comparaison précise

étant rendue impossible par la divergence des modes d'évaluation. La production des fourrages annuels a en effet été calculée en 1929 sur le poids du fourrage vert alors qu'en 1892 et en 1938 elle a été calculée sur le poids du fourrage sec. Prenons à titre d'exemple le cas du maïs fourrage. En 1892 le rendement était évalué à 72 qt. par ha. (fourrage sec) et en 1929 à 500 qt. par ha. (fourrage vert). L'énorme différence de plus de 10 millions constatée dans le tableau ci-dessus à propos des fourrages annuels s'explique donc par le manque de concordance des statistiques agricoles et non par un gonflement subit et une décroissance non moins curieuse de la production fourragère.

Notons enfin que la statistique de 1940 n'évalue pas la récolte globale des fourrages, mais que la diminution du rendement à l'ha. due à la guerre s'est opposée certainement à ce que cette récolte augmente dans les mêmes proportions que les surfaces à herbager.

*Rendement à l'hectare en 1938 et 1940.*

|                              | 1938             | 1940             |
|------------------------------|------------------|------------------|
| Plantes sarclées .....       | de 100 à 300 qt. | de 100 à 300 qt. |
| Fourrages annuels .....      | 40 —             | 25 —             |
| Prairies artificielles ..... | 32 —             | 25 —             |
| Prairies temporaires .....   | 25 —             | 22 —             |
| Prairies naturelles .....    | de 16 à 20 qt.   | de 15 à 22 qt.   |

Ceci dit, constatons que les plantes sarclées ont un rendement bien supérieur aux fourrages proprements dits, puisqu'avec une superficie d'environ 25 % du territoire herbager, elles fournissent plus des 3/4 de la production totale. A vrai dire leurs rendements respectifs sont très variables. C'est ainsi qu'en 1938, par exemple, les navets fourragers produisaient seulement 20 qt. à l'ha. alors que les choux fourragers avaient un rendement de 100 qt. à l'ha. et les betteraves fourragères de 300.

Mais si les variations de rendement nous empêchent de donner une valeur pleinement significative aux rensei-

gnements statistiques précités, nous pouvons toutefois conclure avec certitude que les cultures fourragères sont en progrès très marqués en Anjou tant en superficie qu'en volume de production.

#### RÉPARTITION ET CONFIGURATION DES CULTURES FOURRAGÈRES.

D'une manière générale, les prairies sont répandues un peu partout en Maine-et-Loire. Les pays d'élevage, Mauges, Segréen, Baugeois, Val d'Anjou en sont peut-être plus abondamment pourvus que les pays purement horticoles comme les environs d'Angers ou purement vinicoles comme certaines régions du Saumurois ; mais il est rare que chaque ferme possédant quelques chevaux, vaches et porcs, n'ait un pré dans le voisinage et quelques champs où cultiver des plantes fourragères.

En général les prés sont donc de dimensions restreintes, enclavés dans les terres labourables et faciles à englober dans des propriétés particulières. Toutefois il existe encore, notamment dans le Val de Loire, une immense et unique prairie où tous les cultivateurs ont la possibilité d'aller faire pacager leur bêtes. C'est la survivance de l'antique usage de la vaine pâture, rendu nécessaire par l'extrême morcellement des exploitations et favorisant ce dernier (17).

### SECTION IV

#### **Cultures spécialisées**

Pendant longtemps l'agriculture angevine fut presque uniquement orientée vers la production des grains, de la vigne et des fourrages. La récolte des céréales notamment était considérée comme essentielle puisque devant assurer l'alimentation locale.

Au XX<sup>e</sup> siècle au contraire, la facilité des moyens de transport a permis d'aller chercher sur les terres voisines les grains nécessaires au ravitaillement de la région et

---

(17) Roger Dion, *Val de Loire*, page 569.

de substituer aux anciennes productions, des cultures spécialisées plus rémunératrices, que chemins de fer et bateaux pourraient désormais répandre rapidement sur les marchés les plus lointains.

Cette substitution ne s'est d'ailleurs pas produite dans tout l'ensemble de l'Anjou. Elle est demeurée spéciale au Val de Loire, aux environs d'Angers et au Saumurois. Ces régions tout en demeurant fidèles en partie à leurs productions traditionnelles : vigne, céréales, fourrages, ont consacré une partie de leur sol à des cultures dites spécialisées. Le motif en est d'ailleurs simple. Les céréales tout en s'accommodant du sol sableux des vallées angevines recouvert par le limon des crues, préfèrent de beaucoup le loess beauceron par exemple. De sorte que les revenus tirés des nouvelles cultures apparaissent comme bien supérieurs à ceux que peuvent procurer les meilleures terres à céréales. Par ailleurs on exploite ici la douceur exceptionnelle du climat qui permet de présenter les productions maraîchères plusieurs semaines avant que celles de Paris ne soient à maturité. Or toute primeur se vend à des prix gonflés. C'est pourquoi, en 1932, Roger Dion pouvait donner en exemple le fait que la récolte de graines de carotte ou celle des poires en Anjou assuraient par ha. un produit brut de 12.000 fr. à la veille de la crise économique alors que les 35 qt. de blé fournis à l'ha. par les plus riches terres de Beauce représentaient une valeur marchande trois fois moindre (18).

Sous le vocable de cultures spécialisées nous désignons :

- 1°) les cultures industrielles ;
- 2°) les cultures horticoles et arboricoles ;
- 3°) les cultures de plein champ.

Cette énumération est en quelque sorte chronologique comme nous allons le voir.

#### I) LES CULTURES INDUSTRIELLES.

Représentées par le lin et le chanvre, les cultures industrielles ont occupé jadis en Anjou, une place de premier

---

(18) Roger DION, *Val de Loire*, page 453 et suiv.

plan. Elles furent à l'origine même de toute la transformation de l'économie rurale des vallées et pourtant à l'heure actuelle elles ne sont plus guère qu'une survivance du passé. Nous avons vu en effet dans notre historique que les plantes textiles après avoir envahi tout le Val de Loire au cours du XVIII<sup>e</sup> et du début du XIX<sup>e</sup> siècle se sont peu à peu raréfiées. D'une part, la concurrence étrangère ruina l'industrie du lin en France. D'autre part, la création des chemins de fer ayant assuré le transport rapide des denrées périssables, le chanvre fut bientôt remplacé par les cultures légumières et fruitières. Ainsi tombèrent successivement en désuétude 2 cultures qui avaient tenu autrefois une place prépondérante dans le système agricole angevin. Mais cette décadence est-elle définitive ?

Il semble bien qu'il faille répondre négativement en ce qui concerne le chanvre. En effet, à la veille de cette guerre, on avait amorcé en Maine-et-Loire toute une campagne en faveur de la reprise de cette culture (19), campagne qui sera certainement renforcée de nos jours où la pénurie de matières premières gêne considérablement l'industrie textile française.

Quels sont en somme les principaux motifs qui avaient fait abandonner la culture du chanvre par les paysans du Val ? On peut en retenir 2 :

1°) une raison pécuniaire. Vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle la concurrence étrangère, notamment l'importation des chanvres italiens, avait obligé les agriculteurs à vendre leur récolte à un prix insuffisamment rémunérateur (20).

2°) une raison technique. La culture du chanvre était jadis extrêmement pénible, ses diverses phases s'opérant

---

(19) Direction des Services Agricoles de M.-et-L., rapport sur le chanvre.

(20) Vers 1875, les filatures Bessonneau d'Angers n'employaient d'autre matière première que le chanvre et ne prenaient celui-ci qu'en France. Au début du xx<sup>e</sup> siècle, les chanvres italiens, russes et hongrois introduits en franchise sur le marché français ainsi que les textiles exotiques (chanvre des Indes, de Manille, jute, etc...) concurrencèrent et ruinèrent notre production nationale. Aussi en 1932 le chanvre n'entraînait plus que pour un tiers dans les matières premières des Etablissements Bessonneau et le chanvre français pour un huitième seulement (R. DION, *Val de Loire*, p. 654 et p. 689).

alors à la main, et le cultivateur trouvait de plus en plus difficilement la main-d'œuvre nécessaire aux opérations d'arrachage et de rouissage (21).

Ces deux obstacles ont de nos jours disparu pour une large part.

Depuis la guerre, la France doit vivre repliée sur elle-même et les matières premières textiles lui sont devenues précieuses. Le paysan est donc sûr de trouver des débouchés faciles à sa production et de la vendre un prix avantageux. On peut objecter que lorsque la paix générale sera conclue, des relations économiques normales pourront se rétablir entre les divers pays et que la concurrence étrangère ruinera à nouveau notre culture chanvrière. A cela on peut répondre :

a) que pendant de longues années la production mondiale de plantes textiles sera certainement insuffisante pour combler les lacunes dues à la guerre, et que la moindre parcelle de chanvre aura sa valeur ;

b) que les conditions vraisemblables du change nous feront sans doute préférer nos produits nationaux aux importations étrangères ;

c) enfin que l'amélioration du rendement provoquée par de meilleures conditions culturelles pourra peut-être nous faire envisager sans crainte la concurrence italienne.

Le second obstacle, relatif à la pénurie de main-d'œuvre, s'est lui aussi partiellement dissipé. La technique agricole s'est fort améliorée ces dernières décades. A l'arrachage à la main, si pénible, on a substitué ou le fauchage ou l'arracheuse mécanique récemment mise au point. Enfin, pour le rouissage, certaines exploitations emploient de petits chariots submersibles dont l'emploi pourrait facilement se généraliser.

Ajoutons encore que le chanvre est une culture étouf-

---

(21) Le rouissage est le traitement que doit subir le chanvre pour que ses fibres puissent utilement se détacher du bois. Il consiste en un dégomme obtenu par une immersion prolongée provoquant une fermentation. Il faut donc construire dans l'eau une petite meule qu'on charge de grosses pièces pour qu'elle s'enfonce complètement, et au bout de plusieurs jours aller la retirer. On conçoit que cette opération faite à la main ne soit pas des plus agréables.

fante, qui détruit les mauvaises herbes et permet donc l'ensemencement consécutif immédiat en céréales.

Mais la raison majeure qui milite en faveur de la reprise de la culture chanvrière dans notre département est sans conteste la faible durée du cycle végétatif de cette plante, qui permet au paysan du Val de Loire d'envisager avec le minimum de risques le danger des inondations (22). Notons enfin que le sol de la Vallée et le climat angevin sont particulièrement propres à cette culture. La quantité de filasse que l'on est susceptible d'obtenir à l'ha. varie de 10 à 15 qt. avec une moyenne courante de 12 qt. (23). Les chanvres les plus estimés sont ceux de Chalonnes, de St-Jean-de-la-Croix, de Bréhémont, etc.

Les efforts fournis ces dernières années pour redonner un nouvel essor à la culture du chanvre, tant pour l'extension de sa superficie que pour l'amélioration de son rendement, avaient déjà donné en 1940 d'intéressants résultats, d'autant plus significatifs qu'ils se produisirent en pleine guerre. Les tableaux suivants nous permettent de les constater.

I. — *Superficies cultivées en lin et en chanvre*

|               | 1842     | 1892     | 1929   | 1938   | 1940   |
|---------------|----------|----------|--------|--------|--------|
| Chanvre ..... | 6.851 ha | 5.073 ha | 470 ha | 431 ha | 580 ha |
| Lin .....     | 2.852 ha | 680 ha   | 240 ha | 20 ha  | 7 ha   |

II. — *Rendements à l'hectare*

|               | 1938          | 1940        |
|---------------|---------------|-------------|
| Chanvre ..... | 11,5 quintaux | 14 quintaux |
| Lin .....     | 5 quintaux    | 6 quintaux  |

La culture du lin apparaît donc comme définitivement abandonnée. Souhaitons, à l'inverse, que celle du chanvre poursuive victorieusement son mouvement de reprise.

(22) Cf. historique, p. 27.

(23) Ce rendement est d'ailleurs susceptible d'être amélioré par une sélection plus poussée des semences, un emploi plus rationnel des engrais complémentaires, etc...

## II) LES CULTURES HORTICOLES ET ARBORICOLES.

Les terrains argilo-siliceux des environs d'Angers sont très favorables à la culture maraîchère. Légèrement abrités des vents d'Ouest par le coteau de Ste-Gemmes, exposés aux brouillards de la Loire et de la Maine, ces terrains jouissent d'une humidité constante et d'un climat tempéré.

Non loin d'Angers, Mazé est également un centre important de cultures maraîchères, au sol léger, sablonneux et alluvial.

La culture des légumes et des fruits soigneusement effectuée dans des jardins et que nous désignons ici sous le nom de culture horticole remonte à plus d'un siècle. En 1842 déjà il existait en Maine-et-Loire une centaine d'espèces de légumes et de fruits légumiers. Angers était alors renommé pour ses melons de St-Laud et ses artichauts « gros camus ». A Mazé, on trouvait des choux, des navets, des oignons, des carottes, des salsifis, des melons, de l'ail, etc. (24). Mais c'est surtout depuis la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle que la culture maraîchère a pris autour d'Angers un développement considérable. Aux cultures précédentes sont venus s'ajouter celles des choux-fleurs, des fraises, des petits pois, des raisins en espaliers, etc.

Vers la même époque les pépinières angevines se sont extraordinairement développées. Les premières pépinières remontent en Anjou au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle (25). Après avoir été à demi anéanties en 1793 par le siège que la ville d'Angers eut à soutenir, elles végétèrent jusqu'en 1800. A cette époque, de nombreux parcs et jardins furent créés dans la région ou tout au moins redessinés (26). Dès lors les pépinières prennent une large extension. A la culture des arbres fruitiers vient s'adjoindre celle des arbres d'ornement et des conifères. La culture du rosier fut

---

(24) LEROY, *Angers et l'Anjou* — l'Horticulture en Anjou », page 583 et suiv.

(25) C'est en 1780 que Pierre LEROY fonda son établissement, berceau des pépinières Leroy dirigées de père en fils et encore à l'heure actuelle très renommées en Anjou.

(26) C'est GOUJON qui fut alors chargé de créer les parcs d'Echarbot, de Brissac et de Serrant.

introduite à Angers par Gentilhomme en 1812 qui importa sa collection de Hollande.

Voici dans quelles proportions les pépinières angevines prospérèrent au cours du XIX<sup>e</sup> siècle.

|                                      | 1800 | 1820 | 1842  | 1902  |
|--------------------------------------|------|------|-------|-------|
| Arbres fruitiers .....               | —    | —    | 1.700 | 2.500 |
| Arbres résineux .....                | 26   | 38   | 100   | 250   |
| Arbres forestiers .....              | 90   | 200  | 350   | 600   |
| Arbustes à feuilles caduques.....    | 100  | 110  | 560   | 600   |
| Arbustes à feuilles persistantes.... | 43   | 100  | 450   | 500   |
| Rosiers .....                        | —    | —    | 800   | 1.500 |

Les pépinières occupaient environ une superficie de 200 ha. en 1842, 600 ha. en 1900 et 1050 ha. en 1938 et 1940.

La culture des fruits ne s'est véritablement développée en Anjou qu'après la création des cultures d'arbres fruitiers en pépinières. C'est vers 1860 que les plantations fruitières commencèrent à s'étendre et à jouir d'une juste renommée. Les poires de William, de la Duchesse d'Angoulême... les pommes de jaune, de reinettes, de groseille, les cerises noires et cœur de pigeon, les prunes de toutes sortes, les abricots de Saumur firent bientôt prime sur les marchés de Paris. Quant aux fraises nous avons déjà vu leur progrès grandissant (27).

A notre époque, la réputation de tous ces fruits est bien établie. Notons encore que les pommiers à cidre tiennent aussi une grande place dans les productions fruitières de l'Anjou. Ils sont cultivés pour la majeure partie dans le Segréen (28). Une remarque cependant s'impose. Après la guerre de 1914-1918 notre production fruitière si renommée à l'étranger a été un peu négligée au profil des denrées de première nécessité. Aussi le jour où le cultivateur angevin voulut refaire du fruit, il trouva les marchés extérieurs fermés ou pris par d'autres pays, le marché

(27) Elles sont une spécialité du Saumurois.

(28) « C'est un pays de pommiers et de cidre : les pommiers sont un des traits marquants du paysage des campagnes de Pouancé et de Segré ». (Le Moy, *L'Anjou* — le Segréen, p. 20 et suiv.).

français lui-même était souvent approvisionné par les colonies ou l'Espagne. Il y avait donc là un gros effort à produire qui ne va malheureusement pas pouvoir se réaliser à l'heure actuelle (29). Voici un aperçu de la variété et de la qualité des productions fruitières angevines, compte tenu là encore des différences extrêmes du rendement annuel.

*Production des cultures fruitières*

|                              | 1929     | 1938     | 1940     |
|------------------------------|----------|----------|----------|
|                              | quintaux | quintaux | quintaux |
| Pommes et poires à cidre.... | —        | 450.000  | 220.000  |
| Pommes de table.....         | 25.000   | 210.000  | 300.000  |
| Fraises .....                | —        | 39.000   | 32.000   |
| Poires .....                 | 40.000   | 18.000   | 8.500    |
| Châtaignes .....             | 1.700    | 2.000    | 1.500    |
| Pêches .....                 | 300      | 1.500    | 1.500    |
| Prunes .....                 | 680      | 1.500    | 900      |
| Cerises .....                | 4.000    | 1.100    | 700      |
| Noix .....                   | 1.500    | 650      | 400      |
| Cassis .....                 | 600      | 400      | 540      |
| Abricots .....               | 100      | 25       | 15       |
| Framboises .....             | 60       | 25       | 12       |
| Groseilles .....             | 400      | 15       | 25       |

Pour clore ce paragraphe sur l'horticulture, indiquons en outre que dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, commença à se développer, mais toujours alors dans les jardins, la culture des porte-graines qui devait devenir à notre époque l'une des principales richesses de l'agriculture angevine.

En 1940, les superficies consacrées en Maine-et-Loire aux cultures horticoles et arboricoles étaient les suivantes, n'accusant pas de différence sensible avec les chiffres de 1938 :

(29) CABARBAYE, *Bulletin Mensuel S. I. A. d'Anjou*, nov.-déc. 1937.

*Statistique 1940. Horticulture et arboriculture*

---



---

|                                                                                                                                               |                |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|
| a) Superficie des jardins cultivés en vue de la production des légumes et fruits destinés aux besoins de l'exploitant agricole et autres..... | 5.495 hectares |
| b) Superficie des jardins consacrés à la vente des produits maraîchers .....                                                                  | 4.200 —        |
| Cultures fruitières destinées à la vente.....                                                                                                 | 1.100 —        |
| Cultures florales, arbustives .....                                                                                                           | 300 —          |
| Pépinières .....                                                                                                                              | 1.050 —        |
| Plantes médicinales .....                                                                                                                     | 90 —           |
| Plantes à parfum .....                                                                                                                        | 15 —           |

---

### III) LES CULTURES DE PLEIN CHAMP.

La culture de plein champ ne doit surtout pas être confondue avec la culture maraîchère proprement dite. Comme le dit très exactement Roger Dion : (30) « la culture maraîchère soigne isolément chaque légume ou chaque fruit, hâte ou retarde par des procédés délicats le développement des plantes pour permettre d'échelonner la vente sur plusieurs saisons. Les légumes de plein champ au contraire sont cultivés en masse et en vue d'une récolte unique ». L'opposition entre ces deux catégories de cultures n'est d'ailleurs pas une barrière infranchissable et il faut remarquer pour être exact que la plupart des cultures de légumes ou de fruits de plein champ ont préalablement été mises au point dans des centres maraîchers. Ainsi en fut-il notamment des fraises du Saumurois et des porte-graines de la basse Vallée.

Les cultures de plein champ sont tout à fait spéciales à l'Anjou et même plus précisément au Val de Loire. Dans les terrains fertiles de la Vallée, où le climat est particulièrement doux, on eut l'idée de cultiver en grand, dans de véritables champs, les légumes et les fruits qui jusqu'alors avaient été soigneusement obtenus par petites parcelles dans les jardins des maraîchers. Cette innovation est d'origine relativement récente et ne remonte guère à plus de 40 ou 50 ans.

C'est dans la région saumuroise que la culture des

---

(30) *Val de Loire*, page 679.

légumes et fruits de plein champ a pris en Anjou l'extension la plus précoce. C'est le pays de ces marchands de fruits qu'on surnommait autrefois les « sans terre » et dont le commerce a été illustré par la faïence de Nevers à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle (31).

Les poires William connues dès l'époque de Louis XI sont à l'heure actuelle obtenues en plein champ. La fraise est cultivée de la même manière dans la banlieue N. O. de Saumur à St-Lambert-des-Levées et à St-Martin-de-la-Place et les haricots verts dans toute la haute vallée d'Anjou.

La Basse Vallée fut gagnée plus tardivement à la culture des légumes de plein champ. Jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle les revenus tirés des récoltes de chanvre étaient encore assez importants pour que le paysan n'éprouve pas le besoin de modifier de fond en comble son système de culture. Mais en 1889 une crise économique assez grave ramena de 100 fr. à 60 fr. le prix du qt de chanvre. La situation se prolongeant il fallut adopter une substitution de culture (32).

La Basse Vallée d'Anjou se spécialisa donc dans la culture des porte-graines jusqu'alors effectuée seulement dans les centres maraîchers. Cette culture offrait des débouchés si nombreux et si rémunérateurs tant en Europe qu'en Amérique qu'elle fut adoptée avec empressement. Le sol alluvial limoneux de la Vallée s'y prête d'ailleurs admirablement. Les centres les plus renommés sont entre Saumur et Chalonnes, les Rosiers, St-Mathurin, Andard, Trélazé, les Ponts-de-Cé, la Bohalle, etc... Les principaux porte-graines sont les betteraves, les haricots, les carottes, les navets, les choux, les oignons, les laitues, le poireau, le persil, les concombres, le salsifis, les radis. Comme fleurs, les résédas, les balsamines, les giroflées, les immortelles, les pensées, les reines-marguerite, les œillets, les pâquerettes, etc... Chaque localité, suivant la nature du sol et l'exposition, a ses spécialités (33).

---

(31) Roger DION, *Val de Loire*, page 686.

(32) Roger DION, *Val de Loire*, page 689.

(33) LEROY, *Angers et l'Anjou* — « Les porte-graines », p. 583 et suiv. DE GEOFFRE, *L'Agriculture en Maine-et-Loire en l'an de crise 1935*, p. 174 et suiv.

La Vallée d'Anjou dans l'ensemble paraît donc divisée en 2 : la haute vallée est la région des primeurs, la basse vallée à partir des Rosiers celle des porte-graines. Toutefois les cultures ne sont pas ainsi nettement tranchées et il y a des exceptions. C'est ainsi que dans la vallée inférieure à St-Mathurin, on cultive des artichauts et qu'à l'inverse, dans la vallée supérieure, la culture grainière du chou potager est assez répandue (34).

Enfin notons que les cultures de plein champ ne sont pas exclusivement des cultures maraîchères. Les légumes secs sont aussi cultivés de cette manière et depuis bien plus longtemps.

Voici d'ailleurs les tableaux qui indiquent les superficies cultivées de la sorte et le volume des productions obtenues.

*Surfaces cultivées*

|                                  | 1892     | 1929     | 1938     | 1940     |
|----------------------------------|----------|----------|----------|----------|
|                                  | hectares | hectares | hectares | hectares |
| A) <i>Légumes secs :</i>         |          |          |          |          |
| haricots .....                   | 1.322    | 2.730    | 5.100    | 4.500    |
| pois .....                       | 510      | 190      | 110      | 95       |
| fèves .....                      | 346      | 50       | 95       | 100      |
| féverolles .....                 | —        | —        | 40       | 160      |
| Total.....                       | 2.178    | 2.970    | 5.345    | 4.855    |
|                                  | hectares | hectares | hectares | hectares |
| B) <i>Cultures maraîchères :</i> |          |          |          |          |
| haricots verts .....             | —        | 660      | 1.100    | 1.531    |
| choux-fleurs .....               | —        | 1.590    | 920      | 752      |
| artichauts .....                 | 216      | 740      | 700      | 467      |
| asperges .....                   | 40       | 420      | 385      | 450      |
| oignons .....                    | —        | 510      | 249      | 295      |
| carottes potagères ....          | 581      | 2.000    | 240      | 351      |
| petits pois .....                | —        | 230      | 150      | 150      |
| choux .....                      | 3.700    | 1.620    | 125      | 200      |
| ail .....                        | —        | 120      | 55       | 50       |
| melons .....                     | —        | 20       | 50       | 41       |
| tomates .....                    | —        | 5        | 32       | 35       |
| Total.....                       | —        | 7.915    | 4.006    | 4.322    |

(34) Roger Dion, *Val de Loire*, p. 689-690.

Abstraction faite de 1940, la superficie cultivée en légumes secs avait augmenté en moins de 10 ans de plus de 2.000 ha. grâce à l'extension considérable donnée à la culture des haricots.

Au contraire les cultures maraîchères accusaient une régression pendant ce même laps de temps, régression due à la crise agricole de 1933-1936 qui a durement touché les cultures spécialisées, mais qui paraît cependant en voie de résorption. Les haricots verts sont en net progrès.

### Production

|                                  | 1929     | 1938     |
|----------------------------------|----------|----------|
|                                  | quintaux | quintaux |
| A) <i>Légumes secs :</i>         |          |          |
| haricots .....                   | 38.220   | 30.600   |
| pois .....                       | 2.090    | 1.320    |
| fèves .....                      | 900      | 1.325    |
| fèverolles .....                 | —        | 320      |
| B) <i>Cultures maraîchères :</i> |          |          |
| choux-fleurs .....               | 333.900  | 478.400  |
| artichauts .....                 | 88.800   | 101.500  |
| carottes potagères .....         | 400.000  | 60.000   |
| oignons .....                    | 204.000  | 53.535   |
| haricots verts .....             | 33.000   | 33.000   |
| choux .....                      | 648.000  | 31.250   |
| asperges .....                   | 21.000   | 21.560   |
| tomates .....                    | 2.000    | 17.280   |
| petits pois .....                | 17.250   | 6.450    |
| ail .....                        | 10.800   | 5.500    |
| melons .....                     | 6.000    | 2.250    |

La production des choux-fleurs, celle des artichauts, et celle des tomates sont les seules qui soient en augmentation. Toutes les autres marquent parfois une baisse énorme. Cette baisse est due non seulement aux différences de superficies mais aux différences de rendement.

La fin de l'année 1938 a été marquée en effet, au point de vue agricole, par une véritable catastrophe due au froid qui a détruit une grande partie des cultures maraîchères (35).

(35) CHATENAY, *Bulletin Mensuel de Sté Industrielle et Agricole d'Angers*, numéro de mars 1939.

## CONCLUSION.

Les cultures spécialisées sont en Anjou l'apanage du Val de Loire, des environs d'Angers et du Saumurois. Elles se sont développées de la manière suivante :

tout d'abord dans le Val de Loire les céréales furent à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle progressivement remplacées par des cultures industrielles, nous avons vu pour quels motifs (36).

Mais la culture du lin en plein apogée au début du XIX<sup>e</sup> siècle décline vers 1810 avec les débuts de la filature mécanique du coton à Cholet et se précipite à partir de 1825 par suite de la concurrence des fils importés d'Angleterre à des prix beaucoup plus bas. Le chanvre remplace alors le lin et vers le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle on parle de monoculture du chanvre dans les vallées angevines. Cependant la création des chemins de fer devait à nouveau bouleverser l'économie du Val de Loire. Désormais avec la possibilité d'envoyer journellement des denrées périssables sur le marché de Paris et de quelques autres grandes villes on abandonne la culture du chanvre pour celle des cultures légumières et fruitières bien plus rémunératrices et offrant des débouchés beaucoup plus vastes. Comment cette idée est-elle venue ?

Dès la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle les cultures maraîchères avaient pris une grande extension en Anjou aux environs d'Angers, de Mazé et dans le Saumurois. Ces légumes et ces fruits vendus comme primeurs rapportaient énormément. La richesse du sol limoneux du Val d'Anjou, la douceur du climat permirent d'essayer de cultiver ces légumes et ces fruits en plein champ. On obtint une merveilleuse réussite. La transformation s'opéra d'abord dans la Haute Vallée mais elle devait gagner la Vallée inférieure. Toutefois alors que la Haute Vallée s'est spécialisée dans le genre « primeur », la Basse Vallée s'est appropriée le genre « porte-graines ». Mais l'évolution du système agricole dans les Vallées angevines est-elle achevée ? et ne peut-on prévoir une intéressante reprise de la culture chanvrière ? L'avenir seul pourra confirmer ou infirmer notre thèse.

---

(36) Cf. historique, pages 26 et 27.

## SECTION V

### Productions diverses

#### I) POMMES DE TERRE.

|                          | 1892.         | 1929.         | 1933.         | 1938.         | 1940          |
|--------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Superficie cultivée..... | 31.167 ha.    | 26.750 ha.    | 24.120 ha.    | 26.100 ha.    | 16.746 ha.    |
| Production totale.....   | 2.631.620 qt. | 3.364.512 qt. | 2.653.000 qt. | 2.505.600 qt. | 1.925.790 qt. |
| Rendement à l'hectare    | 84 qt.        | 100 qt.       | 109 qt.       | 96 qt.        | 115 qt.       |

Le Maine-et-Loire est un des départements où la culture de la pomme de terre est le plus répandue. Cette culture se fait en général sur de petites parcelles de terrains ne dépassant guère un ha. En 1940 la superficie ensemencée en pommes de terre avait diminué d'environ 10.000 ha. d'après les statistiques officielles.

#### II) CHAMPIGNONS.

Ils occupent en Anjou une place de premier rang. Le Maine-et-Loire fournit à lui seul environ 20 % de la production nationale de cette branche agricole.

La culture se fait dans les carrières de tuffeau situées pour la plupart dans les coteaux sur la Vallée de la Loire, de Gennes à Montsoreau. D'autres centres importants sont encore Samoussay, St-Cyr-en-Bourg, Brézé. Plus au Nord, la région de Vernantes. Enfin le Puy-Notre-Dame. L'ensemble de ces carrières représente une superficie d'environ 400 ha. (37).

La production dépasse en général 20.000 qt par an. En 1938 elle était de 24.000 qt représentant une somme de 10.800.000 fr. La guerre naturellement l'a fait baisser (38).

#### III) L'OSIER.

C'est une culture pratiquée spécialement dans la Vallée de la Loire entre les Pont-de-Cé et la Varenne. Elle est en

(37) DE GEOFFRE, *op. cit.*, page 179.

(38) En 1940, elle n'atteint que 15.512 quintaux.

décroissance et n'occupe plus à l'heure actuelle que 125 ha. (39).

#### IV) PLANTATION DE PEUPLIERS.

Elles représentaient environ 300 ha. en 1938 et 250 ha. en 1940.

#### V) BOIS ET FORÊTS.

| 1842      | 1892      | 1929      | 1938      | 1940      |
|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 51.518 ha | 57.520 ha | 59.827 ha | 61.600 ha | 59.386 ha |

Leur superficie allait donc en croissant lentement à la veille de cette guerre. Mais la pénurie de charbon entraîne fatalement un déboisement assez considérable qui va vraisemblablement s'accroître encore au cours des prochaines années.

La majeure partie des forêts du Maine-et-Loire appartient aux particuliers. En 1940, appartenaient :

|                        |                 |
|------------------------|-----------------|
| aux particuliers.....  | 55.761 hectares |
| à l'Etat .....         | 1.825 —         |
| aux Communes .....     | 1.500 —         |
| aux Départements ..... | 300 —           |
| Soit un total de.....  | 59.386 hectares |

#### VI) REMARQUE.

La betterave à sucre ne fait en Anjou qu'une timide apparition. Elle semble pourtant susceptible de réussir et de s'étendre dans la région de Doué-la-Fontaine. Les Services Agricoles du département cherchent d'ailleurs à en favoriser la culture.

(39) Statistique de 1938 : 177 ha ; statistique de 1940 : 125 ha.

APPENDICE : RÉCAPITULATION DU TERRITOIRE AGRICOLE

|                                              | 1938     | 1940     |
|----------------------------------------------|----------|----------|
|                                              | hectares | hectares |
| Terres labourables .....                     | 381.000  | 376.787  |
| Prés naturels .....                          | 106.000  | 110.800  |
| Herbages .....                               | 24.000   | 25.000   |
| Pâturages et pacages.....                    | 25.000   | 30.000   |
| Cultures maraîchères .....                   | 6.400    | 9.695    |
| Cultures fruitières .....                    | 1.100    | 1.100    |
| Cultures florales, pépinières .....          | 1.600    | 1.455    |
| Vignes .....                                 | 31.650   | 31.936   |
| Bois, forêts, étangs .....                   | 61.600   | 59.386   |
| Plantations peupliers, oseraies .....        | 477      | 375      |
| Landes et terres incultes .....              | 21.750   | 17.977   |
| Superficie totale du territoire agricole.... | 660.577  | 665.011  |

*Remarque* : les terres en jachères qui, en 1929, couvraient encore 35.980 ha. ne s'étendent plus en 1940 que sur 11.000 ha.

## CHAPITRE II

### LA PRODUCTION ANIMALE

#### SECTION I

##### Les variétés et l'importance du cheptel angevin

L'élevage est pratiqué sur presque toute l'étendue du territoire angevin. Toutefois il ne joue un rôle de premier plan que dans le Segréen, et les régions de Beaupréau, Chemillé et Cholet.

Toutes les espèces d'animaux sont représentées en Maine-et-Loire, mais avec plus ou moins d'importance comme l'indique le tableau suivant :

|                                               | 1892    | 1929    | 1938    | 1940    |
|-----------------------------------------------|---------|---------|---------|---------|
|                                               | têtes   | têtes   | têtes   | têtes   |
| I) ESPÈCE BOVINE .....                        | 342.887 | 336.560 | 342.550 | 310.506 |
| a) Taureaux .....                             | 9.079   | 7.037   | 8.160   | 1.882   |
| b) Bœufs .....                                | 65.717  | 35.012  | 30.960  | 22.876  |
| c) Vaches .....                               | 122.407 | 138.162 | 156.670 | 138.376 |
| d) Elèves + 1 an.....                         | 82.544  | 90.828  | 91.130  | 73.225  |
| e) Elèves — 1 an.....                         | 63.140  | 65.521  | 55.630  | 74.147  |
| II) ESPÈCE PORCINE .....                      | 129.228 | 92.811  | 94.940  | 67.732  |
| a) Verrats .....                              | 683     | 360     | 380     | 301     |
| b) Truies .....                               | 19.649  | 14.461  | 15.000  | 13.349  |
| c) Porcs à l'engrais (de plus de 6 mois)..... | 61.477  | 26.532  | 28.130  | 8.767   |
| d) Porcs à l'engrais (de moins de 6 mois).... | 47.419  | 51.458  | 51.430  | 45.315  |

|                                                 |        |        |        |        |
|-------------------------------------------------|--------|--------|--------|--------|
| III) ESPÈCE CHEVALINE ....                      | 60.756 | 67.462 | 68.970 | 52.898 |
| a) Chevaux et juments<br>(de plus de 3 ans).... | 50.041 | 56.029 | 59.880 | 34.994 |
| b) Poulains et pouliches                        | 10.715 | 10.433 | 9.090  | 17.904 |
| IV) ESPÈCE OVINE .....                          | 59.485 | 49.416 | 53.360 | 48.660 |
| a) Béliers .....                                | 2.731  | 2.950  | 1.920  | 809    |
| b) Moutons .....                                | 9.686  | 8.297  | 5.290  | 2.084  |
| c) Brebis .....                                 | 30.545 | 21.680 | 29.310 | 31.147 |
| d) Agneaux et agnelles<br>(de moins de 1 an)... | 16.523 | 16.489 | 16.840 | 14 620 |
| V) ESPÈCE CAPRINE .....                         | 4.656  | 3.292  | 5.260  | 4.817  |
| VI) ESPÈCE ASINE .....                          | 1.327  | 866    | 570    | 407    |
| VII) ESPÈCE MULASSIÈRE..                        | 54     | 322    | 120    | 125    |

D'une manière générale, le cheptel angevin était dans un état très satisfaisant à la veille de la guerre de 1939 ; malheureusement depuis lors les réquisitions se sont multipliées et son importance s'est considérablement amoindrie (1).

#### I) L'ESPÈCE BOVINE

qui en 1842 comptait environ 240.000 têtes se trouvait en 1938, près d'un siècle plus tard, avoir augmenté de plus de 100.000 unités. C'est à peine si la progression constante des bêtes à cornes s'était trouvée enrayée par la crise de 1930. Mais à l'heure actuelle le nombre des bovins se

---

(1) Il ne faut toutefois pas se dissimuler que les chiffres fournis par les paysans français à l'heure actuelle sont vraisemblablement falsifiés, dans la mesure où cette falsification est possible. Craignant et souvent, hélas, à juste titre, les réquisitions excessives, ils estiment prudent de ne déclarer que le minimum vraisemblable. A la diminution réelle du cheptel s'ajoute donc une diminution fictive. Pour l'exactitude de notre étude, il était nécessaire de faire cette remarque.

trouve fortement diminué. Cette diminution porte d'ailleurs sur les seules bêtes âgées, qui font l'objet de réquisitions fréquentes. Les élèves de moins d'un an sont par contre en augmentation sensible par suite de l'interdiction d'abattage des veaux femelles (2).

On peut distinguer en Anjou :

1°) les animaux destinés à l'engraissement. Ils sont de races diverses, souvent de provenance étrangère au département : Maine-Anjou, Charolais, Normands...

2°) les animaux de service, qui sont employés aux travaux des champs et notamment au labour. Ils étaient de plus en plus rares à la veille de la guerre car le cheval avait remplacé le bœuf à la charrue. Les quelques-uns qui subsistaient encore étaient des Maine-Anjou et des vendéens. Mais depuis 1940, la pénurie de chevaux a obligé de nombreux cultivateurs à utiliser de nouveau le bœuf comme bête de trait.

3°) les vaches laitières, dont le nombre croissait sans cesse ces dernières années. Elles appartiennent aux races normandes et Maine-Anjou.

4°) enfin les animaux de sélection, reproducteurs de concours. Ce sont surtout des Maine-Anjou (3).

Les Mauges sont par excellence le pays d'élevage et d'engraissement des bestiaux.

## II). L'ESPÈCE PORCINE

groupant environ 88.000 têtes il y a un siècle (4) s'était fortement développée en Maine-et-Loire. Si les statistiques accusent une régression sensible entre 1892 et 1929, c'est en grande partie à la guerre 1914-1918 qu'on le doit où l'élevage du porc fut temporairement négligé. Mais d'une manière générale, le porc était une des richesses régionales angevines. Dans chaque ferme ou chaque

---

(2) Résultats ressortant de la statistique de 1940 et de l'enquête de novembre 1941, renseignements fournis par la Direction des Services Agricoles de Maine-et-Loire.

(3) DE GEOFFRE, *op. cit.*, p. 125.

(4) Statistique de Maine-et-Loire, 1842, p. 220.

exploitation le cultivateur engraisait un ou plusieurs porcs et dans les domaines importants en faisait l'élevage. D'autre part beaucoup d'établissements coopératifs laitiers avaient adjoint à leurs usines des élevages porcins très importants, qu'il leur était facile d'alimenter grâce à leurs sous-produits.

Depuis 1939, il faut enregistrer là aussi une baisse très sensible. Les réquisitions ne sont d'ailleurs pas seules à jouer ici. La diminution symptomatique des porcins à l'engrais prouve que la question du ravitaillement offre aussi un intérêt majeur. L'engraissement du porc est progressivement abandonné faute des aliments nécessaires. Ceci est particulièrement vrai pour les porcheries industrielles qui ne peuvent plus s'approvisionner suffisamment en sous-produits laitiers (5), en riz, etc... Dans la mesure, heureusement large encore, où subsiste l'engraissement des porcins, une localisation territoriale est-elle à signaler ? Certainement oui, car si le porc est engraisé dans toutes les régions de l'Anjou, il n'en reste pas moins que le Segréen est sans contredit le pays même de l'élevage du porc, tout comme le Choletais est le pays de l'élevage du bœuf.

### III) L'ESPÈCE CHEVALINE

forte de 35.000 bêtes en 1842 paraît avoir suivi une ligne ascensionnelle à peu près constante jusqu'en 1938 (6).

La race angevine d'il y a un siècle, petite et s'apparentant à la race bretonne, fournissait de bons chevaux pour la cavalerie légère, mais par contre était déficiente pour l'attelage. Depuis 1869, une amélioration très nette

---

(5) Le petit-lait étant réservé maintenant à la consommation humaine !

(6) M. DE GEOFFRE, dans son livre *L'Agriculture en Maine-et-Loire en l'an de crise 1935*, p. 139 et suiv., est d'opinion contraire. Il estime que l'espèce chevaline est en diminution marquée depuis la guerre de 1914 par suite de l'emploi des autos. En fait, la statistique de 1929 ne nous donne pas confirmation de cet avis qui vaut pour l'ensemble de la France plutôt que pour l'Anjou envisagé isolément. Il y a eu régression de l'espèce chevaline en Maine-et-Loire vers 1935 (66.680 chevaux) par suite de la crise agricole, mais cette régression ne s'est pas prolongée au delà de 1936-1937.

s'est produite par suite du croisement des races locales avec l'étalon anglo-saxon (7). A l'heure actuelle l'Anjou n'a pas de race proprement dite mais seulement des métis.

La guerre a naturellement provoqué une diminution importante de l'espèce chevaline, les réquisitions françaises et allemandes ayant successivement frappé la cavalerie régionale dans ses meilleurs éléments. Toutefois si le nombre des chevaux de plus de 3 ans a sérieusement faibli, celui des poulains augmente et c'est là un fait réconfortant pour l'avenir. Signalons enfin qu'on enregistre un curieux déplacement fonctionnel. Nombre de chevaux utilisés jusqu'alors pour les travaux des champs ont été achetés à des prix astronomiques pour remplacer les autos déficientes dans les transports urbains.

#### IV) L'ESPÈCE OVINE

a subi une très forte régression depuis un siècle, puisqu'en 1842 on comptait près de 187.000 moutons. Un léger progrès était cependant signalé par la statistique de 1938, qui n'a malheureusement pu persévérer étant donné les circonstances actuelles.

#### V) LES ESPÈCES CAPRINE, ASINE ET MULASSIÈRE

ne sont guère mentionnées ici que pour mémoire tant elles occupent une place minime dans le cheptel angevin.

### SECTION II

#### **Les animaux de basse-cour**

Il est très difficile de dénombrer les animaux de basse-cour élevés dans un pays et par suite d'en déterminer l'importance. Ceci particulièrement dans une région comme l'Anjou où l'élevage des poules et lapins n'est pas industrialisé mais essentiellement pratiqué à la ferme. Les statistiques de 1892 et de 1929 nous ont fourni quel-

---

(7) *Mém. de la Société d'A. S. A. d'A.*, tome 12, page 380.

ques chiffres. Nous les citons sous toutes réserves et à titre purement documentaire.

*Animaux de basse-cour*

|                   | 1892    | 1929    |
|-------------------|---------|---------|
| a) Poules .....   | 700.811 | 928.000 |
| b) Oies .....     | 94.552  | 47.700  |
| c) Canards .....  | 58.315  | 64.600  |
| d) Dindes .....   | 5.508   | 10.100  |
| e) Pintades ..... | 3.172   | 6.400   |
| f) Pigeons .....  | 47.091  | 50.700  |
| g) Lapins .....   | 185.292 | 667.100 |

Nous pouvons classer les animaux de basse-cour en quatre grandes catégories :

a) *les élevages de sélection de reproducteurs.*

Ils se composent d'excellents sujets choisis avec soin, qui assurent chaque année une intéressante reproduction. Il existe en Anjou deux établissements spécialisés dans ce genre d'élevage.

b) *les élevages industriels.*

De bons sujets sont réunis et alimentés spécialement pour la production des œufs. La ponte terminée, on les engraisse et on les vend un prix rémunérateur. Quelques maisons pratiquent ce système d'élevage en série, mais elles sont peu nombreuses dans notre département.

c) *les élevages de ferme.*

Ce sont de beaucoup les plus importants. Il n'est guère de ferme où l'on n'élève quelques poulets et lapins, quelques oies et canards. Mais il est difficile d'obtenir sur leur mode d'élevage des renseignements précis.

d) *les élevages d'animaux de luxe.*

Ils sont sans importance et comprennent seulement quelques volailles minutieusement soignées par leurs propriétaires et primées dans les concours.

A l'heure actuelle, il semble difficile de se faire une opinion sur la véritable importance de l'élevage des animaux de basse-cour à la ferme. Cet élevage semble soumis à deux tendances contradictoires :

1°) d'une part, le fermier moins bien ravitaillé qu'autrefois en viande de boucherie, assuré d'un écoulement facile et très rémunérateur, cherche à augmenter le nombre de ses élèves ;

2°) mais d'autre part, la difficulté d'alimenter ceux-ci convenablement (le grain manquant, et par suite des réquisitions, et par suite de l'utilisation pour la fabrication du pain de céréales secondaires jusqu'alors réservées à l'alimentation animale) freine et parfois violemment cet effort.

### SECTION III.

#### La viande de boucherie

Le nombre d'animaux livrés annuellement à la boucherie à l'intérieur ou à l'extérieur du département se répartit comme suit :

#### *Nombre total d'animaux abattus*

|                              | 1892   | 1929   | 1940   | 1941   |
|------------------------------|--------|--------|--------|--------|
|                              | têtes  | têtes  | têtes  | têtes  |
| Bœufs, vaches, taureaux..... | 25.037 | 19.929 | 46.710 | 38.950 |
| Génisses .....               | 4.433  | 2.449  | —      | —      |
| Veaux .....                  | 55.770 | 46.911 | 41.403 | 46.500 |
| Moutons, brebis .....        | 48.304 | 19.496 | 11.457 | 10.000 |
| Agneaux .....                | 6.263  | 1.822  | 22.922 | 12.000 |
| Boucs, chèvres .....         | 179    | 359    | —      | —      |
| Chevreaux .....              | 2.406  | 2.469  | —      | —      |
| Porcs .....                  | 69.040 | 73.726 | 70.529 | 50.000 |
| Chevaux .....                | 886    | 2.491  | 1.335  | —      |

#### RÉCAPITULATION PAR ESPÈCES

|                      |        |        |        |        |
|----------------------|--------|--------|--------|--------|
| Espèce bovine .....  | 85.240 | 69.289 | 88.113 | 96.450 |
| Espèce ovine .....   | 54.567 | 21.318 | 34.379 | 22.000 |
| Espèce porcine ..... | 69.040 | 73.726 | 70.529 | 50.000 |

Il y a prédominance nette de l'élément bovin surtout depuis la dernière guerre. Les moutons et les porcs deviennent au contraire plus rares.

Le poids de viande nette obtenue en 1941 dépassait 20.000 tonnes (8) alors qu'en 1929 et 1938 il n'atteignait pas 15.000 (9). La consommation individuelle est pourtant loin d'avoir augmentée ! Mais en fait sur ces 20.000 tonnes de viande, la moitié environ est expédiée hors du Maine-et-Loire et sur l'autre moitié consommée à l'intérieur du département une large part est réservée aux troupes d'occupation. Enfin les paysans peuvent retenir pour leur alimentation familiale soit un mouton par personne vivant sous le même toit, soit un porc pour 3 ou 4.

En période normale, la production du Maine-et-Loire en viande de boucherie, était très suffisante et même largement excédentaire.

Mais même à cette époque, l'organisation du marché était loin d'être rationnelle. En effet, en se reportant aux chiffres de 1938, on constate qu'il n'existait pour tout le département que 11 abattoirs contre 413 tueries particulières. Sur 13.390 tonnes de viande nette, 5.430 seulement provenaient des premiers, soit à peine 40 % du tonnage total. Le nombre des abattoirs est donc nettement insuffisant en Maine-et-Loire. Encore ceux qui existent à l'exception de celui d'Angers ont-ils grand besoin d'être modernisés. La plupart sont en effet restés fidèles à l'antique système des cases et échaudins (10). Il y aurait donc sur ce point encore d'intéressants travaux d'équipement rural à entreprendre.

## SECTION IV

### **La production laitière et ses dérivés**

#### **I) LA DIMINUTION DE LA PRODUCTION LAITIÈRE — SES CAUSES.**

La production laitière du Maine-et-Loire constituait l'une des richesses du département puisqu'elle dépassait

---

(8) Direction des Services Agricoles de Maine-et-Loire.

(9) Statistique de 1929 : 14.802 tonnes de viande nette.

Statistique de 1938 : 13.390 tonnes de viande nette.

(10) Service du Génie Rural.

en 1938 2 millions d'hectolitres. Elle s'était accrue en un demi-siècle de 700.000 hl. environ, par suite de l'augmentation notable du nombre de vaches laitières pendant le même laps de temps (11).

Malheureusement depuis la guerre, elle a constamment diminué. En 1940 elle n'atteignait plus que 1.400.000 hl. retombant presque ainsi au chiffre de 1892.

Le lait de chèvre est lui aussi utilisé mais dans une proportion infiniment moindre que le lait de vache et sa faible diminution de 1938 à 1940 est à peine sensible.

### *Production laitière*

|                             | 1892      | 1929      | 1938      | 1940      |
|-----------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|
|                             | hectol.   | hectol.   | hectol.   | hectol.   |
| I. - Lait de vache.....     | 1.323.313 | 1.709.860 | 2.023.610 | 1.415.500 |
| a) consommé nat. (hommes    |           | 240.000   | 392.000   | 230 000   |
| — (anim.                    |           | 501.480   | 550.000   | 320.000   |
|                             |           | 741.480   | 942.000   | 550.000   |
| b) destiné au beurre.....   |           | 900.000   | 921.610   | 566.340   |
| c) destiné au fromage.....  |           | 68.380    | 160.000   | 299.160   |
| II. - Lait de chèvre.....   |           | 6.116     | 7.026     | 6.200     |
| a) utilisé en nature.....   |           | 6.116     | 5.855     | 5.000     |
| b) utilisé pour fromage.... |           |           | 1.171     | 1.200     |

Cet affaiblissement marqué de la production laitière semble dû moins à la diminution du nombre des bêtes productrices qu'au manque d'amélioration raciale et à la sous-alimentation.

1°) *Régression du cheptel laitier.* — Il est certain que le nombre de vaches laitières a diminué par suite d'abat-

(11) Le bétail bovin avait été très touché par la guerre de 1914-1918. Mais il fut reconstitué rapidement sur une large échelle et le troupeau reformé était non seulement égal, mais encore supérieur à celui de 1913. De 1920 à 1930, le cheptel laitier s'accrut d'une manière ininterrompue. La crise agricole de 1930-1936 détermina un temps d'arrêt, suivi dès sa cessation d'une nette reprise ascendante.

tages excessifs et des pertes dues au manque de soins (12). De 1938 à 1941 cette diminution est évaluée pour l'ensemble de la France à 11 %. Mais à l'heure actuelle on enregistre une amélioration sensible et notre cheptel se reconstitue avec rapidité (13).

2°) *Manque d'amélioration raciale.* — La production laitière d'une région dépend non seulement de l'importance quantitative de son troupeau mais encore et pour une large part de la qualité de celui-ci. Pour améliorer la race laitière il faudrait n'utiliser que d'excellents reproducteurs choisis avec soin et conservés plusieurs années. Mais le plus souvent hélas, surtout depuis la guerre, le paysan néglige son étable, en ce sens qu'il ne tient pas suffisamment compte de la qualité de ses bêtes et que même lorsqu'il a la chance de posséder un reproducteur de premier choix, il se laisse tenter par un prix avantageux et le cède au marchand de bestiaux. Dans ces conditions il est impossible d'obtenir une amélioration progressive continue du cheptel laitier et un rendement maximum stable.

3°) *Sous-alimentation du bétail.* — La difficulté d'alimentation des bestiaux dans le département de Maine-et-Loire est un problème de jour en jour plus grave. Jusqu'à la guerre, en effet, l'Anjou importait la majeure partie du ravitaillement de son cheptel (riz, manioc, maïs, tourteaux, etc.). Depuis lors, il doit vivre sur lui-même et ses propres récoltes sont notoirement insuffisantes. D'où une sous-alimentation générale des animaux qui dans le domaine laitier a des répercussions énormes, le rendement individuel de chaque vache se trouvant considérablement diminué. C'est là, à notre avis, la cause primordiale de l'actuelle sous-production laitière dans ce département.

---

(12) Conséquences des réquisitions, de l'exode, de la pénurie de main-d'œuvre, etc...

(13) R. CHENEVIER, *L'industrie laitière française*, l'Illustration, 31 janvier 1942, p. 76. — P.-E. CADILHAC, *Fromages de France*, l'Illustration, 14 février 1942, p. 109.

## II) UTILISATION DU LAIT — BEURRES ET FROMAGES.

Comme l'indique le tableau précédent, le lait peut être utilisé de manières différentes. Il peut être consommé directement en nature ou bien servir à la fabrication du beurre et du fromage.

En 1938, les proportions respectives de ces modes d'utilisation étaient en Maine-et-Loire (approximativement) :

|                         |        |
|-------------------------|--------|
| Lait consommé en nature | : 46 % |
| Lait destiné au beurre  | : 45 % |
| Lait destiné au fromage | : 9 %  |

En 1940, elles avaient ainsi évolué :

|                         |        |
|-------------------------|--------|
| Lait consommé en nature | : 39 % |
| Lait destiné au beurre  | : 40 % |
| Lait destiné au fromage | : 21 % |

Le fait important de ces dernières années est donc l'accroissement considérable de la partie laitière réservée au fromage. Il semble dû à 2 causes :

1°) le rendement lait-fromage est bien supérieur au rendement lait-beurre : c'est ainsi qu'il faut en moyenne 25 litres de lait pour obtenir 1 kg. de beurre alors que 4 litres de lait permettent de fabriquer 1 kg. de fromage (14). En période de crise alimentaire, comme celle que nous vivons actuellement, il n'y a rien d'étonnant à ce qu'on cherche à obtenir avec une même quantité de matière première-base le volume de production le plus élevé. C'est une sorte de phénomène psychologique.

2°) un motif d'ordre pécuniaire joue aussi bien souvent. Il semble que les laiteries réalisent depuis la guerre des bénéfices plus forts en consacrant la majeure partie de leur activité à la fabrication du fromage plutôt qu'à celle du beurre (influence du rendement et des taxes).

---

(14) Bien entendu, en ce qui concerne la production fromagère, ce chiffre de 4 litres n'est qu'une moyenne, obtenue en divisant la part totale de lait allouée à la fabrication des fromages pendant un an et la quantité de fromages obtenue avec cette part. En pratique, la quantité de lait nécessaire varie avec la nature de chaque fromage.

Mais quelle que soit l'importance relative prise actuellement par l'industrie fromagère, il n'en reste pas moins que d'une façon absolue l'ensemble des productions laitières a subi une chute verticale depuis 1938.

Les dernières statistiques officielles ne fournissent pas d'indication sur les quantités totales de beurres et de fromages obtenues annuellement. Mais le relevé des productions réalisées par les Laiteries de Maine-et-Loire (15) nous permet l'intéressante comparaison suivante :

|               | 1938—1939      | 1940—1941      |
|---------------|----------------|----------------|
| Beurre .....  | 2.920.275 kgr. | 522.277 kgr.   |
| Fromage ..... | 5.959.134 kgr. | 1.827.602 kgr. |

Cette chute est naturellement le corollaire inéluctable d'une production laitière elle-même très déficiente.

### III) BEURRES FERMIERS ET BEURRES DE LAITERIE.

Le cheptel laitier est en Maine-et-Loire comme dans le reste de la France plutôt éparpillé, c'est-à-dire qu'il existe peu d'exploitations spécialisées dans la production laitière mais qu'à l'inverse presque chaque ferme possède quelques vaches. L'une des conséquences les plus caractéristiques de cette disposition fut jusqu'à la guerre de 1914-1918 la prédominance du beurre fermier sur le beurre de laiterie (16). Mais depuis la généralisation des transports automobiles, la situation se renversa en Anjou. De nombreuses industries et coopératives laitières furent créées, assurant le ramassage du lait à domicile par camions, et en 1935 les beurres fermiers ne comptaient plus que pour 20 % environ dans l'économie de transformation du lait en Maine-et-Loire (17).

Actuellement la production du beurre est soumise à un

(15) Chiffres fournis par le Comité de Gestion laitier du Maine-et-Loire.

(16) R. CHENEVIER, « *L'industrie laitière française* », l'illustration, n° 31 janvier 1942, p. 76 et suiv. « *L'industrie beurrière française* », l'illustration, 7 février 1942, p. 98 et suiv.

(17) DE GEOFFRE, *op. cit.*, p. 136.

régime tout à fait spécial (18). Le département est divisé en deux parties :

A. — *la région est*, où l'élevage revêt peu d'importance, n'a pas l'autorisation de fabriquer du beurre à la ferme. Tout détenteur de vaches laitières doit livrer aux ramasseurs par an et par bête :

- a) ou 1.460 litres de lait ;
- b) ou 52 kg. de matières grasses pour les fournitures de crème.

B. — *la région ouest*, spécialisée dans l'élevage, jouit au contraire de la possibilité de fabriquer du beurre fermier. Par an et par vache l'exploitant doit livrer :

- a) ou 1.100 litres de lait ;
- b) ou 45 kg. de beurre ;
- c) ou 40 kg. de matières grasses pour les fournitures de crème (19).

L'interdiction de fabriquer du beurre fermier dans certaines régions de France, et en ce qui nous concerne dans la partie orientale du Maine-et-Loire, a certainement été motivée par l'espoir de diminuer la fraude. Il est en effet plus facile pour les Services du Ravitaillement de contrôler les quantités de beurres obtenues dans quelques grosses laiteries que celles fabriquées dans de multiples petites fermes. Mais en nous plaçant au seul point de vue technique, devons-nous regretter cette décision ? En d'autres termes, le beurre fermier est-il supérieur au beurre de laiterie ?

Nous ne le croyons pas :

1°) en général le beurre fermier manque de constance dans sa qualité. Il rancit trop rapidement et ne peut se prêter à de longs transports.

---

(18) Décision OR. 5, J de M. le Président Délégué général du Comité Central des Groupements interprofessionnels laitiers en date du 23-2-1942. Communiqué officiel de la Préfecture de Maine-et-Loire du 14 mars 1942.

(19) Les prestations requises sont moins fortes pour la région ouest où l'élevage des jeunes veaux nécessite une certaine quantité de lait à retenir. D'ailleurs la production laitière a toujours été plus intense dans le Baugeois et le Saumurois que dans les Mauges ou le Segréen.

2°) étant donné le caractère rudimentaire de l'outillage à la ferme, il nécessite une quantité de crème supérieure à celle qu'exigerait le beurre de laiterie. C'est ainsi que 25 litres de lait suffisent en moyenne pour fabriquer 1 kg. de beurre laitier alors qu'il faut 26, 27 ou même parfois 28 litres de lait pour obtenir 1 kg. de beurre fermier (20).

La supériorité du beurre de laiterie nous paraît donc manifeste.

## APPENDICE : PRODUCTIONS DIVERSES

### I) LAINE.

Cette production est assez faible en Maine-et-Loire et semble d'ailleurs en décroissance :

| 1892         | 1929           | 1938         |
|--------------|----------------|--------------|
| 936 quintaux | 1.152 quintaux | 690 quintaux |

### II) ŒUFS.

Leur nombre nous est pratiquement inconnu pour la même raison qui nous fait ignorer la véritable importance de l'élevage des animaux de basse-cour. En 1929, il était évalué à 120.641.000.

### III) APICULTURE.

La quantité de ruches a diminué en Anjou, mais le rendement en miel semble s'améliorer depuis 1929.

|                             | 1892    | 1929    | 1938    | 1940       |
|-----------------------------|---------|---------|---------|------------|
|                             | —       | —       | —       | —          |
| Nombre de ruches produisant | 14.500  | 11.768  |         | 7.000 (21) |
| a) miel .....               | 539 qt. | 241 qt. | 260 qt. | 120 qt.    |
| b) cire .....               | 239 —   | 74 —    | 50 —    | 11 —       |

(20) Robert CHENEVIER, « *L'industrie beurrière française* », l'illustration, 7 février 1942, p. 98 et suiv.

(21) En 1940, il existe en Maine-et-Loire 7.000 ruches dont 6.000 à cadre et 1.000 ordinaires.

## TITRE II

---

### *TECHNIQUE DE LA PRODUCTION AGRICOLE EN ANJOU*

---

La production agricole est la résultante de trois éléments : terre, travail et capital.

Dans ce titre, nous désirons examiner de quelle manière ces éléments sont utilisés en Anjou, ce qui nous amène à étudier en 6 chapitres les points suivants :

CHAPITRE I. — La Concentration et l'Agriculture angevine.

(Etendue des propriétés et des exploitations rurales).

CHAPITRE II. — Les Modes de faire-valoir usités en Anjou.

CHAPITRE III. — Les Modalités de culture.

(Spécialisation et Polyculture — Culture intensive ou extensive).

CHAPITRE IV. — La Main-d'œuvre agricole.

CHAPITRE V. — Engrais, Outillage et Machinisme.

CHAPITRE VI. — Le Rôle du capital en Agriculture. — Le Crédit rural.

---

## CHAPITRE PREMIER

---

### LA CONCENTRATION ET L'AGRICULTURE ANGEVINE

---

Le problème de la concentration en agriculture se pose sur le plan de l'exploitation bien plus que sur celui de la propriété. Karl Marx avait prédit l'universalité de la loi de concentration et donc la disparition des petites exploitations rurales au profit des grandes, prélude à l'expropriation totale des terres. Pendant des années et notamment sous le Front Populaire, socialistes et communistes ont multiplié leurs efforts pour atteindre et gagner à leur cause la classe rurale. En fait ils n'y ont point réussi, en Anjou encore moins qu'ailleurs où le paysan possède presque toujours au moins un bout de champ et reste fidèlement attaché à sa terre. Non seulement les faits n'ont pas vérifié la théorie marxiste en agriculture mais encore dans une étude toute récente M. Bidard conclue à l'évolution de l'économie rurale française vers la propriété et l'exploitation familiale (1).

#### SECTION I

##### La propriété rurale en Anjou

L'Anjou dans son ensemble est un pays de petite propriété (2). Les grands propriétaires y sont rares sauf dans le Segréen et dans les Mauges, encore ont-ils tendance à

---

(1) Jean-Robert BIDARD, *L'Erreur marxiste et l'agriculture française*, thèse 1940, Introduction.

(2) L'opinion contraire soutenue par d'éminents auteurs avant la guerre de 1914-1918 (Pierre CAZIOT, *La valeur de la terre en France*, 1913, et André SIEGFRIED, *Tableau politique de la France de l'Ouest sous la III<sup>e</sup> République*, 1913, p. 39 et 40) nous semble devenue désuète et même à l'époque n'avoir été valable que pour la partie Ouest du département.

disparaître. Les moyens propriétaires possédant entre 50 et 10 ha. sont beaucoup plus nombreux. Quant aux petits propriétaires possédant moins de 10 ha. ils sont légion (3).

En 1929, la superficie moyenne des propriétés rurales angevines était à peine supérieure à 10 ha. (Statistique agricole :

$$\frac{\text{Superficie du territoire agricole} = 677.977 \text{ ha}}{\text{Nombre total des propriétés agricoles} = 65.903} = \frac{\text{moyenne d'une propriété agricole} = \text{un peu plus de } 10 \text{ ha.}}$$

Toutefois pour avoir une idée plus exacte de la propriété en Anjou, il convient d'examiner tour à tour les diverses régions qui le composent.

Dans le Segréen, c'est toujours la grande propriété qui domine. Elle diminue peu à peu, mais occupe encore la place prépondérante. En 1924, dans le canton de Segré, la petite propriété ne représentait que 10 % de la surface du territoire. C'est là un fait particulièrement exceptionnel en Anjou (4).

Dans les Mauges, la grande propriété occupe une place moins importante que dans le Segréen, mais elle demeure cependant encore le régime dominant. Sa disparition s'annonce peut-être plus rapide et en un demi-siècle le nombre des petits propriétaires a considérablement augmenté (5).

Avec le Segréen et les Mauges nous en avons terminé avec les régions de grands domaines. Désormais la moyenne et la petite propriété deviennent maîtresses souveraines du sol angevin. Il en est ainsi dans le Baugeois sauf à l'Ouest vers Seiches et Durtal trop près du Segréen pour n'en point subir l'influence (6).

Toutes les propriétés viticoles du Saumurois et du Val de Loire sont, elles aussi, de dimensions très restreintes. Le vignoble angevin est très morcelé. Les propriétaires de 50 à 70 ha. sont de gros viticulteurs. A l'inverse presque chaque paysan possède son lopin de vigne (7).

(3) DE GEOFFRE, *op. cit.*, p. 19 et p. 22.

(4) HOUBEINE, *L'Angevin, son pays et son caractère*. Revue « *La Province d'Anjou* », janvier-février 1929. — LE MOY, *L'Anjou*.

(5) LE MOY, *L'Anjou*, p. 9 et suiv.

(6) LE MOY, *L'Anjou*, p. 9 et suiv.

(7) D<sup>r</sup> MAISONNEUVE, *L'Anjou, ses vignes et ses vins*, tome I, p. 119. — Armand PERRIN, *La civilisation de la vigne*, 1938, p. 60 et suiv.

Quant au Val d'Anjou, c'est le pays de très petite propriété par excellence. Chacun possède un bout de terre. D'ailleurs, les cultures spécialisées du Val exigent tant de soins et de travaux qu'elles cesseraient d'être rémunératrices s'il fallait employer un important personnel salarié. Elles sont donc inséparables de la toute petite propriété et du faire-valoir direct (8).

Comment la petite propriété s'est-elle développée en Anjou et pourquoi s'y maintient-elle ?

1°) l'Anjou n'est qu'une partie de la France et la France est elle-même un pays de petite propriété (9) ; cela :

a) parce que les grands domaines d'origine féodale se sont laissés entamer de bonne heure ;

b) parce que la Révolution de 1789 a grandement contribué à développer la division des terres ;

c) parce que le régime successoral français a jusqu'à ces dernières années contribué à maintenir et à augmenter le morcellement de la propriété rurale.

2°) l'Anjou est un pays de vignobles, or la propriété viticole est en général de faible étendue.

3°) l'Anjou est un pays de cultures maraîchères, de cultures légumières, fruitières et florales, qui ne nécessitent pas des superficies considérables de terrain pour permettre aux propriétaires un revenu vital.

La petite propriété s'accorde donc fort bien avec la nature toute spéciale des cultures angevines et on s'explique ici ses avantages et donc son maintien. Toutefois, en Anjou comme ailleurs et peut-être plus qu'ailleurs, la petite propriété y étant très poussée, un double danger se précise : celui du morcellement d'une part et celui du parcellement d'autre part.

#### I) LE MORCELLEMENT OU ÉMIETTEMENT.

C'est la division de la propriété en fractions de plus en plus petites. Elle comporte un risque grave : la propriété

---

(8) Roger Dion, *Val de Loire*, p. 453 et suiv.

(9) Près de 80 % de propriétaires ruraux possèdent en France des domaines d'une contenance inférieure à 10 hectares (PIROU et BYÉ, *Traité d'Economie politique*, 1941, tome I, 2<sup>e</sup> partie, page 69).

rurale devenue trop minime pour nourrir une famille et pour occuper tous ses membres, les enfants s'en vont travailler ailleurs, le plus souvent à la ville et c'est encore là une des causes de la désertion des campagnes.

Le partage forcé a été sans contredit le grand instigateur du morcellement de la propriété rurale. Espérons que la nouvelle réglementation législative (10) permettant au père de famille d'assurer la transmission intégrale de son domaine à l'un de ses enfants ou de le maintenir en état d'indivision, contribuera à endiguer, voire même à faire reculer ce péril sérieux qu'était à la propriété rurale le morcellement.

En 1929, il y avait en Anjou plus de 70.000 ha. sur lesquels ce dernier était nuisible (11).

## II) LE PARCELLEMENT DE LA PROPRIÉTÉ RURALE.

Il importe de ne pas confondre le parcellement avec le morcellement ; le parcellement n'est plus la seule division de la propriété poussée à un degré extrême, c'est l'éparpillement de la propriété, sa discontinuité. Un propriétaire possède plusieurs champs mais séparés les uns des autres par des étendues parfois considérables. Comme le définit M. Pirou « le parcellement signifie que chaque domaine « au lieu d'être d'un seul tenant se compose de plusieurs « lopins de terre d'une faible superficie chacun et souvent éloignés les uns des autres » (12).

Le parcellement présente des inconvénients multiples :

1°) il entraîne de grosses pertes de temps. Le cultivateur obligé de se rendre d'un champ dans un autre très éloigné perd parfois plusieurs heures.

2°) les clôtures se trouvent en principe multipliées ainsi que les chemins d'accès. Mais comme en général les dites clôtures et chemins d'accès sont inexistantes, il y a là des sources continues de conflits entre voisins qui se plaignent d'empiètements, de passages indus, etc...

---

(10) Loi du 12 juillet 1909 ; Loi du 7 février 1938 ; Décret-Loi 17 juin 1938 ; Décrets-Lois du 20 juillet et du 9 novembre 1940.

(11) Cf. statistique de 1929.

(12) PIROU, *Traité d'économie politique*, tome I, 2<sup>e</sup> partie, page 80.

3°) le parcellement amène enfin de grosses difficultés d'exploitation. Quand il faut transporter une machine d'un champ à un autre c'est un véritable travail.

Pirou estime que le parcellement réduit d'au moins 30 % la productivité de la terre.

Le parcellement est fort heureusement beaucoup moins poussé en Anjou qu'on n'aurait pu le craindre. Les propriétés sont très divisées mais assez peu éparpillées sauf exceptions (13).

Il existe d'ailleurs un remède au parcellement : c'est le remembrement qui consiste à réunir dans une propriété d'un seul morceau les parcelles éloignées les unes des autres soit par échanges volontaires, soit obligatoires. De nombreuses lois (14) dont une toute récente du 9 mars 1941 réglementent le remembrement. La loi de 1941 institue des commissions communales qui auront pour mission de redistribuer les parcelles dispersées pour constituer des propriétés « d'un seul tenant ou à grandes parcelles bien groupées » (15), et même d'une façon plus générale de décider toutes mesures utiles à la réorganisation de la propriété foncière (16).

Toutefois, comme l'expose M. Caziot dans le préambule de cette loi, la concentration de l'habitat imposant la dispersion des parcelles, il faudra si l'on veut faire du remembrement efficace « réduire le plus possible les vides et disperser une partie des bâtiments agricoles au milieu des champs en constituant des domaines autonomes ou suffisamment groupés autour des corps de ferme ».

---

(13) Direction des Services Agricoles.

(14) Loi de 1865 ; Loi Chauveau du 28 novembre 1918 ; Loi du 4 mars 1919.

(15) De 1919 à 1929, aucune opération de remembrement obligatoire, mais seulement 4.808 échanges de parcelles volontaires portant sur 4.515 hectares (st. de 1929). Il faut espérer que la loi de 1941 sera plus efficace. En fait le remembrement se heurte en général à l'hostilité des paysans qui tiennent à leurs terres et se refusent à les échanger, sans vouloir tenir compte des avantages qu'un tel échange leur apporterait.

(16) Par exemple expropriation et groupement en lots des terres abandonnées pour constituer de petites exploitations familiales — suppression des parcelles enclavées — création de chemins ou de fossés — bref toutes opérations externes susceptibles de rendre plus productif le territoire agricole (Loi du 9 mars 1941, J. O. du 18 avril 1941).

## SECTION II

### Superficie des exploitations angevines

En Maine-et-Loire la petite exploitation (17) domine tout comme la petite propriété et même plus encore. En effet, exploitation et propriété ne coïncident pas toujours. C'est ainsi que souvent une grande propriété peut être divisée en plusieurs petites exploitations. C'est ce qui se produit notamment dans le Segréen et les Mauges où les grands propriétaires divisent leurs terres en nombreuses fermes et métairies.

Une rapide comparaison entre les statistiques de 1892 et de 1929 va nous permettre d'observer l'intéressant mouvement des exploitations agricoles en Maine-et-Loire et leur importance respective :

|                                     | 1892       | 1929       |
|-------------------------------------|------------|------------|
| Nombre total des exploitations..... | 64.022     | 59.307     |
| Contenance totale .....             | 673.970 ha | 684.325 ha |
| Etendue moyenne générale .....      | 10 ha 52   | 11 ha 53   |

Le nombre des exploitations agricoles a donc diminué en Maine-et-Loire de près de 5.000 unités alors qu'à l'inverse la superficie des territoires cultivables augmentait. La concentration se manifeste donc dans une certaine mesure en Anjou et il est certain que les petites exploitations ont tendance à diminuer comme l'indique la comparaison suivante :

|                | 1892                          | 1929                          |
|----------------|-------------------------------|-------------------------------|
| < 1 ha .....   | 20.815 expl. repré. 12.439 ha | 15.063 expl. repré. 11.061 ha |
| de 1 à 10 ha.. | 29.295 — — 128.508 —          | 24.903 — — 149.129 —          |

(17) En Anjou on considère comme petite exploitation celle qui est inférieure à 10 ha, moyenne exploitation celle qui est comprise entre 10 et 40 ha, et grande exploitation celle qui est supérieure à 40 ha

Mais les grandes exploitations supérieures à 50 ha. sont, elles aussi, en voie de régression, ce qui indique bien l'échec de la théorie marxiste et s'il existe une concentration c'est au seul profit de l'exploitation moyenne comprise entre 10 et 40 ha. (18).

Malgré ce mouvement en faveur de la moyenne exploitation, la ferme inférieure à 10 ha. n'en reste pas moins dominante en Anjou (19) comme le tableau suivant permet de le constater :

*Répartition des exploitations agricoles  
en Maine-et-Loire d'après leur superficie*

Statistique de 1929

| < 1 ha .....      | 15.063 | expl. représentant | 11.061 ha |
|-------------------|--------|--------------------|-----------|
| de 1 à 10 ha .... | 24.903 | — —                | 149.129 — |
| de 10 à 50 — .... | 18.293 | — —                | 433.870 — |
| de 50 à 100 — . . | 816    | — —                | 50.051 —  |
| > 100 ha .....    | 227    | — —                | 40.214 —  |

Notons que les exploitations viticoles et horticoles ont des superficies moyennes particulièrement faibles :

|                                               | Nombre | Surface totale | Surface moyenne |
|-----------------------------------------------|--------|----------------|-----------------|
| Exploitations principalement viticoles .....  | 5.073  | 12.839 ha      | 2 ha 5          |
| Exploitations principalement horticoles ..... | 848    | 4.467 ha       | 5 ha 3          |

(18) Il ne nous est pas possible de comparer ici les chiffres de 1892 et de 1929, car ils ne sont pas établis sur les mêmes bases.

(19) Roger DION (*Val de Loire*, p. 619) en donne ces raisons. L'assolement biennal intensif pratiqué dans le Val de Loire permet la fragmentation presque illimitée des exploitations agricoles et la suppression des jachères a rendu possible, dans les pays soumis à l'assolement triennal, une réduction considérable de l'étendue des exploitations. Enfin la culture de la vigne qui peut se passer presque complètement de fumures et qui permet de tirer un revenu élevé d'une petite surface de terrain contribue elle aussi à l'émiettement des exploitations rurales.

Du tableau précédent il résulte que les exploitations les plus nombreuses sont celles comprises entre 1 et 10 ha. Toutefois un autre facteur doit être pris également en considération : c'est l'importance des superficies couvertes par des exploitations de telle ou telle catégorie. De beaucoup c'est la catégorie d'exploitation de 10 à 50 ha. qui joue un rôle primordial en Maine-et-Loire puisqu'elle couvre 433.870 ha. sur une superficie totale agricole de 684.325 ha. soit plus de 63 %.

Le Maine-et-Loire est donc une région de petites et de moyennes exploitations. Faut-il le regretter ou s'en réjouir ?

La question des avantages et des inconvénients de la non concentration agricole a été trop souvent agitée pour que nous nous y arrêtions ici (20). Presque tous les économistes concluent à la supériorité des petites exploitations dans la majeure partie des cas. Même si l'on n'adopte pas cette thèse générale, on est obligé de reconnaître son bien fondé en ce qui concerne certaines cultures particulières telles que cultures viticoles et horticoles. Ces cultures occupant en Anjou une place prédominante, nous ne pouvons donc regretter l'absence de grandes exploitations.

---

(20) Se reporter à un bon traité d'Economie politique, notamment PIROU, tome II, page 54 ; REBOUD, tome I, page 222.

## CHAPITRE II

### LES MODES DE FAIRE-VALOIR USITÉS EN ANJOU

Il existe 3 modes principaux d'exploiter le sol :

1°) le faire-valoir direct où le propriétaire exploite lui-même son bien ;

2°) le faire-valoir par fermage où le propriétaire confie l'exploitation à un tiers moyennant une redevance fixe ;

3°) le faire-valoir par métayage où le propriétaire partage avec l'exploitant les produits de l'exploitation.

Quelle est l'importance relative de ces modes de faire-valoir en Anjou ? L'examen des statistiques va nous permettre de l'apprécier.

#### § I. — UTILISATION RESPECTIVE DES MODES DE FAIRE-VALOIR EN ANJOU

##### *Différentes catégories d'exploitation*

|                             | 1892                     | 1929                     |
|-----------------------------|--------------------------|--------------------------|
| Faire-valoir direct . . . . | 32.801 prop. soit 49,5 % | 31.570 prop. soit 53,2 % |
| Fermage . . . . .           | 28.984 fermiers 43,7 %   | 25.750 fermiers 43,4 %   |
| Métayage . . . . .          | 4.452 métayers 6,8 %     | 1.987 métayers 3 4 %     |
| Total . . . . .             | 66.237                   | 59.307                   |

##### *Répartition en surface des divers modes d'exploitation*

|                             |                   |                 |
|-----------------------------|-------------------|-----------------|
| Fermage . . . . .           | 332.300 ha 55,3 % | 403.752 ha 59 % |
| Faire-valoir direct . . . . | 206.900 - 34,4 %  | 218.984 - 32 %  |
| Métayage . . . . .          | 61.100 - 10,3 %   | 61.589 - 9 %    |
| Total . . . . .             | 600.300 -         | 684.325 -       |

Le faire-valoir direct est donc le mode d'exploitation le plus répandu en Anjou puisqu'en 1929 notamment 53,2 % des cultivateurs exploitent leurs propres biens. Vient ensuite le fermage représentant 43,4 % de l'ensemble des exploitants. Enfin le métayage n'occupe dans notre département qu'une place tout à fait restreinte, réunissant seulement 3,4 % des cultivateurs. Il n'est guère pratiqué que dans le Segréen (1).

Mais si le faire-valoir direct est très répandu en Anjou, il conserve cependant une importance économique moins grande que le fermage, puisque 32 % des terres cultivables seulement sont exploitées directement par le propriétaire contre 59 % affermées.

Si nous comparons maintenant les statistiques de 1892 et de 1929 nous enregistrons les mouvements suivants :

1°) le nombre des propriétaires-exploitants a augmenté par rapport à celui des fermiers en très légère diminution et à celui des métayers qui accuse une régression nette. Bien entendu, nous ne nous attachons ici qu'aux pourcentages, les chiffres absolus n'ayant aucune valeur comparative, étant donné la diminution marquée du nombre total des cultivateurs angevins entre les deux années considérées.

2°) par contre l'étendue des terres cédées en fermage n'a fait que s'accroître pendant la même période aux dépens et des terres exploitées directement et des terres louées à des métayers.

## § 2. — L'EXPLOITATION FAMILIALE

Mais qu'il s'agisse de propriétaires-exploitants, de fermiers ou de métayers, on peut envisager la manière dont ils exploitent leurs terres ou celles qui leur sont confiées. Les uns cultivent seuls avec l'aide de leur famille ; les autres ajoutent à l'appoint familial l'aide de journaliers ou domestiques agricoles ; d'autres enfin se contentent de diriger l'exploitation avec la participation d'un régisseur.

---

(1) Enquête sur l'habitat rural, tome 2, p. 26.

En 1929, les divers exploitants se répartissent ainsi :

|                                                                                   | Faire-valoir<br>direct | Fermage | Métayage | Total  |
|-----------------------------------------------------------------------------------|------------------------|---------|----------|--------|
| a) Exploitants cultivant à l'aide<br>de leur famille.....                         | 27.573                 | 19.834  | 1.449    | 48.856 |
| b) Exploitants cultivant à l'aide<br>d'autrui .....                               | 3.918                  | 5.857   | 538      | 10.313 |
| c) Exploitants faisant cultiver<br>sous leur direction avec un<br>régisseur ..... | 79                     | 59      | —        | 138    |

L'exploitation familiale domine donc de beaucoup dans le Maine-et-Loire. Les travaux des champs sont effectués par les petits propriétaires et les fermiers aidés de leurs enfants. Les domestiques à l'année sont l'exception et seuls quelques journaliers embauchés au moment des gros travaux apportent un appoint temporaire à la main-d'œuvre familiale (2).

Le plus souvent, le père de famille travaille avec ses enfants sans qu'aucune convention n'intervienne entre eux pour régir leurs droits et devoirs respectifs. L'enfant ne reçoit pas de salaire, mais seulement la nourriture, le logement et l'entretien en rémunération de son effort. Lorsque le père est propriétaire, l'enfant peut se trouver suffisamment intéressé à l'amélioration d'un domaine qui lui appartiendra un jour (3).

Mais lorsque le père détient seulement une terre pour le compte d'autrui, il semble qu'il y ait intérêt à préciser les rapports pécuniaires des divers membres de la famille. On aboutit alors à la conclusion d'un contrat qu'on a baptisé la « société familiale d'exploitation agricole ». Dans son intéressante thèse consacrée à cette question (4) M. Jullien définit ainsi cette société : c'est « un contrat formé entre des parents et leurs enfants majeurs pour la mise en valeur d'une terre détenue soit à titre de fermier, soit

(2) Enquête sur l'habitat rural, tome 2, page 26.

(3) La nouvelle législation sur le contrat de salaire différé évitant d'ailleurs maintenant toute injustice dans les partages avec ses frères et sœurs partis travailler chez autrui (Loi du 20 juillet 1939, art. 63 à 75).

(4) Yves JULLIEN, *La Société familiale d'exploitation agricole en Mayenne et en Anjou*, thèse, 1941.

« à titre de métayer; en vue d'en partager les revenus et de s'aider mutuellement à en supporter les charges ». L'exemple type est celui d'un jeune fermier marié qui associe ses modestes capitaux et ses efforts neufs au patrimoine agricole et à l'expérience de ses parents (5). Ce mode d'exploitation a connu en Anjou au cours du siècle dernier un vif succès. Depuis la guerre de 1914-1918 il est à peu près abandonné sous l'influence de causes diverses : exode rural, mentalité nouvelle des enfants qui préfèrent travailler chez autrui ou vivre chichement plutôt que de rester sous la tutelle même affectueuse de leurs parents, apparition d'instruments de Crédit permettant aux enfants de s'établir dans une entreprise indépendante, frais d'acte de plus en plus élevés, etc...

Et pourtant la S. F. E. A. présente des intérêts évidents :

1°) le fait de considérer comme gratuite ou presque la main-d'œuvre familiale est une des causes de l'exode rural : le fils ne s'intéressera à l'entreprise que dans la mesure où elle le rémunérera. La société familiale résoud le problème en associant le fils avec les parents.

2°) elle constitue un milieu favorable à l'éducation professionnelle.

3°) elle est un appui solide pour le départ du jeune fermier dans la vie. Les instruments normaux de crédit lui offrent évidemment des capitaux mais avec des charges bien plus lourdes que celles de l'association familiale.

4°) elle favorise la continuité de l'exploitation dont les tenanciers se succéderont de père en fils.

5°) enfin elle prévoit en général l'assistance aux vieux parents, aux enfants, contre la maladie. Outre les secours officiels, il y a là une entr'aide, une solidarité morale qui n'est pas moins précieuse que l'assistance pécuniaire (6).

La S. F. E. A. pourrait avoir un champ d'action très étendu en Anjou où les fermes d'étendue moyenne (de 20 à 40 ha.) conviennent parfaitement à ce type d'explo-

---

(5) JULLIEN, *op. cit.*, p. 9.

(6) JULLIEN, *op. cit.*, p. 13 et suiv.

tation. Elle pourrait ainsi devenir une des cellules maîtresses de tout le nouvel édifice corporatif régional agricole (7).

### § 3. — LA VIGNE A COMPTANT

Puisque nous sommes en train d'examiner les diverses formes juridiques que peuvent revêtir les exploitations agricoles, ne terminons pas cette question sans mentionner une curieuse institution pratiquée parfois encore pour les vignobles angevins. Bien que la plupart des exploitations viticoles soient cultivées directement par leur propriétaire, données à demi-fruits ou louées à prix d'argent, il existe également un mode de faire-valoir très original qu'on appelle la « vigne à comptant ». C'est une sorte de bail à perpétuité ou à durée indéterminée par lequel un propriétaire cède ses droits sur un terrain donné, à charge au preneur d'y planter de la vigne, de l'entretenir et de donner au bailleur une partie de la récolte. Cette forme de bail est à vrai dire devenue exceptionnelle et tend à disparaître totalement (8).

### § 4. — QUELQUES CLASSEMENTS SECONDAIRES DES DIVERS EXPLOITANTS

Nous avons arbitrairement classé les exploitants agricoles en propriétaires, fermiers et métayers. Pour être tout à fait exact il importe de remarquer qu'un grand nombre d'exploitants sont à la fois propriétaires, fermiers et métayers. Dans un pays comme l'Anjou où la très petite propriété agricole est répandue, comme par exemple dans le Val de Loire, une exploitation < 10 ha. ne suffit généralement pas à nourrir toute une famille. Le propriétaire va donc louer la ou les terres voisines de son domaine pour agrandir son champ d'activité. Même chose pour le fermier ou le métayer qui estime pouvoir cultiver à la fois plusieurs petites exploitations. En 1929 on comptait :

---

(7) JULLIEN, p. 19 et 20.

(8) D<sup>e</sup> MAISONNEUVE, *op. cit.*, p. 119.

20.776 exploitants à la fois propriétaires et fermiers  
681 — — — — — métayers  
2.724 — — — — — fermiers et métayers.

Enfin pour clore cette question des diverses catégories d'exploitants, remarquons qu'à la quasi unanimité la mise en valeur des terres angevines est dirigée par des français et que sur un nombre total de 59.307 exploitants en 1929, 21 seulement étaient étrangers et répartis comme suit :

9 propriétaires étrangers pour 31.561 prop. français  
11 fermiers — — — — — 25.739 fermiers —  
1 métayer — — — — — 1.986 métayers —.

§ 5. — AVANTAGES ET INCONVÉNIENTS  
DES DIVERS MODES DE FAIRE-VALOIR

A. — *Le faire-valoir direct* est le mode d'exploitation le plus répandu en Anjou, nous l'avons vu. Il se présente sous plusieurs formes :

a) un grand propriétaire dirige personnellement ou avec l'aide d'un régisseur l'exploitation de son domaine. C'est un cas assez exceptionnel (9). Il présente certains avantages : le propriétaire est incité plus vivement et plus durablement qu'un fermier ou un métayer à tirer de la terre tout ce qu'elle peut donner dans le présent, tout en y apportant les avances qui maintiendront ses qualités productrices dans l'avenir. Si d'autre part ce propriétaire possède des connaissances techniques il pourra mieux que quiconque adopter les méthodes d'exploitation les plus rationnelles, car il dispose en général des moyens pécuniaires nécessaires.

Par contre ce mode de faire-valoir présente un grave inconvénient : c'est la nécessité d'embaucher un personnel salarié nombreux qui, d'une part, est souvent difficile à trouver et qui, d'autre part, n'accuse le plus souvent qu'un rendement très médiocre.

b) l'exploitation directe par le moyen ou le petit propriétaire aidé des seuls membres de sa famille est à l'in-

---

(9) Cf. tableau, page 178.

verse du mode précédent très répandue en Anjou. C'est certainement là le moyen de faire valoir le plus avantageux et qui donne les meilleurs rendements. Le seul inconvénient réside dans le manque de moyens financiers nécessaires à une gestion progressive mais les crédits agricoles ouverts par le Gouvernement Pétain pour assurer la restauration paysanne, remédieront, souhaitons-le, à cette lacune (10).

B. — *Le fermage* occupe également en Maine-et-Loire une place de choix puisque 59 % des terres cultivables angevines sont exploitées sous cette forme. Là encore diverses modalités peuvent se rencontrer.

La rémunération due par le fermier au propriétaire peut être fixée en argent ou en nature. Les deux formes sont usitées dans le département mais avec prédominance de la première jusqu'en 1940 et de la seconde depuis cette époque. Souvent enfin la redevance est mixte et comprend à la fois une somme d'argent et une certaine quantité des produits fermiers.

Par ailleurs de même qu'il existe de grands et de petits propriétaires, il existe de grands et de petits fermiers. Les premiers sont de véritables capitalistes disposant d'un cheptel et d'un matériel abondant. Très nombreux dans certaines régions de la France comme le Nord, la Beauce, le Bassin Parisien, ils sont tout à fait exceptionnels en Anjou. Dans tout l'Ouest de la France, en effet, le fermier est en général un modeste agriculteur qui ne dispose que de très faibles capitaux.

Le fermage présente des avantages certains. Le propriétaire obtient ainsi un revenu fixe, relativement sûr, quand bien même il ne possède aucune aptitude à la culture. De son côté le fermier jouit d'une grande indépendance. Pourtant le fermage n'est pas sans inconvénients :

1°) d'une part la majorité des baux, en Anjou comme dans toute la France, sont de durée relativement courte : 3, 6, 9 ans au plus. Il est donc à craindre qu'en fin de bail, le fermier peu soucieux d'un avenir qui ne le concernera

---

(10) Pour tout ce qui précède, cf. PIROU et BRÉ, *Traité d'économie politique*, tome I, 2<sup>e</sup> partie, page 114.

pas, n'épuise la terre. Et comme le disait Olivier de Serres « celui son bien ruinera qui par autrui le maniera » (11). On a proposé de remédier à ce danger par la création d'une propriété culturale analogue à la propriété commerciale comportant un droit au renouvellement du bail ou à une indemnité d'éviction et un droit de préemption. Ce projet nous semble fort intéressant et nous souhaitons qu'un avenir proche en voit la réalisation (12).

2°) d'autre part, le fermage ne va pas sans aléa. Fixé très généralement en argent, il demeure très sensible aux fluctuations monétaires. C'est ainsi qu'après 1918, le propriétaire, en pleine prospérité agricole, dut se contenter d'un revenu dérisoire fixé d'après les baux d'avant guerre. C'est ainsi qu'à l'inverse en pleine crise économique vers 1930, les fermiers qui ne pouvaient écouler leurs produits sur le marché durent cependant payer à leurs propriétaires un fermage bien supérieur à leurs capacités réelles.

Pour remédier à ces injustices flagrantes, 2 solutions peuvent être envisagées : ou bien la généralisation des redevances fixées en nature (encore n'est-ce pas là un remède excellent, la production agricole étant elle-même sujette à des variations brutales) ou bien encore admettre le droit à la révision du bail lorsque les circonstances économiques viennent à se modifier. Cette solution a d'ailleurs reçu déjà des applications pratiques (13).

A l'heure actuelle, l'insécurité des prix détermine le plus souvent les propriétaires à exiger des redevances en nature. La valeur locative pratiquée en Anjou depuis la guerre pour les terres de bonne ou moyenne qualité est de 2 qt. de blé à l'ha. En numéraire le taux usité s'échelonne entre 400 et 600 fr. à l'ha. suivant la fertilité du sol et la nature de l'exploitation (14).

---

(11) L'établissement de baux de longue durée ne serait pas réalisable propriétaires et fermiers ne voulant pas s'engager pour une durée trop importante : les fluctuations des prix agricoles ne le permettent pas.

(12) Cf. projet de loi du 26 novembre 1936, voté par la Chambre en mai 1937.

(13) Par exemple ; Loi du 8 avril 1933 ; Décret-Loi du 1<sup>er</sup> juin 1940.

(14) M<sup>e</sup> FAVENNEC, notaire à Noyant.

M. GIRARD, expert-foncier à Vihiers.

M. THIBAUDONT, régisseur, la Blanchaye, par Segré.

C. — *Le métayage* est caractérisé par le partage de la récolte entre le propriétaire et l'exploitant. Mais les bases de ce partage sont extrêmement variables et les conventions de métayage revêtent une grande diversité (15).

Le métayage a plusieurs avantages. 1°) Le propriétaire est toujours sûr d'être payé puisque sur la récolte ; 2°) il permet à l'ouvrier agricole sans argent de s'élever au-dessus de la condition de salarié ; 3°) enfin il supprime l'antagonisme des intérêts existant entre patrons et fermiers.

Comment alors expliquer le peu de succès de ce mode de faire-valoir en France et tout particulièrement en Anjou ? C'est qu'à la vérité le métayage offre un obstacle essentiel : il est absolument incompatible avec une culture intensive et progressive. Le propriétaire n'a en effet guère intérêt à améliorer ses terres puisqu'avançant la totalité des dépenses il ne bénéficiera par contre que pour moitié du résultat. Ce mode d'exploitation ne convient qu'aux régions pauvres.

De plus le métayage exige certaines connaissances techniques de la part du propriétaire qui sans cela peut facilement être dupé par un métayer indélicat. Enfin la quantité de la récolte est aléatoire et le revenu du propriétaire très variable d'une année à l'autre.

#### CONCLUSION

L'exploitation familiale directe nous semble le mode de faire-valoir le plus productif et le plus intéressant à protéger. Du point de vue économique le petit paysan propriétaire qui travaille à son seul profit tire de son domaine le rendement maximum, tout en cherchant l'amélioration progressive de sa terre. Du point de vue social, les propriétaires exploitants, très attachés à leurs maisons et à leurs champs, forment une classe stable et sûre, base solide de tout l'édifice national.

---

(15) PIROU, *op. cit.* ; DE GEOFFRE, *op. cit.*, p. 40-42.

M. Pierre Caziot (16) a donné cette excellente définition de l'exploitation familiale type : c'est « l'exploitation « rurale dont l'étendue correspond à ce qu'une famille « normale peut cultiver par ses propres moyens sans « salariés. Cette étendue est réglée comme minimum et « comme maximum par ce qui est nécessaire pour donner « à la famille paysanne une occupation constante tout en « ne dépassant pas ses possibilités de travail ».

L'exploitation familiale isolée manquait de puissance mais l'organisation corporative permettra de la soutenir et de la renforcer. Avec les nouveaux syndicats et les associations coopératives, les petits cultivateurs joindront aux moyens dont disposent les grands exploitants une capacité de production notablement supérieure.

Mais bien entendu l'exploitation familiale ne donnera tous ses fruits que si elle appartient à celui qui la met en valeur. « Pour que le paysan français reste attaché à la « terre, pour que s'accroisse le nombre de familles qui « produisent les denrées nécessaires à la vie de tous, il « faut que la terre devienne progressivement la propriété « de ceux qui la cultivent... Le meilleur moyen de retenir les ouvriers agricoles à la terre consiste à en faire « de petits exploitants. Quant aux petits exploitants leur « fixation s'achèvera en les amenant progressivement à « la propriété » (17).

On s'explique alors, dans ces conditions, que le gouvernement du Maréchal Pétain, cherche à transformer en propriétaires le plus grand nombre possible de fermiers et de métayers. En Anjou la tâche sera semble-t-il aisée, la majeure partie des exploitations revêtant déjà cette forme de propriété à caractère familial.

---

(16) Pierre CAZIOT, *Au service de la Paysannerie*, p. 19.

(17) *Idem*, p. 20 et p. 32.

## CHAPITRE III

---

### **LES MODALITÉS DE CULTURE EN ANJOU**

(SPÉCIALISATION ET POLYCLTURE — CULTURE INTENSIVE  
OU EXTENSIVE)

---

#### SECTION I

#### **La spécialisation territoriale et l'Agriculture angevine**

La spécialisation, caractéristique de l'industrie moderne, est loin d'avoir fait les mêmes progrès dans l'agriculture. Il est rare qu'une région adopte la monoculture. Il est rare également qu'un exploitant agricole concentre toute son activité sur un seul produit. Cette double proposition reste entièrement vraie en Anjou.

Comme nous l'avons déjà vu (1), le Maine-et-Loire est un pays de polyculture, comme le lui permet la richesse et la variété de ses terrains. Bien entendu, il ne faut rien exagérer et à l'intérieur même du département, il est facile d'apercevoir une spécialisation régionale assez nette : c'est ainsi que le Val de Loire est par excellence le pays des cultures maraîchères et des porte-graines, le Saumurois le pays de la vigne, le Segréen et les Mauges les pays de l'élevage. Seulement ces distinctions, si elles permettent une généralisation plus claire, manquent d'exactitude rigoureuse. Les bords de la Loire sont cou-

---

(1) Cf. *supra*, page 121.

verts de pampres dorés et de gras herbages où paissent de riches troupeaux. Inversement le Saumurois, le Se-gréen et les Mauges fournissent à leurs habitants partie des légumes et fruits nécessaires.

Mais s'il est difficile de parler de régions agricoles bien spécialisées, il est encore plus rare de rencontrer des exploitations pratiquant la monoculture. Pour s'en apercevoir il suffit de consulter la statistique de 1929 qui précise que, sur un chiffre total de 59.307 exploitations agricoles angevines, 2.879 seulement dont 2.366 viticoles s'y cantonnent. Ces chiffres sont significatifs.

Les causes de polyculture ne sont pas spéciales à l'Anjou :

1) c'est d'abord le risque de crise aiguë lorsque certains événements d'ordre physique ou économique viennent à ébranler le processus normal de l'exploitation. C'est une grêle qui détruit la récolte des primeurs sans qu'on puisse songer que la moisson ou la vendange postérieures compenseront en partie le désastre. C'est la fermeture d'un marché étranger qui prive de ses débouchés l'unique production de l'exploitant, etc... (2).

2) par ailleurs, des raisons techniques s'opposent à ce qu'une suite ininterrompue de cultures identiques n'épuise totalement le sol (3). L'emploi d'engrais en masse deviendrait trop coûteux.

3) enfin le paysan, psychologiquement et traditionnellement, aime vivre sur lui-même et considère comme anormal d'acheter au dehors les denrées et produits qu'il peut cultiver sur son propre sol. Il préfère donc produire « un peu de tout » (4).

---

(2) L'exemple de certaines exploitations du Val de Loire spécialisées uniquement dans la culture des porte-graines est à cet égard fort instructif. Ayant abandonné l'élevage des vaches, pour consacrer tout leur argent disponible à l'achat d'engrais ou de machines, la petite exploitation rurale de 1930, privée du bétail nourricier, ne fut pas comme elle l'eût été en 1830, capable de se replier sur elle-même, de vivre sur ses propres ressources en attendant la fin de la crise (Roger Dion, *Val de Loire*, page 702).

(3) Il y a des exceptions : la vigne, les prairies naturelles, les forêts peuvent sans danger se perpétuer indéfiniment sur un même sol.

(4) PIROU, *Economie politique*, tome I, 2<sup>e</sup> partie, page 24. et suiv.

Pour toutes ces raisons économiques, techniques et psychologiques, il ne semble ni absolument souhaitable ni probable que la spécialisation agricole se développe outre mesure en Anjou et dans le reste de la France.

## SECTION II

### **Culture intensive ou extensive**

Nous avons vu comment au cours des siècles la culture intensive, cherchant à faire produire à la terre son plein rendement sans lui laisser de repos, s'est substituée peu à peu à la culture extensive appelée alors « petite culture ».

Grâce à son sol alluvial particulièrement riche, c'est le Val de Loire qui fut le premier soumis à un régime de récoltes successives ininterrompues.

Les plateaux voisins : Mauges, Segréen, Baugeois furent infiniment plus longs à abandonner l'antique usage des jachères et ce n'est qu'après la généralisation des engrais chimiques qu'on pût qualifier leurs nouveaux efforts de culture intensive.

A l'heure actuelle, cette dernière se trouve en principe généralisée pour l'ensemble de l'Anjou. Est-ce à dire cependant qu'on a atteint le rendement maximum possible ? Certainement pas.

Faute de bras, la terre angevine (et toute la terre de France) n'est certainement pas cultivée comme elle mérite de l'être et ne donne pas les résultats auxquels on devrait s'attendre étant donné sa fertilité.

La pénurie de main-d'œuvre n'est cependant qu'un côté accessoire du problème en Maine-et-Loire. L'insuffisance du rendement dans cette région (5) provient surtout des 2 facteurs suivants :

a) la difficulté d'apprendre au cultivateur son métier, de lui faire connaître et utiliser les nouvelles découvertes

---

(5) Nous envisageons ici la production en période normale et non pas depuis la guerre.

scientifiques et techniques, les méthodes rationnelles de culture. Méfiant et routinier par essence, le paysan se refuse trop souvent à abandonner son traditionnel système de production. Tentez de lui expliquer qu'il gagnerait à substituer telle culture à une autre, à employer telles semences ou tels engrais, il vous répliquera en haussant les épaules qu'il cultive ses champs depuis sa prime jeunesse, qu'il connaît sa profession mieux que vous et n'a pas de leçon à recevoir d'autrui.

b) le second facteur qui s'oppose à l'obtention d'une production maxima est le manque de solidarité et d'entr'aide rurale. Un outillage moderne et perfectionné fait le plus souvent défaut à nos cultivateurs, parce que trop onéreux. Lorsqu'un paysan achète une machine qui lui sert seulement quelques jours par an, il a de grosses difficultés à l'amortir. Mais pourquoi dès lors ne pas substituer à l'outillage individuel un outillage collectif ? Les exploitants d'une même localité qui utilisent des machines identiques pourraient fort bien se grouper pour acheter en commun certains instruments mécaniques de prix élevé, dont ils se serviraient successivement pour des frais réduits au minimum. Cet esprit d'équipe a malheureusement jusqu'ici fait défaut aux paysans angevins assez individualistes.

En conclusion et comme on l'a dit avec justesse, l'Anjou est un pays de culture faussement intensive. Ses possibilités maxima de rendement sont loin d'avoir été atteintes et il offre encore pour l'avenir un magnifique champ d'action.

---

## CHAPITRE IV

### LA MAIN-D'ŒUVRE AGRICOLE

La population des travailleurs agricoles se répartissait comme suit en 1929 :

Total = 106.002

#### I. — Répartition au point de vue du sexe :

54.394 femmes

51.608 hommes

#### II. — Répartition au point de vue de la durée :

|                                      |        |
|--------------------------------------|--------|
| a) Main-d'œuvre permanente .....     | 95.452 |
| dont :                               |        |
| 1) membres de la famille .....       | 73.014 |
| 2) ouvriers salariés français .....  | 22.319 |
| 3) ouvriers salariés étrangers ..... | 119    |
| b) Main-d'œuvre temporaire .....     | 10.550 |
| dont :                               |        |
| 1) membres de la famille .....       | 2.097  |
| 2) ouvriers salariés français .....  | 8.448  |
| 3) ouvriers salariés étrangers ..... | 5      |

De ce tableau, nous pouvons tirer les intéressantes constatations que voici :

1°) le nombre des femmes travaillant à la campagne est légèrement plus élevé que celui des hommes. Remarquons tout d'abord que lorsque nous disons « travaillant à la campagne » nous n'entendons pas forcément « travaillant aux champs ». Au contraire, beaucoup de fermières en

Anjou se cantonnent à l'intérieur de la ferme et consacrent leurs soins au ménage et à la basse-cour.

D'autre part, la supériorité quantitative de l'élément féminin n'est pas un phénomène particulier à l'Anjou. Elle provient du fait que la population féminine française est sensiblement supérieure à la population masculine depuis un certain nombre d'années, et tout particulièrement à la campagne où la guerre de 1914-1918 a fait des ravages très sévères parmi l'élément masculin.

2°) la main-d'œuvre permanente revêt en Anjou une importance incontestée par rapport à la main-d'œuvre temporaire. Elle représente en effet 90 % du nombre total des travailleurs ruraux.

3°) la majeure partie de la main-d'œuvre agricole angevine est une main-d'œuvre *familiale* puisque sur un total de 106.002 travailleurs, 75.111 sont des membres de la famille et 30.981 seulement sont des salariés. La main-d'œuvre familiale représente donc en Anjou 70,8 % de la main-d'œuvre totale agricole (1), chiffre correspondant d'ailleurs à la proportion moyenne de l'ensemble de la France (70 %). Le prolétariat agricole est donc peu développé en Anjou et l'exploitation capitaliste reste l'exception. C'est du reste un bienfait, l'exploitation familiale outre son meilleur rendement économique demeurant le plus sûr élément de stabilité et de mesure dans un pays tel que le nôtre. Le gouvernement du Maréchal Pétain s'efforce d'ailleurs de maintenir ce mode d'exploitation et même de le développer, en ouvrant des crédits aux simples ouvriers agricoles qui pourront ainsi soit louer une ferme, soit même accéder à la petite propriété.

4°) la main-d'œuvre étrangère n'occupe qu'une place infime dans notre région puisqu'en 1929 il n'y résidait que 124 salariés étrangers. Autant dire qu'elle est inexistante.

5°) la main-d'œuvre agricole est-elle suffisante en Anjou ?

---

(1) En 1941, un rapport administratif en fixe même le pourcentage à 77 %. Nous n'avons pu vérifier le bien-fondé de cette affirmation qui nous paraît cependant vraisemblable.

A l'heure présente, il est certain qu'elle est très raréfiée, un nombre considérable de paysans se trouvant encore prisonnier en Allemagne. Mais avant 1939 déjà, on pouvait parler d'une crise de main-d'œuvre. Phénomène là encore non point spécial à l'Anjou mais de portée générale. La guerre de 1914 et l'exode rural ont été les principaux artisans de cette crise. Les causes de la dépopulation des campagnes ont fait l'objet de trop d'études pour qu'il soit utile de les rappeler ici. Indiquons seulement qu'en ce qui concerne l'ouvrier agricole, 3 griefs principaux doivent être retenus :

a) le logement souvent très défectueux du personnel. Nous avons vu comment l'habitat rural était encore insuffisant, désuet et souvent même insalubre, comment pour favoriser le retour à la terre, il était nécessaire de construire de nouvelles maisons pour recevoir les hommes et femmes de bonne volonté désirant s'adonner désormais au travail rural. Mais peut-être n'avons-nous pas suffisamment insisté sur l'impérieuse nécessité de donner également au domestique agricole un logement décent. Sans doute, a-t-on cessé à peu près totalement en Anjou de loger les salariés dans les granges ou les étables, mais les chambres qu'on met à leur disposition sont encore le plus souvent de véritables taudis : baraquements provisoires ou réduits sombres et humides. La question du logement est pourtant essentielle, car à la campagne la majeure partie des ouvriers agricoles est logée :

---

|                                                          |        |
|----------------------------------------------------------|--------|
| Nombre total d'ouvriers agricoles en Maine-et-Loire..... | 30.891 |
| Ouvriers logés.....                                      | 22.062 |
| a) dans des locaux à usage d'habitation.....             | 21.169 |
| b) dans des locaux non à usage d'habitation.....         | 893    |

b) l'application tardive et souvent très imparfaite des lois sociales. Le travail de la terre est dur. Il laisse peu d'indépendance, peu de loisir. En compensation une législation sociale appropriée aurait dû intervenir et permettre à l'ouvrier agricole de bénéficier sans difficultés des lois sur les accidents du travail, les assurances sociales, les allocations familiales, etc... Mais bien au contraire, toute

la politique démagogique de la France d'avant 1940 se limitant à l'ouvrier d'usine et négligeant le paysan, le salarié agricole dut se contenter d'un régime aussi mal adapté que possible à son cas, puisque non institué pour lui. D'où la non application des mesures prévues et naturellement la jalousie du travailleur agricole envers le travailleur d'usine plus fortuné que lui qui venait le narguer à la campagne lors de son congé payé !

c) l'infériorité des salaires agricoles par rapport aux salaires industriels. L'habitude de donner une part de salaire sous forme de logement et de nourriture a toujours rendu extrêmement difficile la comparaison entre les salaires agricoles et industriels. Toutefois les économistes s'accordent à reconnaître qu'en moyenne les premiers ne se sont pas accrus à la même cadence que les seconds. La raison essentielle en tient d'ailleurs à ce que les ouvriers des villes groupés en syndicats puissants pouvaient plus facilement exiger la réalisation de leurs revendications que les domestiques agricoles isolés. Quoi qu'il en soit si l'on veut arrêter l'exode rural, il est nécessaire de ne pas créer un régime préférentiel pour l'ouvrier urbain et de rétablir un juste équilibre entre la rémunération de tous les travailleurs qu'ils soient de la terre ou de l'usine.

En 1940, les salaires ruraux pratiqués en moyenne dans le département de Maine-et-Loire étaient les suivants :

*Salaires ruraux pratiqués en Maine-et-Loire en 1940 (2)*

|                                                | Salaire<br>en argent | Evaluation<br>de la nourriture<br>et du logement | Total      |
|------------------------------------------------|----------------------|--------------------------------------------------|------------|
| A) à l'année :                                 |                      |                                                  |            |
| charretier .....                               | 9.300 fr.            | 3.500 fr.                                        | 12.800 fr. |
| bouvier .....                                  | 9.000 »              | 3.500 »                                          | 12.500 »   |
| domestique toutes mains...                     | 8.000 »              | 3.500 »                                          | 11.500 »   |
| servante de ferme.....                         | 5.000 »              | 2.500 »                                          | 7.500 »    |
| B) à la journée :                              |                      |                                                  |            |
| journalier (en temps normal)                   | 25 »                 | 12 »                                             | 37 »       |
| journalier (pend. les grands<br>travaux) ..... | 40 »                 | 17 »                                             | 57 »       |

(2) Renseignements communiqués par la Direction des Services Agricoles de Maine-et-Loire.

En général les salaires les plus bas sont ceux du Baugéois, région pauvre. Dans le Choletais et le Segréen, au contraire, les prix sont nettement plus élevés, les villes de Cholet et de Segré pompant la main-d'œuvre pour leurs industries et raréfiant l'offre des travailleurs ruraux.

Nous ne méconnaissions pas qu'il existe bien d'autres causes à l'exode rural (causes psychologiques notamment) mais nous avons tenu à souligner celles-ci parce qu'elles nous semblent justifiées et devoir appeler les réformes nécessaires.

Enfin pour clore cette question de la main-d'œuvre agricole, notons qu'il n'existe pas ou pour ainsi dire pas de spécialisation professionnelle. Chaque exploitation, nous l'avons vu, pratique la polyculture et au cours de l'année les travaux agricoles sont trop variés pour permettre à l'ouvrier de se spécialiser dans une branche déterminée de la culture. La spécialisation professionnelle conduirait le cultivateur à rester inoccupé pendant la majeure partie de l'année ! Il existe quelques salariés agricoles spécialisés dans les travaux forestiers, horticoles ou viticoles mais ce sont l'exception. Encore leur nombre se fait-il de plus en plus rare, les exploitants refusant à tort de les payer plus cher.

Mais le manque de salariés ruraux ne revêt pas en Anjou un caractère bien angoissant, la main-d'œuvre agricole étant, nous l'avons vu, d'ordre essentiellement familial.

## CHAPITRE V

---

### ENGRAIS — OUTILLAGE ET MACHINISME

---

Aux époques primitives de l'agriculture, le sol et le climat étaient les deux facteurs essentiels de la production. L'homme se bornait à recueillir ce qui lui était fourni directement par la nature. Il ne commença à devenir véritablement un cultivateur que lorsqu'il entreprit d'améliorer le sol et de semer pour récolter. Engrais et outillage divers apparurent alors. Mais quels que fussent les perfectionnements apportés au cours des âges, il faut arriver à la deuxième moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle pour voir ceux-ci prendre dans la culture une place prépondérante et universellement reconnue. Encore l'agriculture moderne ne s'est-elle réellement constituée qu'à la fin du XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle (1).

#### SECTION I

##### Les Engrais

La question des amendements et des engrais a une grosse importance. Nous avons vu comment en Anjou l'emploi de la chaux avait permis de mettre en culture d'une façon continue d'immenses étendues de terrains jusqu'alors livrées à la jachère. Mais la culture intensive épuise le sol et il devient nécessaire plus que jamais de restituer à la terre les éléments qu'on lui enlève. A l'heure actuelle on distingue deux sortes d'engrais : les engrais naturels et les engrais chimiques.

---

(1) Michel AUGÉ-LARIBÉ, *Evolution de la France agricole*, 1912, p. 27-28.

Par engrais naturels, on désigne les fumiers : fumier humain et fumier animal. Ils furent longtemps les seuls connus et utilisés. Les engrais chimiques ne se sont développés qu'assez tardivement et sont surtout à base d'azote, d'acide phosphorique, de potasse et de soude.

Les mérites respectifs de ces deux catégories d'engrais ont fait l'objet de discussions passionnées. Les uns soutiennent que les engrais chimiques, découvertes récentes des savants modernes, sont les plus riches, les plus rationnels, fournissent des rendements bien supérieurs aux antiques purins et que d'ailleurs les animaux de ferme étant moins nombreux qu'autrefois, la quantité de fumiers serait nettement insuffisante. D'autres à l'inverse préconisent l'emploi des engrais naturels bien supérieurs à leur avis aux engrais chimiques commerciaux le plus souvent falsifiés et l'ardeur de leur conviction entraîne parfois les partisans de cette thèse à chanter en vers un sujet pourtant bien peu poétique. C'est ainsi que parlant du fumier, M. Maurice Mallé s'écriait :

« Savez-vous ce qu'il est ? De la vie et du sang !  
J'en connais parmi vous, combien ? peut-être cent  
Qui méprisent beaucoup ce sang et cette vie.  
Ils jettent le fumier dans les cours, où la pluie  
Le pénètre et dissout tous les sels fécondants  
Où le soleil sur lui darde ses feux ardents  
Et du plus riche engrais fait des pailles inertes  
A quoi bon consentir à de semblables pertes,  
Livrer de gaieté d'âme, aux ruisseaux du chemin  
Le purin, ce trésor, que l'on a sous la main ? ... » (2).

Le paysan angevin utilise à la fois l'engrais commercial et le fumier naturel.

A la veille de la guerre actuelle, l'ordre de grandeur des principaux produits chimiques employés à titre d'engrais était en Maine-et-Loire :

|                 |                      |
|-----------------|----------------------|
| Potasse .....   | 5.000 tonnes environ |
| Phosphate ..... | 15.000 — —           |
| Azote .....     | 16.000 . — —         |

---

(2) *Mém. Sté A. S. A. d'Anjou*, 1881, tome 23, pages 418 et 419.

Depuis 1940, la consommation globale des engrais se trouve très réduite. Elle est sans grand changement pour les produits potassiques, mais diminuée de moitié pour les azotés et des 3/4 pour les phosphatés qui sont en outre de qualité très inférieure (3).

Les usines du Nord qui représentaient à elles seules les 2/3 de la production synthétique française des engrais azotés tournent au ralenti par suite du manque de charbon. Et le transport des phosphates en provenance de l'Afrique du Nord est rendu très difficile par la réduction du tonnage disponible et par le blocus (4).

La raréfaction des engrais et leur mauvaise constitution expliquent en partie les rendements décroissants observés ces deux dernières années pour nombre de productions angevines.

Quant aux fumiers ils sont naturellement moins abondants, étant donné la régression du cheptel.

## SECTION II

### L'Outillage

Les outils utilisés par les cultivateurs sont longtemps demeurés rudimentaires et se manœuvrant seulement à la main. Pendant des siècles, le matériel agricole de la majeure partie des exploitations de l'Ouest de la France se composait « de simples charrues ou de brabants, de quelques charrettes, d'un tombereau, d'un rouleau de bois pour briser les mottes, de herse rudimentaires, d'un rouleau de pierre ou d'un manège pour battre le grain et de quelques outils à bras : bêches, pioches, houes, fourches, etc. ». C'était le travail manuel de l'homme aidé par les bœufs et les chevaux qui étaient à la base de la culture (5). C'est au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle qu'une véritable révolution de l'outillage s'est produite, caractérisée par deux faits :

---

(3) Direction des Services Agricoles de Maine-et-Loire.

(4) CAZIOT, *Allocution radiodiffusée du 19 octobre 1941*.

(5) DE GEOFFRE, *op. cit.*, p. 247.

1<sup>o</sup>) *la mécanisation de l'outillage* : c'est-à-dire l'adjonction ou la substitution de dispositifs mécaniques aux anciens outils manuels. C'est ainsi que la vieille charrue en bois de l'antiquité après sa transformation en charrue métallique s'est encore perfectionnée puisqu'un nouveau dispositif permet à la machine de se relever et de se retourner automatiquement. C'est ainsi qu'on a vu apparaître successivement les moissonneuses, les moissonneuses-lieuses, les moissonneuses-batteuses, etc.

2<sup>o</sup>) *la motorisation de l'outillage* c'est un phénomène beaucoup plus récent qui ne remonte pas au-delà du XX<sup>e</sup> siècle et ne s'est développé vraiment que depuis 1918. Il se manifeste sous diverses formes : c'est par exemple, l'installation d'un moteur à l'intérieur de la ferme qui permettra de faire marcher une écrémeuse, un pressoir, une batteuse, etc. C'est la substitution d'un tracteur à la force musculaire de l'homme ou de l'animal pour conduire certains instruments de travail par exemple les charrues (6).

Quelle a été l'importance en Anjou de ce double phénomène ?

Il est certain que la substitution de la machine à l'outil s'est assez vite répandue en Anjou, surtout dans le Val de Loire toujours promoteur des nouvelles méthodes de culture.

Cette extension assez rapide s'explique par les avantages retirés de l'emploi des machines :

1<sup>o</sup>) rapidité des travaux (par exemple quand l'orage menace, on peut rentrer la moisson en quelques heures et éviter ainsi la perte de la récolte).

2<sup>o</sup>) qualité du travail. C'est ainsi qu'en Anjou l'emploi de la charrue Brabant double a permis de substituer au labour en billons, jadis dominant, le labour en planches larges bien plus régulier (7).

3) économie de main-d'œuvre. La main-d'œuvre agricole, nous l'avons vu, est rare, or dans certaines régions

---

(6) Pour tout ce qui précède : PIROU, *Traité d'économie politique*, tome I, 2<sup>e</sup> partie, page 33 et suiv.

(7) A. MAUVIF DE MONTERGON, *Mém. Sté A. S. A. d'Anjou*, 5<sup>e</sup> série, tome 8, année 1905, pages 10 et 11.

de l'Anjou, comme par exemple le Val de Loire, la nature des cultures exigerait un personnel abondant. Pour parer à cette déficience les paysans achètent des machines (8).

Il ne faut cependant pas s'exagérer le rôle de la machine en agriculture. Elle ne peut être employée de façon continue et son amortissement demeure donc très coûteux (9). Enfin dans des régions comme l'Anjou où la polyculture est de règle, il en faudrait une extrême variété.

Quant au deuxième phénomène relatif à la motorisation de l'outillage, il ne s'est, par contre, guère développé en Anjou. D'une part, le caractère, il faut l'avouer, un peu routinier du paysan de l'Ouest de la France, ne s'est pas encore adapté à ces formes nouvelles de production et reste méfiant : la ferme modèle où l'électricité joue un rôle de premier plan lui demeure encore étrangère et loin de l'admirer il aurait plutôt tendance à s'en moquer. D'autre part, l'emploi de tracteurs agricoles ou autres moteurs dans les travaux des champs, suppose de vastes exploitations à caractère capitaliste et à monoculture (comme il en existe dans le Nord de la France) mais qu'on ne rencontre point en Maine-et-Loire.

*Outillage utilisé en Maine-et-Loire*  
(d'après les statistiques officielles).

|                               | 1938  | 1940  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|-------------------------------|-------|-------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                               | —     | —     |                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| Tracteurs .....               | 307   | 426   | <div style="display: inline-block; vertical-align: middle;"> <div style="font-size: 3em; vertical-align: middle;">{</div> <div style="display: inline-block; vertical-align: middle;"> motoculteurs = 200<br/> à carb. lég-ers = 63<br/> à gas oil... = 20<br/> à pétrole... = 143 </div> </div> |
| Moissonneuses-lieuses .....   | 4.073 | 6 952 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| Moissonneuses-batteuses ..... | 4     | 0     |                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| Batteuses .....               | 1.076 | 1.150 | <div style="display: inline-block; vertical-align: middle;"> <div style="font-size: 3em; vertical-align: middle;">{</div> <div style="display: inline-block; vertical-align: middle;"> dont 480 appartenant à<br/> des entreprises de battages. </div> </div>                                    |
| Presses à fourrages .....     | 17    | 5     |                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

(8) Roger DION, *Val de Loire*, page 702.

(9) Nous avons vu toutefois qu'une entente entre producteurs agricoles de même catégorie permettrait l'achat en commun de machines perfectionnées avec une participation pécuniaire individuelle réduite au minimum.

Dans l'ensemble le nombre des machines (tracteurs, lieuses, batteuses) a augmenté depuis la guerre pour compenser la main-d'œuvre déficiente. Il semble d'ailleurs souhaitable de favoriser ce mouvement par la création de coopératives de culture en commun comprenant chacune un tracteur, une charrue à tracteur, un semoir à engrais et éventuellement une moissonneuse-lieuse si elle n'existe déjà chez les particuliers. On obtiendrait ainsi des rendements bien supérieurs à ceux qu'on enregistre actuellement et sans mise de fond individuelle considérable.

Certaines réalisations ont déjà été effectuées en Anjou. C'est ainsi que le groupement départemental interprofessionnel des travaux de battage a pris en compte le matériel électrique de battage et semble fermement décidé à le développer (10).

---

(10) Service du Génie Rural.

## CHAPITRE VI

---

### LE ROLE DU CAPITAL EN AGRICULTURE LE CRÉDIT RURAL

---

Lorsqu'une personne désire s'établir à la campagne, acheter une propriété et la mettre en valeur, il lui est nécessaire d'avoir un certain capital disponible.

D'une part, il lui faut payer le prix de la terre : c'est le capital foncier.

D'autre part, elle doit réserver une somme importante pour assurer la marche normale de son entreprise : c'est le capital d'exploitation.

Quel est approximativement le capital nécessaire pour acheter et exploiter une ferme moyenne en Anjou ?

#### I) CAPITAL FONCIER — VALEUR DES TERRES ANGEVINES.

La valeur de la terre est une notion essentiellement fuyante qui varie non seulement dans l'espace mais aussi dans le temps.

Dans un rayon très rapproché 2 champs de blé, par exemple, peuvent avoir une valeur vénale très différente suivant la nature de leur sous-sol, leur bon ou mauvais état d'entretien, leurs facilités d'accès et d'exploitation, leur proximité de la ferme ou du village, etc.

Les variations de la valeur foncière sont également très sensibles au cours des âges. Elles sont liées aux circonstances économiques plus ou moins favorables (prix de

vente des produits agricoles, densité de la population rurale, etc.) et aux fluctuations monétaires.

En Anjou, de 1880 à 1913, M. Pierre Caziot estime que la propriété terrienne a maintenu à peu près sa valeur dans les bonnes régions, mais qu'elle a baissé de 25 % dans les mauvaises. Les maigres terres du Baugeois, notamment, se vendent avec difficulté. Et sauf dans la banlieue d'Angers, les Vallées de la Loire et de l'Authion, la tendance générale est à la baisse (1). Cet affaiblissement de la valeur foncière n'est pas spéciale au Maine-et-Loire. Elle est due à la crise agricole de 1880-1896, marquée par l'effondrement des cours du blé sur le marché français (2), et la destruction du vignoble par le phylloxéra.

Après la guerre de 1914-1918, les perturbations monétaires entraînent une hausse générale des prix. Toutefois, alors que cette hausse atteint généralement le coefficient 5 dans les domaines les plus variés, la valeur de la terre n'augmente que du coefficient 3,5, si bien qu'elle se trouve en fait abaissée de 250 % environ vers 1929 (3). La crise de 1930-1936 amène une dépression extrême des cours, tant nominaux que réels, suivie à partir de la dévaluation Blum d'une hausse considérable qui s'est prolongée jusqu'à nos jours.

Depuis 1938 d'ailleurs, nous nous trouvons en face d'une situation exceptionnelle. La terre est considérée non plus seulement comme une valeur productive, mais comme une valeur refuge. Ce n'est plus un outil, c'est un placement. Dès les premiers bruits de guerre, les capitalistes ont acheté de la terre à n'importe quel prix, tout à fait hors de proportion avec la productivité du sol. Ils provoquèrent ainsi une montée en flèche de la valeur foncière.

Sous réserve des difficultés qui s'opposent à l'établisse-

---

(1) PIERRE CAZIOT, *La valeur de la Terre en France* — L'Anjou.

(2) Effondrement provoqué par l'importation massive des blés américains.

(3) La dépréciation du sol semble s'expliquer :

a) par l'importance de plus en plus grande donnée au capital d'exploitation par rapport au capital foncier ;

b) par la désaffection du paysan pour la terre ;

c) enfin, à partir de 1929, par la crise agricole.

ment de cours généraux, dans un domaine où la diversité fait loi, nous avons dégagé les moyennes suivantes en 1938 : (4)

*Maine-et-Loire — Valeur à l'ha. en 1938.*

---

|                                             |                    |
|---------------------------------------------|--------------------|
| Terres de bonne qualité.....                | environ 10.000 fr. |
| Terres de qualité moyenne.....              | de 5 à 6.000 fr.   |
| Terres de qualité inférieure à la moyenne.. | de 3 à 4.000 fr.   |
| Terres pauvres .....                        | de 1 à 2.000 fr.   |

---

Depuis lors et toujours par le jeu de la spéculation, les cours continuèrent à monter, créant ainsi une situation inquiétante, puisqu'elle tendait à faire passer la terre des mains de la paysannerie productive au pouvoir de capitalistes stériles et incompetents. Les pouvoirs publics intervinrent heureusement en soumettant toute transaction immobilière à une autorisation préfectorale préalable.

A l'heure actuelle, les cours se trouvent donc stabilisés. Ils sont affectés du coefficient 3, et l'ha. de bonne terre se vend couramment en Anjou 30.000 fr. (5), avec tendance peut-être à être moins cher dans le Baugeois où le sol est plus pauvre.

Remarquons enfin que lorsqu'on achète non plus un champ mais une ferme entière, il faut encore comprendre dans la valeur du capital foncier le prix des bâtiments d'habitat et d'exploitation.

## II) CAPITAL D'EXPLOITATION.

L'importance du capital d'exploitation s'est constamment accrue depuis le XX<sup>e</sup> siècle et l'expérience prouve que bien souvent les échecs enregistrés en agriculture ces der-

---

(4) Ces moyennes ont été obtenues après enquête dans les diverses régions de l'Anjou et grâce aux renseignements fournis par :

M<sup>e</sup> FAVENNEC, notaire à Noyant (Baugeois) ;

M. GIRARD, expert foncier à Vihiers (Choletais et Saumurois) ;

M. LORY, expert foncier à St-Georges-sur-Loire (Val de Loire) ;

M. THIBAUDOT, régisseur, la Blanchaye (Segréen).

(5) Au marché officiel. Dans la coulisse et par contre-lettre, on voit parfois l'hectare monter aux chiffres astronomiques de 50, 60 et même 80.000 francs.

nières années proviennent de la part trop faible que certains exploitants ont voulu seulement lui reconnaître (6). Nous sommes loin des temps primitifs où l'homme se contentait de cueillir les fruits sauvages. Pour mettre une terre en valeur, il est aujourd'hui nécessaire de disposer d'un matériel abondant et coûteux, d'animaux variés, etc.

On a coutume de distinguer dans le capital d'exploitation trois éléments principaux :

1°) *le cheptel mort*, c'est-à-dire tous les instruments de travail, de transport, de récolte et de transformation des produits agricoles.

2°) *le cheptel vif* comprenant le bétail, les animaux de trait, les animaux de rente (vaches à lait, porcs, etc.) et les animaux de basse-cour.

3°) *le capital circulant* composé des fonds destinés à l'achat des semences et des engrais, au salaire des ouvriers agricoles, à l'entretien du matériel, au paiement des assurances, des impôts, etc.

Le capital d'exploitation nécessaire à la bonne gestion d'une ferme moyenne en Anjou est actuellement de l'ordre de 10 à 12.000 fr. à l'ha. alors qu'il n'atteignait que 5 ou 6.000 fr. en 1938 (7). Toutefois il convient de remarquer que le coefficient de croissance du capital est 2 alors que celui du capital foncier est 3 (8).

---

(6) H. HITIER, *Cours d'économie rurale*.

(7) Il se décompose ainsi : soit une ferme de 30 hectares :

|             |                |            |                                         |
|-------------|----------------|------------|-----------------------------------------|
| cheptel vif | 3 chevaux ...  | 90.000 fr. | } soit environ 6.000 fr<br>à l'hectare. |
|             | bêtes à corne  | 90.000 fr. |                                         |
|             | porcs, moutons | 5.000 fr.  |                                         |

185.000 fr.

|                        |            |                         |
|------------------------|------------|-------------------------|
| cheptel mort, matériel |            | soit environ 2.500 fr.  |
|                        | d'occasion | 80.000 fr. à l'hectare. |

|                   |                           |
|-------------------|---------------------------|
| capital circulant | 2.500 à 3.000 fr. à l'ha. |
|-------------------|---------------------------|

Bien entendu le rapport entre ces divers éléments varie avec la nature de l'exploitation. Une ferme pratiquant l'élevage a un cheptel vif important et un cheptel mort très réduit, et c'est l'inverse dans une ferme à céréales.

(8) Ce qui s'explique par l'élément spéculatif dont nous avons parlé tout à l'heure qui ne s'est exercé que sur la terre elle-même.

### III) SOURCES DES CAPITAUX AGRICOLES — LE CRÉDIT RURAL.

Le propriétaire qui exploite directement sa ferme fournit la totalité des capitaux nécessaires.

Au contraire, dans le faire-valoir indirect, les capitaux sont habituellement versés partie par le propriétaire, partie par l'exploitant. Le capital foncier incombe entièrement au premier. Mais une portion du capital d'exploitation est apportée par le fermier ou le métayer. Le matériel aratoire et le cheptel appartiennent souvent au fermier qui est chargé en outre d'assurer tous les frais de gestion normale de la ferme. Quant au métayer il fournit en général les instruments agricoles et paye par moitié les semences, engrais, etc.

Mais lorsque le propriétaire ou l'exploitant ne disposent pas des fonds nécessaires à l'achat, à l'entretien et à la gestion de l'exploitation agricole, où vont-ils pouvoir se procurer les capitaux qui leur manquent ?

Pendant longtemps, la seule forme de crédit connue à la campagne fut le prêt individuel d'ordre purement privé. L'emprunt se faisait à un parent, à un ami ou bien encore à un capitaliste plus ou moins anonyme par l'intermédiaire d'un notaire. Cette modalité de crédit joue d'ailleurs encore de nos jours un rôle important en Anjou.

Mais il n'y a guère plus d'un demi-siècle que la France a commencé à pourvoir son agriculture d'institutions officielles bien adaptées aux besoins financiers de celle-ci.

« Le crédit à court terme n'a été vraiment doté et ou-  
« tillé que par la Loi de 1894, le crédit à moyen et à long  
« terme par celle de 1906, et la coordination de tous les  
« organismes de crédit agricole ne remonte qu'à la Loi  
« de 1920 » (9).

La Caisse régionale de Crédit agricole mutuel de Maine-et-Loire, régie par la Loi de 1920, groupe 34 Caisses locales. Son importance était déjà considérable à la veille de la guerre puisqu'en 1939 le mouvement général des écritures enregistrées dépassait 2 milliards (10). Elle ne fera sans

---

(9) R. PICARD, *Questions actuelles d'économie rurale*, 1939, « Le crédit rural en France ».

(10) L. HENRY, président de la Caisse Régionale de C. A. M. de M.-et-L.

doute que s'accroître au cours des années à venir, puisque l'Etat justement désireux d'améliorer les conditions de la vie rurale facilite et généralise les prêts agricoles.

Les Caisses de crédit ont un rôle multiple. Elles peuvent consentir :

a) des prêts à court terme (de 3 mois, 6 mois ou 1 an) destinés à équilibrer le budget du paysan dans le temps, puisque ses dépenses s'échelonnent tout le long de l'année alors que ses recettes ne lui parviennent que lors de la récolte.

b) des prêts à moyen terme (de 1, 10 ou 15 ans) affectés à l'amélioration foncière de l'exploitation, l'achat de cheptel, etc...

c) des prêts à long terme (d'environ 25 ans) permettant l'achat d'une exploitation ou de nouvelles terres.

Pourtant il ne faut pas se dissimuler que le Crédit rural est loin d'avoir donné dans le département tous les résultats escomptés. Le paysan angevin répugne à s'endetter et préfère, surtout dans la région Ouest moins évoluée, s'attarder à des méthodes routinières et surannées plutôt qu'emprunter les fonds nécessaires à l'achat d'un matériel moderne, d'engrais de bonne qualité, etc... Il y aura donc un gros effort d'éducation à faire parmi les milieux ruraux de l'Anjou pour les familiariser avec la notion et la pratique du crédit.

Enfin, pour clore cette question du crédit agricole, notons qu'il existe aussi en Anjou une Caisse libre non régie par la Loi de 1920 qui comporte un certain nombre d'établissements locaux mais qui est loin d'atteindre l'importance de la Caisse officielle. De plus le rôle de la Banque de France et des banques privées ne doit pas être négligé (11).

---

(11) Crédit d'embouche — crédits à la viticulture — prêts personnels ou sur garanties — warrants agricoles.

### TITRE III

---

## *DÉBOUCHÉS DE LA PRODUCTION ANGEVINE*

---

L'importance des débouchés pour la prospérité d'une région économique, qu'elle soit industrielle ou rurale, ne saurait être méconnue.

On ne peut créer une production nouvelle, développer une production ancienne, sans être sûr de la capacité d'absorption du marché. C'est pourquoi nous terminerons notre étude par l'examen des principaux débouchés qui s'offrent aux paysans angevins pour l'écoulement de leurs produits. Nous y joindrons un bref aperçu de l'état des transports en Maine-et-Loire qui détermine en grande partie les facilités ou les difficultés de cet écoulement.

---

## CHAPITRE PREMIER

---

### LES DÉBOUCHÉS DE LA PRODUCTION AGRICOLE ANGEVINE

---

Les débouchés de la production agricole se sont singulièrement transformés avec le développement des marchés urbains et le perfectionnement des moyens de transport. L'économie rurale, de familiale est devenue une économie nationale et même souvent internationale (1). C'est pourquoi nous pouvons aujourd'hui classer les débouchés des produits agricoles angevins en 4 grandes catégories :

- 1°) la consommation locale, à l'intérieur du département ;
- 2°) l'exportation vers les régions voisines et vers Paris ;
- 3°) l'exportation vers l'étranger ;
- 4°) les industries de transformation.

Chaque produit s'écoule ainsi, soit par une seule de ces voies, soit par plusieurs, soit même par toutes à la fois. Aussi il nous a paru plus clair et plus rationnel d'envisager tour à tour pour chaque grande espèce de production de l'Anjou les débouchés qui en assuraient la prospérité.

#### I) LES CÉRÉALES.

A l'exception du blé, la majeure partie des céréales cultivées en Anjou est destinée à la ferme et consommée sur place. Encore la production du maïs et de l'orge est-

---

(1) Michel AUGÉ-LARIBÉ, *Evolution de la France agricole*, 1912, p. 2 et 3.

elle notoirement insuffisante pour assurer l'alimentation du bétail. La récolte de blé, au contraire, est sciemment destinée à la vente, et surpasse d'assez loin les besoins de la consommation locale (2).

Une partie du froment est absorbée directement dans les exploitations productrices sous forme de pain provenant des blés d'échange. Une autre partie est réservée à la semence. Le reste enfin est livré au commerce soit pour la consommation à l'intérieur du département, soit pour l'exportation.

D'énormes masses de blé sont prélevées dans tout le Maine-et-Loire pour la meunerie parisienne. L'Anjou fournit également du froment à la Sarthe, à Nantes et en expédiait même au début de ce siècle vers Dijon, Lyon, Bordeaux, Toulouse et Bayonne (3).

Toutes les catégories de blés destinées à faire l'objet de transactions commerciales devraient pouvoir être stockées dans des installations techniquement susceptibles d'assurer la bonne conservation du grain. Actuellement, sur 31.000 exploitants de blé, 13.818 sont affiliés à des coopératives de vente (4). Il est malheureusement regrettable de constater que la plupart de ces organismes ont des locaux impropres à la réception et au séjour prolongé des céréales. Il serait donc fort utile de créer en Maine-et-Loire des centres de stockage du blé.

Le nombre des minoteries et moulins à farine est assez variable. Fixé à 250 en 1929, il faiblit considérablement au cours de la crise agricole de 1930-1936. Les dernières statistiques donnent les chiffres suivants :

---

|      |                      |   |   |
|------|----------------------|---|---|
| 1938 | 160 moulins à farine |   |   |
| 1939 | 172                  | — | — |
| 1940 | 133                  | — | — |

(dont 24 travaillant uniquement pour l'échange).

Il existait en outre, en 1940, 3 biscuiteries dans le département.

---

(2) DE GEOFFRE, p. 111.

(3) P. BIGEARD, *Angers et l'Anjou*, p. 621.

(4) Service du Génie Rural.

## II) LE VIN.

La production vinicole du Maine-et-Loire est en général destinée à l'exportation. Sur une récolte annuelle d'environ un million d'hectolitres, plus de la moitié porte une appellation d'origine contrôlée et se vend fort cher comme vin de table. On s'explique ainsi comment ce département, gros producteur de vin, se trouve pourtant obligé en fait d'importer du Midi de la France ou de l'Algérie des vins courants pour assurer la consommation locale.

Les vins d'Anjou ont à l'heure actuelle une renommée mondiale et avant cette guerre et la grave crise économique qui l'a précédée, leur marché s'étendait non seulement à l'Europe, mais même jusqu'à l'Amérique.

Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, leurs principaux débouchés étaient :

En France : Paris, la Sarthe et la Mayenne ;

à l'étranger : l'Angleterre, la Belgique et la Hollande.

Mais dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle leur commerce s'accrut et engloba même l'Amérique, grâce aux vins mousseux de Saumur dont la fabrication fut lancée vers 1830.

Les vins du Saumurois offrent en effet une grande analogie avec les vins de Champagne : lorsqu'on les met immédiatement en bouteilles lors de leur récolte on s'aperçoit au printemps suivant qu'après débouchage ils écument et pétillent. En d'autres termes, au retour de la chaleur, ils subissent une nouvelle fermentation. On eut alors l'idée de leur appliquer le procédé créé à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle par Dom Pérignon, cellierier de l'Abbaye d'Hautvillers, et connu sous le nom de « méthode champenoise ». On obtint des résultats excellents et le succès commercial des « mousseux » de Saumur dépassa toutes les espérances. Les commandes se multiplièrent et ne furent ralenties que par la fermeture des marchés étrangers lors de la crise de 1929 (5).

Si le commerce des vins d'Anjou a atteint une telle am-

---

(5) MOREAU et VINET, *Vignes et Vins d'Anjou*, extrait du programme de la 5<sup>e</sup> fête nationale des vins de France, 1937. — D<sup>r</sup> MAISONNEUVE, *op. cit.*, tome I, p. 187. — DE GEOFFRE, *op. cit.*, p. 155 et suiv.

pleur au XX<sup>e</sup> siècle, il faut en reconnaître plusieurs causes ; les vins de cette région étaient depuis longtemps connus à l'étranger (6), mais l'industrie des mousseux d'une part, et une habile organisation commerciale d'autre part, contribuèrent dans une grande mesure au développement de ce commerce. C'est en Anjou que furent créées les premières « Foire des vins ». Elles furent organisées à Angers et à Saumur en 1900 (7). Le viticulteur angevin a su par ailleurs faire adopter aux consommateurs parisiens le goût fruité de ses vins et imposer ses marques au commerce de la capitale par une adroite et incessante propagande (8).

Mais la question de la production vinicole ne se trouve pas définitivement réglée par la bonne organisation commerciale du marché du vin. On a trop négligé en France, jusqu'à nos jours, l'utilisation des sous-produits. Le raisin est pourtant susceptible de transformations variées. Citons parmi les plus intéressantes :

a) *le marc*

qui peut servir à faire de l'eau-de-vie, une boisson familiale, un aliment pour les animaux domestiques (à condition qu'il ne soit pas acétifié), ou après traitement, un engrais pour la vigne.

b) *les pépins de raisin*

d'où l'on peut retirer une huile susceptible d'être transformée en savon, vernis, huile à graisser, etc...

c) *enfin le sucre de raisin*

fort utile à l'époque actuelle.

Le tableau suivant dressé par les Services Agricoles est éloquent par lui-même :

---

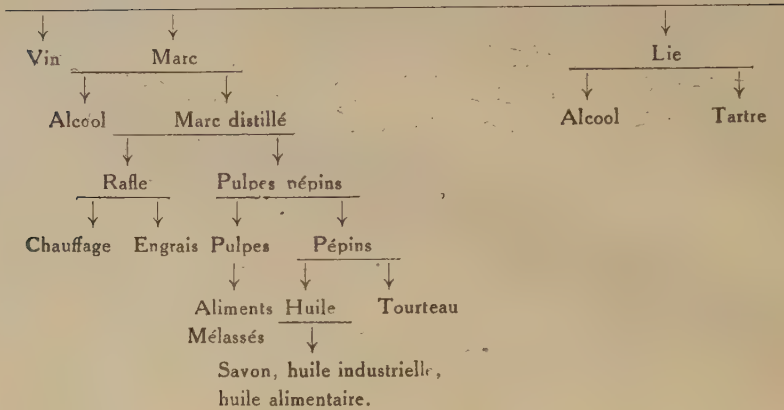
(6) Cf. historique, pages 19 et 20.

(7) MAISONNEUVE, *op. cit.*, page 100.

(8) MAISONNEUVE, *op. cit.*, tome I, introduction.

*Utilisation des sous-produits de la vigne*

RAISINS



Les seules industries de transformation viticole fonctionnant en Maine-et-Loire en 1940 étaient les distilleries (9). Et le plus souvent distilleries rudimentaires à caractère familial. Notons, en outre, quelques vinaigrieres.

III) LÉGUMES ET FRUITS.

Autrefois la richesse du Val d'Anjou tenait moins à son climat qu'au nombre et à la qualité de ses prairies.

Aujourd'hui au contraire toute la prospérité de cette région provient du fait que légumes et fruits y viennent à maturité quelques semaines avant ceux de la région parisienne. C'est suffisant pour qu'ils puissent y jouer le rôle de primeurs et se vendre à des prix très avantageux malgré les frais de transport.

On peut distinguer environ 5 ou 6 « campagnes » de primeurs, c'est-à-dire 5 ou 6 séries d'envois qui s'échelonnent de la manière suivante :

- |                               |                                |
|-------------------------------|--------------------------------|
| 1°) pommes de terre nouvelles | du 1 <sup>er</sup> au 15 mai ; |
| 2°) fraises                   | du 15 mai au 15 juin ;         |
| 3°) haricots verts            | du 15 juin au début août ;     |
| 4°) poires et prunes          | du 25 juillet au 15 août ;     |
| 5°) pommes                    | fin août ;                     |
| 6°) pommes de terre           | septembre.                     |

(9) Statistique de 1940 : distilleries coopératives : 10 ; bouilleurs de crus : 350 ; alambics : 413.

Quand l'hiver est doux, on sème encore des salades, des poireaux, de l'oseille, des carottes, etc... qu'on récolte et qu'on expédie de janvier à mars (10).

De mai à juillet, légumes et fruits étaient avant la guerre dirigés non seulement sur Paris, mais encore sur l'Angleterre, la Belgique, la Hollande et une partie de l'Allemagne (11).

De nombreuses maisons admirablement organisées pour ce genre d'expédition existent à Angers, Saumur, Beaufort, Baugé, etc. L'une des premières fut fondée en 1870 à Angers pour la vente des fruits d'Anjou. Son commerce devint si prospère que d'autres maisons similaires furent créées. Il s'ensuivit un grand développement de la culture fruitière (notamment des poires William) assurée désormais de débouchés faciles. C'est de 1923 à 1926 que la vente des fruits atteignit son apogée. Depuis lors la maladie (tavelure) qui, en 1926, frappa les plantations fruitières de l'Anjou et la fermeture des marchés étrangers, notamment du marché anglais en 1931, réduisit considérablement un commerce qui s'avérait très prospère (12).

La production fut alors quelque peu négligée et certains fruits d'Anjou perdirent leur bonne renommée. C'est ainsi que la fraise, souvent obtenue sans paillage des cultures, est sablée et par conséquent peu estimée (13). Il y aura donc un certain effort à fournir pour intensifier, améliorer la production fruitière et reconquérir les marchés extérieurs.

Naturellement l'exportation n'est pas le seul débouché des fruits angevins. Une large partie est consommée sur place. Une autre, plus faible, traitée industriellement.

— De nombreuses pommes notamment sont transformées en cidre, toute la partie nord du département utilisant cette boisson de préférence au vin. En 1940 il n'existait en Maine-et-Loire que 3 cidreries, mais ce chiffre n'est pas significatif, de nombreux paysans fabriquant eux-même leur cidre.

---

(10) Roger DION, *Val de Loire*, p. 686 et suiv.

(11) LEROY, *Angers et l'Anjou*, p. 583 et suiv.

(12) LEROY, *op. cit.*, p. 583 et suiv. — Roger DION, *op. cit.*, p. 686 et suiv.

(13) DÉZÉ, *Bulletin Mensuel de la Société industrielle et agricole d'Angers*, avril 1937, « la fraise d'Anjou ».

— Avec l'abondance des prunes et des pêches, la succulence des abricots, on aurait pu monter des confiseries. En fait celles-ci n'ont jamais atteint un grand développement en Anjou. En 1938-1940 on comptait seulement pour l'ensemble du département une confiturerie et 3 fabriques de conserves de fruits.

— Par contre, la « guigne » sorte de cerise noire sauvage fut dès le XVII<sup>e</sup> siècle utilisée par des Religieuses en leur couvent pour fabriquer un produit appelé « guignolet d'Anjou ». Qu'était-ce au juste que ce produit ? Nous l'ignorons. Toujours est-il qu'au XIX<sup>e</sup> siècle les Cointreau firent revivre le Guignolet sous forme de liqueur. D'autres liquoreries (Guéry, Royer) utilisèrent également la cerise noire d'Anjou pour préparer le « Guignolet » aujourd'hui universellement connu (14).

Enfin les légumes qui ne sont ni expédiés hors du département ni consommés frais sont mis en conserve. Le nombre des fabriques de conserve de légumes qui atteignait 11 en 1938 s'est abaissé à 7 en 1940.

#### IV) PÉPINIÈRES ET PORTE-GRAINES.

Les pépinières angevines fournissent des produits horticoles au monde entier. Au début de ce siècle, c'est l'Amérique du Nord qui était le principal client (15).

La culture des porte-graines fut également en Anjou suffisamment heureuse, pour que l'organisme commercial nécessaire à son développement s'organisât vite et pour que son marché devînt également mondial. A Angers, Trélazé, Brain-sur-l'Authion, la Ménitré, les Rosiers, Beaufort, une douzaine de grandes maisons grainières sélectionnent les semences potagères et florales pour les faire produire en quantités commerciales par les paysans de la Vallée (16). Ces maisons centralisent ensuite les graines pour les expédier dans le reste de la France et dans toutes les parties du monde.

Toutefois ces dernières années, la production grainière a souffert d'un manque de coordination. Dans un même

---

(14) *Angers et l'Anjou*, page 701.

(15) LEROY, *op. cité*, p. 583 et suiv.

(16) Roger DION, *op. cité*, p. 689 et suiv.

rayon, chaque exploitant cultive ses propres graines sans souci du voisin, en sorte qu'on enregistre des croisements entre porte-graines de parcelles contiguës, provoqués par le vent. Ce phénomène de vicinisme altère la pureté des espèces et fait perdre la renommée des semences angevines sur le marché extérieur. Il serait donc nécessaire d'organiser des zones de porte-graines (17).

#### V) PRODUITS FOURRAGERS.

La presque totalité des produits fourragers est absorbée sur place ou du moins à l'intérieur du département. Chaque cultivateur s'efforce de produire suffisamment pour nourrir son cheptel, et s'il y a excédent, il augmente ce dernier. Les fourrages ne donnent donc pas lieu à des transactions dignes d'être mentionnées (18).

En fait, d'ailleurs, la production locale suffit rarement à assurer l'alimentation du bétail et le Maine-et-Loire était avant 1940 un gros importateur de céréales secondaires, de tourteaux, de manioc, etc... qui venaient s'ajouter aux fourrages indigènes.

#### VI) DIVERS.

Le Maine-et-Loire est un gros producteur de champignons. Et ceux-ci sont expédiés non seulement sur Paris mais aussi à l'étranger, notamment vers l'Angleterre et l'Amérique.

Le chanvre était jadis l'objet d'un commerce important. Nous avons vu sa culture disparaître peu à peu au profit des cultures maraîchères et la faible production obtenue actuellement dans le département sert à l'industrie locale (19). Pourtant tout espoir de reprise et d'extension de la culture du chanvre n'a pas disparu et on envisage même la création d'une usine chanvrière à St-Florent-le-Vieil qui redonnerait un certain essor à cette plante textile trop longtemps négligée.

L'Anjou est aussi un pays de fleurs (20). Mais les

---

(17) Service du Génie Rural.

(18) Cf. de GEOFFRE, *op. cité*, p. 148 et suiv.

(19) Usines Bessonneau, à Angers.

(20) Le marché aux fleurs d'Angers est à juste titre célèbre dans tout le Nord-Ouest de la France.

industriels angevins n'en ont tiré parti ni pour l'alimentation ni pour la parfumerie. Il est vrai que le climat est un peu septentrional pour l'obtention de véritables fleurs à parfum.

## VII) LES BESTIAUX.

L'Anjou a toujours été un centre commercial important non seulement des produits de son sol mais aussi de ses bestiaux.

Le Choletais est l'un des principaux pourvoyeurs de bétail de la Villette. Chemillé et Cholet comptent parmi les plus forts marchés de bovins (21). Et, jusqu'à la guerre, des échantillons des meilleurs reproducteurs de la race bovine étaient envoyés en Amérique.

Le Bugeois et une partie du Segréen tiennent une place presque égale pour l'expédition des porcs à celle que Cholet occupe pour la race bovine (22).

Le commerce des chevaux est également intéressant. Au début de ce siècle notamment, Belges et Hollandais venaient nombreux acheter nos poulains (23).

Les débouchés de la production animale sont nombreux. Citons :

1) la viande de boucherie consommée à l'intérieur du département (24) ;

2) le bétail sur pied transporté vers Paris pour l'alimentation ;

3) le bétail sélectionné pour la reproduction ;

4) enfin toutes les industries dérivées.

Parmi celles-ci nous retiendrons :

### a) *les industries laitières* (25).

Elles sont relativement récentes en Anjou, mais elles ont pris un grand essor. Le lait est ramassé à domicile par camions et transporté à l'usine pour être transformé en beurre, fromage ou caséine.

---

(21) LE MOY, *op. cit.*, page 9.

(22) BIGEARD, *Angers et l'Anjou*, p. 621 et suiv.

(23) BIGEARD, *Angers et l'Anjou*, p. 621 et suiv.

(24) Cf. *supra*, page 159.

(25) LANIER, cité par DE GEOFFRE dans *op. cit.*, page 135.

Service du Génie Rural.

Plus de 80 % des produits laitiers destinés à la consommation humaine passent par l'intermédiaire des laiteries. Beurre et fromages donnent lieu à un commerce considérable. Presque la moitié de la production obtenue dans le département est exportée vers l'extérieur, notamment vers Paris.

Il existe actuellement 7 coopératives laitières et 19 laiteries dites industrielles. Un certain nombre d'entre elles fonctionnent dans des conditions très défectueuses et ne jouit pas d'installations rationnelles. En fixant des zones d'action bien délimitées on pouvait arriver, semble-t-il, à résorber les laiteries qui laissent à désirer.

Mentionnons enfin que la création d'une Centrale laitière à Angers serait extrêmement souhaitable (26).

*b) les fabriques de conserve et industries frigorifiques.*

Elles sont loin d'avoir en Anjou la place qu'elles devraient occuper. Indépendamment des circonstances actuelles, elles n'ont jamais pris le développement qu'on aurait pu attendre dans une région de production animale excédentaire (27).

La statistique de 1938 citait 5 fabriques de conserve de viande et celle de 1940 n'en mentionne plus qu'une seule. Et aucun entrepôt frigorifique ne fonctionne actuellement dans le département.

Cette situation nous paraît lamentable alors que tant de viandes et de beurres pourraient être sur place mis en réserve.

*c) les tanneries.*

En 1940 il existait en Maine-et-Loire 6 tanneries dont le trafic avant la guerre semblait assez prospère.

VIII) LES ANIMAUX DE BASSE-COUR.

Les volailles, notamment poulets et lapins, sont assez abondants en Maine-et-Loire pour être expédiés en partie

---

(26) La ville consomme mensuellement 400 à 450.000 litres. Elle est alimentée à l'heure actuelle pour moitié par de petits ramasseurs et pour moitié par les laiteries de Villevêque et d'Avrillé assez mal installées.

(27) Direction des Services Agricoles de Maine-et-Loire.

sur Paris. A l'heure actuelle toutefois ce trafic a lieu surtout d'une manière individuelle et souvent secrète. Même remarque pour les œufs.

#### CONCLUSION

Dans son ensemble l'Anjou, au point de vue agricole, donne une moyenne de production excédentaire à sa consommation. Ses exportations atteignaient environ vers 1929 le 1/3 de sa production (28).

Les principaux produits exportés sont le blé, les vins, les légumes, les fruits de table, les pépinières, les graines, les fleurs, le bétail gras, les beurres et fromages. Actuellement le trafic est limité aux départements voisins et principalement à la région parisienne. Du fait de la guerre, le commerce avec l'étranger se trouve momentanément suspendu, et l'on ne peut appeler commerce les multiples réquisitions dont les productions angevines font l'objet.

Quant aux industries agricoles, nous avons vu qu'elles étaient assez peu développées en Anjou. A part moulins et laiteries, il reste beaucoup de débouchés industriels négligés. L'utilisation rationnelle des sous-produits est méconnue et beaucoup d'usines qui devraient revêtir une importance considérable n'existent dans le département qu'à l'état embryonnaire.

Dès que les circonstances le permettront, il sera donc nécessaire de reconquérir les marchés extérieurs et d'aménager rationnellement les industries de transformation des produits agricoles. La richesse d'une région rurale telle que l'Anjou dépend en effet de l'importance des débouchés qui sont assurés à sa production. Or, la consommation locale n'offre que des possibilités restreintes et seuls, le commerce d'exportation et les débouchés industriels, peuvent lui permettre de développer sa production et de jouir de la prospérité qu'un pays si fertile est en droit d'attendre. Il est probable d'ailleurs que la Corporation agricole jouera un rôle important dans ce domaine des débouchés, et cherchera non seulement à les étendre mais à les rationaliser.

---

(28) DE GEOFFRE, *op. cit.*, page 196.

## CHAPITRE II

---

### LES TRANSPORTS (1)

---

La facilité des communications, le bon état des transports constituent des conditions essentielles au développement de l'agriculture. Ils déterminent l'étendue des marchés, l'importance quantitative des transactions et par conséquent la nature même des productions d'une région. A l'époque de la charrette à bras ou du tombereau mû par la seule force animale, au temps des bateliers de la Loire, les débouchés sont en général trop restreints pour permettre un accroissement progressif ou une spécialisation rationnelle des cultures angevines. Au contraire avec le chemin de fer, le navire à vapeur, le camion automobile, le marché est devenu mondial, le volume des échanges a augmenté dans des proportions énormes, et chaque région normalise sa production, s'adonnant aux cultures qui lui sont plus particulièrement favorables.

Mais l'importance des transports sur l'économie rurale d'un pays n'en fait malheureusement point disparaître la difficulté. Le problème est d'autant plus délicat à résoudre que les denrées agricoles ont en général une valeur relativement faible sous un volume encombrant et pour un poids élevé.

---

(1) Sources :

Michel AUGÉ-LARIBÉ, *Evolution de la France agricole*, p. 10 et suiv.  
DE GEOFFRE, *op. cit.*, p. 241 et suiv.  
Direction des Services Agricoles de Maine-et-Loire.  
Service du Génie Rural.

Trois modes de communication sont à la disposition des agriculteurs :

- 1) le transport par eau ;
- 2) le transport par routes ;
- 3) le transport par voie ferrée.

Nous en examinerons successivement l'importance et la qualité en Anjou.

## SECTION I

### Le Transport par eau

Comme le concluait très justement M. Le Roux, Ingénieur des Ponts et Chaussées, dans une étude consacrée au début de ce siècle à l'hydrographie du Maine-et-Loire : « en dehors de l'agrément qu'ils peuvent procurer à l'excursionniste, les cours d'eau de l'Anjou ne rendent pas de grands services : les ruisseaux n'ont pas d'eau, les rivières sont peu navigables et conduisent à un fleuve qui ne l'est pas » (2).

Comment expliquer alors qu'au XVIII<sup>e</sup> siècle la navigation fluviale était pratiquée sur la Mayenne, la Sarthe, le Loir et l'Oudon et particulièrement florissante sur la Loire ? (3) (4).

Assurant la liaison entre les ports de mer et l'intérieur du royaume, la Loire et ses affluents étaient alors sillonnés de voiles blanches. En 1786, une véritable flotte assurait les importations et les exportations ; le seul quartier d'Angers comprenait 223 bateaux sur la Loire et 132 sur ses affluents soit 355 montés par 973 hommes d'équipage (5). Toute une marine et une population de mariniers vivaient à Chalonnes, Montjean, Saumur, etc..

Nous ne pouvons nier qu'à cette époque déjà la navigation comportait de sérieux obstacles. D'une part, la

---

(2) LE ROUX, *Angers et l'Anjou*, 1903.

(3) *Tableau de la province d'Anjou de 1762 à 1766*, par UZUREAU. — *Mémoire de la Sté A. S. A.*, 1900, 5<sup>e</sup> série, tome III, pages 185 et suiv.

(4) En 1841, près de 90 % du trafic se faisait par voie d'eau.

(5) Rapport du commissaire du quartier d'Angers Soland le 28 octobre 1786, cité par BRICHET dans *Mém. Sté A.S.A.*, année 1908, 5<sup>e</sup> série, tome XI, pages 205 et suiv.

Mayenne, la Sarthe, le Loir et l'Oudon étaient barrés de nombreux moulins dont les portes marinières nécessitaient la dangereuse manœuvre du « guindas » (6). D'autre part et surtout, la Loire au débit capricieux se contentait l'été d'étaler ses grèves dorées au soleil. Certaines années (notamment en 1832) la hauteur de ses basses eaux ne permettait aucune navigation et le fleuve pouvait se traverser à gué en plusieurs endroits. Enfin et à un tout autre point de vue, la navigation était également dangereuse. Il n'existait pas de police fluviale dans la province où les mariniers pouvaient s'emparer impunément des marchandises dont leurs bateaux étaient chargés et où ils commettaient « toutes les déprédations que l'on peut attendre des gens de cette espèce qui abusent du besoin qu'on a d'eux » (7) .

Et malgré toutes ces difficultés la navigation fluviale demeurerait active. Comment expliquer le changement survenu au XIX<sup>e</sup> siècle ?

Il faut tenir compte de l'ensablement de plus en plus puissant des eaux du fleuve provoqué en partie par le déboisement du Massif-Central. Il aurait donc fallu, pour lutter contre cet obstacle difficile, rendre plus fréquent et plus puissant le passage des dragues et des baliseurs. Or, à l'inverse, les travaux se ralentirent, la navigation fluviale commençant à être concurrencée par les premiers chemins de fer. Et sans contredit c'est la construction des voies ferrées qui a ruiné et fait disparaître le trafic commercial sur la Loire.

A l'heure actuelle comment se pose le problème ? Peut-on utiliser la Loire telle qu'elle se présente ? Certainement non (8). Mais est-il rationnel de laisser ce grand fleuve inutilisé ? Pas davantage. En se plaçant au seul point de vue agricole (ici bien moins intéressant pourtant que le point de vue industriel), la possibilité de naviguer sur la Loire présenterait de nombreux avantages. Les denrées non immédiatement périssables que l'Anjou produit en sur-

---

(6) BRICHET, *op. cit.*, p. 205 et suiv.

(7) BRICHET, *op. cit.*, p. 205 et suiv.

(8) Mentionnons toutefois l'existence d'un service de batellerie entre Angers et Nantes, mais dont l'ampleur commerciale demeure très modeste.

nombre pourraient être transportées facilement et à peu de frais dans la région nantaise et de là vers l'étranger.

Deux solutions ont été envisagées pour permettre de doter l'Anjou de voies d'eau navigables. Les uns ont préconisé l'amélioration de la Loire elle-même, les autres la construction d'un canal latéral.

#### I) LA LOIRE NAVIGABLE.

Les moyens suivants ont été envisagés :

1°) le reboisement des hauteurs où la Loire et l'Allier, les deux principaux fournisseurs de sable, prennent leur source.

2°) établir des barrages sur la haute Loire et le haut Allier de manière à ralentir le courant qui de la sorte ne rongerait plus le lit de ces fleuves pour le transformer et l'entraîner en gravier.

3°) draguer le sable, non pas seulement dans la région angevine où le vide produit est comblé facilement, mais encore et surtout dès Roanne ou Nevers là où le courant aidera aux travaux.

Nous aurions chance ainsi d'avoir un chenal navigable ; de plus l'écoulement des eaux étant facilité par le désensablement, la pression exercée sur les digues souvent menacées diminuerait d'intensité et maintes inondations désastreuses pourraient donc se trouver conjurées.

Les frais des travaux de reboisement, de barrages, de dragages seraient d'ailleurs facilement compensés par l'exploitation rationnelle des nouvelles forêts, l'équipement des chutes d'eau productrices d'électricité et l'extraction du sable, marchandise qui a bien sa valeur en définitive.

Nous avons vu également qu'au XVI<sup>e</sup> siècle et pendant une certaine période du XIX<sup>e</sup>, un autre moyen fut préconisé pour améliorer la navigabilité de la Loire : endiguer le fleuve dans un espace aussi restreint que possible, de manière, en comprimant la largeur du fleuve, à accroître sa profondeur. Un tel procédé nous paraît à écarter totalement, d'abord parce que les résultats obtenus ne furent guère satisfaisants, d'autre part et surtout parce

qu'une telle pratique est extrêmement dangereuse pour la sécurité des campagnes riveraines. La pression exercée sur les levées en cas de crues est si élevée, que des ruptures se produiraient fréquemment entraînant avec elles des catastrophes effroyables.

## II) LE CANAL LATÉRAL.

Construire un canal latéral à la Loire n'est pas un projet récent. Dès le XVII<sup>e</sup> siècle les autorités locales étudiaient les moyens d'unir Paris à la Basse-Loire en améliorant les rivières intermédiaires et en créant de nouveaux canaux. Et en 1787 Lavoisier proposait de creuser un canal latéral au fleuve.

Le projet fut repris sérieusement vers 1900-1910 mais n'aboutit point en pratique, faute d'argent. Des deux camps acharnés : Canalistes et Loiristes, ce furent les Loiristes qui l'emportèrent car on estima qu'il coûterait moins cher d'améliorer la navigation sur la Loire que de creuser un canal et on commença les travaux. Ceux-ci ne donnèrent pas les résultats escomptés et depuis lors la bataille a repris entre les deux opinions.

## III) LE PROBLÈME A L'HEURE ACTUELLE.

En 1941, le problème de la Loire navigable n'a point perdu de son actualité mais a pris au contraire un nouvel essor.

On envisage en effet la possibilité de créer une grande voie d'eau internationale aboutissant à Nantes et reliant l'Océan à la Mer Noire par la Suisse et l'Europe Centrale.

Dans l'intéressant exposé fait le 10 janvier 1941 par M. Paul Rozé, rapporteur du projet de la Loire navigable à la Chambre de Commerce d'Angers, les solutions suivantes ont été mises en relief :

1°) abandonner l'idée d'un canal latéral à la Loire qui, creusé dans le sol sableux du Val, n'aurait aucune solidité et qui de plus serait soumis aux crues de la Loire et à l'inévitable ensablement qui en résulte.

2°) de Nantes à Angers, se contenter de rendre la Loire plus navigable en utilisant les vieux procédés employés jusqu'ici (dragage — balisage — épis...).

3°) d'Angers à Orléans, utiliser la vallée du Loir (le Loir est une rivière extrêmement régulière). Puis établir un canal de Vendôme à Orléans où l'on rejoint alors le canal d'Orléans puis le canal de Briare. En 1928, le coût de ces travaux ne dépassait pas 37 millions alors que pour la construction du canal latéral à la Loire il aurait fallu une somme minima de 150 millions.

## SECTION II

### Le Transport par routes

Du point de vue agricole on peut distinguer 2 grandes catégories de voies routières :

1°) les grandes routes nationales, départementales, ou d'intérêt général desservant l'Anjou de ville à ville ou de bourg à bourg.

2°) les petits chemins vicinaux assurant la liaison entre le village et la ferme, entre la ferme et le champ.

Si un gros effort a été accompli au cours du XIX<sup>e</sup> siècle et du XX<sup>e</sup> siècle pour l'amélioration des premières, l'état des seconds est malheureusement resté déplorable.

#### I) VOIES DE GRANDE COMMUNICATION.

Le nombre et la qualité des voies de grande communication ont augmenté d'une façon remarquable en un siècle et plus particulièrement depuis la généralisation des transports automobiles. La transformation a été d'autant plus sensible dans les régions de Bocages où le mauvais état des routes était proverbial. Dans le Choletais, par exemple, de grandes voies droites et larges ont pris la place des étroits chemins tortueux de jadis (9). La même constatation peut être faite dans le Segréen où il y a environ 100 ans le pays n'était guère abordable : « A part  
« les grandes routes nationales tracées en lignes droites  
« sous le premier Empire et la Monarchie de Juillet pour  
« parer à tout retour de la Chouannerie, on n'y trouvait  
« que des chemins creux quasi impraticables l'hiver et

---

(9) LE MOY, *op. cit.*, page 9.

« au printemps à cause des fondrières ». Aujourd'hui de belles routes macadamisées s'étendent dans toutes les directions (10).

## II) LES CHEMINS VICINAUX.

A l'inverse des grandes voies de communication dont l'état général à la veille de la guerre s'avérait satisfaisant, les chemins vicinaux sont dans une situation lamentable. Tortueux, étroits, défoncés, bourbeux l'hiver, pierreux l'été, ils se désagrègent un peu plus chaque année, négligés jusqu'ici et par leurs propriétaires et par les pouvoirs publics.

En septembre 1941, le Service du Génie Rural de Maine-et-Loire estimait que sur 15.000 km. de chemins vicinaux présentant un intérêt agricole, plus de la moitié demandait à être réparée. La population rurale d'ailleurs réclame depuis longtemps avec acuité la réfection de ces chemins. Mais le coût des travaux à entreprendre est si élevé qu'une amélioration d'ensemble ne pourra, semble-t-il, être mise à exécution sans l'obtention préalable d'une participation financière de l'Etat.

## III) LE TRAFIC ROUTIER DES PRODUITS AGRICOLES.

On ne pouvait utiliser jadis le transport par routes que sur de très faibles parcours. Le paysan apportait les produits de sa ferme jusqu'à la ville le jour du marché et la majorité du trafic agricole routier se bornait là. Il était impossible en effet à une simple charrette à cheval de parcourir une longue distance.

De nos jours, l'automobile semble pouvoir résoudre heureusement le problème en supprimant les deux obstacles essentiels : fatigue de l'animal et lenteur du déplacement. Avant la guerre actuelle, les départs par route étaient assez importants en Anjou. Outre le ramassage du lait à la ferme devenu général dans le département, légumes et fruits étaient transportés par camions vers les villes environnantes, bétail et vins sur Nantes, Paris et même parfois sur des marchés encore plus éloignés (11).

---

(10) Revue « *La Province d'Anjou* », janvier-février 1929, « *le Segréen* »

(11) Direction des Services Agricoles.

Toutefois, quelle que soit l'extension prise par le trafic routier en agriculture, il ne semble pas devoir se généraliser et supplanter totalement le chemin de fer. Sa supériorité évidente sur ce dernier, c'est la prise et la livraison à domicile. Mais un grave obstacle vient souvent contrebalancer cet avantage : la charge d'un camion automobile ne peut être assez considérable quantitativement pour permettre un prix de revient intéressant. Le transport par routes est donc très onéreux et ne peut être usité que pour des produits faisant prime sur le marché.

### SECTION III

#### **Le Transport par voie ferrée**

Apparu dès la seconde moitié du siècle dernier, c'est le chemin de fer qui, en définitive, a bouleversé toute l'économie rurale de l'Anjou. Il permet en effet :

1°) de transporter simultanément d'énormes quantités de denrées agricoles, de substituer aux charretées d'antan des wagons, des trains entiers, de fourrages, de légumes, de fruits, de vins, de bestiaux, etc...

2°) d'atteindre des marchés parfois très éloignés du centre de production. Désormais, il devint possible de se spécialiser dans une culture déterminée, les débouchés jadis exclusivement locaux s'élargissant presque à l'infini, permettant ainsi une absorption sûre d'une production agricole quasi industrialisée.

3°) d'accélérer la vitesse de transport. Les marchandises périssables tels que légumes et fruits purent être expédiés et vendus sur des marchés lointains. Et comme le fait justement remarquer Roger Dion (12) « aucune des formes récentes de l'économie rurale du Val d'Anjou n'aurait été possible si les chemins de fer n'avaient permis de vendre à Paris les légumes fraîchement cueillis ou le lait trait de la veille ».

L'emploi du chemin de fer pour le transport des den-

---

(12) *Val de Loire*, page 681.

rées agricoles n'a pas à vrai dire été immédiat. Jusqu'en 1870 le Chemin de fer n'a guère servi à la campagne qu'à favoriser la diffusion des instruments agricoles et des engrais. Ce n'est qu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle que l'Anjou et plus particulièrement le Val d'Anjou se mit à exploiter à fond le nouveau mode de locomotion (13).

Au XX<sup>e</sup> siècle, l'utilisation de la voie ferrée pour l'expédition des produits exportables de l'agriculture angevine était devenue générale et très importante, le Maine-et-Loire ayant une production agricole excédentaire ; l'essor de ce trafic fut à peine amoindri par la concurrence du transport routier.

Les lignes de chemin de fer étaient d'ailleurs en 1938 assez bien réparties (14). Outre les grandes voies reliant Angers aux villes voisines et à Paris, de nombreuses lignes locales desservaient les bourgs les plus importants du département, formant un réseau à mailles ténues, permettant l'expédition facile des denrées agricoles par le producteur lui-même.

Mais depuis la guerre de graves difficultés ont surgi. Sur de nombreuses lignes, le trafic a dû être interrompu par suite de la destruction des ponts non encore restaurés. Enfin de multiples trains ont été supprimés étant donné la raréfaction du charbon. Naturellement ce sont les lignes locales qui ont le plus souffert de ces restrictions, fait très regrettable du point de vue agricole. Le paysan ne sachant comment acheminer sa production vers la ville a tendance à restreindre celle-ci ou à placidement attendre que les trafiquants du marché noir viennent la lui chercher sur place.

Malheureusement encore, la pénurie d'essence ne permet pas au trafic routier de suppléer à la déficience des transports par voie ferrée. C'est là un très grave problème qui ne pourra hélas être résolu avant la fin des hostilités et le rétablissement de conditions économiques normales.

---

(13) Les transports de produits maraîchers furent inaugurés, dit-on, par un horticulteur du faubourg de la Croix-Verte en 1868, par des envois de fraises (Roger DION, *Val de Loire*, page 681).

(14) Direction des Services Agricoles.

## CONCLUSION

---

L'étude que nous venons de faire, si incomplète soit-elle, nous conduit à dégager les 2 traits essentiels suivants :

1°) l'Anjou est un pays d'une extrême variété agricole ;

2°) c'est une région susceptible d'un fort développement rural, étant donné sa richesse et sa fertilité naturelles.

Mais la politique de négligence pratiquée jusqu'ici par nos gouvernements successifs à l'égard de la Terre n'a pas permis à l'Anjou de mettre en valeur au maximum ses merveilleuses possibilités. C'est pourquoi nous terminerons cette thèse par la brève indication des efforts à réaliser sur le plan technique et social pour améliorer les conditions de la vie paysanne et porter à son plein rendement la production agricole angevine.

### § 1. — Traits caractéristiques de l'Anjou agricole

#### A. — LA DIVERSITÉ.

L'Anjou ne forme pas une région naturelle homogène, mais constitue au contraire un agglomérat de petits pays très variés. Un seul point commun les relie tous : le caractère essentiellement agricole de leur économie.

La partie occidentale du département formée de terrains anciens, arrosée de multiples ruisseaux, conserve un aspect bocager. Les fermes isolées au milieu de champs bordés de haies abritent une population disséminée, grave, rude, secrète mais tenace et laborieuse. L'élevage demeure la grande richesse de la région.

Formant contraste avec le Choletais et le Segréen, la

partie orientale constituée par des terres plus jeunes, riches en calcaires, s'avère plus riante. Toutefois le Baugeois au nord est loin d'atteindre l'exceptionnelle fertilité du Saumurois. Son sol trop sableux reste l'apanage des grandes forêts de noyers. Bien au contraire au sud de la Loire, s'apparentant à la Vallée, l'arrondissement de Saumur se couvre de riches vignobles et de cultures maraîchères variées.

Le Val de Loire, enfin, coupant le pays d'est en ouest, jette sa ligne claire à travers l'Anjou. Ses terres alluviales se prêtent admirablement à toutes les formes de culture et l'on y voit se succéder les grasses prairies, les blés aux lourds épis, les graines de toutes sortes, les légumes frais et les fruits succulents.

Ces grandes divisions ne sont d'ailleurs qu'un modeste aperçu de la spécialisation territoriale angevine et pourraient comporter de multiples fractionnements. C'est ainsi par exemple que le Choletais reste par excellence le pays d'engraissement des bestiaux alors que le Segréen s'était surtout jusqu'à maintenant cantonné dans l'élevage du porc, que la Vallée supérieure est la région des primeurs alors que la Basse Vallée est celle des porte-graines, etc...

#### B. — LA RICHESSE NATURELLE.

Pays riche, l'Anjou doit en majeure partie sa fertilité aux éléments naturels.

Les assises même du sol sont en général de nature favorable à l'agriculture et la couche de terre arable qui les recouvre est le plus souvent suffisamment épaisse pour permettre une mise en valeur facile et peu onéreuse.

Le climat est exceptionnellement doux, la température varie dans des limites très restreintes, les vents d'ouest chargés de pluies se chargeant d'ailleurs de régulariser les excès de chaleur ou de froid.

Le réseau hydrographique enfin est développé de telle sorte qu'il entretient une humidité légère et bienfaisante. Il n'est même les désastreuses crues de la Loire qui ne comportent leur contre-partie favorable : le dépôt d'un limon aux éléments de haute qualité sur les vallées inondées.

Cette richesse naturelle de l'Anjou, nul doute que ses populations ne l'aient entrevue puisque la majeure partie d'entre elles sont demeurées rurales. Pourtant sans méconnaître l'effort fourni au cours des siècles pour mettre le pays en valeur, nous sommes obligés de reconnaître que depuis la crise économique de 1930 notamment, tout n'a pas été fait, bien loin de là, pour rationaliser les conditions et les systèmes de cultures et donner l'essor maximum à une région si susceptible d'un intéressant développement.

Laissant le paysan soit dans l'ignorance des nouvelles techniques, soit dans le dénuement pécuniaire, promoteurs de la routine et de la négligence, l'Anjou a vu peu à peu décroître les rendements de son sol et sa jeunesse désertier la terre.

C'est contre ce courant de désagrégation qu'il importe avant tout de lutter.

## **§ II. — Programme d'améliorations matérielles et morales à réaliser en Anjou**

Nous n'envisageons naturellement ici que quelques-uns des problèmes ruraux qui nous semblent dignes de retenir l'attention en Anjou.

### **A. — AMÉLIORATIONS MATÉRIELLES.**

#### *a) les engrais.*

Il n'est de sol si riche soit-il naturellement qui ne se trouve amélioré par l'emploi des amendements et des engrais. L'utilisation de la chaux a bouleversé, nous l'avons vu, toute l'économie agricole de l'Ouest angevin. Celle des engrais permet l'obtention de rendements bien supérieurs à ceux enregistrés auparavant.

Malheureusement à l'heure actuelle, la pénurie des engrais est un problème redoutable. Nous en avons vu les causes et nous doutons qu'un volume normal des produits chimiques puisse être mis à la disposition des agriculteurs avant la fin de la guerre.

Il est toutefois une négligence coupable que nous voudrions réformer en Anjou : c'est la très mauvaise utilisation des engrais naturels ou fumiers. Dans un tel pays

où le cheptel malgré les réquisitions et les nouvelles difficultés du ravitaillement animal conserve une importance certaine, il est anormal de constater le mépris avec lequel on traite un élément fertilisant, qui remplacerait avantageusement l'engrais chimique déficient ou de qualité très inférieure. Trop souvent le fumier est perdu, pourrissant à l'étable ou dans les ruisseaux de la ferme. Trop souvent le fumier, au lieu d'être rationnellement disposé et conservé dans une fosse à purin, trône en tas épars au milieu de la cour, exposé à toutes les intempéries et mêlé aux ordures ménagères les plus diverses.

La généralisation des fosses à purin nous semblerait donc une mesure souhaitable, prologue à l'emploi massif ultérieur des engrais chimiques. Aujourd'hui remplaçant indispensable, demain complètement estimé, le fumier cesserait d'être ce dôme nauséabond, qui choque la vue et l'odorat, tout en perdant la majeure partie de ses qualités engraisantes, pour devenir un élément fertilisant de haute valeur, distrait aux regards et au sens olfactif.

#### *b) assainissement du sol — aménagement des cours d'eau.*

Bien que l'humidité du sol soit en général un facteur favorable à la culture, elle peut devenir excessive en certains terrains. C'est ainsi qu'en Maine-et-Loire plus de 25.000 ha. devraient être assainis par le drainage ou par la construction de fossés d'écoulement.

Le problème des crues de la Loire demeure en outre irrésolu. Le système des levées continues ne semble pas apporter toute la sécurité désirable et il reste à trouver le remède technique qui mettrait fin aux désastres répétés qui anéantissent périodiquement les récoltes de la Vallée.

#### *c) le morcellement.*

Moins néfaste en Anjou que dans certaines régions, par suite de la nature des productions qui s'accommodent assez bien de petites surfaces (vignes, cultures maraîchères, porte-graines, etc...) le morcellement deviendrait vite cependant un danger. On ne peut indéfiniment subdiviser une terre sans lui retirer une partie toujours croissante de sa valeur.

Les nouvelles lois sur la transmission possible du domaine familial agricole à un seul des enfants, sur le maintien éventuel de l'indivision, et sur le remembrement, permettront, semble-t-il, d'endiguer heureusement cette tendance périlleuse à l'émiettement des propriétés.

d) *la nature des cultures.*

Le paysan sait généralement mieux que quiconque les cultures les plus propres à lui assurer la prospérité. Toutefois il faut souvent tenir compte d'un certain esprit de routine qui protège le maintien de plantations parfois peu intéressantes et nuit au développement de nouvelles productions.

L'agriculteur angevin s'obstine par exemple à planter des choux fourragers pour l'alimentation hivernale de son bétail, alors que sa récolte est presque chaque année détruite par la gelée.

A l'inverse, il est extrêmement difficile d'introduire une culture nouvelle ; la betterave sucrière qui réussirait vraisemblablement fort bien dans la région de Doué-la-Fontaine reste encore, malgré l'effort des services compétents, à l'état larvé.

e) *l'outillage.*

Il demeure dans l'ensemble rudimentaire. Machines et moteurs sont rares surtout dans la partie occidentale du département restée plus réfractaire au modernisme. Outre cet obstacle d'ordre psychologique, on ne peut nier que la question pécuniaire joue un rôle de premier plan. Il nous paraît toutefois possible de la régler par la création de coopératives chargées d'acheter en commun l'outillage nécessaire à un type de culture, de le prêter à ses membres et pendant la saison morte de le conserver dans les meilleures conditions de garde avec des frais réduits au minimum.

f) *les transports.*

Le projet de voie d'eau internationale qui aboutissant à Nantes utiliserait la Loire jusqu'à Angers et le Loir jusqu'à Vendôme, puis comporterait de Vendôme à Orléans

un canal qui rejoindrait le canal d'Orléans et le canal de Briare, nous semble extrêmement intéressant.

La réfection du réseau routier et plus particulièrement des chemins vicinaux constitue d'autre part un ensemble de travaux d'une nécessité évidente.

g) *l'habitat.*

Enfin le problème de l'habitat se pose d'une façon aiguë tant au point de vue quantitatif que qualitatif.

Le nombre des logis ruraux habitables est trop faible. A quoi sert-il de pousser vers la terre une population nombreuse si l'on ne sait où l'installer ? Comment espérer attirer ou maintenir à la campagne le jeune ménage qui doit cohabiter avec les vieux parents dans la promiscuité parfois la plus gênante ? Trop souvent la ferme ne contient qu'une seule pièce à coucher où s'entasse le soir la famille entière. Il importe donc non seulement de construire de nouvelles demeures mais encore de prévoir dans chaque maison plusieurs chambres distinctes qui permettront à chacun de vivre dans des conditions morales et hygiéniques bien supérieures.

L'état des habitations rurales est également peu satisfaisant. Construite il y a plus d'un siècle, la plupart des maisons n'a subi depuis aucune réparation, aucune transformation notable. Les murs sont vétustes et tombent en ruines. L'humidité et l'obscurité règnent. Quant au logement des animaux, il est encore pis et révèle une saleté bien souvent repoussante. L'outillage remisé hâtivement dans des baraquements à peine clos, ne résiste pas aux dégradations inévitables des intempéries. L'électricité posée presque partout déjà dans les agglomérations demeure inconnue dans les écarts. La distribution d'eau potable est une faible exception. Quant à l'hygiène elle est à peu près totalement inconnue. La question de l'habitat est à notre avis l'une des plus urgentes à résoudre.

B. — AMÉLIORATIONS MORALES.

Un programme d'équipement rural si perfectionné, si complet soit-il, ne peut donner de résultats satisfaisants, nous dirions même ne pourrait être entrepris, s'il n'était accompagné de réformes intellectuelles profondes.

Il faut d'abord lutter, chez le paysan même, contre 3 tendances particulièrement néfastes :

- 1°) l'esprit de routine ;
- 2°) l'esprit de lucre ;
- 3°) l'esprit d'individualisme outrancier.

Il faut enfin intéresser la nation toute entière à la vie rurale.

a) *la réforme de la mentalité paysanne.*

1°) l'esprit de routine.

Le caractère conservateur et traditionnaliste du paysan fait en partie sa force, mais il importe de ne point le laisser dégénérer en esprit de routine étroit et buté.

Une grande partie de la population rurale des Mauges et du Segréen semble malheureusement devoir encourir ce reproche. Les habitants de la Vallée, du Saumurois et même du Baugeois sont par bonheur plus évolués.

Mais il serait souhaitable pour les uns et les autres de faire naître ou de développer ce sens critique, cette force d'initiative, cette curiosité du procédé, de la machine, de la culture nouvelle qu'on rencontre chez certains paysans hélas trop rares de nos jours encore.

2°) l'esprit de lucre.

On a beaucoup parlé du « bas de laine » où le petit propriétaire rural, le fermier enfermait jalousement ses économies. On a critiqué ce mode rudimentaire de thésaurisation parfois avec envie, mais souvent avec raison.

Le paysan qui amasse sou par sou une petite fortune, dans le seul espoir de se constituer un trésor caché improductif ou de placer son argent chez le banquier ou le notaire pour en tirer revenu, a généralement tort. Avec un esprit d'avarice ou de lucre mal compris il laisse ses capitaux stériles ou risque de perdre le fruit de son travail dans des spéculations plus ou moins hasardeuses.

Il est donc nécessaire de faire comprendre au paysan l'intérêt qu'il y a pour lui à investir ses économies dans sa propre exploitation, en achetant davantage d'engrais, en employant un matériel plus perfectionné, en utilisant une main-d'œuvre plus qualifiée, en améliorant l'état de ses bâtiments, etc...

3°) l'esprit d'individualisme outrancier.

Enfin le paysan est individualiste. Il n'a admis que tardivement l'idée d'association, encore lui est-il souvent réfractaire.

C'est évidemment une erreur. La solidarité est nécessaire à la campagne comme à la ville, au petit bourg comme à l'ensemble du pays. Le groupement est indispensable pour faciliter l'achat des semences, engrais, outils, pour permettre une meilleure organisation du crédit, des assurances, des lois sociales, pour donner aux revendications paysannes toute leur force, etc...

Cette réforme de la mentalité paysanne sera, nous l'espérons, l'œuvre de la nouvelle Corporation agricole.

*b) la vraie place de la paysannerie dans la vie nationale et plus particulièrement en Anjou.*

« C'est une vérité maintes fois proclamée que la France est une grande nation agricole... mais c'est aussi un fait d'observation que la vie se retire lentement de ses campagnes peu à peu désertées, que des hameaux et des villages retournent à leur ancienne solitude... »

« Le drame de la terre n'intéresse pas seulement les ruraux. Une nation est prospère par l'équilibre et l'harmonie de ses activités ; son économie s'affaiblit lorsqu'une de ses parties essentielles voit compromettre ses destinées. Pour la France l'enjeu est décisif » (1).

Ces paroles vraies pour l'ensemble du pays valent aussi pour l'Anjou. Bien que l'exode rural y fut moins poussé que dans certaines autres régions françaises, il y a eu depuis plus d'un demi-siècle une tendance très nette à la régression de la population paysanne et des superficies cultivées.

Et pourtant toute l'économie angevine repose sur les productions agricoles.

Il est donc urgent là comme ailleurs, nous dirions même là plus qu'ailleurs, de remettre en vedette la noblesse de la vie paysanne, sa nécessité et sa valeur.

Il faut tuer chez l'homme de la ville ce stupide mépris

---

(1) Roland MASPÉTIOL, *Economie paysanne*, 1939, pages 7 et 8.

des choses de la terre, sans lesquelles pourtant il ne pourrait vivre.

Il faut intéresser la nation toute entière à l'œuvre de restauration agricole car « demain plus encore que dans le passé la France ne sera grande et forte qui si elle peut prendre appui sur une économie paysanne saine » (2). Les pouvoirs publics devront contribuer à cette œuvre par tous les moyens dont ils disposent (mesures législatives, financements, propagande, etc.) et redonner à l'agriculture la place qui lui est due dans le développement économique de la nation. Le Maréchal Pétain ne méconnaît point d'ailleurs l'importance de cette tâche puisqu'il définissait ainsi, dans l'un de ses discours, le rôle primordial de la classe rurale : « C'est le paysan qui a forgé la France par son héroïque patience. Il constitue avec le soldat les garanties essentielles de l'existence et de la sauvegarde du pays » (3).

---

Vu :

Vu : *Le Doyen,*  
H. NÉZARD.

*Le Professeur, Président de la Thèse,*  
SAINT-GERMÈS.

Vu et permis d'imprimer :

Caen, le 1942

*Le Recteur de l'Académie*  
*Président du Conseil de l'Université,*  
MERCIER.

---

(2) Roland MASPÉTIOL, *op. cit.*, page 9.

(3) Maréchal PÉTAÏN, *Discours aux paysans de France* prononcé à Pau le 20 avril 1941.

## BIBLIOGRAPHIE

---

### I) SERVICES CONSULTÉS :

Archives départementales de Maine-et-Loire.  
Bibliothèque de l'Ecole supérieure d'Agriculture d'Angers.  
Bibliothèque municipale d'Angers.  
Bibliothèque de l'Université Catholique d'Angers.  
Comité de Gestion laitier du Maine-et-Loire.  
Services Agricoles du Maine-et-Loire.  
Service départemental du Génie Rural.

### II) MÉMOIRES, REVUES ET PÉRIODIQUES — DOCUMENTS OFFICIELS.

« *Angers et l'Anjou* » (Congrès de l'Association française pour l'Avancement des Sciences — Comité d'Angers — Germain et Grassin, Angers, 1903).

*Bulletin mensuel de la Sté. industrielle et agricole d'Angers et de l'Union des viticulteurs de Maine-et-Loire* (Sté française d'imprimerie d'Angers).

*Chroniques d'Anjou et du Maine*, 1529 (édition de Quatrebarbes, 1842).

*Enquête sur l'habitat rural de 1931* (publiée en 1939, éditeur Henri Dannaud, Paris).

*Indicateur de Maine-et-Loire* (Cosnier et Lachèse, Angers, 1864).

*L'Illustration*.

*Journal Officiel*.

Journal local « *le Petit Courrier* » (Imprimerie du Petit Courrier, Angers).

*Mémoires de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts d'Angers* (de 1830 à 1869 — 26 tomes — Pavie puis Cosnier et Lachèse, Angers).

*Revue d'Anjou* (Cosnier et Lachèse, Angers).

*Revue « la Province d'Anjou »* (Editions de l'Ouest, Angers).

*Revue « La Vie à la campagne »* (Hachette)

*Statistiques agricoles de 1842 à nos jours.*

### III) OUVRAGES.

ANDREWS. — « *Les Paysans des Mauges au XVIII<sup>e</sup> siècle* » (thèse 1935, Arrault et Cie, Tours).

AUGÉ-LARIBÉ. — « *Evolution de la France agricole* » (1912, Armand Colin, Paris).

BAUDRILLART (H.). — « *Les populations agricoles de la France* » 2<sup>e</sup> série : Maine-Anjou-Touraine — (Guillaumin, Paris, 1888).

DE BAUREGARD. — « *Statistique de Maine-et-Loire* (1850, Pavie, Angers).

BAZIN (René). — « *Récits du temps de la guerre* » (Calmann-Lévy, Paris).

— « *Paysages et pays d'Anjou* » (Calmann-Lévy, Paris).

BESNARD. — « *Souvenirs d'un nonagénaire* » (publié par Célestin Port, 2 vol., 1880, Lachèse, Angers).

BIDARD (Jean-Robert). — « *L'Erreur marxiste et l'agriculture française* » (thèse Paris, 1940, Librairie du Recueil Sirey, Paris).

BOUZEREAU (Jeanne). — « *Le logement rural* » (thèse Paris, 1941, Jobidon fils, le Mans).

BRICARD (Georges). — « *L'Angevin, son pays et son caractère* » (Editions de l'Ouest, Angers, 1929).

CADILHAC. — « *Fromages de France* » (*l'Illustration*, 14 février 1942).

CAZIOT (Pierre). — « *La Valeur de la terre en France* » (1914, Baillièrre, Paris).

— « *Au service de la Paysannerie* » (1941).

DE CHANGY. — « *Le Métagage en Maine-et-Loire* » (Congrès organisé par la Sté des agriculteurs de France les 20 et 21 février 1939, éditeur La Maison rustique, Paris).

CHENEVIER. — « *L'Industrie laitière française* » (*l'Illustration*, 31 janvier 1942).

— « *L'Industrie beurrière française* » (*l'Illustration*, 7 février 1942).

CORMEAU (Henri). — « *Terroirs mauves* » (2 vol. Paris, Crès, 1912).

Dr COUFFON. — « *Monographie de St-Quentin-en-Mauves* ». — « *Précis de Géologie angevine* » (1934, Imprimerie Centrale, Angers).

DAUZAT. — « *Le village et le paysan de France* » (1942, Gallimard, Paris).

DELOS (Albert). — « *Traité d'économie rurale* » (1932, Bibliothèque agronomique belge — Librairie agricole de la Maison rustique, Paris).

DION (Roger). — « *Le Val de Loire* » (1935, étude de géographie régionale, Arrault édit., Tours).

Dr GARNIER. — « *Enquête sur la population du Maine-et-Loire* » (*Petit Courrier*, Angers, 1941).

GARRIGOU-LAGRANGE. — « *Production agricole et Economie rurale* » (Librairie générale du droit, Paris, 1939).

DE GEOFFRE. — « *L'Agriculture en Maine-et-Loire en l'An de crise 1935* » (Siraudeau, Angers, 1936).

GIRAUD (Charles). — « *Economie rurale du département de Maine-et-Loire* » (1862, Angers, Cosnier et Lachèse).

HITIER (Henri). — « *Conférences d'économie rurale* » (professées à l'Ecole supérieure d'agriculture d'Angers en 1941).

— « *Les questions agricoles au point de vue économique* » (cours professé à l'Ecole des Sciences politiques, Paris, 1940-1941).

- HITIER (H. et J.). — « *Les problèmes actuels de l'agriculture* » (Paris, Payot, 1923).
- JOUZIER. — « *Traité d'économie rurale* » (3<sup>e</sup> édition, 1928, Baillière, Paris).
- JULIEN (Yves). — « *La Sté familiale d'exploitation agricole en Mayenne et en Anjou* » (thèse Rennes, 1941, Imprimeries Réunies, Rennes).
- LECLERC THOUIN. — « *L'Agriculture dans l'Ouest de la France étudiée plus spécialement dans le département de Maine-et-Loire* » (Angers 1843).
- LEROY (J.) et CABARBAYE (Ch.). — « *Cultures fruitières dans le département de Maine-et-Loire* » (dans *Bulletin des engrais*, n° 248, 22 février 1939, p. 74-78).
- LEVAINVILLE. — « *Les Mauges* » notes de géographie humaine (dans « *Annales de Géographie* » t. XIV, 1905, p. 310-317).
- LIGOT. — « *Au pays des Mauges* » (Peyronnet et Cie, Paris, 1925).
- LUCAS. — « *Le Logement rural* » (Imprimerie du Cantal, Aurillac, 1939).
- Dr MAISONNEUVE. — « *L'Anjou — Ses vignes et ses vins* » (2 vol., 1925, Imprimerie du Commerce, Angers).
- MARCHAIS. — « *La culture de la vigne en Anjou* » (Baillière et Fils, Paris, 1929).
- MARCHEGAY. — « *Archives d'Anjou* » (2 vol. Charles Labusnière, Angers, 1843-1853).
- MASPÉTIOL (Roland). — « *Economie paysanne* » (1939, Librairie de Médecis, Paris).
- MOREAU et VINET. — « *Vignes et Vins d'Anjou* » (extrait du programme de la 5<sup>e</sup> fête nationale des Vins de France, 1937).
- LE MOY. — « *L'Anjou* » (1924, Hachette).
- ODE. — « *Le métayage en Anjou* » (thèse Paris, 1910).
- PACOTTET. — « *Viticulture* » (Baillière, Paris, 5<sup>e</sup> édition, 1929).

PERRIN (Armand). — « *La Civilisation de la Vigne* » (1938, Gallimard).

PICARD (Roger). — « *Questions actuelles d'économie rurale* » (Recueil Sirey, 1939).

PIROU et BYÉ. — « *Traité d'économie politique* » (tome I : Les cadres de la vie économique, 2<sup>e</sup> partie : l'Agriculture, le Commerce, Paris, Recueil Sirey, 1941).

PORT (Célestin). — « *Dictionnaire historique et géographique du Maine-et-Loire* » (1878, Lemesle, édit., Angers — Dumoulin, édit., Paris).

PORTES et RUYSSSEN. — « *Traité de la vigne* » (1886, 4 vol., Dais, Paris).

REBOUD. — « *Précis d'économie politique* » (Dalloz, 1936).

SAINT-GERMÈS. — « *Les ententes et la concentration de la production industrielle et agricole* » (traité d'économie politique publié sous la direction de Henri TRUCHY — Recueil Sirey, Paris, 1941).

SÉE (Henri). — « *La France économique au XVIII<sup>e</sup> siècle* » (Collin, 2<sup>e</sup> édition, 1933).

— « *Economie rurale de l'Anjou dans la 1<sup>re</sup> moitié du XIX<sup>e</sup> siècle* » (Librairie des Sciences économiques et sociales, Marcel Rivière, Paris).

SIEGFRIED (André). — « *Tableau politique de la France de l'Ouest sous la 3<sup>e</sup> République* » (1913, Colin, Paris).

SIROL (Jean). — « *Les Problèmes du Blé* » (1934, Sirey, Paris).

UZUREAU. — « *Tableau de la province d'Anjou de 1762 à 1766* » (Angers, 1898).

YOUNG. — « *Voyages en France* » (édition Henri Sée — Colin, Paris, 1931).

## TABLE DES MATIÈRES

---

|                    |   |
|--------------------|---|
| INTRODUCTION ..... | 5 |
|--------------------|---|

### PARTIE PRÉLIMINAIRE

#### Aperçu historique de l'évolution rurale en Anjou

---

|                                                                                                         |    |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| CHAPITRE I. — DES ORIGINES AU XVIII <sup>e</sup> SIÈCLE.....                                            | 13 |
| Section I. — <i>De la période gallo-romaine au XIII<sup>e</sup> s.</i> .....                            | 14 |
| Section II. — <i>Du XIII<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> s.</i> .....                                  | 16 |
| Section III. — <i>Principales productions de l'Anjou pendant cette période</i> .....                    | 18 |
| CHAPITRE II. — L'ANJOU AU XVIII <sup>e</sup> SIÈCLE.....                                                | 23 |
| Section I. — <i>Systèmes de culture pratiqués en Anjou</i> .....                                        | 25 |
| § 1. — Dans les vallées.....                                                                            | 25 |
| § 2. — Sur les plateaux.....                                                                            | 28 |
| Section II. — <i>Le commerce des produits agricoles</i> .....                                           | 33 |
| Section III. — <i>Régime des terres — Conditions de travail et de vie des populations rurales</i> ..... | 38 |
| CHAPITRE III. — L'ANJOU ET LA RÉVOLUTION AGRICOLE DU XIX <sup>e</sup> SIÈCLE .....                      | 43 |
| Section I. — <i>La première moitié du XIX<sup>e</sup> s.</i> ...                                        | 43 |
| Section II. — <i>La révolution agricole</i> .....                                                       | 53 |
| 1. Emploi de la chaux.....                                                                              | 53 |

|                                                                                          |    |
|------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| 2. Amélioration et généralisation des engrais.                                           | 54 |
| 3. Perfectionnement des pratiques agricoles.                                             | 55 |
| 4. Amélioration du cheptel.....                                                          | 56 |
| 5. Développement des voies de communi-<br>cation .....                                   | 57 |
| Appendice : <i>Condition sociale du paysan au XIX<sup>e</sup></i><br><i>siècle</i> ..... | 58 |

---

## PREMIÈRE PARTIE

### Les Facteurs de l'économie rurale angevine

---

#### TITRE I. — LE MILIEU NATUREL

|                                                                                                   |    |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| CHAPITRE I. — LE SOL.....                                                                         | 64 |
| A) <i>L'Anjou occidental</i> .....                                                                | 67 |
| a) Les Mauges .....                                                                               | 67 |
| b) Le Segréen .....                                                                               | 68 |
| B) <i>L'Anjou oriental</i> .....                                                                  | 68 |
| a) Le Saumurois .....                                                                             | 68 |
| b) Le Baugeois .....                                                                              | 69 |
| C) <i>Le Val de Loire</i> .....                                                                   | 69 |
| CHAPITRE II. — LE CLIMAT .....                                                                    | 71 |
| CHAPITRE III. — L'HYDROGRAPHIE .....                                                              | 74 |
| <i>Les crues de la Loire</i> .....                                                                | 76 |
| § 1. — Le régime de la Loire et de ses<br>affluents .....                                         | 76 |
| § 2. — Conséquences des inondations sur<br>l'économie rurale angevine.....                        | 78 |
| A) La Loire dévastatrice.....                                                                     | 78 |
| B) La Loire fertilisante .....                                                                    | 79 |
| § 3. — Le système de protection contre les<br>crues de la Loire — Les levées an-<br>gevines ..... | 81 |

TITRE II. — LE MILIEU SOCIAL

|                                                                                    |     |
|------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE I. — LA POPULATION PAYSANNE.....                                          | 92  |
| Section I. — <i>Evaluation de la population rurale</i> .....                       | 93  |
| Section II. — <i>Caractéristiques physiques et morales du paysan angevin</i> ..... | 95  |
| Section III. — <i>Répartition locale de la population rurale angevine</i> .....    | 100 |
| CHAPITRE II. — L'HABITAT RURAL .....                                               | 103 |
| Section I. — <i>Les Maisons d'habitation</i> .....                                 | 103 |
| § 1. — Leur diversité .....                                                        | 103 |
| § 2. — Les matériaux de construction. L'aspect général .....                       | 104 |
| § 3. — Distribution intérieure — Mobilier.                                         | 105 |
| Section II. — <i>Les Bâtiments d'exploitation</i> ....                             | 107 |
| § 1. — Logement des animaux.....                                                   | 107 |
| § 2. — Logement des récoltes et du matériel .....                                  | 108 |
| Section III. — <i>Eau, gaz, électricité — Hygiène et confort</i> .....             | 109 |
| § 1. — L'eau potable .....                                                         | 109 |
| § 2. — Evacuation des eaux et matières usées .....                                 | 110 |
| § 3. — Latrines et ordures ménagères — Fumiers .....                               | 110 |
| § 4. — Bains — Douches — Lavoirs.....                                              | 111 |
| § 5. — Gaz .....                                                                   | 111 |
| § 6. — Electricité .....                                                           | 112 |
| Section IV. — <i>Conclusion sur l'habitat rural en Anjou</i> .....                 | 113 |
| CHAPITRE III. — LES GROUPEMENTS PROFESSIONNELS DANS L'AGRICULTURE ANGEVINE .....   | 115 |
| 1. <i>leur nombre et leur diversité</i> .....                                      | 116 |
| 2. <i>leur faible importance relative</i> .....                                    | 117 |
| 3. <i>leur manque de liaison et leur désordre</i> ..                               | 117 |
| 4. <i>le nouveau régime corporatif</i> .....                                       | 118 |

**DEUXIÈME PARTIE**  
**L'économie rurale de l'Anjou**

---

**TITRE I. — LES PRODUCTIONS AGRICOLES**

|                                                                                          |     |
|------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE I. — LA PRODUCTION VÉGÉTALE.....                                                | 123 |
| Section I. — <i>Les céréales</i> .....                                                   | 123 |
| Section II. — <i>La Vigne</i> .....                                                      | 126 |
| Section III. — <i>La Production fourragère</i> .....                                     | 132 |
| Section IV. — <i>Les Cultures spécialisées</i> .....                                     | 137 |
| § 1. — Cultures industrielles .....                                                      | 138 |
| § 2. — Cultures horticoles et arboricoles..                                              | 142 |
| § 3. — Cultures de plein champ.....                                                      | 145 |
| Section V. — <i>Productions diverses</i> (pommes de<br>terre, champignons, bois...)..... | 150 |
| Appendice. — <i>Récapitulation du territoire agricole</i>                                | 152 |
| CHAPITRE II. — LA PRODUCTION ANIMALE.....                                                | 153 |
| Section I. — <i>Les Variétés et l'importance du</i><br><i>cheptel angevin</i> .....      | 153 |
| Section II. — <i>Les Animaux de basse-cour</i> ....                                      | 157 |
| Section III. — <i>La Viande de boucherie</i> .....                                       | 159 |
| Section IV. — <i>La Production laitière et ses dé-</i><br><i>rivés</i> .....             | 160 |
| Appendice. — <i>Productions diverses</i> (laine, œufs,<br>apiculture...) .....           | 166 |

**TITRE II. — TECHNIQUE DE LA**  
**PRODUCTION AGRICOLE EN ANJOU**

|                                                                     |     |
|---------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE I. — LA CONCENTRATION ET L'AGRICULTURE AN-<br>GEVINE ..... | 168 |
| Section I. — <i>La propriété rurale en Anjou</i> ..                 | 168 |
| § 1. — Le morcellement .....                                        | 170 |
| § 2. — Le parcellement .....                                        | 171 |

|                                                                                                     |     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Section II. — <i>Superficie des exploitations angevines</i> .....                                   | 173 |
| CHAPITRE II. — LES MODES DE FAIRE-VALOIR USITÉS EN ANJOU .....                                      | 176 |
| § 1. — <i>Utilisation respective des modes de faire-valoir en Anjou</i> .....                       | 176 |
| § 2. — <i>L'Exploitation familiale</i> .....                                                        | 177 |
| § 3. — <i>La vigne à comptant</i> .....                                                             | 180 |
| § 4. — <i>Classements secondaires des exploitants</i> .....                                         | 180 |
| § 5. — <i>Avantages et inconvénients des divers modes de faire-valoir</i> .....                     | 181 |
| CHAPITRE III. — LES MODALITÉS DE CULTURE EN ANJOU .....                                             | 186 |
| Section I. — <i>La spécialisation territoriale et l'agriculture angevine</i> .....                  | 186 |
| Section II. — <i>Culture intensive ou extensive</i> .....                                           | 188 |
| CHAPITRE IV. — LA MAIN-D'ŒUVRE AGRICOLE .....                                                       | 190 |
| CHAPITRE V. — ENGRAIS — OUTILLAGE ET MACHINISME .....                                               | 195 |
| Section I. — <i>Les Engrais</i> .....                                                               | 195 |
| Section II. — <i>L'Outillage</i> .....                                                              | 197 |
| CHAPITRE VI. — LE RÔLE DU CAPITAL EN AGRICULTURE — LE CRÉDIT RURAL .....                            | 201 |
| § 1. — <i>Capital foncier — Valeur des terres angevines</i> .....                                   | 201 |
| § 2. — <i>Capital d'exploitation</i> .....                                                          | 203 |
| § 3. — <i>Sources des capitaux agricoles — Le Crédit rural</i> .....                                | 205 |
| TITRE III. — LES DÉBOUCHÉS DE LA PRODUCTION AGRICOLE ANGEVINE                                       |     |
| CHAPITRE I. — ÉTUDE SUR LES DÉBOUCHÉS RESPECTIFS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES DE L'ANJOU ..... | 208 |

|                                                         |     |
|---------------------------------------------------------|-----|
| § 1. — <i>Les céréales</i> .....                        | 208 |
| § 2. — <i>Le vin</i> .....                              | 210 |
| § 3. — <i>Légumes et fruits</i> .....                   | 212 |
| § 4. — <i>Pépinières et porte-graines</i> .....         | 214 |
| § 5. — <i>Produits fourragers</i> .....                 | 215 |
| § 6. — <i>Divers</i> .....                              | 215 |
| § 7. — <i>Bestiaux</i> .....                            | 216 |
| § 8. — <i>Animaux de basse-cour</i> .....               | 217 |
| CHAPITRE II. — LES TRANSPORTS.....                      | 219 |
| Section I. — <i>Le transport par eau</i> .....          | 220 |
| Section II. — <i>Le transport par routes</i> .....      | 224 |
| Section III. — <i>Le transport par voie ferrée</i> .... | 226 |
| CONCLUSION .....                                        | 228 |
| BIBLIOGRAPHIE .....                                     | 237 |





